

John Adams Library,



IN THE CUSTODY OF THE
BOSTON PUBLIC LIBRARY.



SHELF N^o

* ADAMS

182.1

v. 5

L'ESPION
ANGLAIS,
O U
CORRESPONDANCE SECRETE
ENTRE
MILORD ALL'EYE
ET
MILORD ALL'EAR.

Singula quæque notando. HOR.

Nouvelle Edition, revue, corrigée & considé-
rablement augmentée.

TOME CINQUIEME.



A L O N D R E S,
chez JOHN ADAMSON.
M D C C L X X I I I.

✓ AD/MS/82.1

v.5

LETTRES

Contenues dans le cinquieme Volume.

- L**ETTRE I. Sur M. Franklin. Dialogue avec lui. Faits qui annoncent la continuation des irrésolutions du Ministère de France, & de la Paix conséquemment. 1
- L**ETTRE II. Sur un livre nouveau intitulé : *Aux manes de Louis XV, des grands hommes qui ont vécu sous son regne; sur l'Auteur: digression sur les Censeurs.* 32
- L**ETTRE III. Des Conversations du jour de l'an. Anecdotes, Historiettes. 63
- L**ETTRE IV. Tableau général des impositions du Royaume, année 1777 : entretien à ce sujet avec un membre de la Cour des Aides & un premier Commis des finances. 85
- L**ETTRE V. sur M. de la Chalotais. Anecdotes nouvelles sur ce Procureur général. Extraits d'un mémoire qu'il composa sur son affaire & resté manuscrit. Faits relatifs aux Etats de Bretagne de 1776. 126
- L**ETTRE VI. Suite du même Sujet. 156
- L**ETTRE VII. Suite de l'examen du Tableau des impositions pour l'année 1777. 171
- L**ETTRE VIII. Sur le journal des Théâtres; sur son Auteur; sur son Procès. Pièces de littérature rejetées de ce journal & qui méritent d'être connues & conservées. 202

T A B L E

LETTRE IX. <i>Séance du Parlement. Représentations de cette Cour sur l'emprunt de Janvier. Innovation de M. Necker dans la manière de le faire. Remontrances de la Cour des Aides de 1777.</i>	227
LETTRE X. <i>Suspension du journal de Paris; son rétablissement. Anecdote qui a donné lieu à la première.</i>	253
LETTRE X^e. <i>Dénonciations au Parlement contre les Ex-Jésuites. Faits & Ecrits relatifs à ce sujet.</i>	271
LETTRE XII. <i>Sur M. Delisle de Salces, & sur son livre de la Philosophie de la Nature.</i>	302

Fin de la table.



AVERTISSEMENT

D E S

LIBRAIRES ANGLOIS.

VOICI enfin les tomes 5, 6 & 7 d'un ouvrage attendu depuis si longtems du public ; du moins à en juger par les sollicitations fréquentes de nos confreres à cet égard. Nous regardons comme superflu d'entrer dans le détail des raisons de notre retard ; il nous suffira d'avouer notre tort & de promettre d'être désormais plus exacts à tenir notre engagement pour la continuation. Elle paroîtra successivement à des époques plus rapprochées jusqu'à la fin de la guerre actuelle.

Un autre reproche que nous entendons faire, c'est d'avoir changé le titre d'Observateur en celui d'Espion. Le dernier avoit en effet répugné à notre délicatesse, comme bas & malhonnête ; mais un critique nous a sévèrement relevés, & nous devons rapporter ses raisons qui nous Justifieront mieux que tout ce que nous pourrions dire. Voici le Paragraphes tiré de la Gazette littéraire de L'Europe (mois de Mai 1778), „ Il paroît d'abord que „ celui d'Espion Anglois à Paris auroit mieux

A V E R T I S S E M E N T D E S

„ concuvenu , auroit été plus juste , plus piquant
 „ plus analogue à l'ouvrage. Sans doute , on
 „ l'aura trouvé trop effrayant dans les cir-
 „ constances actuelles , & l'on aura jugé celui
 „ d'Observateur plus honnête. Nous présu-
 „ mons d'autant mieux que tel étoit le plan ,
 „ qu'il en a résulté une balourdise grossiere
 „ dans la lettre en forme de Préface , adres-
 „ sée par Milord All'Eye à Milord All'Ear ,
 „ auquel il dit : je tranche le mot : „ Vous
 „ me regardez comme propre à être votre
 „ observateur ; quoique ce titre n'aille guere
 „ avec celui d'Anglois , je l'accepte.
 „ Assurément il faudroit que le politique fût
 „ un débarqué du pole , n'ayant jamais en-
 „ tendu parler d'aucune nation de l'Europe
 „ pour croire pareille chose & ne pas mieux
 „ définir un peuple , appelé pas excellence le
 „ peuple pensant ; ou l'Ecrivain un Ostrogoth ,
 „ initié récemment dans la langue Françoisse
 „ pour ne pas mieux connoître l'acception du
 „ mot Observateur ; & , pour comble d'absur-
 „ dité , c'est un Milord qui est censé le proférer.
 „ Au contraire , substituez-y celui d'Espion ,
 „ la phrase devient claire ; elle contient une
 „ louange incontestable de la loyauté , de la
 „ générosité des Anglois. Ce qui confirme en-
 „ core mieux notre soupçon , c'est le point de
 „ vue sous lequel l'Auteur expose lui-même
 „ son projet. Il annonce que c'est pour sup-

LIBRAIRES ANGLOIS

„ pléer à la disette totale où l'on est à Londres
 „ de Gazette Française ; car le Courier de
 „ l'Europe n'étoit pas commencé alors , Il
 „ continue :

„ J'écrirai jour par jour ce que j'aurai vu ,
 „ lu ou entendu de mémorable. Et en y ajoutant
 „ tant de courtes réflexions propres à mieux
 „ développer les faits , j'espère remplir mon
 „ engagement d'une façon plus sate faisante que
 „ de toute autre maniere. Je vous mettrai de-
 „ vant les yeux le peuple chez lequel je vis ,
 „ pour ainsi parler , toujours en mouvement.
 „ Vous passerez en revue tour à-tour les
 „ personnages remarquables dans tous les gen-
 „ res , à mesure qu'ils seront sur la scene , &
 „ vous les apprécierez vous-même.

„ Or , cette occupation de notes journalie-
 „ res , courtes & prises à la hâte , déceale beau-
 „ coup mieux le travail furtif & déconfit
 „ d'un Espion que celui d'un Observateur ,
 „ qui réfléchit , combine à l'aise & arrange
 „ lentement.”

D'Après ces Observations , il est clair que
 notre premier tort étoit envers l'Auteur ; que
 nous n'aurions pas dû être plus difficiles que
 lui & que nous n'avons pu nous dispenser de
 nous rendre à son desir ac le faire paroître
 sous sa dénomination véritable.

Quant à cet Auteur , l'apparition des volu-
 mes que nous publions va dérouter bien des

AVERTISSEMENT &c.

Spéculateurs & démentir bien des propos. Ce n'est pas qu'il n'y ait des connoisseurs fins, qui jugeront que ce n'est plus le même Ecrivain, le même homme; & cependant nous pouvons leur certifier que notre Espion n'a été ni empallé, ni roué, ni pendu, n'est mort ni physiquement, ni civilement, & que c'est toujours lui. Il nous charge, au surplus, de désavouer un supplément prétendu à l'Espion Anglois qu'on a mis sous son nom, & de déclarer qu'il ne connoît ni l'Espion François à Londres, ni l'Espion des Boulevards, ni l'Espion dévalisé, & qu'il n'a ni ne veut avoir rien de commun avec ces confreres de trop mauvaise & trop dangereuse compagnie.



L'ESPION

L'ESPION ANGLAIS.

L E T T R E I.

Sur M. Franklin. Dialogue avec lui. Faits qui annoncent la continuation des irrésolutions du Ministère de France, & de la Paix conséquemment.

Vous savez que tout est mode, Milord, dans ce pays frivole, & que tel personnage y occupe souvent la scène, moins par son importance véritable que par une vogue passagère qu'il doit à quelque circonstance bizarre. Assurément, si jamais Etranger auroit dû faire sensation à Paris par son apparition subite, ç'auroit été M. Deane, lorsqu'il y vint l'année dernière, chargé de deux commissions, l'une de cimenter des relations de commerce déjà établies entre les François & les Américains, l'autre de proposer au Ministère une alliance conçue dans les termes les plus étendus. Quel étonnant spectacle en effet que de voir à la Cour d'un Monarque devenu presque despote (1), qui prétend ne tenir sa couronne que de Dieu, ne devoir rendre compte de sa conduite qu'à Dieu, un fier Insurgent venir lui apprendre

(1) Il faut faire attention que c'est un Anglois qui parle dans le génie & suivant les préjugés de sa nation. Note de l'Editeur.

qu'il est un contrat entre la Nation & son Souverain ; que tous deux sont également obligés d'en remplir les conditions, & que lorsque celui-ci les enfreint, il délie nécessairement celle-là de son serment : & non-seulement lui apprendre ces maximes si nouvelles à Versailles, mais lui proposer de les adopter de fait, & en l'établissant juge entre le Roi de la Grande-Bretagne & ses sujets, de reconnoître les derniers comme n'étant plus rebelles, parce qu'ils se sont déclarés indépendans ; de qualifier le premier un Monarque de tyrannique, parce qu'il se sert de sa puissance pour les faire rentrer dans leur devoir ; enfin, dans les vues de justice & d'humanité dignes d'un grand Roi, de prendre les armes pour les tirer de l'oppression. L'obscurité dans laquelle affectoit de vivre cet Agent mystérieux, étoit une raison de plus d'exciter la curiosité ; & l'éclat que fit bientôt le Lord *Stormont* en évenant sa retraite, & en reprochant aux Ministres de Louis XVI d'avilir la dignité de leur Maître en formant des liaisons secrètes avec un traître, lui donna d'ailleurs une publicité qui ne le laissoit plus dans *l'incognito*.

Quoi qu'il en soit, on savoit vaguement qu'un Négociateur Américain étoit à Paris ; mais beaucoup de gens en ignoroient jusqu'au nom ; personne n'étoit empressé de le voir, de suivre ses démarches ; &, depuis qu'on en avoit annoncé la venue, on avoit presque oublié son séjour dans cette Capitale. Il n'en a pas été de même de *M. Franklin* ; à peine étoit-il arrivé à Nan-

tes qu'on l'a su à Paris; qu'on a su qu'il avoit amené deux prises Angloises avec lui; qu'il étoit parti le 15 Décembre pour se rendre ici. Dès lors on a commencé à s'informer de ce qu'il venoit faire. On a répondu pour les fots qu'il venoit se reposer; qu'il avoit amené ses enfans, afin de leur donner une éducation parisienne, & de leur apprendre la langue de ce pays; que ses compatriotes & lui renonçoient à avoir aucune liaison avec l'Angleterre & vouloient déjà *franciser* leur race future. Dès le port où il avoit débarqué, on commençoit à l'aduler; on écrivoit: (1) „ le voyage a un peu fatigué ce vieillard vénérable; je „ l'ai trouvé trop âgé pour le bonheur du monde: vous le connoissez sans doute de réputation, car où la sienne n'a t-elle pas pénétré? Il est de notre Académie des Sciences (2) „ & autant admiré de l'Europe par ses rares talents, ses connoissances prodigieuses, qu'il est „ respecté, chéri, adoré de sa Patrie.”

Dès qu'on a été informé que ce Député du Congrès étoit parti de Nantes, on s'est hâté de guetter le moment de son entrée dans cette capitale; on auroit été l'attendre sur le chemin pour prévenir son arrivée & satisfaire sa curiosité, si l'on eût été sûr de la route qu'il avoit prise, du jour & de l'heure de sa venue. On n'a pas tardé à

(1) Extrait d'une lettre de Nantes du 9 Décembre 1776.

(2) Il est en effet associé étranger de l'Académie Royale des Sciences depuis 1772.

être informé qu'il avoit choisi pour logement le même hôtel garni où étoit M. *Deane*, & celui ci reçoit de l'association de son fameux collègue une célébrité qu'il n'auroit peut-être jamais eue. Il paroît qu'il reste cependant renfermé dans les fonctions obscures & minutieuses du commerce, de la dispensation des fonds, de la comptabilité, lorsque l'autre traite les grands objets des négociations & de la politique. Ils vivent sans appareil, sans luxe, sans ostentation; ils ont seulement leurs commodités, leurs aises; ils sont dans une honnêteté bourgeoise. Pour mieux vous faire connoître, Milord, ce qu'on pense ici du dernier, combien & comment on s'en occupe, voici ce que je lis dans le bulletin, attribué à un homme de qualité (1) qui rédige jour par jour ce qui se passe de plus intéressant dans Paris & l'envoie à ses amis de province & des pays étrangers.

15 Janvier 1777. „ Le Docteur *Franklin*, ar-
 „ rivé depuis peu dans ce pays-ci des Colonies
 „ Angloises, est très-couru, très-fêté, non-seu-
 „ lement des Savans, ses confreres, mais de tous
 „ les gens qui peuvent le posséder, car il se
 „ communique avec difficulté & vit dans une ré-
 „ serve qu'on lui croit prescrite par le Gouverne-
 „ ment. Ce Quaker est dans tout le costume de
 „ sa secte. Il a une belle physionomie, des
 „ lunettes toujours sur les yeux, peu de cheveux,
 „ un bonnet de peau qu'il porte constamment sur

(1) M. l'Abbé de Flamarans.

„ sa tête, point de poudre, mais un air net;
 „ du linge extrêmement blanc, un habit brun,
 „ font toute sa parure. Il porte pour seule dé-
 „ fense un bâton à la main.

„ Il est fort circonspect en public sur les nou-
 „ velles de son pays qu'il vante beaucoup : il dit
 „ que le Ciel, jaloux de sa beauté, lui a en-
 „ voyé le fléau de la guerre. Nos esprits forts
 „ l'ont adroitement fondé sur sa religion, & ils
 „ ont cru entrevoir qu'il étoit de la leur; c'est
 „ à dire qu'il n'en avoit point.

„ On n'a pas manqué de graver *M. Franklin*,
 „ dont le portrait est devenu l'Etrenne à la mode
 „ pour cette année : on l'a sur sa cheminée,
 „ comme on avoit autrefois un pantin, & le cos-
 „ tume simple & singulier de ce grave person-
 „ nage fait tourner son effigie en dérision par
 „ nos femmes & nos petits maîtres, à peu près
 „ comme celle du futile colifichet qui servoit de
 „ joujou il y a trente ans.

„ Ce nouveau Député des Insurgens, du reste,
 „ n'a point paru jusqu'ici à Versailles; on croit
 „ que c'est concerté pour ne point effaroucher
 „ l'Ambassadeur d'Angleterre qui a fait des ré-
 „ quisitions vigoureuses à son sujet & auroit deû-
 „ ré qu'on ne l'eût pas reçu dans cette capitale,
 „ & qu'on l'eût même renvoyé de France aussi
 „ promptement qu'il y étoit venu. S'il voit nos
 „ Ministres, c'est à Paris, c'est la nuit, c'est
 „ dans le plus grand secret; mais il a de fré-
 „ quentes conférences avec les Sieurs de Beau-

„ marchais & le Rez-de Chaumont. Le premier
 „ est le toutou de M. & Mad. De Maurepas, &
 „ vraisemblablement le porteur de paroles. Quant
 „ au second, c'est un homme ardent, industrieux,
 „ cupide, & qui embrasseroit à lui seul le com.
 „ merce des treize colonies unies, s'il le pouvoit.”

Pour moi, Milord, ne pouvant résister à mon
 envie extrême de voir ce sage Américain que j'a-
 vois connu en Angleterre, je lui ai écrit un mot
 pour lui demander s'il n'y auroit point d'indiscré-
 tion à l'aller trouver, & il m'a répondu très-
 honnêtement, en me disant qu'il me préviendrait,
 sans la nécessité où il étoit de ne visiter aucun
 Anglois. Je me suis rendu chez lui au jour & à
 l'heure indiqués. Après les premiers complimens
 & les plus tendres embrassades, je ne lui ai pas
 dissimulé que j'étois gros de questions, que je lui
 en ferois peut-être de téméraires; mais qu'il au-
 roit toute la liberté de n'y pas donner de solution;
 à quoi il a répliqué en riant, qu'il la prendrait,
 quand je ne la lui accorderois pas.

L'ANGLAIS.

Je suis sincèrement pénétré d'admiration pour
 vos compatriotes, qui, après avoir épuisé tous
 les moyens offerts par les loix de défendre leur
 droits, ont enfin pris la résolution généreuse de
 repousser la force par la force, & d'apprendre
 aux Souverains qu'il est un terme à leur puissance
 lorsqu'ils en abusent. Il faut de tems en tems à
 la terre de ces spectacles, & s'il étoient renou-
 velés plus souvent, le despotisme n'auroit pas fait

les progrès rapides avec lesquels il s'avance même sur la tête des Anglois ; mais plus l'effort est grand, plus il doit être soutenu & sans vous départir d'une défense légitime & vigoureuse, ne vous êtes-vous pas trop pressés, en publiant votre acte d'indépendance, de vous ôter toute ressource de réunion avec la Mere-Patrie, autrement que par la conquête, c'est-à-dire l'esclavage ?

M. FRANKLIN.

Il est parmi nous des gens sensés qui l'ont pensé, & le pensent encore mieux à présent. La nécessité nous a forcés à cet acte, sans lequel nous n'avions aucun secours à attendre de la France, je dis aucun secours militaire ; car elle n'auroit pas mieux demandé que de continuer à enrichir fourdement son commerce à nos dépens, de rester spectatrice tranquille de nos débats, de laisser s'épuiser réciproquement d'hommes & d'argent la Mere Patrie & nous, pendant cette lutte sanglante qui pourroit durer aussi longtems que celle des Provinces-Unies contre l'Espagne. D'un autre côté, elle refusoit constamment jusque-là, non-seulement de recevoir les projets de Traité que M. *Deane* avoit présentés, mais même de reconnaître la qualité de Commissaire que le Congrès lui avoit donnée : elle se bornoit à lui accorder, comme particulier, le même azile & la même protection dont jouissent tous les étrangers qui habitent le Royaume ; elle nous menaçoit de prohiber très sévèrement à ses sujets l'exportation des armes & des munitions de guerre directement pour

l'Amérique septentrionale, de défendre à nos corsaires de vendre leurs prises dans ses ports, & aux négocians de les acheter, de ne permettre même aux premiers d'y séjourner que le tems prescrit par le Traité d'Utrecht (1) & sous les conditions expressees portées dans ce même Traité.

L'ANGLAIS.

Eh bien ! cela devoit vous rendre suspects les insinuations de la France, qui sentoit l'importance de cette démarche, pour être bien assurée de votre rupture, de l'impossibilité de votre réconciliation avec la Mere-Patrie, de la dépendance où vous alliez être d'elle, & de tous les avantages qu'elle espéroit d'une scission funeste aux deux Etats & dont elle seule recueilleroit le fruit sans se compromettre & sans s'avancer qu'autant & jusqu'où elle le voudroit bien.

M. FRANKLIN.

Oui ; mais nous avons besoin de la France, & la France n'avoit pas besoin de nous. Son Ministre des affaires étrangères nous exposoit, d'ailleurs, que son Maître, ami de la paix, sentant combien elle étoit encore nécessaire à son Royaume

me

(1) L'Article 15 de ce Traité porte en substance : „ Que „ les parties contractantes (la France & l'Angleterre) ne „ permettront pas à leurs ennemis respectifs d'armer dans „ leurs ports, d'y vendre leurs prises, & d'y séjourner „ au-delà du tems requis pour réparer leurs dommages, „ & se pourvoir des choses nécessaires pour être en état „ de remettre à la mer,

me, ne pouvoit se hasarder à donner assez d'ombrage à la Cour de Londres pour s'attirer son ressentiment, sans que les malheurs de la guerre qui en devoient résulter, ne fussent au moins compensés par un Traité qui procurât des fruits durables; que ces fruits ne pouvoient être que la diminution de la puissance Angloise par notre séparation absolue & irrévocable, & l'équilibre rétabli sur les mers & dans le commerce, dont la balance penchoit trop énormément en faveur de cette rivale.

L'ANGLAIS.

Ainsi c'étoit à qui passeroit le premier. Le Congrès ne vouloit pas prudemment déclarer avec éclat votre indépendance que vous ne fussiez assurés de la bonne foi de la France par des secours réels, efficaces, en activité; & la France vous en refusoit jusqu'à ce qu'elle fût certaine qu'ils ne tourneroient pas à son détriment & à sa confusion.

M. FRANKLIN.

Outre la raison d'usage, la première en politique, M. de Vergennes nous en donnoit une de dignité: c'est que la France en prévenant par sa déclaration de guerre, notre rupture ouverte, sembloit devenir l'auteur de notre révolte, & confirmer les bruits peu honorables qu'on répandoit à cet égard; au lieu qu'en ne faisant que nous appuyer dans notre scission & dans la formation de notre nouvel Etat, elle usoit d'un droit, d'un bénéfice de commerce, conduite dont elle ne

seroit que la premiere à donner l'exemple, & à laquelle s'empresseroient bientôt de se conformer les autres Etats maritimes. Il n'y avoit guere de réplique à ces objections.

L'ANGLAIS.

Ainsi vous vous êtes déterminés à prouver votre bonne foi en abjurant authentiquement toute réconciliation avec une marâtre qui vous traitoit plutôt comme ses ennemis que comme ses enfans. La démarche étoit indispensable : mais j'en reviens à ma premiere idée, c'est que cette démarche qui a fixé sur vous les yeux de l'un & l'autre Hémisphere, n'a, ce me semble, pas été suivie des efforts héroïques qu'elle exigeoit & auxquels on s'attendoit. Suivant les relations de la dernière campagne. Vous avez laissé bien facilement prendre poste aux Anglois dans l'Isle des Etats, à l'Isle longue, à New-York : on regardoit comme plus aisé de s'opposer à leur descente, que de les repousser aujourd'hui qu'ils sont maîtres de tous ces lieux, & qu'ils s'y sont fortifiés.

M. FRANKLIN.

Vraiment, voilà un des principaux objets de ma venue, pour deffiler les yeux du Ministère François, qui, refroidi sensiblement par ces mauvaises nouvelles, avoit besoin d'être éclairé. Si nous avions été maîtres de repousser de vive force les *Hows*, & de les empêcher de prendre pied lorsqu'ils traînoient à leur suite une escadre formidable & une armée de troupes réglées, bien disciplinées, nombreuses & fournies abondamment

de tout, nous aurions été dès-lors en état de nous soutenir par nous-mêmes, & nous n'aurions pas eu besoin de recourir à aucun allié. Notre Général *Washington*, vrai *Fabius*, a fait ce que la prudence exigeoit; le plus habile ne se fût pas mieux conduit. Sans aucune marine pour le secourir dans la défense des côtes, il n'avoit que des milices mal-aguerries, mal pourvues d'armes, qu'il ne pouvoit pas recruter facilement; il falloit ne point se laisser entamer, tout attendre du bénéfice du tems, & se réduire à une guerre de chicane, qui en exerçant nos troupes, en les fortifiant, en formant nos Officiers, nous rendra quelque jour capables d'actions plus brillantes. Ce sont les Russes qui s'instruisent à l'école des Suédois; ou plutôt, il n'y a point de comparaison à faire. Quand nous avons commencé à combattre, nous n'avions que notre courage pour nous, ni habits, ni canon, ni fusils, ni munitions; & les caricatures des Soldats Bostoniens dont on égayoit la populace Angloise, n'étoient que trop justes; mais sous cet acoutrement misérable & grotesque dans ces individus peu façonnés à l'art des combats, il résidoit des âmes enflammées de l'amour de la liberté, & de la haine de la tyrannie.

L'ANGLAIS.

Oui, mais aujourd'hui qu'on ne croit plus à ces antiques vertus, c'est par le nombre des bataillons, par une artillerie plus ou moins formidable; par les talens des Généraux qu'on calcule les probabilités de la victoire; & je me suis bien douté-

que si vous n'éblouissiez la France par des prodiges de valeur, elle ne vous tiendrait pas parole.

M. FRANKLIN.

Elle présente des raisons plausibles de retard; elle ne veut rien faire sans le concours de l'Espagne; & cette Puissance, fatiguée de l'échec reçu à la côte d'Afrique, de la campagne qu'elle vient de faire contre les Portugais, a besoin d'un peu de repos. D'ailleurs, cette année est encore nécessaire à la France, afin de remonter sa marine, d'approvisionner ses ports & arsenaux, de se concilier les Puissances neutres, de cerner en quelque sorte les Anglois, & les priver de tous leurs alliés, en convainquant ceux-ci de la modération de Sa Majesté Très-Chrétienne, qui ne travaille que pour le bonheur général.

L'ANLOIS.

Au moins vous envoie-t-elle des secours indirects, plus considérables, plus utiles & plus efficaces que ceux que vous en avez reçus jusqu'à présent? car j'ai oui-dire que vous aviez été cruellement trompés; que vos Capitaines s'en étoient plaints dans les ports de France, & y avoient reproché aux négocians & armateurs leur mauvaise foi.

M. FRANKLIN.

Rien de plus vrai. Outre qu'ils nous vendoient leurs marchandises au poids de l'or, c'est qu'ils ne nous en donnoient que le rebut. A l'égard des armes surtout, ils nous ont fait passer tous ces fusils de réforme devenus en nos mains plus

funestes à ceux qui les portoient qu'à nos ennemis ; & quant aux individus , l'Amérique a été l'égout de la France. Au lieu d'Officiers expérimentés dont nous avons besoin , de bons Artilleurs , d'Ingénieurs habiles , nous n'avons reçu que de mauvais sujets , des escrocs , des gens perdus d'honneur & de dettes , ou des petits-mâtres avantageux , impudens , insultant à notre franchise , à notre bonhommie , cherchant à débaucher nos femmes & nos filles , propres à nous infecter de leur corruption , nous apportant des vices inconnus jusqu'à lors parmi nous.

L'ANGLAIS.

Aussi quel homme aviez-vous pour présider à ce triage ? J'ai toujours été indigné de voir le Sieur De *Beaumarchais* correspondre avec M. *Deane*. Que pouvoit il y avoir de commun entre un pareil Agent & une République farouche & austère ?

M. FRANKLIN.

Ce n'est pas nous qui l'avions choisi ; on nous l'avoit indiqué comme l'homme du Gouvernement propre à servir d'intermédiaire ; il a bien fallu le prendre ; nous sommes même forcés de le conserver encore , vu les liaisons commencées avec lui , qui ne peuvent se rompre brusquement ; mais M. *Deane* doit le surveiller.

L'ANGLAIS.

N'importe : le vice & la vertu , l'honneur & l'infamie ne doivent jamais sympathiser ensemble : on dit même aujourd'hui publiquement que , par son indifférence , il a réveillé plus que jamais la

vigilance de l'Ambassadeur de S. M. Britannique ; & que les Ministres de Versailles sont fort embarrassés de répondre à ses plaintes, articulées dans le plus grand détail ; on dit qu'en conséquence la Frégate *l'Amphitrite*, partie du Havre, est obligée de relâcher à l'Orient, ne partira pas.....

Ici, Milord, M. Franklin poussa un grand soupir, & resta dans un morne silence qui me fit juger qu'il ne vouloit pas entrer en explication sur ces faits particuliers dont je vous rendrai compte plus bas ; je repris donc les objets de politique générale & continuai de la sorte.

Le fâcheux de votre position, c'est que vous n'avez pu tirer de votre propre fonds toutes les ressources dont vous aviez besoin ; c'est qu'entre les diverses nations auxquelles vous pouviez avoir recours, la France ait été la seule disposée à vous entendre & la seule dans le fait en état de vous seconder ; c'est qu'au moment où vous avez pris votre résolution généreuse, son Ministère se soit trouvé foible, indécis, *tâtonneur*, cherchant à pallier l'inconséquence de sa conduite avec ses principes, incapable d'être ébloui par la gloire, plus brillante que solide, en effet, de procurer une puissante révolution, mettant de l'astuce où il auroit fallu de la grandeur, voulant vous laisser faire tous les essais périlleux à vos propres dépens, même aux risques de manquer le but qu'elle envisage, & ne se hasarder que lorsqu'un succès certain couvrira la honte du rôle que l'Angleterre pourroit lui reprocher,.....

Ici, Milord, nouveau soupir de M. Franklin ; & continuation de silence. Je me tournai d'une autre maniere.

Quoi qu'il en soit , repris-je , plus on vous abandonne à vous-mêmes , plus vous exciterez d'admiration , si , contre l'attente des Militaires de ce pays-ci , vous mettez en défaut l'art de vos ennemis & rendez leurs efforts vains.

M. FRANKLIN.

Je l'espere , Milord ; j'espere que tous ces froids calculateurs apprendront que l'énergie de l'ame d'un peuple neuf devoit entrer pour quelque chose dans leurs combinaisons , & qu'il n'est nul parallèle à établir entre des mercenaires , vendant leur sang à qui veut le payer , & des Spartiates le versant pour la défense de la Patrie , combattant pour leurs foyers , pour secouer , briser les fers dont on cherche à les accabler.

L'ANGLAIS.

Au reste , si (*Quod omen Deus avertat*) par une fatalité affligeante , désastreuse pour l'humanité entière , vous veniez à succomber , la France , à qui vous auriez à reprocher & votre défection , occasionnée par ses instigations , & vos défaites , pour ne vous avoir pas tenu ses promesses , vous seroit du moins utile malgré elle en ce moment. Le peuple Anglois , la Nation , le Monarque sont si outrés contre cette Puissance , dont la conduite insidieuse les a jetés dans la crise la plus embarrassante où ils se soient jamais trouvés , qu'ils vous accor-

deroient les conditions les plus avantageuses , si vous vouliez les seconder dans leur vengeance & faire la guerre.....

M. FRANKLIN.

Arrêtez , Milord ; point de ces suppositions odieuses & exécrables. Jamais, non jamais d'alliance offensive avec l'Angleterre, encore moins contre la France notre bienfaitrice. J'ai la plus grande confiance en son Ministre des affaires étrangères ; je le crois incapable de nous tromper ; je le crois surtout trop bon politique pour ne pas sentir toute l'importance de ce moment d'humilier l'Angleterre, de profiter d'une occurrence unique & qui ne se retrouvera plus, s'il laisse passer l'occasion ; mais il n'est pas seul dans le Conseil : il y a des Ministres qui ont une façon de voir moins étendue, qui regardent comme tout bénéfice le tems où la France pourra rester dans cette neutralité apparente ; ils ne sentent pas que si l'Angleterre se fatigue dans cet intervalle, nous nous affoiblirons encore plus & que notre indépendance confirmée, qui auroit peut-être été le fruit d'une campagne vigoureuse, exigera, pour avoir trop tardé, des années de guerre ; qu'il faudra répandre une immensité de trésors, verser des flots de sang.

L'ANGLAIS.

O Sage Américain ! encore un coup, je vous admire, je vous applaudis, je desire ardemment que vous souteniez vos privilèges avec tout le

succès que mérite la bonté de votre cause; que le Ministre perfide, auteur de vos maux, subisse le châtiment qu'il mérite : mais j'aime ma patrie; je ne puis m'empêcher de frémir en la voyant décheoir de sa splendeur, en voyant la France s'élever sur ses débris & sur les vôtres; car vous ne pouvez vous dissimuler qu'après avoir excité votre insurrection, elle ne rie intérieurement de vos souffrances & de vos calamités.

M. FRANKLIN.

Je le fais.

L'ANGLAIS.

Vous ne pouvez attribuer le zèle qu'elle semble témoigner pour votre défense ni à la conviction intérieure qu'elle a de la légitimité de votre querelle, ni à cet esprit de droiture & d'équité qui devrait être toujours le principe de la conduite des Souverains, encore moins à cet amour ardent de venger les droits de l'humanité blessée.

M. FRANKLIN.

Je le fais.

L'ANGLAIS.

Vous ne pouvez vous cacher même qu'elle vous regarde intérieurement comme des rebelles, que si les Américains de ses Colonies s'étoient portés à la centième partie des excès que vous reproche l'Angleterre, les échaffauts n'eussent été dressés; les gibets, les roues n'eussent été remplis de victimes; ou que, dans l'impossibilité de punir, elle n'eût tenu la même conduite que l'Angleterre;

elle n'eût jeté les hauts cris contre ceux qui auroient assisté, secouru ses sujets révoltés, ou conservé la moindre liaison avec eux :

M. FRANKLIN.

Je le fais.

L'ANGLAIS.

Pour mieux connoître le génie de ce Gouvernement, songez au peu d'attachement qu'il a pour ses propres sujets, à son peu de reconnoissance d'un dévouement aveugle, d'une idolatrie sans bornes. Sans remonter bien loin, voyez comment, non par droit de conquête, mais par droit de convenance & d'arrangement, en pleine paix, ayant cédé à l'Espagne, les peuples de la Louisiane, sans leur aveu, sans leur en avoir fait part, ces peuples, par un excès d'amour envers leur Patrie, ayant refusé de reconnoître leur nouveau Souverain, avant d'avoir reçu une réponse à leur députation, à leurs dernières instances pour rester sous une domination qu'il chérissent, ont été victimes d'un zèle si mal placé ; comment douze chefs, sans aucune forme de procès, ont été fusillés impitoyablement, sans la moindre réclamation, sans la plus légère interposition des bons offices de leur premier Souverain.

M. FRANKLIN.

Je le fais.

L'ANGLAIS.

Un exemple plus récent vous prouvera combien son système de despotisme est opposé au langage qu'il vous tient à présent. Voyez comment la

Cour de Versailles en a usé à l'égard des Corfès, sur lesquels n'ayant d'autres droits qu'une cession des Génois qu'elle savoit bien n'être pas leur Souverain paisible & reconnu, dont ce peuple, plus ami de la liberté que vous encore, & plus cruellement vexé, repoussoit constamment la tyrannie, après avoir servi de médiatrice contre les opprimés & les opprimans, a prétendu acquérir une autorité légitime de Genes qui ne l'avoit même pas, & qui, l'eût-elle eue, n'étoit pas en droit de la céder sans l'aveu des Corfès ?

M. FRANKLIN.

Je le fais.

L'ANGLAIS.

Voulez-vous enfin, une considération plus puissante encore pour connoître le peu de foi à ajouter à ses promesses, à ses engagemens même ? Voyez comment, instigatrice des troubles de Pologne, des confédérations qui s'y sont élevées pour repousser une Souveraine étrangère, qui sembloit déjà regarder ce Royaume au rang de ses Provinces, garante des Traités qui conservoient l'indivisibilité de la République, elle a abandonné ces peuples; elle a vu trois Puissances s'en partager les dépouilles impunément, & donner l'exemple le plus funeste aux petits Etats d'Allemagne & de l'Europe entière, exemple que cette partie du monde policé n'offre nulle part depuis l'invasion des peuples barbares.

M. FRANKLIN.

Je fais tout cela; mais, outre que ces faits

font du regne précédent; outre que le Monarque & le Ministère actuel de Versailles se conduisent d'une manière différente; outre que l'intérêt de la France est aujourd'hui tellement lié avec le nôtre, qu'elle doit craindre presque autant que le Congrès de nous voir retourner sous la domination de l'Angleterre, c'est qu'en politique comme en médecine, dans les crises capitales où il va de la vie, on cherche à remédier au mal le plus grand & le plus pressant: nous ne pouvons prévoir ce qui arrivera dans un siècle, dans cinquante ans.... Jugez par cette alliance monstrueuse à quel excès de désespoir nous a porté la Mere-Patrie!

Ici, Milord, roulerent des larmes dans les yeux de ce vieillard vénérable, & je jugeai qu'il avoit le cœur profondément ulcéré. Je ne voulus pas le pousser plus loin de questions; je crus devoir respecter le rôle délicat qu'il remplit. J'avois tiré de lui le seul secret que je desirois, & essentiel à nos amis de l'opposition, savoir que la France commence déjà à tergiverser avec ces peuples qu'elle a poussés à la révolte, que l'Angleterre, toute déchirée de factions dans son sein, toute démembrée de ses plus belles Provinces, toute fatiguée des efforts violens qu'elle a faits, l'effraie encore de l'ombre de sa puissance; que les Insurgens ne sont pas à se repentir de leur démarche de l'acte d'indépendance; qu'ils ont de l'humeur, & que, tandis que les liens de la consanguinité, d'une même langue, des mêmes loix,

du même intérêt, ne sont pas rompus, on pourroit les ramener. On le pourroit d'autant mieux à présent qu'ils n'ont jusqu'ici aucun Traité avec la France, qu'elle n'a point prodigué encore son sang pour eux, & que si elle leur a donné quelque secours en munitions ou en argent, elle en est bien dédommée par le profit énorme de ses commerçans avec les Etats-Unis.

Pour mieux appuyer les inductions que j'ai tirées de ma conversation avec M. Franklin, je reviens, Milord, aux faits, & surtout à ce qui concerne cette fameuse frégate *l'Amphitrite* qui a occasionné tant de scandale à la Cour de Londres, & forcé la France à des dénégations aussi fausses qu'humiliantes. En effet, le port où s'est conduit l'armement, qui, quoique marchand, est en même tems un port de Roi, le Sieur *de Beaumarchais*, qui est venu de Paris y présider, connu par ses liaisons avec le Ministère & les Insurgens, la nature de sa cargaison consistant principalement en munitions de guerre, l'espece de ses passagers, la plupart Officiers augmentés de grade, tout prouvoit la collusion du Gouvernement avec les Armateurs; il sentoît si bien les reproches dont étoit susceptible cette conduite, qu'il avoit cherché à s'y dérober par le mystere du préposé. Le Sieur *de Beaumarchais* étoit resté au Havre sous un nom étranger; mais son amour-propre l'ayant fait sortir trop tôt de son incognito, (1) Le Lord *Stormont*

(1) Extrait d'une Lettre du Havre du 27 Octobre 1776

a été sur le champ informé, & a tourmenté la Cour de Versailles; il se plaint de l'activité de cet Agent infatigable, ayant des correspondances à Dunkerque, à Nantes, à Bordeaux; l'ame d'une compagnie de commerce qui s'est associée pour fournir aux Américains tout ce qui peut nourrir & entretenir le feu de la révolte; qu'on rencontre sur toutes les routes; qui se transporte sans relâche d'un port à l'autre; qui vient d'expédier & fréter récemment neuf gros navires pour le même objet. Il a représenté avec autant de chaleur que de vérité, qu'il n'étoit pas possible que, dans un Royaume où la volonté du Prince ne trouve point d'obstacle, où, par la nature des formalités, des réglemens & des gênes, l'on ne peut pas faire partir

Nous sommes peu émerveillés de la conduite du Sieur de *Beaumarchais*, venu ici pour presser le départ du Vaisseau destiné à passer chez les Insurgens, quoiqu'il eût en apparence voulu mettre du mystère dans sa mission, puisqu'il s'étoit déguisé sous un nom étranger, se faisant appeler M. *Durand*; son amour-propre, d'un autre côté, ne lui a pas permis de garder l'incognito que supposoit son nom, & il a poussé l'indiscrétion jusqu'à faire jouer sa comédie du *Barbier de Séville*; mais il en a été puni, car les habitans de cette ville, moins indulgens que vos Badauds, ne l'ont nullement goûtée; & elle est tombée; par dérision on a demandé à la fin l'Auteur, qui, quoique dans une loge, n'a osé se montrer. Il a eu faire sans doute un grand présent aux Insurgens en leur envoyant son neveu de *l'Epine* fils de l'Horloger, policon auquel il a fait avoir un brevet de Capitaine, & pour le rendre plus agréable chez ses nouveaux hôtes, il a farci les malles du jeune homme d'une pacotille de ses mémoires, drames, comédies, &c.

une chaloupe , y charger une piece d'étoffe , y embarquer un passager , sans que le Ministre de la Marine en soit informé , des secours si considérables , si publics , si longtems soutenus , si nécessaires enfin à l'entretien de la guerre chez des sujets révoltés de S. M. Britannique , annoncoient assez clairement des intentions contraires à la teneur des traités.

Le Comte de Vergennes , étourdi , à répondu à ces représentations par des expressions de surprise & d'indignation , & par la déclaration positive qu'on ne souffriroit jamais le transport des armes & des munitions de guerre chez les Américains ; que l'intention de Sa Majesté étoit d'empêcher des entreprises violant aussi essentiellement la paix subsistante entre les deux Couronnes ; il a rejeté ces abus sur M. De Sartines , & il pouvoit se faire réellement que le Ministre des affaires étrangères , d'une politique franche & simple , ne participât point à ces infractions sourdes. Quoi qu'il en soit , le Sieur de Beaumarchais , spécialement désigné par le Lord Stormont comme le recruteur des Insurgens , a reçu ordre d'être plus circonspect ; il a déclaré à divers Officiers qui sont venus le trouver & lui faire part de leur bonne volonté , qu'il ne pouvoit plus rien pour eux ; cependant il a pris leur adresse , ce qui prouve que cette réserve n'est que momentanée & adaptée aux circonstances. Un autre fait plus positif & plus concluant à l'extérieur , c'est qu'il a été expédié sur le champ un courier au

Havre dont on favoit bien fans doute que l'*Amphitrite* étoit déjà partie. (1) L'objet annoncé étoit d'en empêcher le départ & d'en faire visiter la cargaifon ; l'on croyoit en être quitte pour cet acte de bonne volonté fans effet ; heureusement les vents ont mieux fervi l'Angleterre que le Miniftre françois ; cette frégate a été obligée de relâcher à l'Orient ; on n'a pu fe difpenfer de la décharger , & l'on a vu fortir de fon ventre des canons , des boulets , de la poudre , des munitions de guerre de toute efpece , juftifiant trop bien les plaintes du Lord *Stormont*. On prétend que tout cela n'eft qu'un jeu , & qu'on y fera rentrer par *tribord* ce qu'on en a tiré de *bas-bord*.
Je le croirois affez , furtout fi quelques meilleu-
res

(1) Extrait d'une lettre du Havre du 1er. Janvier 1777. Nous ne fommes point inquiets de l'*Amphitrite* , le navire de 20 canons , parti il y a environ quinze jours pour aller chez les Infurgens porter des munitions de guerre & des Officiers. Voici ce qui nous raffure : trois jours après fon départ , le Miniftre de la Marine , toujours très-variable , envoya un courier pour arrêter ce bâtiment. On mit une chaloupe en mer avec des pilotes pour aller à fa poursuite & le joindre , en cas qu'il eût été retardé par les vents ou quelque autre obftacle , mais ils parcoururent en vain toute la Manche jufqu'à fon débouchement ; ils n'en purent rien apprendre ; c'eft ce qui a fait préfumer qu'il a paffé fans difficulté. Il pouvoit y avoir 30 ou 40 Officiers fur ce Navire ; les autres qui attendoient le départ du fecond bâtiment , pour s'embarquer , ont reçu contr'ordre & font retournés à Paris. Il y a apparence que le Miniftre Anglois a parlé haut & a fait peur.

res nouvelles raniment le zèle des Députés des Insurgens, & l'espoir de la France.

Quoi qu'il en soit, on étoit si persuadé ici de la destination de ce bâtiment & de la contrebande qu'il devoit faire, que, peu après son départ, ayant entendu une canonade vive au Havre, on ne douta pas que ce fût l'attaque de cette frégate par les Anglois qui l'attendoient: on a été jusqu'à dire qu'ils l'avoient coulé bas pour effrayer, par cet exemple terrible, les armateurs cupides qui formeroient de pareilles entreprises, & les équipages trop dociles pour s'y prêter. Et j'ai entendu les politiques impartiaux convenir qu'ils ne pouvoient désapprouver cet acte de justice que nos Compatriotes se feroient fait eux-mêmes, voyant l'inutilité des représentations de l'Ambassadeur, & l'hypocrisie du Ministère François.

La Cour de Versailles, malgré sa complaisance apparente en cette circonstance pour celle de Londres, est, au surplus, si peu disposée à se conduire avec sincérité, que l'on annonce que le Corsaire la *Répresaille*, porteur de M. *Franklin*, après être resté au port de Nantes aussi longtems qu'il conviendra à ses vues, après s'être recruté de Matelots François & y avoir pris toutes les munitions dont il a besoin, doit ressortir, ou est peut être déjà ressorti, non pour retourner en Amérique, mais pour exercer des incursions aux côtes d'Angleterre, faire des prises & les amener en France; on croit même que cet armement sera soutenu par des négocians François; je vois plu-

fiEURS spéculateurs excités par le même esprit de rapine , qui n'attendent que le moment où le Gouvernement voudra bien le leur permettre , ou du moins fermer les yeux pour , avec des lettres de marque prétendues du Congrès , armer des corsaires & faire le même métier.

Telle est , Milord , la petite guerre sourde qu'on médite cette année , à moins que quelque grand coup frappé de part ou d'autre ne détermine le Cabinet de Versailles ou à abandonner tout-à-fait les Insurgens , si leurs affaires sont désespérées , ou à lever le masque si elles prospèrent. Jusque-là l'on continuera à parler à l'Ambassadeur d'Angleterre le langage de la paix & de l'amitié , & l'on épuîsera toutes les ressources de l'artifice & de la dissimulation pour calmer les justes plaintes de la Grande-Bretagne , pour tromper ses soupçons , & arrêter les effets de son ressentiment. Cependant , on s'applique avec une ardeur opiniâtre à l'augmentation de la Marine ; on précipite dans tous les ports les constructions & les approvisionnemens nécessaires pour l'armement des vaisseaux , & l'on doit détourner cette année une partie considérable des revenus annuels pour subvenir à ces frais extraordinaires. Il paroît même que les fonds du nouvel emprunt y seront absolument consacrés (1) mais on a soin d'en déguiser l'emploi sous le prétexte de rembourser des dettes

(1) Il s'agit d'un emprunt en viager par forme de loterie de 24 millions, enregistré au Parlement le 7 Janvier 1777.

onéreuses auxquelles il est essentiel de pourvoir ; & afin de mieux en imposer à la Cour de Londres, on y a inséré cette phrase remarquable : „ Nous ne voyons aucun événement qui puisse „ déranger l'ordre général que nous nous proposons , ou qui doive inspirer de l'inquiétude „ aux créanciers de l'Etat ; car , indépendamment „ du désir que nous avons de conserver la paix , „ nous aurions pour les tems de crise des secours „ extraordinaires que le zèle de nos fideles sujets „ nous a toujours offerts , & dont la prospérité „ de notre Royaume nous permettroit de faire „ usage....” Phrase insidieuse , dont le double objet est d'endormir d'une part l'Angleterre dans une sécurité funeste , & l'autre d'arrêter ces actes trop hostiles par la crainte d'un ennemi déjà préparé dans ses ressources.

N'en croyez rien, Milord , les ressources de la France seront sans doute inépuisables quand il y aura de la bonne volonté & du zèle ; mais l'état de ses finances est toujours misérable & très-embrouillé , à l'égard de sa marine ; malgré tous les efforts actuels , elle est encore en mauvais état. Voici , d'après mes relations des ports , quel est le système du jour : On se contentera , pour ne point effaroucher les Anglois , d'envoyer des frégates aux Isles du Vent & sous le Vent afin d'y favoriser , autant que faire se pourra , toujours sans hostilités ouvertes , le commerce des Insurgens , & la retraite de leurs corsaires qui y voudront armer ou conduire les prises qu'ils auront faites ;

même les armateurs François à qui le jeu plaira ; sous le pavillon des Etats-Unis. On se flatte , vu l'éloignement des lieux & la longueur des rapports , qu'avant les éclaircissémens auxquels donneront lieu sans doute les nouvelles plaintes de l'Angleterre , il pourra survenir des événemens qui guideront plus sûrement la France dans ses démarches ultérieures. Quant à l'Europe , comme on est informé que le projet du Ministère Britannique est d'empêcher les incursions des corsaires Américains , ayant choisi les ports de France pour leurs places d'armes , & les pirates françois exerçant leur brigandage , sous le même pavillon ; de tenir en conséquence une escadre d'observation , croisant depuis l'Irlande jusqu'à Cadix , & formant conjointement avec un certain nombre de frégates une chaîne non interrompue pour intercepter & fouiller tous les navires , & empêcher qu'il ne passe aucun secours , soit de la part de la France , soit de celle de l'Espagne ; on propose à cette dernière d'en combiner une propre à tenir tête à celle-là , à protéger le commerce des sujets respectifs & surtout à empêcher ces visites tyranniques. Il n'y a pas d'apparence que celle-ci , occupée ailleurs actuellement , qui a formé jusqu'à présent peu de liaisons avec les Insurgens , mécontente en outre des premières indécisions de la France , accepte ce parti. Quoi qu'il en soit , on continue dans les ports d'ici à augmenter l'escadre de six vaisseaux de ligne ; por-

tée ensuite à dix (1) & aujourd'hui à treize (2) & l'on croit qu'après la fin de l'arrangement de ceux-ci on en armera d'autres (3) fans doute feu-

(1) Extrait d'une lettre de Brest du 18 Décembre 1776... Les frégates désignées pour aller observer en dehors, ont commencé leur mission. Le dimanche 15, la Cour a fait savoir les noms des Commandans destinés aux vaisseaux qu'on arme à présent au nombre de quatre & une corvette.

Capitaines.

Le Robuste de	74 Canons.	Mrs. de la Motte Piquet.
L'Actif de	74 ———	Hector.
Le Dauphin Royal de	70 ———	de Beauffet.
Le Bien-Aimé de	64 ———	de Bougainville.
Le Serin, Corvette.		M. de Ligondis.

On parle d'armer sept vaisseaux, destinés, dit-on, à joindre l'escadre Espagnole & qui seront sous les ordres du Commandant de cette nation. On craint toujours ici la guerre, ou, pour parler plus vrai, on l'espère.

On ne parle point de faire sortir l'escadre en rade qu'on croit destinée seulement à inquiéter les Anglois.

(2) Extrait d'une lettre de Rochefort du 21 Décembre 1776... La Cour a varié encore une fois & presie aujourd'hui l'armement des trois vaisseaux en question dont les Commandans sont nommés.

Capitaines.

Le Fendant.	.	.	.	Mrs. De Vaudrenil.
Le Réfléchi.	.	.	.	de Barandîn.
Le Triton.	.	.	.	de Brache.

En outre, la flûte le *Courtier*, commandée par M. Lombard, Lieutenant de vaisseau, doit partir incessamment pour porter des vivres aux bâtimens du Roi qui sont aux Isles du Vent & sous le Vent.

(3) Extrait d'une lettre de Brest du 30 Decembre 1776. Les frégates continuent alternativement leur croisiere sur Ouessant deux à deux, la Corvette le *Serin* doit appareiller aujourd'hui pour Saint *Domingue*, si les vents le permet-

tement en proportion des préparatifs qu'exigeront ceux de la Grande-Bretagne.

Rien de nouveau à Toulon. Le Comte d'*Estaing*, qui en est revenu depuis ce tems, obsède le Ministre continuellement, & a de fréquentes conférences avec lui ; on ne doute pas qu'il ne souffle le feu de la discorde & n'excite à la guerre, dans l'espoir d'affouvir sa haine contre les Anglois : de son côté, M. De *Sartines*, qui le redoute, ne seroit pas fâché de s'en débarrasser en l'éloignant & le commettant aux hazards des combats. Le Duc de *Chartres* vient d'être nommé lieutenant-général des Armées Navales (1) &, comme il a eu aussi plusieurs entretiens avec le Ministre, des politiques sont partis de-là pour former des conjectures & assurer qu'il seroit bientôt en activité ; celui-ci n'est pas aussi redoutable pour la Grande-Bretagne. Un Prince du sang seroit le meilleur Général qu'elle pût desirer qu'on lui opposât par mer.

Quoi qu'il en soit, pour me résumer, Milord, en finissant cette lettre, le peu de succès des Américains, leurs échecs même intimident la France. Le pauvre *Franklin* a le cœur navré &

tent. Le Chevalier de *Ligondais*, qui la commande, a reçu des ordres pour hâter son départ, ayant des paquets très-pressés à porter dans cette Colonie.

On croit toujours à la guerre dans ce port ; on prétend qu'après la fin de l'armement des vaisseaux auxquels on travaille actuellement on en armera d'autres &c.

(1) 4 Janvier 1777.

fait une triste figure; on n'abandonne cependant pas la partie; mais on se tient sur la réserve, la circonspection; on augmente ses armemens moins pour attaquer que pour n'être point pris au dépourvu, si l'Angleterre se fâchoit trop sérieusement; ou plutôt, le Ministre de la Marine se fert de ce prétexte pour se donner du relief, pour attirer à lui des fonds abondans, pour se rendre de plus en plus recommandable aux Officiers de son département en leur procurant de l'emploi & des grâces. L'Espagne, occupée dans l'Amérique méridionale, est une ennemie de moins dans ce moment; ces heureuses circonstances donnent du répit; puissent nos Ministres en profiter! Puissent tomber les écailles épaisses qu'ils ont sur les yeux! Puissent-ils envisager les véritables ennemis de l'Angleterre, non dans les Américains, mais dans les François! Puissai-je n'être pas un Prophète de malheur!

Sæpè sinistra cavâ prædixit ab illice cornix.

De Paris ce 15 Janvier 1781.

L E T T R E II.

Sur un livre nouveau intitulé : Aux manes de Louis XV. & des grands hommes qui ont vécu sous son regne ; sur l'Auteur : digression sur les Censeurs.

VOILA un titre bien fastueux, Milord ; qu'elle haute entreprise d'élever un monument littéraire aux manes d'un Roi, peu digne de mémoire personnellement, mais dont le nom doit servir d'Époque à un siècle sinon aussi brillant, aussi important que celui de Louis XIV ; du moins plus fécond encore, plus varié en événemens de toute espèce, & surtout caractérisé par l'influence de la Philosophie, qui, écartée du trône pendant longtems, a enfin franchi les obstacles, & a subjugué jusqu'à ses ennemis. Et ce n'est pas simplement au Monarque que l'Auteur s'adresse ; il groupe autour de lui tous les grands hommes qui ont illustré son regne, & se propose de les offrir aux regards de la postérité sur le commun trophée qu'il leur dresse. Il est vrai qu'ayant peu d'égard aux préceptes d'Horace qui prescrit :

Non fumum ex fulgore, sed ex fumo dare lucem.

il prend bientôt en se retournant un ton plus bas & ajoute, ou *Essai sur les progrès des Arts & de l'Esprit humain, sous le regne de Louis XV.* Vraisemblablement l'Ecrivain sentant que ce titre rapprochoit son ouvrage de plusieurs autres du même.

même genre déjà publiés & surtout d'un de *Voltaire* dont, tout informe, tout croqué qu'il soit, il a craint la concurrence, a cru devoir frapper la multitude par son annonce un peu charlatane. Quoi qu'il en soit, comme le titre, pas plus que le tems, ne fait rien à la chose, voyons comment il est rempli; mais avant il faut vous faire connoître le pere de l'ouvrage; car, quoique cette connoissance ne puisse ni l'améliorer ni le détériorer, on en tire quelquefois des inductions sur sa naissance, sur son objet, sur la forme de sa composition; ces détails, ces accessoires sont souvent plus curieux que le fonds même.

L'Auteur est M. *Gudin de la Brelenerie*, fils d'un Horloger que l'ardeur de la célébrité a fait s'évertuer, & qui est entré dans la double carrière de la Philosophie & des Lettres: on ignore jusqu'à quel point il s'est élevé aux hautes sciences; mais il paroît qu'il y a fait assez de progrès pour en développer les mystères aux autres; ce qu'on juge à la lecture du livre dont il s'agit. Cependant, ses plus douces complaisances sont pour la poésie. Son premier ouvrage publié, à ce qu'on m'a dit, est une tragédie intitulée: *Le Royaume mis en interdit*; (1) production vigoureuse, où en développant ses talens dramatiques, il s'associoit dignement aux sages qui combattoient alors la superstition & le fanatisme. On a prétendu que le Roi de Suede vouloit faire jouer cette piece dans

(1) Cette tragédie a paru à Paris en 1768.

ses Etats. On n'a pu m'affurer si elle avoit reçu cette épreuve, mais elle a été illustrée de la brûlure à Rome, triomphe le plus flatteur dont y puisse jouir aujourd'hui. Cet éclat a forcé long-tems à garder *l'incognito*, le Poëte qui, sans faire d'aveu public, n'en est plus qu'à sourire lorsqu'on lui en parle; car les Prêtres continuent à regarder sa tragédie comme une des plus scandaleuses diatribes qui aient paru depuis longtems contre eux, c'est-à-dire comme faisant le plus d'honneur à la raison humaine.

M. *Gudin*, pour allier les extrêmes, s'est égayé à composer un poëme dans le goût de la *Pucelle*, ayant pour titre, *la Conquête du Royaume de Naples*. On le dit très-plaisant, d'une fécondité, d'une imagination digne de *l'Arioste*; mais, comme il n'est que manuscrit, qu'on ne le connoît que par des lectures & des applaudissemens de société, on ne peut rien statuer à cet égard.

Son troisieme ouvrage est un *Coriolan*, sujet traité déjà onze ou douze fois sans avoir réussi au théâtre françois & qu'il a eu le courage de remanier de nouveau. Cette tragédie, jouée l'année dernière (1) & que j'ai vue, n'a pas eu plus de succès que les précédentes; elle offroit une simplicité, c'est qu'elle étoit en quatre actes. On m'a dit que les Comédiens avoient exigé cette mutilation, & la piece étoit encore très-voidé;

(1) Le 14 Août, 1776. Cette tragédie, jouée en quatre actes, a été imprimée en 1776.

nielle invention , nuls traits de génie , une mauvaise versification , des longueurs effroyables , des lieux communs ramenés jusqu'à la satiété , c'est ce que j'y remarquai. M. *Gudin* a en outre un *Hugues le Grand* sur le répertoire ; peut-être y retrouvera-t-on l'auteur du *Royaume mis en interdit* , qu'on cherche en vain dans sa seconde pièce.

Par conformité de naissance sans doute , plus que d'âge , de caractère ou de goûts , M. *Gudin* est fort lié avec le Sieur de *Beaumarchais* , & l'on en est fâché pour le premier qui , avec de la capacité , des connoissances , & un mérite réel , n'ayant pas le brillant de l'autre , en est écrasé dans la société : il a laissé prendre un tel ascendant sur lui par cet ami prétendu , qu'il est réduit au rôle de son protégé , qu'il est devenu son prôneur infatigable & même son espion. Sa simplicité , sa bonhomie , sa franchise contrastent singulièrement avec le manège , l'intrigue , la duplicité de son Héros , & il en est tellement engoué , aveuglé , qu'il ne rougit pas de son rôle. C'est ainsi que la Philosophie s'est trouvée complice du vice aimable & impudent. M. *Gudin* est si sincèrement persuadé de l'honnêteté du Sieur de *Beaumarchais* , qu'à son impulsion il s'est laissé aller à composer cet ouvrage , tribut payé moins aux *Manes de Louis XV* , & des grands hommes de son siècle , qu'à l'amour-propre de l'instigateur. Ce qui confirme ce soupçon , c'est que la révolution de la Magistrature , le procès du Sieur de *Beaumarchais* & ses tracasseries avec le Parlement.

Maupeou font les seuls morceaux historiques entre plusieurs autres aussi intéressans sur lesquels l'Ecrivain se soit étendu avec une vraie prédilection; car, en général, c'est une récapitulation sèche plutôt que rapide des événemens du dernier regne. La plupart n'y sont qu'indiqués, & le tout est traité sur un ton d'adulation qui auroit bien dû faire trouver grâces à l'Auteur. On ne sait pourquoi il se plaint si amèrement dans sa préface des censeurs & de leur incertitude à son égard. Cet endroit est original, Milord, & mérite que je m'y arrête. D'ailleurs, il faut vous faire une petite digression sur ces tuteurs de gens de lettres qu'on ne connoît point en Angleterre, & dans beaucoup d'autres Etats. Voyons d'abord ce qu'il en dit.

C'est dans une espece de préface que M. *Gudin* introduisant en scène un Editeur postiche, à l'occasion de son premier projet de se faire imprimer ici par l'entremise de cet organe, reprend son ton de jactance & voudroit faire entendre que son manuscrit a jeté l'alarme dans tout l'ordre des Censeurs. „ De nouveaux ordres, dit-il, les „ avoient rendus plus rigides.” Ce qui est faux. „ Il demande les loix de la censure, il n'y en „ avoit aucune; les Censeurs eux mêmes ne sa- „ voient ni ce qu'ils devoient permettre, ni ce „ qu'ils devoient défendre.” Ce qui est encore plus faux; les loix de la censure ici sont connues, sont simples & immuables, à ce que m'ont certifié plusieurs d'entr'eux, & leur approbation doit porter

tout simplement qu'ils n'ont trouvé dans l'ouvrage rien de contraire à la religion, au gouvernement, & aux mœurs; ils n'ont pas même le droit de juger de son mérite intrinsèque, & les complimens qu'ils font quelquefois aux Auteurs, sont des additions surperflues qu'ils ne devroient pas se permettre dans l'austérité impartiale de leur Ministère. „ Ils „ jugeoient au hazard, continue l'Editeur pré- „ tendu, qu'un principe, qu'une phrase, qu'une „ expression devoit déplaire à un Grand, à un „ Magistrat, à un Prêtre; ils permettoient à un „ homme sans talens, sans nom, sans ennemis, „ dont le livre étoit ennuyeux, ce qu'ils défen- „ doient à un Auteur considéré, mais qui passoit „ pour être suspect à des hommes en place, à des „ femmes ou à des corps.

Ensuite il fait de petits contes sur les Cen-
 seurs dont l'un supprimoit un ouvrage parce
 qu'il y avoit quelques principes d'administration
 qui ne lui paroïssent pas conformes aux loix de
 Moïse; l'autre disoit à un Géometre: „ non, Mon-
 „ sieur, non: je ne permettrai point la publica-
 „ tion de votre livre. Vous osez y dire qu'entre
 „ deux points donnés, la ligne la plus courte est
 „ la ligne droite. Croyez-vous qu'on ne sente
 „ pas l'allusion? allons donc, soyons de bonne
 „ foi: si je laissois paroître votre ouvrage, je me
 „ ferois des ennemis de tous ceux qui ne mar-
 „ chant jamais que par des lignes courbes, les
 „ trouvent bien plus courtes pour arriver à leur
 „ but que les lignes droites. Ces gens-là sont

„ très-nombreux dans les trois Etats du Royau-
 „ me. & ces gens-là me feroient perdre ma pla-
 „ ce...” Et tout cela, vous ne le croiriez pas,
 Milord, pour flatter le Sieur de *Beaumarchais*,
 pour lui immoler un Censeur déjà tant baffoué par
 ce Turlupin, le Sieur *Marin*, qu'il avoit vu,
 assure-t-il, retrancher *ma foi* d'une Comédie, &
 y substituer *morbleu* : prétendant que la religion
 étoit moins blessée par ce mot que par l'autre.

„ Quand l'Auteur fut bien informé de cette
 „ sage administration des Censeurs, il renferma
 „ son ouvrage dans son porte-feuille, & il dit :
 „ j'avois cru travailler pour ma patrie; je n'au-
 „ rai travaillé que pour mes amis.

„ Alors on lui remontra que *l'esprit des loix*
 „ avoit été imprimé à Genève, la *Henriade* à
 „ Cologne chez *Morgan* ; que depuis plus de
 „ cent années il n'y avoit pas eu un seul bon
 „ livre de morale imprimé en France avec per-
 „ mission, si ce n'est quelques Tragédies, &
 „ quelques Opéra-comiques dont les Censeurs
 „ avoient supprimé sensément tout ce qui devoit
 „ assurer leur succès auprès du parterre & chez
 „ les étrangers; que les gens de lettres crioient
 „ bien haut; mais que les gens de lettres étoient
 „ de bonnes gens, qui ne s'appercevoient pas
 „ que cette sévérité politique étoit pour eux le
 „ fruit défendu, qui animoit leur verve, qui sou-
 „ tenoit leur courage, qui les excitoit sans cesse
 „ à de nouveaux efforts; que le Gouvernement
 „ le savoit fort bien : & qu'en faisant semblant

„ de protéger les préjugés & les fautes opinions ,
 „ il engageoit , par ses défenses même , à les
 „ combattre avec une nouvelle vigueur.” Telles
 sont les plaisanteries à la faveur desquelles M.
Gudin fait sentir au public l'importance de son en-
 treprise & de son exécution.

Quels qu'aient été les obstacles trouvés par cet
 Auteur pour l'impression de son livre, obstacles
 qui n'ont pas dû être fort grands , & provenus seu-
 lement sans doute de ses injures aux Prêtres & au
 Parlement *Maupeou*, il est certain, Milord, que
 ces Censeurs font un refroidissement pour le gé-
 nie, qui l'empêche de prendre tout son essor &
 le glace quelquefois dès sa naissance.

Les Economistes prétendent que le monopole
 ne s'exerce jamais mieux que sous l'influence du
 régime réglementaire; qu'il s'accroît par les pro-
 hibitions & les gênes, & que, pour le suppri-
 mer, il n'y a qu'à laisser une liberté absolue. On
 pourroit appliquer cette maxime aux libelles, aux
 mauvais livres, qui, imprimés en pays étrangers,
 n'y restent point, souvent n'y sont pas même lus,
 refluent bien vite ici, &, en échange de l'argent
 de la France, lui apportent le venin dont ils sont
 remplis; ils seroient beaucoup moins communs
 s'il y avoit dans ce Royaume la liberté de la presse,
 & tel s'est laissé aller à ce funeste métier qui ne
 s'y seroit pas livré, si, forcé de recourir aux
 presses étrangères, il n'eût profité de cette fatalité
 de se livrer impunément sous le voile de l'anony-
 me à la licence de sa plume, si chacun devoit être

son propre Censeur & garant de son ouvrage vis-à-vis des tribunaux & des particuliers qui auroient à s'en plaindre en y mettant son nom, & en offrant un adversaire à prendre à partie à la Religion, aux loix, à l'honneur outragés, on feroit beaucoup plus circonspect & peut-être plus sévère envers soi-même qu'un étranger; le sacrifice de ses idées ne coûteroit rien à l'amour propre, parce qu'il feroit volontaire; car l'humilité, la résignation, l'abnégation avec lesquelles un Auteur doit aborder son Censeur, sont ce qu'il y a de plus révoltant dans cette cérémonie. Il faut être pressé par la faim, ou bien bas, ou bien avide de se voir imprimé pour vaincre sa répugnance & s'y soumettre.

Encore, si ces Juges étoient choisis entre ce qu'il y a de plus éminent dans la littérature, ou dans les classes auxquelles ils doivent présider; mais comme de pareilles places, sans être malhonnêtes, ne sont ni honorifiques à un certain point, ni lucratives, les Ecrivains de distinction ne s'en soucient pas; on les donne en quelque sorte à ceux qui les demandent: le nombre n'en est point fixe; ont fait des Censeurs ainsi que de l'eau bénite: pour un nom connu sur la liste, on en trouve dix dont on n'a jamais entendu parler. C'est une petite prééminence dont le chef de la librairie gratifie un Gouverneur, un Précepteur, un Secrétaire, un Valet de chambre qui en tient lieu, un Cuisinier de collège; & le génie est sou-

vent forcé de se mettre à genoux devant la sottise ou l'ignorance.

Ce qu'il y a de plus singulier & d'absurde, c'est qu'un Auteur, malgré ces lisieres qu'on lui donne, n'est pas plus en sûreté ; s'il y a des plaintes contre son livre, il n'en va pas moins à la Bastille. (1) Le Marquis de *Mirabeau* (2) lu & relu à la Cour, ayant eu pour examinateur Madame de *Pompadour* & le Roi lui-même, ne fut pas dispensé de se constituer prisonnier à Vincennes (3). M. *De Buffon*, M. *Marmontel*, *Helvetius*, tant persécutés, avoient satisfait à l'usage : *Freron*, si souvent renfermé, suivant ce que vous avez vu, (4) étoit examiné à toute rigueur, & ne connoissoit même pas son Juge. Le Censeur, qui devoit être puni le plus sévèrement est quelquefois rayé dans des cas graves, mais rarement ; plus souvent il en est quitte pour une réprimande, & quelquefois il reste absolument impuni. On excuse cette inconséquence & sur la nécessité de contenir les Auteurs qui, n'ayant plus de risques à courir, chercheroient à

(1) C'est un château-fort, destiné, spécialement aujourd'hui, aux criminels d'Etat & aux Auteurs. Il est peu d'Ecrivains en France qui n'aient été dans ce séjour, & il en est beaucoup malheureusement qui n'ont que ce titre d'illustration.

(2) Pour son livre de la *Théorie de l'impôt*, imprimé en 1761.

(3) Autre château-fort à une lieue de Paris, servant de supplément à la Bastille.

(4) Voyez la lettre 30 sur *Freron*.

surprendre sans cesse la religion de leurs juges , & sur la difficulté de trouver ceux-ci , si à l'ennui inséparable d'un pareil métier se joignoit la crainte de perdre la liberté : ou il faudroit alors les payer très-cher , ce qui seroit un autre inconvénient.

Ce sont ces diverses considérations , sans doute , qui ont empêché de mettre beaucoup de scrupule dans la nomination des Censeurs , & qui ont autorisé à les multiplier autant que la faveur l'a voulu. Les Auteurs restant toujours responsables de leur manuscrits , cette place exigeoit moins de sagacité pour démêler les pièces & découvrir l'erreur : & les Censeurs n'étant point arbitres du goût , n'ayant point à prononcer sur le mérite littéraire ou scientifique de l'ouvrage , on a regardé comme suffisant pour parvenir à la censure d'avoir fait quelques légères études & d'avoir assez de bon sens pour reconnoître ce qui pécheroit contre les trois objets de leur examen , que je vous ai indiqués , Milord , au commencement de ma digression.

Malheureusement , ces Censeurs sont hommes , comme tous les juges mus par des passions : ils ont par-dessus ceux-ci l'avantage d'être seuls & despotiques , sans être obligés de rendre compte de leur décision qu'au chef de la librairie , qui assurément ne va pas revoir s'ils ont bien ou mal prononcé. C'est ce qui rend leur tribunal beaucoup plus redoutable pour un pauvre Auteur que ceux de Magistrature ; c'est ce qui ouvre la porte

aux abus & à l'arbitraire , dont se plaint M. *Gudin*. Un Censeur qui a des prétentions à l'Académie par exemple , a grand soin de rayer non-seulement tout ce qui pourroit blesser cette Compagnie en général ; mais chaque individu en particulier. Un autre , attaché aux Comédiens , qui craint de perdre ses entrées , ou qui veut conserver ses honoraires , (1) ou a un intérêt quelconque de les ménager , ne permettra pas la critique la plus juste , la plus nécessaire contre les Histrions. En un mot , c'est presque toujours la haine & l'affection secrète , dirigeant tour a tour la plume , qui raient ou qui approuvent. Il peut résulter des inconvéniens plus grands encore de la censure telle qu'elle s'exerce , si un Auteur est renvoyé , comme il arrive souvent , par devant un rival courant la même carrière , ou un ami de ce rival ; des délais affectés , des communications , des plagats , des larcins , & cela sans aucun espoir de justice , parce qu'on ne peut administrer de preuve dans le cas même où l'on trouveroit moyen de l'acquérir. Que de courses , que de mortifications , que de rebuffades , quelle perte de tems , la plus grande pour un homme de lettres ! Je ne m'appesantirai pas davantage , Milord , sur cette

(1) Comme M. *Coquelay de Chauffepierre* à l'égard de M. *Lefuel de Mexicourt*. Je vous rendrai compte dans le tems , Milord , de ce singulier procès , lorsque j'en ferai mieux au fait.

matiere , dont vous voilà suffisamment instruit , je reviens au livre de M. *Gudin*.

Cet Historien dès le commencement retombe dans le même défaut du titre. Son début est d'une emphase ridicule , il s'écrie : „ Que sert „ une oraison funebre prononcée devant un Sar- „ cophage? Il faut un autre encens sur le tom- „ beau d'un Roi: je l'apporte: c'est la liste de „ ses bienfaits; c'est l'exposé fidele des progrès „ de l'esprit humain sous son regne; c'est l'état „ où il a trouvé sa nation en prenant les rênes „ du Gouvernement, & l'état où il l'a laissée en „ descendant au cercueil. J'ose en tracer le ta- „ bleau: j'ose le déposer sur la tombe de ce Roi. „ Que les peuples y attachent leurs yeux, & qu'ils „ connoissent ce qu'ils ont gagné ou perdu pour „ leur gloire & pour leur félicité. Puisse une „ main plus habile le refaire & le présenter à son „ jeune successeur, afin qu'il apprenne dans quel „ état est le peuple, & le dépôt des connoissan- „ ces humaines qui lui sont confiés.” Vous voyez, Milord, que M. *Gudin* n'est jamais modeste qu'à la fin, & pour ainsi dire par réminiscence.

Il entre dans son sujet; il traite de la France à la mort de *Louis XIV*, & récapitule les pertes & acquisitions sous *Louis XV*, puis il place un chapitre du gouvernement, ne revenant ni à ce qui précède, ni à ce qui suit & se fait cette question philosophique: *Qu'elle idée les Rois ont-ils des hommes?* Question peu difficile à résoudre pour tous ceux qui ont lu l'histoire avec attention, ou

même réfléchi à ce qui se passe autour d'eux. Tout homme est égoïste par sa nature; & les Rois, par leur éducation, l'étant encore plus que d'autres, bien loin de se croire établis pour leurs sujets, regardent leurs sujets comme faits pour eux. *Louis XV*, qui avoit le défaut de l'égoïsme au suprême degré, pensoit de même sans doute; mais ce défaut étoit tempéré chez lui par des qualités qui le rendoient moins sensible & moins atroce que sous un Monarque ambitieux, guerrier, cruel, absolu; il prenoit la teinte de la bonté, de la douceur de son caractère, de sa foiblesse, de son insouciance. Il paroît que l'Ecrivain préfère son regne aux précédens, en ce que les opinions religieuses y ont obtenu un peu plus de tolérance, les peuples des campagnes ont été un peu moins opprimés, les étrangers mieux accueillis, l'humanité entière mieux traitée.

Quoique le feu Roi ne fût pas belliqueux, l'Auteur, dans le chapitre de la guerre qui vient après, observe assez judicieusement, qu'elle s'alluma six fois sous son regne & consuma près de vingt-cinq années des soixante qu'il dura. Il est vrai que deux seulement furent sérieuses par leur longueur, par l'embrasement général de l'Europe qu'elles causerent, & par la paix qui les termina.

Au sujet de l'invasion de la Corse, j'aime cette phrase, Milord, qu'un Censeur de Paris n'auroit sûrement pas passée: „ si la guerre contre ces Pi-
„ rates (de Maroc) fut juste, celle que la France
„ fit aux Corfes fut évidemment injuste.”

En parlant ensuite de l'art militaire & de la perfection qu'il a acquise, M. *Gudin* rapporte une anecdote peu connue, qui vous fera plaisir, & honorable pour la mémoire de *Louis XV*. Voici comme il la raconte :

„ Un Dauphinois, nommé *Dupré*, qui avoit passé sa vie à faire des opérations de chimie, inventa un feu si rapide & si dévorant, qu'on ne pouvoit ni l'éviter, ni l'éteindre : l'eau lui donnoit une nouvelle activité. Sur le canal de Versailles, en présence du Roi, dans les cours de l'Arsenal à Paris, & dans quelques-uns de nos ports, on en fit des expériences qui firent frémir les militaires les plus intrépides, comme les effets de la poudre faisoient trembler les anciens Chevaliers : *Bayard* lui-même avoit cette invention en horreur.

Quand on fut bien sûr qu'un homme, avec un tel art, pouvoit détruire une flotte, ou brûler une ville, sans qu'aucun pouvoir humain y pût donner le moindre secours, le Roi défendit à *Dupré* de communiquer son secret à personne. Il le récompensa pour qu'il se tût, & cependant ce Roi étoit alors dans les embarras d'une guerre funeste. Chaque jour il faisoit des pertes nouvelles : les Anglois le bravoient jusque dans ses ports ; il pouvoit les détruire : mais il craignit d'augmenter les maux de l'humanité ; il aim mieux souffrir. On n'a peut être jamais fait une action plus magnanime : la gloire même n'en pouvoit être la récompense : l'Europe l'ignore, & quand

elle en sera instruite, on doutera d'un fait dont il n'y aura plus ni témoins, ni preuves. „ *Dupré* „ est mort, & je crois qu'il a emporté avec lui „ son funeste secret.”

Il y a grande apparence que ce secret n'étoit autre chose que celui du feu *Grégeois*.

En parcourant les chapitres suivans de l'agriculture, du commerce, des arts mécaniques, parties opposées à l'art militaire & même souvent entre elles, dans lesquelles cependant le siècle a fait plus ou moins de découvertes, on remarque une chose bien singulière en sa faveur; c'est que les lumières se versent à la fois sur toutes, lorsqu'elles auroient dû se nuire réciproquement & qu'elles partent d'un foyer général, de cet esprit philosophique qui remonte au principe de chaque chose, le varie, le modifie, l'adapte pour elle & n'agit jamais par instinct ou par habitude.

Les Beaux-Arts même, suivant l'Auteur, si brillans sous *Louis XIV*, n'ont pas dégénéré sous *Louis XV*, malgré les déclamations de tant de détracteurs chagrins: il oppose dans la peinture à le *Brun* & au *Poussin*, le *Moine*, *Carle-Vanloo*; il n'en trouve point du siècle précédent à comparer avec *Greuse* & *Vernet* qui se sont ouvert des routes nouvelles dans le nôtre. Les Sculpteurs François ont reçu encore plus d'honneurs que les Peintres, & les étrangers les ont préférés à ceux de l'Italie. Les Etats de Norwege ont fait venir à Copenhague, le célèbre *Sally* pour y élever en

bronze la statue équestre de *Frederic V.* Un autre François, nommé *l'Archevêque*, a fait le modele du monument que la Suede fait ériger à *Gustave Adolphe*; *Falconnet* a été appelé en Russie pour y jeter en fonte la statue équestre de *Pierre I.* En convenant que les Architectes n'ont rien bâti de plus beau que la colonnade du Louvre, il trouve que l'église de Sainte - Gènevieve construite par *Soufflot*, la salle de l'Opéra, & celle du théâtre de Versailles, sont plus belles qu'aucune de celles qu'on éleva sous *Louis XIV.* A l'égard de la musique, il me semble que le panegyriste du siècle erre étrangement: il dit que la gloire de *Rameau* a surpassé celle de *Lully*; que ses symphonies & ses airs de danse s'exécutent sur les différens théâtres de l'Italie. On voit bien qu'il n'y a pas voyagé; il y auroit appris qu'on ne chante ni ne danse sur des airs de France; que cela n'a eu lieu que pour flatter la Duchesse de Parme qui étoit fille de *Louis XV*: l'affertion même du triomphe de *Rameau* sur son devancier n'est point exacte; sa gloire n'a point effacé celle de *Lully*. Le premier est toujours resté en possession de l'Opéra, &, après avoir seul occupé le trône, n'a fait que le partager avec lui, au lieu que dès que le Chevalier *Gluck* a paru, il a éclipsé l'un & l'autre au point qu'on n'ose plus le jouer.

Quant à la danse théâtrale, elle a fait des progrès incroyables; les vieillards même, si attachés au passé, en conviennent. M. *Gudin* nous apprend à cette occasion, que le Sage *Helvetius* dans
sa

la jeunesse prit le masque de *Dupré*, le premier Danseur d'alors, dansa sur la scène & le remplaça si bien que le public s'y trompa. Il défie qui que ce soit aujourd'hui de doubler *Vestris* & *Dauberval*. Il n'en est pas de même de l'art du théâtre, sauf le tragique, surtout de la manière dont on le joue à présent, personne ne s'est jamais flatté dans la société d'approcher de le *Kain*, de *Bri-fard*, de Mlle. *Dumesnil* ou de Mlle. *Clairon*, au lieu que plusieurs particuliers passent pour jouer aussi bien que les Acteurs des rôles de foubrettes, d'amans, de petits-maîtres. Pourquoi cela ? M. *Gudin* n'en donne pas la raison. C'est que ces rôles étant dans la nature, chacun en réfléchissant avec des dispositions extérieures, n'a plus, pour ainsi dire, que les formes, les modifications du théâtre à prendre. au lieu qu'*Orosmane*, *Auguste*, *Cléopâtre*, *Amenaide*, sous des noms connus, ne sont que des personnages phantastiques, créés d'abord par l'imagination du Poëte & ensuite façonnés par l'Acteur sur le caractère donné, ce qui ne peut être le fruit que d'une longue & profonde étude. Les tragédies de *Racine* étant plus analogues au cœur humain, seroient plus aisées à saisir par des amateurs.

Je passe, Milord, sur les lieux communs des chapitres de la tragédie, de la comédie, cent fois répétés ; au sujet de cette dernière, l'enthousiaste du Sieur de *Beaumarchais*, qui ne peut songer à ce Héros sans être transporté d'admiration, ni prononcer son nom sans emphase, en parlant de

la rare découverte des drames, s'écrie : „ Il est
 „ remarquable que ce ne fut point M. *Diderot*, l'in-
 „ venteur de ce genre, qui lui donna ce nouveau
 „ nom ; ses pieces furent d'abord intitulées, Co-
 „ médies ; ce ne fut que M. de *Beaumarchais* :
 „ ce génie fier & indépendant, qui ne suivant
 „ que la raison seule, franchit les obstacles &
 „ brave toutes les petites considérations dont les
 „ hommes embarrassent leur marche, considéra-
 „ tions qui les forcent à ramper quand ils de-
 „ vroient voler. Ce fut lui qui osa rappeler le
 „ comique exilé depuis tant d'années, & qui re-
 „ traça de ces caractères grotesques qui entraî-
 „ nent les éclats de rire : comme son *Bazile* &
 „ son *Figaro*, qui ne sont pourtant point des
 „ caricatures calquées d'après *Moliere*.

„ Il mit le premier le nom de *drame* à la tête
 „ de sa touchante *Eugenie*. Tous les critiques
 „ s'éleverent contre ce nom, & surtout contre
 „ ce genre. On dit, on écrivit, on soutint qu'il
 „ ne pouvoit plaire, & en même tems on im-
 „ primoit qu'il feroit tomber la véritable tragé-
 „ die. C'étoit une contradiction : ni l'un ni l'au-
 „ tre n'arriva ; le public admira toujours avec
 „ transport *Eugenie*”.....

Pour entendre ceci, Milord, il faut que vous sachiez que cette *Eugenie*, que vous ne connoissez sans doute pas, est la premiere production du Sieur de *Beaumarchais*, exécutée il y a environ dix ans (1) & qu'après avoir été mal accueillie le

(1) La premiere représentation d'*Eugenie* eut lieu le 29 Janvier 1767.

premier jour, elle se releva du second bond, et restée au théâtre sans qu'on sache trop pourquoi, & se joue de tems en tems; ce n'en est pas moins une piece d'un mérite très-médiocre, assemblage monstrueux de trois ou quatre romans dont les aventures merveilleuses, pressées & entassées, étourdissent le spectateur au point qu'il seroit bien embarrassé de rendre compte de ce qu'il a vu & entendu. Ce galimathias d'action, soutenu d'un galimathias de stile qui avoit révolté les connoisseurs, est précisément ce qui plaît à la multitude béante.

Quant à *Bazile & Figaro*, ce sont deux personnages du *Barbier de Séville* du même Auteur. Celui-ci est une farce, tissu mal ourdi de tours usés au théâtre pour attrapper les maris & les tuteurs jaloux, où le comique de situation est totalement manqué, & celui du dialogue n'est qu'un remplissage de trivialités, de turlupinades, de calembours, de jeux de mots bas & même obscènes; le bon goût & l'honnêteté proscrivirent absolument ce *Barbier* le premier jour (1). Le Sieur de *Beaumarchais* ne fut point déconcerté de cette disgrâce; dès son *Eugenie* il avoit eu l'impudence, après la première représentation d'un succès plus qu'équivoque, de se montrer aux foyers, d'y braver le public qui l'avoit sifflé, &, insensible à toutes les exclamations humiliantes qu'il entendoit autour de lui, d'offrir de rompre une lance con-

(1) La première représentation du *Barbier de Séville*, ou la *précaution inutile*, eut lieu le 23 Février 1775.

tre quiconque voudroit critiquer sa piece. Il renouvela la même scene avec plus d'arrogance encore, & ayant réduit sa piece de cinq actes à quatre, à l'aide des vigoureux battoirs (1) dont il multiplia sa cohorte dans le parterre, il donna l'impulsion, qui, sans ramener les amateurs éclairés, en impose aux fots; & ce qui avoit d'abord fait hausser les épaules, fit rire & parut très-plaisant.

Tels sont, Milord, les chefs-d'œuvre de ce fameux comique (2), devant lequel s'extasie son fervent Apôtre. Tout ceci, au reste, n'est encore que le prélude du pompeux trophée qu'il lui élève plus loin dans le chapitre de la littérature, où, après avoir passé légèrement sur les persécutions qu'ont éprouvées *Buffon*, *Montesquieu*, *Helvetius*, *Rouffseau*, en accolant son Héros à ce dernier, il s'écrie: „ Ainsi donc le sort d'un grand homme ne dépend pas tout à fait du caprice d'un „ tribunal. L'Aréopage, pour avoir fait mourir „ *Socrate*, & l'inquisition pour avoir condamné „ *Galilée*, sont devenus la haine de toutes les „ ames fortes, & l'objet éternel des railleries de „ toute l'Europe.

(1) Expression dont l'Auteur se sert lui même dans sa piece, pour désigner sous cette qualification burlesque la valetaille des spectacles, qui gagne ainsi ses billets de parterre par des applaudissemens mendiés & des battemens de mains perpétuels.

(2) M. de *Beaumarchais* a encore donné les *Deux Amis*, drame en cinq actes & en prose, joué le 27 Février 1770, d'une morale si vicieuse & si révoltante que l'honnêteté l'a fait absolument proscrire.

„ Ce Parlement éphémère, qui usurpa quel-
 „ que-temps les droits de celui qui étoit exilé,
 „ fit une cruelle épreuve du danger que court un
 „ tribunal en condamnant un homme de bien,
 „ doué de grands talens.”

C'est par cette étrange transition fort gauche-
 ment amenée, c'est par cette qualification encore
 plus étrange *d'homme de bien*, dont le Sieur de
Beaumarchais doit être étonné lui-même de se
 voir ici désigné pour la première fois de sa vie,
 que son apologiste passe à lui & s'étend avec une
 prédilection unique sur l'affaire de cet intrigant,
 qui fit fermenter tout Paris en 1773 & 1774, &
 sur les suites qu'elle entraîna. Il en a été si long-
 tems question, que je me dispenserai de vous rap-
 porter cet épisode, & me contenterai de quelques
 observations propres à tempérer les éloges outrés
 du Sieur *Gudin*.

Dans le cours de son récit il ne peut disconve-
 nir d'un fait, la base du procès, & avoué par
 l'accusé lui-même : c'est qu'il avoit joué le rôle
 de corrupteur, puisqu'il avoit donné des bijoux
 & de l'argent afin d'obtenir audience de son Juge;
 car il n'étoit pas assez bête pour ne pas sentir
 qu'un Magistrat dont la porte ne s'ouvre qu'avec
 de l'or, n'ouvrira pas la bouche en sa faveur, ne
 lui donnera pas son suffrage pour rien; & l'on ne
 se persuadera jamais qu'un plaideur déterminé à
 prendre une pareille voie ne s'en serve pas, sur-
 tout dans la circonstance la plus essentielle & la
 plus critique : il est donc clair qu'il avoit cherché

à acheter le rapport du Sieur *Goezmann*. (1) Sans doute peu de gens en sa place auroient eu assez de délicatesse, de désintéressement, assez de principes pour ne pas l'imiter ; & vous & moi, Milord, peut-être en eussions-nous fait autant. Il n'est pas moins vrai de dire que la probité rigide & austère commande en pareil cas de perdre son procès, quelque juste qu'il soit, plutôt que de le gagner d'une manière illégale & honteuse, & que si le Sieur de *Beaumarchais* a jamais mérité la qualification d'*homme de bien*, ce n'est assurément pas en cette occasion.

Ce fut alors, dit M. *Gudin*, que l'accusé publia ses mémoires dont le succès prodigieux surpassa l'attente de l'Auteur. „ On les compara aux „ lettres Provinciales, parce qu'ils étoient d'un „ stile original, qu'ils versôient le ridicule sur „ ses adversaires, & qu'ils attaquoient, quoi- „ qu'indirectement, une grande société d'hom- „ mes, qui prétendoient par leur état à la con- „ fédération publique.

„ Mais les lettres provinciales, avec autant „ d'esprit & un stile plus égal & plus pur peut- „ être, ont moins d'énergie, moins de chaleur, „ & font d'un intérêt moins général. *Paschal* „ tranquille méditoit ses lettres à loisir & se ca- „ choit en les écrivant. M. de *Beaumarchais*

(1) C'étoit le nom du Conseiller de Grand-Chambre rapporteur du procès entre le comte de la *Blache* & le Sieur de *Beaumarchais*.

„ composoit dans le tumulte des affaires, au mi-
 „ lieu des cris d'une famille désolée, & il com-
 „ battoit à découvert *contre ses propres Juges.*”

Ces mémoires, exaltés par l'enthousiasme, sont de vrais libelles, & c'est ce qui fit leur fortune. Le Sieur de *Beaumarchais*, enhardi par la faveur que reçut le premier, plus dans le genre judiciaire, plus modéré & plus adroit, se livra sans ménagement dans les suivans à tout ce qu'il crut pouvoir flatter la malignité du public. Indépendamment des coups qu'il portoit à un tribunal odieux dont il ébranloit les fondemens en révélant ses turpitudes, il offroit à la dérision les divers personnages qu'il trouvoit prêter davantage à son persiflage, & il prenoit indistinctement pour victimes non-seulement ses parties, mais ses amis, mais son amante; nul n'étoit sacré à ses yeux, dès qu'il pouvoit contribuer à égayer ses *factum*.

Quant aux *lettres provinciales*, que le panégyriste met en parallèle, & même au-dessous pour l'intérêt, il faut qu'il soit aveuglé par son zèle au point de méconnoître la différence entre une querelle si directe à la religion, dont les adversaires étoient composés respectivement des personnages les plus éminens dans l'ordre du Clergé, querelle qui dure depuis plus d'un siècle, & qui, après s'être rallentie plus d'une fois, a repris autant de fois avec une fureur nouvelle; & la querelle d'un particulier contre un tribunal éphémère que le même souffle a détruits ensemble. Il ne parle pas du stile sur lequel M. *Gudin* passe condamnation &

qui est en effet très-inégal, très-incorrection, très-amphigourique, semblable en un mot à celui de l'Ecrivain dans ses autres ouvrages.

Ce que M. *Gudin* prononce sur ce fameux coupable n'est pas plus judicieux.... La haine confondit tout; & le tribunal condamna également au blâme, & le juge, & sa femme, & l'homme qu'ils avoient eu l'imprudence d'accuser. La punition étoit justement infligée; elle étoit légale, conforme aux ordonnances & à l'esprit de la loi; car s'il n'y avoit pas de plaideur corrupteur, il n'y auroit pas de juges corrompus, & l'un étant aussi coupable que l'autre, ils méritoient d'être couverts d'une infamie commune. L'Historien continue :

„ Le public ne les confondit point; le Juge fut
 „ flétri, abandonné, rejeté du milieu de la société : M. de *Beaunarchais* n'en fut que plus
 „ recherché, que plus honoré. On courut en
 „ foule à la porte de sa maison qu'il n'osoit plus
 „ habiter, des personnes de tout rang; des in-
 „ connus, des étrangers lui écrivirent d'accepter
 „ des services, de l'argent & une retraite.

„ Le Prince de *Conti*, dont la noblesse fermée
 „ ne se démentit jamais, l'honora d'une visite
 „ dans l'asile où il se déroboit à la foule de ses
 „ ennemis. Le Duc de *Chartres* voulut le con-
 „ noître. Le public au théâtre applaudissoit à
 „ tout ce qui faisoit allusion à ses affaires; le
 „ Magistrat se crut obligé de défendre la repré-
 „ sen-

„ fentation d'*Eugenie* & de fes autres ouvrages :
 „ c'étoit un triomphe complet.”

Quel triomphe qui s'apprécie non par les mérites de l'action, mais par le bruit & la foule. Sans doute l'Abbé de la *Cofte* & *Billard* au carcan triomphoient en ce fens. On peut connoître ce que le public impartial en pensoit par une épigramme répandue dans le tems, & qui fut au moins auffi accueillie, auffi fêtée que le Héros. Elle étoit l'effor de l'indignation d'un homme doux, fe la permettant peut-être pour la première fois de fa vie, connoiffant le véritable honneur, attaché à un Prince vertueux, plus délicat que les autres dans le choix de ceux qu'il approche le plus de fa perfonne; ainfi l'on peut la regarder comme l'expreflion de la façon de penfer de l'hôtel de *Toulouse*, valant bien celle du *Temple* ou du *Palais-Royal* en pareil cas. La voici.

Beaumarchais que *Thémis* flétrit,
 Comme certain frere s'en rit.
 Qu'importe à cette aine de boue
 Ou qu'on le blâme, ou qu'on le loue;
 Que *Charlot* allume fon feu
 De fes libelles qu'on s'arrache?
 Sur un habit fale, une tache
 entre mille paroît bien peu!

D'ailleurs, vous avez vu, *Milord*. (1) qu'elle étoit la nature des liaifons du Prince de *Conti* avec le *Sieur de Beaumarchais*, très-analogues à l'oppro-

(1) Voyez la lettre précédente fur le Prince de *Conti*.

bre qu'il venoit de recevoir. Un tel homme pou-
voit être aussi utile dans le même genre au Duc de
Chartres, & quant à l'engouement général des Pa-
risiens, il étoit le fruit de l'esprit de parti des
uns, de la curiosité des autres, de cet attrait que
les femmes ont pour les aimables roués, & n'étoit
chez personne celui de l'estime ou de la sincère
admiration. M. *Gudin* termine ainsi son incroya-
ble apothéose de ce Martir patriotique.

„ Ce triomphe rendit ses ennemis plus achar-
„ nés; on alloit attenter à sa liberté: mais, tan-
„ dis qu'on le croyoit à Paris sous la main du
„ Ministre, il sortit du Royaume dont toutes les
„ issues lui étoient fermées.

„ On crut alors qu'il emploïroit son éloquence
„ à se venger de sa patrie; il n'employa ses ta-
„ lens qu'à la servir”....., Savez-vous com-
ment? Le Sieur de *Beaumarchais* ayant découvert
qu'il étoit question d'empêcher de paroître une
rapsodie contre la Comtesse *du Barry* par l'Auteur
du *Gazetier cuirassé*, offrit son entremise au Duc
d'Aiguillon qui avoit fort à cœur d'empêcher une
publicité propre à le compromettre. Le Ministre
connoissant son industrie l'accepta, & cette Négocia-
tion coûta 30,000 Livres au fisc public, seule-
ment pour le rachat du manuscrit. Vous voyez
que la nature de ce service ténébreux rentroit tou-
jours dans le cercle de ceux qu'il avoit constam-
ment rendus; que répugnant au contraire à la fa-
çon de penser d'un Agent intact, délicat, ou sim-
plement honnête, cet emploi ne pouvoit guère

supposer dans celui qui le recherchôit, qu'un homme sans considération, qu'un homme taré.

Telles sont, Milord, les réflexions que m'a suggéré la digression de M. *Gudin*, s'efforçant en vain de tirer de la fange son ami *Beaumarchais*; elle m'a tellement révolté, que j'ai voulu couler à fond cette longue apologie, pour en démasquer le Héros, un des plus dangereux corrupteurs du siècle par son art de ridiculiser la vertu & de déifier le vice. L'existence d'un pareil personnage, sa prospérité, son accès chez les Grands, chez les Ministres, chez les Princes, l'empressement avec lequel, en le détestant, on l'accueille dans les sociétés, on le fête, on l'encense, on applaudit à ses méchancetés, suffiroit pour réfuter l'affertion de son prôneur dans son chapitre des mœurs, où il prétend avec la même bonhomie, contre la maxime d'*Horace*, que les peres en France ont enfanté des neveux meilleurs qu'eux: rien n'est plus singulier encore que ses idées à cet égard.

Il trouve qu'il n'est aucun regne où l'humanité ait joui de tant d'avantages, ait éprouvé moins de maux; où les Ministres aient été plus doux, plus honnêtes, les Magistrats d'une austérité plus âpre, les gens de lettres aient eu plus d'égards les uns envers les autres, se soient moins prodigué les invectives; où la discipline militaire ait été si exacte; où le Clergé ait eu des mœurs plus décentes, ait autant contribué de ses biens aux besoins de l'Etat. En convenant qu'on ne sait point si les Jésuites étoient réellement coupables

ou non, il admire avec quelle bénignité on les a chassés de chez eux, dispersés, privés de leurs biens. C'est surtout la société qui l'enchanter : le goût du vin, les débauches de la table sont presque inconnus aujourd'hui ; on vit plus avec les femmes, & l'adultère en est moins commun. Il faut rendre à M. *Gudin*, la justice d'observer qu'il ne parle assurément pas en petit-mètre, en disciple de son Héros, en homme à bonnes fortunes ; il avance que de cent histoires qu'on débite sur le compte des femmes, il y en a quatre-vingt dix-de fausses, que ne croient pas même ceux qui les racontent. Il n'est pas vrai, suivant lui, que la nation se soit efféminée ; jamais siècle, jamais peuple n'a moins mérité ce reproche, & il en donne pour preuve que les gens de lettres, les artistes, les savans voyagent beaucoup, entreprennent sans s'en effrayer des courses de sept à huit cens lieues. Il ne trouve pas non plus que le luxe soit nuisible ; il approuve les mariages disproportionnés entre les gens de qualité & la finance, parce qu'il en résulte une union parmi les citoyens, de la tolérance dans les idées & des progrès dans les mœurs. Il est tems de finir, Milord, & de vous renvoyer à l'ouvrage même pour vous convaincre de la singularité de ces paradoxes & voir comment il les défend.

Encore un mot cependant sur les Théologiens, que l'Auteur déteste bien cordialement, & auxquels il devoit savoir gré au contraire de ne le pas tourmenter. Il est une des preuves vivantes

les plus fortes de l'esprit de tolérance introduit sous le regne de *Louis XV*. Sans remonter plus haut, sous *Louis XIV*, M. *Gudin* n'eût pas impunément prêché le matérialisme, le déisme & même l'athéisme aussi ouvertement qu'il le fait. Ces opinions hardies, élevées à l'occasion de l'article de la Métaphisique, forment sans contredit la partie la mieux traitée de l'ouvrage: il y regne une clarté, une méthode, une précision bien rares dans ces questions abstruses; il est difficile en aussi peu d'espace de résumer tant de choses & d'une manière plus lumineuse & plus convaincante. Ce chapitre, parfaitement bien fait, qui termine la première partie, celui des voyageurs, des savans François qui remplissent plus de la moitié de la seconde, travaillé aussi avec plus de soin & d'étendue aussi que le reste, me confirme dans l'opinion que M. *Gudin* n'a pas connu un plan fixe, qu'il a rassemblé quelques morceaux isolés qu'il avoit tout prêts, qu'il y a ajouté d'autres chapitres à la hâte & en a formé ce monument informe, trop sec pour une histoire, trop vague pour un abrégé, trop peu raisonné pour une dissertation, trop confus pour une chronologie. Ce n'est à proprement parler qu'une table de matières indiquées sans proportion, les unes plus longuement, les autres plus brièvement, qui pourra être fort utile à ceux qui voudront écrire le regne de *Louis XV*. Le stile en est pur, correct, assez lesté, & singeant par fois celui de

de *Voltaire* sur ces sujets qu'il traitoit avec un agrément si supérieur.

Au reste, Milord, pour que vous jugiez par vous-même de cette production & puissiez me réformer dans ma décision, si elle est erronée, je vous la ferai passer incessamment, dans la crainte qu'imprimée aux environs de la France & peut-être dans quelque presse clandestine de ce Royaume, elle ne tarde trop à vous parvenir. Ce qui doit faire trouver grace à l'Auteur auprès de vous, c'est une seule phrase sur notre Gouvernement dont il vante la supériorité d'une façon indirecte & d'autant plus adroite. „ Tous les Souverains, „ dit-il, paroissent incliner pour le Gouverne- „ ment françois: mais, dans l'esprit des peuples, „ celui des Anglois l'emporte sur tous les autres, „ parce que les Anglois sont le seul peuple qui „ aime & qui vante son gouvernement avec trans- „ port.” S'il l'eût osé, M. *Gudin* auroit ajouté: parce que, dans le premier, toutes les loix se rapportent à un seul, & que dans le second, la nation en est l'objet unique. Il est vrai qu'il a mal pris son tems pour cet éloge & que notre belle constitution est étrangement défigurée. Efforcez-vous, Milord, avec les généreux membres de l'opposition, de la ramener à son véritable centre, & qu'on puisse dire encore d'elle.

Ponderibus librata suis!

Paris, ce 22 Janvier 1777.

L E T T R E III.

Des Conversations du jour de l'an. Anecdotes, Historiettes.

C O M M E les visites du jour de l'an, Milord, durent ici pendant tout le mois de Janvier, qu'on se pique d'en faire beaucoup & qu'elles se rendent souvent entre citoyens qui ne se voient qu'à cette époque, qui n'ayant aucune liaison, aucun rapport, se connoissant à peine, sont fort embarrassés de leur contenance, ce seroit le cas assurément de faire usage de notre méthode, & au défaut de matiere, de prendre son ouvrage, ou un livre, ou de rêver en tisonnant; mais les François, loin de l'adopter, l'ont décriée, & je trouve partout cette aisance de société ridiculisée dans des caricatures sous le titre de *Conversation à l'Angloise*: il faut donc qu'ils s'évertuent de cent manieres pour rompre le silence où je les vois retomber souvent: je parle des hommes; car pour les femmes, elles sont inépuisables en tout tems, & dans celui-ci leur ajustement & la fécondité des modes sont une ressource admirable. Quoi qu'il en soit, parmi notre sexe, les gens de précaution évitent cette disette par le soin de se pourvoir la mémoire d'historiettes qui puissent servir d'aliment aux entretiens. On a observé que c'étoit le tems le plus utile pour ceux qui en font recueil: vous pensez bien que mon zele ne m'a pas laissé oisif

dans cette abondante moisson. Vous allez être étonné de ce que j'ai ramassé hier en une seule soirée. J'avois dîné chez une femme de qualité, Madame la Marquise du Deffant, qui, dans un âge très-avancé, conserve encore tous les agrémens de l'esprit, & charme les ennuis & l'inaction de sa cécité par un cercle nombreux & choisi, qui se fait un plaisir de se rendre chez elle. Ce jour-là, le premier personnage qui parut fut le Président *Orlando*; j'étois sur le point d'aller au spectacle lorsque l'intérêt de la conversation me retint & me fit successivement passer toute ma soirée dans ce même lieu.

LA MARQUISE.

Eh bien Président, qu'y a-t-il de nouveau au Palais?

LE PRÉSIDENT, *sortant de la cheminée & venant s'enfoncer dans un fauteuil qu'il remplit de sa rotondité,*

Madame, vous savez que l'affaire de le Breton est accommodée.

LA MARQUISE.

Non, je n'en fais pas bien même le fonds; vous me ferez plaisir de la reprendre, car j'aime à tenir les choses de source.

LE PRÉSIDENT.

Le Sieur le Breton, Imprimeur de l'*Almanach Royal*, par une innovation introduite seulement cette année dans son ouvrage sur la liste des premiers Présidens du Parlement de Paris, a mis

Etienne François d'Aligre 1768 , rétabli le 12 Novembre 1774. Et puis *Louis Jean Bertier* de Sauvigny , le 13 Avril 1771 jusqu'au 12 Novembre 1774. Il avoit également inféré au rang des Procureurs & Avocats-généraux l'infâme *Fleuri* & les Polissons de *Vergès* & de *Vaucreffon*. A la vue de ces insertions scandaleuses , le Parlement a été révolté ; on a suspendu la vente de l'Almanach ; il en a résulté des conférences entre nous : bien des gens auroient été d'avis de mander le Libraire & le Censeur & de les blâmer ; cependant cela s'est assoupi. Le Sieur *le Breton* en a été quitte pour une forte réprimande , qu'il a reçue du chef de la Compagnie , pour des cartons qu'il a été obligé de mettre aux exemplaires non délivrés , & pour en fournir de nouveau un double à chacun de nous. Quant à M. de *Crebillon* le Censeur , sur lequel s'étoit rejeté l'Auteur , il ne lui a été rien fait ; on a reçu sa déclaration qu'il avoit regardé les articles ajoutés comme des passages historiques.

LA MARQUISE.

Il me semble , en effet , que c'étoit le point de vue sous lequel il falloit envisager la chose ; je ne vois pas pourquoi vous trouvez mauvais qu'on infere dans un Almanach ce qui sera éternellement dans vos registres.

LE PRESIDENT.

Oh ! Madame , personne ne lit nos registres ; mais l'Almanach Royal est entre les mains de tout le monde ; il est chez les Princes , sur le bureau du Roi ; les Ministres étrangers s'en pour-

voient. Savez-vous que c'est une astuce de Maupeou. On ne doute pas que le Garde des sceaux & lui ne s'entendissent à cet égard.

LA MARQUISE.

Ce concert me semble bien facile. Voyons l'anecdote, Monsieur le Président.

LE PRÉSIDENT.

On prétend que M. de Miromesnil se sentant toujours dans un état précaire & jaloux d'occuper la première place de la Magistrature, afin de déterminer le Chancelier à lui donner sa démission, avoit accédé aux ouvertures de celui-ci, & s'étoit déterminé à lui ôter toute crainte qu'on ne revînt contre lui au sujet d'une opération avouée ainsi & ratifiée par le Gouvernement; on croit fort que lorsqu'il auroit fallu en venir au traité, M. de Maupeou se seroit moqué de lui. Quoi qu'il en soit, le Garde des sceaux, voyant l'humeur que nous prenions, n'a pas osé soutenir ce qu'il avoit autorisé en secret, & a craint de se brouiller avec le Parlement.

LA MARQUISE.

Et le pauvre Diable de Libraire a été seul victime.

LE PRÉSIDENT.

Ne le plaignez pas tant, Madame; il n'en vendra que mieux son Almanac; ceux qui l'ont non cartonné, voudront avoir aussi l'autre, & augmentation de débit. Le premier, d'ailleurs, deviendra fort cher; & je crois bien qu'il en conserve plus d'un de cette espèce....

On annonça en ce moment M. le Marquis de

Vecchio Vezzoso, un de ces vétérans de la fatuité, qui nous infecta de ses odeurs; le Magistrat leva le siege, & les propos roulerent sur un autre sujet.

LE MARQUIS.

Madame, mille pardons si je ne vous ai pas rendu plutôt mes devoirs; mais je n'ai pas pu quitter le Prince de Condé, le Duc de Bourbon; j'arrive hier de Versailles.

LA MARQUISE.

Y dit-on quelque chose.

LE MARQUIS.

Il y a, Madame, une fort singulière histoire & qui paroît très-vraie. Monsieur a reçu ces jours derniers une lettre, avec la souscription suivante: à *Monsieur, Monsieur, Prince de Provence, pour remettre à Monsieur le Prince de Montbarrey Secrétaire d'Etat au département de la guerre, & son premier domestique*. On s'imagine bien que personne n'a osé ouvrir un paquet si hétéroclitement adressé; on l'a remis en mains propres de Son Altesse Royale qui en a beaucoup ri; & curieuse de savoir ce qu'il contenoit, a fait appeler sur le champ le Capitaine Colonel des Suisses de sa garde. M. de Montbarrey venu, le Prince lui a donné le paquet, pour qu'il en fit lecture; il s'est trouvé que c'étoit la lettre d'un pauvre Gentilhomme parent du Ministre, & lui recommandant trois garçons & une fille qu'il a, dans un stile qui ne sentoît pas plus le courtisan que l'adresse. Monsieur a demandé à M. de Montbarrey si tout cela étoit vrai, & ce qu'il comptoit

faire. Il n'a pu nier la vérité des faits articulés dans le mémoire , mais a paru peu disposé à exaucer la demande du suppliant, vu son étendue & l'impossibilité qu'il a prétextée d'y satisfaire. Alors Son Altesse Royale lui a dit qu'elle comptoit être plus heureuse; qu'elle prendroit l'aîné des garçons pour son Page, donneroit le second à son frere d'Artois & le troisieme à la Reine; que quant à la fille, il espéroit avoir assez de crédit pour la faire recevoir à Saint-Cyr. Les courtisans témoins de l'entretien , qui avoient d'abord ri de la gaucherie du pere, n'ont pu s'empêcher de reconnoître qu'il n'étoit pas si bête.

LA MARQUISE.

C'est très-adroit & très-plaisant. Au reste, je reconnois bien là la bonté de nos Princes. Le Ministre de la guerre a dû être un peu sot de la leçon qu'il recevoit. Nomme t-on l'auteur de la facétie?

LE MARQUIS.

Oui, l'on dit hautement que c'est M le Baron de Saint-Maurice, Gentilhomme de Franche-Comté.

Autre visite: c'étoit l'Abbé *Iff-dieu*, le Supérieur des missions étrangères, qui étoit en longue soutanne, en collet blanc, en chapeau rabattu, & fit fuir le Marquis du plus loin que celui-ci l'aperçut. La Marquise, qui a le talent de mettre chacun à son aise en le faisant parler de ce qui le concerne, après les premiers complimens d'usage, interrogea l'Ecclésiastique sur une matiere

de son ressort. Il fut question d'un Prélat étranger arrivé depuis peu dans cette capitale; elle lui témoigna sa surprise de ne pas le voir loger à son séminaire.

LE SUPERIEUR.

Madame, M. *Haun* (c'est le nom du Prélat maronite dont vous parlez) ignorant absolument notre langue, a dû désirer un asile où elles se parlasse toutes, c'est-à-dire qu'il demeure parmi MM. les Bénédictins; il jouit dans l'Abbaye de St. Germain des prés de la satisfaction de converser, qu'il auroit eu peine d'obtenir ailleurs.

LA MARQUISE.

Voilà qui est bien galant pour les enfans de Saint Benoît. Au demeurant, quel est cet étranger. Que fait-il ici?

LE SUPERIEUR.

Il est Abbé général des Antonins dont le siège principal est au Mont-Liban. Les vexations des Bachas & l'incendie de son monastere l'ont forcé à venir chercher des secours dans la Chrétienté. Il est accompagné d'un Religieux de son ordre & de son zît, & d'un Clerc, natif de Montpellier, élevé à son monastere, qui leur sert d'interprete.

LA MARQUISE.

On dit qu'il a été invité à dire la messe dans plusieurs communautés religieuses, & que sa liturgie, tout-à-fait nouvelle, fait spectacle en ce pays, où l'on tire parti de tout.

LE SUPERIEUR.

M. *Haun* officie en langue Syriaque; les

cérémonies du saint sacrifice sont, dans ce rit, les mêmes que celles du rit Romain, à cette différence près que le Célébrant ne prend d'abord qu'une portion de l'Hostie & du précieux Sang. Cette première communion faite, il saisit le calice d'une main, & de l'autre, la seconde partie de l'Hostie, qu'il tient au-dessus du calice, recouvert de la patene. Il se tourne alors vers le peuple, comme pour l'inviter à venir participer avec lui aux saints mystères, & expose aux yeux cette portion de l'Hostie & le calice, les élevant & les abaissant de la même manière que se donne la bénédiction avec l'ostensoir.

Il ne chante, à la célébration de la grande messe, que le *Kirie*, le *Gloria* &c. comme dans le rit Gallican. Le Clerc alors l'accompagne avec deux espèces de cymbales qu'il frappe l'une contre l'autre, en différens sens, pour produire des sons variés ; il frappe quelquefois l'instrument avec une clef, musique très-peu harmonieuse, & qui ne flatteroit pas Madame la Marquise comme celle de l'Opéra.

LA MARQUISE.

Je le crois ; malgré cette bizarre discordance, je ne suis pas surpris que l'originalité du spectacle nouveau attire nos petits-maitres & nos jolies femmes : car on dit que c'est une fureur & qu'il faut retenir M. *Haun* un mois d'avance pour l'avoir.

LE SUPERIEUR.

Il a déjà parcouru beaucoup d'églises. Il a offi-

cié dans l'église métropolitaine, à Saint Germain des Prés, à Saint Jean, à la Merci, à la Sainte Chapelle, avec la crosse & la mitre. Dernièrement il est allé aux Carmélites de Saint Denis. Après la messe, le Prélat, mandé par Sœur *Louise*, se transporta à la grille; & cette Princesse préférant les sandales & le cilice au luxe & aux délices de la Cour, ne fut pas un sujet d'admiration frappant pour lui, que lui pour l'auguste Religieuse, qui voulut à la tête de la communauté, recevoir sa bénédiction.

LA MARQUISE.

Cette tournée dans les diverses églises de Paris lui vaudra de l'argent.

LE SUPERIEUR.

Après avoir chanté l'évangile, celui des deux Religieux qui fait les fonctions de Diacre, prend un plat & va faire la quête dans l'église & l'on ne le refuse guere. On assure que M. le Grand-Aumonier lui a donné 25 louis.

LA MARQUISE.

A propos, comment va M. le Cardinal de la Roche aymon.

LE SUPERIEUR.

Madame, il est toujours hors de danger pour le présent; mais le coup est porté; il n'en reviendra pas; il ne fera plus que végéter: la tête s'affoiblit, & il ne l'a jamais eue bien forte, il tombe en enfance.

Le cours des visites devint, à mesure que l'heure s'avançoit, plus rapide. Il entra presque en mê-

mé tems, Madame la Comtesse de Harnoisbeau, Madame la Comtesse de Buffy, M. Dorat, le Docteur Lorty & autres personnages indifférens dont j'ai oublié les noms. Le grand chapeau s'éclipfa à travers cette foule; moi je continuai à travailler à la tapisserie; ce qui me dispensoit de parler, & il se forma une suite de propos rompus dont je ne recueillis que les faits.

LE DOCTEUR.

Je profite, Madame la Marquise, d'un instant de libre pour vous présenter mes hommages; j'ai appris dans l'instant que vous aviez été incommodée.

LA MARQUISE.

Oh! ce n'est rien.

LE DOCTEUR.

Je vois, en effet que vous allez à merveilles, autrement je serois au désespoir de n'être pas accouru plutôt; mais vous n'ignorez pas que nous ne sommes point à nous. Si je ne suivois que mon goût & mon attrait, je viendrois souvent m'instruire & m'amuser parmi le cercle aimable qui se forme autour de la Minerve de nos jours.

LA MARQUISE.

Ah! Docteur, point de fadeurs: vous savez que je ne les aime pas plus en conversation qu'en médecine. Parlons d'autre chose: je ne vous ai pas vu depuis la mort subite de votre confrere *Ber-deu*. (1) Voilà M. *Bouvard* bien aise.

MAD.

(1) Mort à la fin de Décembre 1776.

MAD. LA COMTESSE DE HARNOISBEAU.

Oh! M. *Bouvard* n'avoit pas besoin de cette mort pour augmenter le nombre de ses pratiques.

LE DOCTEUR.

Ce n'est pas cela, Madame la Comtesse : on voit bien que vous êtes peu instruite des querelles de notre Faculté ; & celles de nos beaux esprits, en effet, doivent vous occuper davantage ; vous étiez trop jeune d'ailleurs. Bref , il y a dix-sept ans environ que *Bordeu* eut un procès très-grave au Parlement avec les héritiers d'un Marquis de Pondenas qu'il avoit accompagné malade , allant aux eaux , mort en route & qu'il fut accusé d'avoir volé.... des infamies, des horreurs.... M. *Bouvard* son Antagoniste le dénonça à la Faculté & voulut le faire rayer ; mais étant sorti favorablement de l'affaire, il resta parmi nous. Depuis ce tems M. *Bouvard*, toujours implacable dans ses haines, l'a détesté &, le poursuivant jusqu'après son trépas, lorsqu'il a appris cet événement, il a dit avec son sang-froid ordinaire : *je n'aurois jamais cru qu'il fût mort horizontalement.*

LA COMTESSE DE BUSSY.

Ah! voilà qui est abominable.

M. DORAT.

On ne peut rien de plus horriblement méchant : heureusement , Madame , l'ombre du défunt en est bien dédommagée par votre charmant bon mot sur son compte : *La mort a eu peur de lui ; elle l'a pris en dormant.* Oh! c'est trop joli.

Tome IV.

D

MAD. LA COMTESSE DE HARNOISBEAU.
C'est charmant.

LA COMTESSE DE BUSSY.

Vous êtes bien bons; je ne fais à propos de quoi l'on est allé inférer cela dans le journal de Paris.

M. DORAT.

Ne craignez rien, Madame, personne ne vous accusera de l'y avoir envoyé. C'est une de ces fleurs qui naissent continuellement sous vos pas : les rédacteurs l'ont cueillie, & en ont orné leur bouquet.

LA MARQUISE.

Que devient ce journal? Reprend-il, ne reprend-il pas? Il n'est pas possible qu'il se maintienne sur le pied où on l'avoit institué.

LA COMTESSE DE BUSSY.

Ce seroit dommage; car il seroit fort amusant d'avoir ainsi les petites anecdotes de la veille.

M. DORAT.

Cela n'est pas praticable en France; vous ne pouvez, même dans une tragédie, dans une comédie, dans un roman, inférer dans une allusion vague, capable de choquer quelque grand, quelque homme accrédité se reconnoissant dans le miroir, qu'on ne vous raie l'article à l'instant. Je l'ai éprouvé cent fois. Jugez si l'on tolérera une feuille dont l'objet sera de relever directement les fautes, les ridicules, les vices de la société.

Ici le Docteur s'enfuit sur la pointe du pied, & est remplacé par M. de Marc-saint; M. Dorat s'agrippe & continue.

Nous sommes, M. de *MarcSaint*, à parler du Journal de Paris; n'est il pas vrai que jamais il n'existera, si l'on s'obstine à le continuer sur le même plan.

M. DE MARCSAINT.

Jamais. Le Régiment des Gardes est furieux pour l'histoire de la *Noirie*, & cependant on ne pouvoit apporter dans le récit plus de circonspection... Mad. la Marquise auroit elle ici les premières feuilles.

LA MARQUISE.

Oui, elles sont dans le carton qui se trouve sur la table de marbre.

M. DE MARCSAINT.

Les voilà: cherchons, c'est le N^o. 2. j'y suis.
 „ Nous n'osons l'affirmer; mais on débite avec
 „ un ton de certitude que M... Officier au Régiment des.... éperduement amoureux de Mlle....
 „ célèbre Actrice de l'Opéra, lui proposa ces jours
 „ derniers de l'épouser : *Monsieur, je vous aime trop*, répondit-elle, *pour vouloir faire ce tort à vous & à votre famille.* L'Actrice a persisté,
 „ & M..., désespéré de ce refus généreux, s'est
 „ retiré au monastere de la Trappe dont il porta
 „ le aujourd'hui l'habit.

LA COMTESSE DE HARNOISEAU.

Effectivement, M. de la Noirie n'est point rommé; Mlle. Beaumesnil ne l'est pas davantage, & l'on a supprimé jusqu'à la dénomination du Régiment des Gardes.

Au reste, l'histoire de l'Abbé de la Croix n'a pas occasionné moins de scandale dans le Clergé.

LA MARQUISE.

Je ne me rapelle pas ce nom-là, n'y rien qui y ait trait.

LA COMTESSE DE BUSSY.

Pardonnez moi, c'est dans la feuille du vingt à l'article *Variété*. „ On raconta hier à un souper „ (& l'un des personnages étoit présent) qu'un „ jeune Abbé, qui avoit toutes les graces de son „ état, figure agréable, propos léger & galant, „ fort couru des femmes; & qui possédoit surtout „ le talent de chanter avec tout l'agrément possible, faisoit solliciter un bénéfice auprès d'un „ Prélat fort distingué & déjà courbé sous le „ poids de l'âge. Il vint le voir un jour d'audience; le Prélat expédia tout le monde avant „ l'Abbé; & celui-ci, qui se voyoit presque seul, „ auguroit déjà bien de cette attention qui sembloit lui annoncer un entretien particulier. En „ effet, quand il n'y eut plus personne, le Prélat, „ qui connoissoit la vie galante de l'Abbé & son talent pour la musique, s'approchant de lui: „ *Eh bien, M. l'Abbé.... des Bénéfices, n'est ce pas?* l'Abbé timidement: *Monseigneur.... alors* „ le Prélat, pour toute réponse, se mit à lui „ chanter: *Quand on fait aimer & plaire, &c.*

LA MARQUISE.

Mais, M. de la Roche Aymon est fort mal désigné; quoique vieux, il n'étoit point courbé avant sa maladie. Au reste, si l'anecdote est vraie,

elle confirme ce qu'on vient de m'apprendre; il y a toute apparence qu'il tomboit déjà en enfance.

M. Dorat s'échappe en ce moment avec. M. de Marcfont & dit: „ Mesdames, voilà M. de la „ Lande qui vous donnera des nouvelles du jour- „ nal en question.

M. DE LA LANDE, *entrant.*

Le journal de Paris? il reparoit demain.

LES TROIS DAMES.

Bonne nouvelle.

M. DE LA LANDE.

Oui... mais bien maigre, absolument étique. M. Seguiér ne veut pas qu'il parle des affaires du Palais, de peur qu'on ne s'apperçoive que ses conclusions ne sont presque jamais suivies. La Police lui défend de parler des accidens, des voleurs, des assassins, des morts subites, & tout cela prudemment, afin de ne point effrayer les citoyens; en un mot, pas même des récits d'acte de bienfaisance. M. de la Borde s'est plaint qu'on lui en avoit imputé un qu'il n'avoit pas fait.

LA MARQUISE.

Il n'est donc pas vrai qu'il ait été réellement remis à la famille de Bordeu malade, les 80,000 livres que ce Médecin avoit placées sur sa tête à fonds-perdus six mois avant son décès?

M. DE LA LANDE.

Non: il n'est pas homme à cela; c'étoit une tournure qu'on avoit imaginée pour le piquer de générosité: on vouloit l'exciter à cette bonne

action en le jouant d'avance, comme s'il s'y fût porté de son propre mouvement. Il ne s'en est pas senti capable, & a pris l'annonce pour une dérision.

LA COMTESSE DE HARNOSBEAU.

On auroit mieux fait de prévoir toutes ces tracasseries & de ne pas laisser commencer la feuille.

M. DE LA LANDE.

C'est dommage, cela paroît bien.

LA COMTESSE DE HARNOSBEAU.

Au moins aurons-nous toujours votre article des observations météorologiques, vos notes sur la pluie & le beau tems.

LA MARQUISE.

Est ce que vous étiez, Monsieur, pour quelque chose dans cet ouvrage?

M. DE LA LANDE.

Ah ! pour bien peu de chose, Madame; ce sont des notes concernant un plus grand travail que j'envoie au rédacteur; cela ne me coûte rien.

LA COMTESSE DE BUSSEY *entre les dents*.

Et vous rend un peu.

M. DE LA LANDE.

Oh point, point. Je fais tout cela *gratis*. A propos, ce pauvre Diable de *la Place*, l'inventeur de la chose, est disgracié; il a fallu une victime, &, comme le plus connu, il a été sacrifié.

LA MARQUISE.

Quel est ce *la Place*? Quoi! l'ancien Auteur du *Mercur*.

M. DE LA LANDE.

Non, c'étoit un clerc de Notaire qui a quitté son état pour cette chimère, & le voilà ne sachant où donner de la tête.

Parbleu, puisque nous sommes en petit Comité, je m'en vais vous lire, Mesdames, une pièce de vers, adressée anonymement aux rédacteurs de cet ouvrage périodique pendant son interruption, & qu'ils se garderont bien d'insérer à présent. Elle est charmante; on la juge faite tout récemment, puisque c'est à l'occasion du jour de l'an.

*Vers, au sujet d'un Sultan, envoyé pour étrennes
à Madame l'Abbesse de . . .*

Avé que l'on ouvre au Sultan . . .
 Au Sultan, répond la tourrière;
 C'est une ruse de Satan.
 Un Sultan, Jésus, un Sultan!
 Ma sœur mettons-nous en prière.
 Satan nous veut jouer d'un tour;
 Fermons la porte à double tour,
 Et clouons en dedans le tour.
 Un Sultan n'est-ce pas un homme,
 Qui, dit-on, donne un fort en jetant un mouchoir?
 N'est-ce pas un Monsieur qui ne croit pas à Rome,
 Et qui se marieroit du matin jusqu'au soir,
 Sans y faire aucune pause,
 Si Dieu permettoit la chose?
 N'est-il pas hérétique . . . Eh! non, c'est un sachet
 Un sachet plein d'odeur, que Sultan l'on appelle . . .
 Si ce n'est que cela, dit elle,
 Sans une lettre de cachet
 Et sans l'ordre de l'Archevêque

Il peut entrer. Donnez, vous serez satisfait,
Excusez cependant si je prends garde....
C'est qu'un enfant est bientôt fait.

Comme M. de la Lande finissoit cette lecture de vers dont je lui demandai copie, survint le Comte de Milly, son confrere, qui, le surprenant dans cette fonction, le plaisanta lourdement sur le rôle futile qu'il jouoit, indigne de sa gravité.

LA MARQUISE.

Soit, Monsieur le Comte, apprenez-nous quelque chose de plus important.

LE COMTE.

Madame, mon confrere auroit mieux fait de vous instruire de ce fait : Il y a quelques jours, M. de la Sône, premier Médecin de la Reine & membre de l'Académie des Sciences, a proposé dans une assemblée particuliere une question de Physique concernant à la fois l'anatomie & la médecine. Il a établi la conformation d'un individu mâle, & a demandé s'il ne pourroit pas être possible que par telle attitude, telle maniere, telle circonstance, tel moment favorable de la nature le sujet disgracié de celle-ci fût assez adroit ou assez heureux pour la tromper & produire un enfant ? Plusieurs membres faisant attention à la qualité de l'homme, aux détails qu'il rapportoit, ne voulant point qu'on engageât cette question, dirent que c'étoit à la Faculté de Médecine, ou au College de Chirurgie qu'il falloit la renvoyer, ce qui a été l'avis général. On a ensuite demandé à l'Académicien pourquoi il agitoit un

un semblable problème: il a répondu simplement qu'on ne sauroit trop approfondir une matière aussi intéressante

MESD. HARNOISBEAU & BUSSY s'en
allant & ricanant.

Voilà qui est fort curieux, Monsieur; cela vaut mieux que des vers.

M. DE LA LANDE.

Attendez donc, Mesdames, que j'aie l'honneur de vous donner la main.

Entre Mad. *Géoffrin* accompagnée de MM. *Mathos*, *Martelmon* & de l'Abbé *Calchas*.

LA MARQUISE.

M. le Comte, je suis fâchée que Mad. *Géoffrin* n'ait pas entendu votre anecdote: daignez recommencer.... il recommence.

MAD. GEOFFRIN.

Je suis surprise de cela, mes Savans ne m'en ont rien dit.

LE COMTE.

Rien de plus vrai cependant, Madame; demandez-le.

MAD. GEOFFRIN.

Je le saurai, je le saurai; car la chose en vaut la peine. Ah ça, ma bonne amie, je vous quitte pour aller voir M. Franklin, ce grand Physicien, devenu aujourd'hui un politique redoutable à l'Angleterre.

M. MARTELMON.

Eh bien! Madame la Marquise, comment gouvernez-vous les spectacles?

LA MARQUISE.

J'ai été incommodeé; je n'ai pas sorti du mois, je ne commence même à recevoir du monde que depuis peu; mais il me paroît qu'il n'y a pas grande nouveauté.

M. MATHOS.

Vous avez *Zuzza* à la comédie Française, de M. le Fevre; le public n'en a pas d'abord senti les beautés un peu outrées; mais il s'y fait; cela ira.

L'ABBÉ CALCHAS.

On nous a donné à l'Opéra un acte détestable. *Alain & Rosette* ou la *Bergere ingénue*. Imaginez-vous qu'on a exécuté cette pastorale après *Orphée*; c'est comme si l'on buvoit de la piquette après le vin de Bourgogne le plus chaud & le plus cordial.

M. MARTELMONT.

Votre bourgogne ne vaut pas notre champagne d'Italie. Piccini vous en fera convenir.

L'ABBÉ CALCHAS.

Monsieur, briffons là, pour ne pas élever une querelle qui vous feroit prendre feu aisément. Parlons plutôt du ballet des Horaces.

LE MARQUIS DE LA SELLA, *survenu à cette phrase.*

J'ai sur ce ballet une petite chanson faite par un jeune homme, qui est la meilleure critique qu'on en puisse faire; elle est toute neuve & amusera Mad. la Marquise si elle veut me permettre de la chanter. On l'a mise sur l'air:

Pallembièu Monsieur le Curé.

Tout le monde est convaincu
 Que le ballet des Horaces ,
 En même tems est le ballet des Cu...
 Le ballet des Curiaces.

Quel spectateur n'est point ému
 Voyant l'ainé des Horaces ,
 Prendre courage & pourfendre trois Cu...
 Pourfendre trois Curiaces.

Ah ! juste ciel ! tout est perdu ,
 Dit Camille au fier Horace ,
 Je suis ta sœur , & tu perces mon Cu...
 Tu perces mon Curiace.

A l'instant son frere bourru
 La poignardant avec grace ,
 Camille tombe , & montre encore son Cu...
 Montre encor son Curiace.

Vous à qui *Noyerre* est connu ,
 Jetez des fleurs sur ses traces ,
 A l'Opera j'aime à claquer les Cu...
 A claquer les Curiaces.

LA MARQUISE.

C'est un peu pol'çon.

M. MARTELMONT.

Madame , nous sommes en carnaval.

M. MATHOS.

C'est très-bien , & quel est le Poëte ?

LE MARQUIS DE LA SELLA.

Il se nomme *Auguste* & promet beaucoup : il a
 de la gaieté ; il a des contes qu'on appelle *Augu-*
stins , très-plaisans.

L'ABBÉ CALCHAS.

Oui, si vous voulez; mais tout cela n'est que de la crème fouettée.

M. MARTELMONT.

Oh! vous voudriez, M. l'Abbé, que tous les Poètes fussent des hommes.

Différentes visites arriverent encore, pendant lesquelles ces Messieurs disparurent. Il ne se dit plus rien d'intéressant, & Mad. Dufessant se trouvant fatiguée, fit fermer sa porte; ce qui me permit de me retirer chez moi, de me recueillir & de vous rédiger la séance.

Avant de clôturer cette lettre, Milord, je vais encore y joindre un petit conte du jour que j'ai entendu faire ailleurs, & qui réjouit beaucoup tous les Anti-philosophes en ce qu'on y tourne en ridicule une Héroïne de l'autre parti, une femme de la Cour extrêmement liée avec M. Turgot & Présidente de la secte économique. C'est la Duchesse Danville. Elle aime beaucoup à jouer à la loterie royale du ³ France, à faire des combinaisons. Ces jours derniers elle a rêvé que, pour être heureuse, il falloit qu'elle fit choisir ses numéros par un fol. En conséquence elle va aux petites maisons, & prie les chefs de cet hôpital de lui en faire venir un, mais raisonnable à certains égards, & avec qui elle puisse causer. Le fol venu, elle lui déclare le sujet de sa visite & le prie de vouloir bien lui nommer trois numéros sur lesquels elle doive mettre avec confiance. Le Devin demande très-gravement une plume avec :

de l'encre, les écrit bien distinctement & séparément, puis montrant le papier à la Duchesse, lisez, Madame, étudiez bien ces Numero; les savez-vous par cœur... oui, Monsieur. Alors il en fait trois parts, les plie en petites boules, les avale, puis il ajoute : Madame, allez les prendre, c'est demain le tirage, je vous réponds que ces numero fortiront, qu'ils vous feront un terno, mais je ne vous garantis par qu'il soit sec.

Voilà, Milord, mes matériaux pour cette fois-ci; *levium spectacula rerum*. Je traiterai une matiere beaucoup plus grave dans ma prochaine lettre, préparez toute votre attention; je vous ouvrirai le budget du Ministre des finances de France.

Paris, ce 29 Jenvier 1777.

L E T T R E IV.

Tableau général des impositions du Royaume, année 1777: entretien à ce sujet avec un membre de la Cour des Aides & un premier Commis des finances.

C E n'auroit été qu'un travail très-imparfait, Milord, de vous envoyer ci joint-le tableau général des impositions du Royaume pour cette année 1777, si je ne m'étois trouvé en état de vous faire part des explications & développemens nécessaires à son intelligence. J'ai puisé ces détails dans une conversation avec deux hommes dont on ne peut révoquer en doute la capacité sur la matière, & par leur état, & par leurs lumières personnelles. L'un est M. *Negre des Rivières*, aujourd'hui Conseiller à la Cour des Aides, & l'autre M. *Dailly* premier Commis de M. *Dormeffon*, Intendant des finances, spécialement chargé des impositions. Le premier, ci-devant Conseiller au Grand Conseil, est un de ceux qui s'y distinguèrent par leur patriotisme, lors de la révolution de la magistrature. Le jour où il partit pour le fameux lit de justice de 1771, sa Mere lui dit comme cette mere Lacédémonienne à son fils sur le point de combattre, qui lui remettant son bouclier s'écria: *infra aut supra*; ne reparaissez point mon fils, avec cette robe devant moi, si elle reçoit la moindre souillure. Digne de cette femme généreuse,

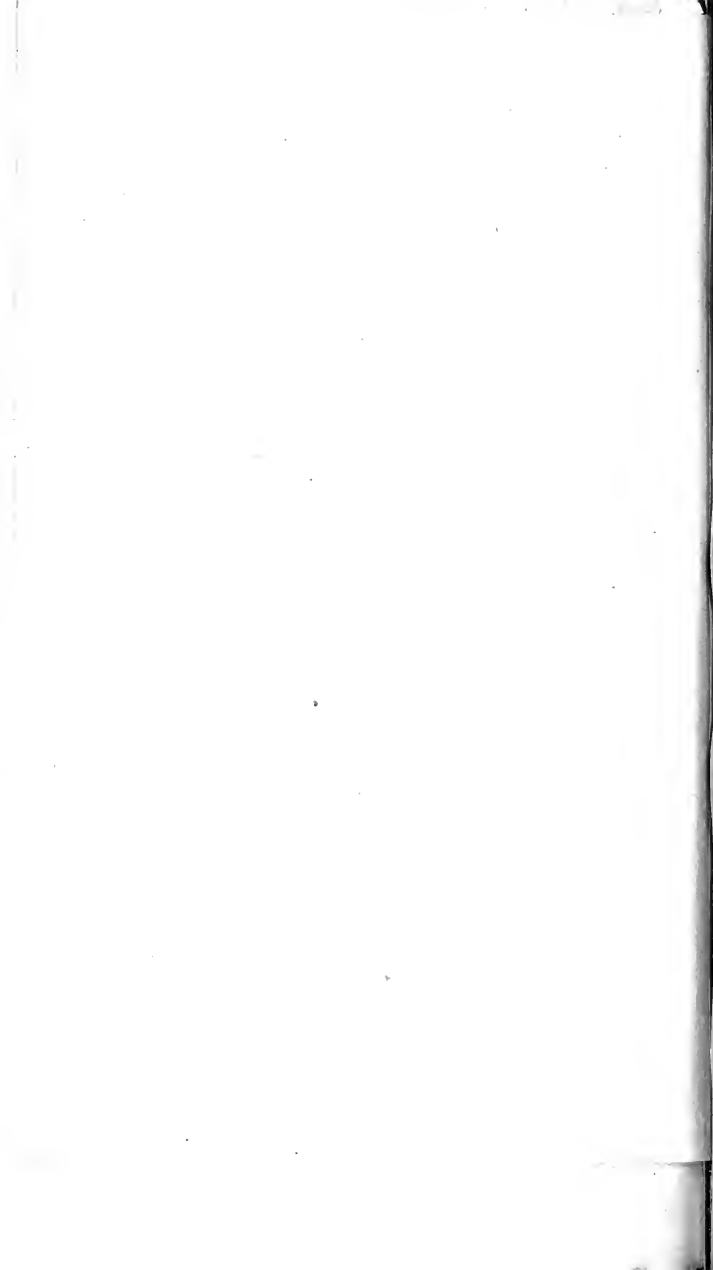
TABLEAU GÉNÉRAL DES IMPOSITIONS

P A Y S D' É L E C T I O N S

[illegible][illegible][illegible]

VI. Total général des sommes imposées dans l'étendue du Royaume, d'après le présent Tableau.

[illegible]

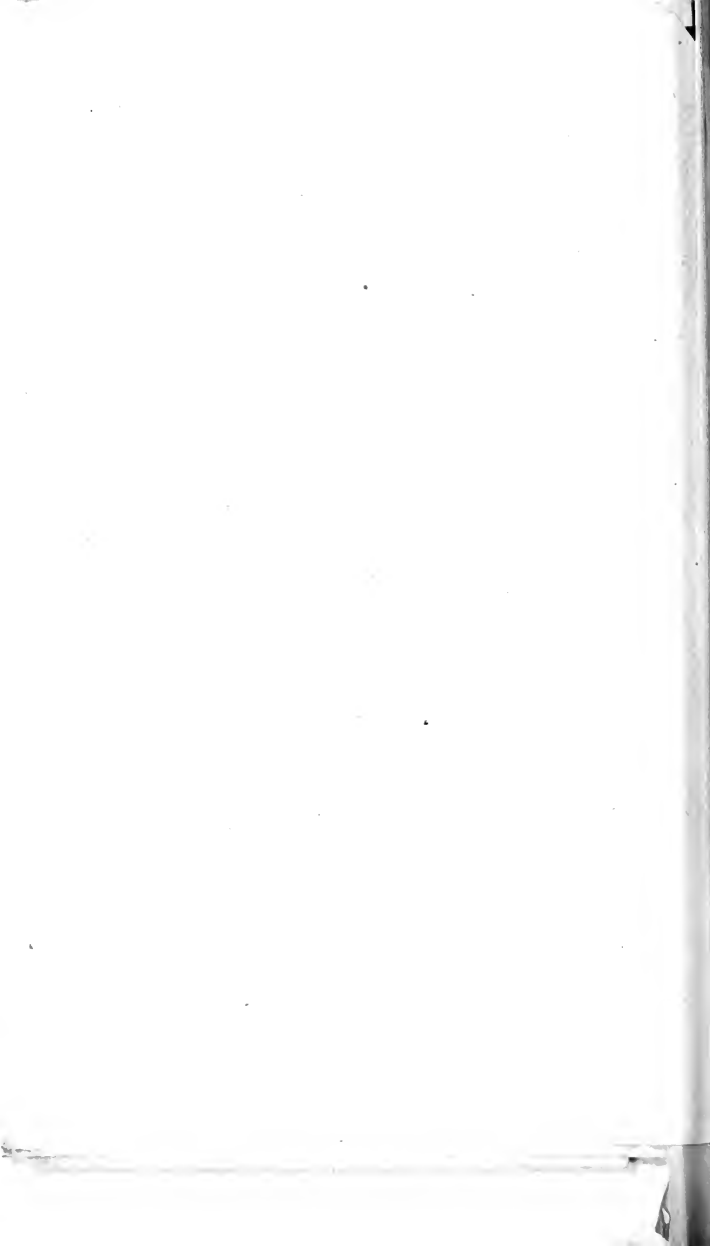


P A Y S C O N Q U I S.

P A Y S D' E T A T S.

V. *Impression pour dépenses générales faites soit avec la Caisse, soit dans le second Budget.*

[illegible]



il préféra l'exil à l'infamie, & lors du rétablissement de l'ordre, ne pouvant plus reparoitre avec d'anciens confreres auxquels il auroit rougi de s'affocier, il est passé à la Cour des Aides qui accueillit avec transport ce Héros citoyen. Le second, Financier quoiqu'imbu des préjugés de sa profession, quoique défenseur zélé de la fiscalité, a autant d'honnêteté, d'humanité que le comportent ses fonctions; il est naturellement doux, a le cœur bon, & fait le moins de mal possible.

Allant chez M. Negre avec qui j'ai l'honneur d'être lié particulièrement, je fus surpris d'y trouver ce personnage; je vois votre étonnement, s'écria-t il du plus loin qu'il m'aperçut; mais je fais un cas particulier de Monsieur; je le distingue de ses confreres, & je le consulte ici sur des objets de sa compétence: entrez, vous n'êtes point de trop; avec le désir ardent que je vous connois de vous instruire de notre administration, vous ne pouviez venir plus à propos; approchez & considérez bien ce tableau, vous ne manquerez pas de vouloir en posséder copie, & vous l'aurez. Je desirerois qu'il fût connu de toute la nation; je n'aime la clandestinité sur rien. Depuis ses remontrances relatives aux impôts (1), la Cour

(1) Ces remontrances du 6 Mai 1775, sont, dit-on, un chef-d'œuvre, mais si fortes que le Roi prit les mesures les plus extraordinaires pour en empêcher la publicité, & s'en fit remettre la minute. La Cour des Aides, par respect

des Aides continue à travailler aux mémoires annoncés à Sa Majesté. Je suis un des Commissaires, & je demande à Monsieur des détails sur certaines parties dont je ne suis pas assez au fait ; d'ailleurs , la vérité naît des contradictions. Je suis bien-aïse qu'il plaide sa cause avec tout le zele & l'adresse dont il est capable, afin d'avoir la réponse aux objections, ou de m'y rendre si elles sont justes. Nous remettrons à une autre fois cette séance ; car je vous sens déjà gros de questions que vous avez à faire.

L'ANGLAIS.

Effectivement, ce tableau me paroît très curieux ; mais il y a tant de choses que je ne fais à laquelle me fixer ; je le trouve confus, je ne vois qu'un étang.

LE CONSEILLER à la Cour des Aides.

Nous allons procéder par ordre, & vous mettre avant au fait du catéchisme fiscal. D'abord les pays imposés se distinguent en trois especes, 1^o. Pays d'Élection. 2^o. Pays conquis 3^o. Pays d'Etats. Division qui se forme naturellement de la maniere dont s'y fait l'affiète & la perception des impôts, ainsi que des dénominations diverses qu'ils y reçoivent.

On appelle *Pays d'Élection* ceux où il y a des tribunaux de ce nom. Leurs fonctions furent de

pour les défenses de Sa Majesté, n'a pas encore osé les laisser imprimer ; car, malgré la minute enlevée, plusieurs de Messieurs en ont des copies.

suppléer aux Etats provinciaux. Ils étoient autrefois composés de personnes élues par la Province elle-même, pour présider à la répartition des impôts. Le Gouvernement a perverti cette institution au point d'en faire un moyen de finance ; ce sont aujourd'hui des Officiers en charge, qui ne sont plus choisis par leurs concitoyens, qui souvent même sont des étrangers, & d'ailleurs dans la dépendance presque entière des Intendants.

Les Pays d'Élection sont partagés en vingt Généralités ou Intendances, dont voici les noms.

L'ANGLAIS regardant la carte & lisant.

Oui les voilà : Paris , Soissons , Amiens , Châlons , Orléans , Tours , Bourges , Moulins , Lyon , Riom , Poitiers , Limoges , Bordeaux , la Rochelle , Montauban , Auch , Rouen , Caën , Alençon & Grenoble.

LE CONSEILLER à la Cour des Aides.

Dans ces Généralités les impositions se divisent en ordinaires & extraordinaires, les premières sont à perpétuité ; les secondes sont censées ne devoir pas l'être.

Les impositions ordinaires ont deux dénominations différentes & se subdivisent en une infinité d'autres ; l'une s'appelle la Taille & l'autre la Capitation.

La Taille est la plus ancienne ; elle fut créée par Charles VII pour subvenir à la solde des troupes réglées, qui, vers ce siècle, furent établies dans presque toute l'Europe. Les Nobles en furent exempts à cause du service qu'ils étoient.

obligés de faire en personne. Dans les siècles suivans, la Noblesse ne servant plus l'Etat que dans des troupes enrégimentées & soudoyées, on lui fit payer cet impôt indirectement en imposant les fermiers. Nous jouissons cependant encore du petit privilege de conserver quatre charues.

L'ANGLAIS.

C'est à dire que la Noblesse, le Clergé & les Officiers des Cours sont gardés dans le droit de ne pouvoir être imposés à la taille que pour l'excédent des terres qu'ils feront labourer au-delà de quatre de ces instrumens d'agriculture.

LE CONSEILLER à la Cour des Aides.

Oui, (1).

M. DAILLY.

Et je ne vois pas en vertu de quoi cette distinction ; car enfin , si la taille est généralement

(1) Il est à observer qu'on ne fait pas précisément à quoi doit se monter la quantité de terre qu'il faut entendre par chaque charue , qu'il n'y a que des usages là-dessus, & qu'ils varient suivant chaque Généralité. Cette quantité est fixée dans le Poitou à 250 boisselées, le boisseau pesant environ 20 livres. Dans celle de Paris elle l'est à 120 arpens, dans l'Orléanois à 90, en Touraine à 75 ; mais qui font plus de 144 arpens & demi à la mesure de Paris, & plus de 144 à la mesure d'Orléans. A Chartres la charue est de neuf muids de terre ; le muid est la quantité de terre où l'on peut semer douze setiers de bled. En général les privilégiés étant ceux qui font la loi, ou du moins l'interprètent, il n'est pas étonnant qu'elle soit à leur avantage, ou plutôt qu'il n'y en ait pour eux qu'une arbitraire, & qu'ils étendent plus ou moins, suivant leur crédit, & toujours aux dépens du peuple.

regardée comme le plus dur des impôts, pourquoi en faire supporter si rigoureusement le poids par les citoyens les plus pauvres & les plus utiles, & épargner les plus riches & les plus à charge ?

LE CONSEILLER à la Cour des Aides.

En cela vous avez raison; dès que le motif du privilège avoit cessé, il falloit éteindre celui-ci. Dès que le Gentilhomme recevoit un salaire de ses services militaires (1) il falloit le faire contribuer de sa bourse; aussi c'est-il arrivé, & nous revaut-on cela de beaucoup d'autres manières; mais c'est un préjugé ancien & invétéré: on aime mieux payer le double, & n'avoir rien de commun avec les vilains.

L'ANGLAIS.

Vous entendez par vilain un roturier ?

LE CONSEILLER à la Cour des Aides.

Oui, c'est le vieux mot, qui est devenu une espece d'injure.

L'ANGLAIS.

Ainsi la taille est un impôt personnel sur le roturier.

LE CONSEILLER à la Cour des Aides.

Vous la définissez bien; mais elle se leve de trois manières: sur les biens fonds, & alors c'est la taille réelle; sur les bénéfices du marchand & arti-

(1) Cela doit s'appliquer également au Clergé dès qu'il se fait payer de toutes ses fonctions, ainsi qu'aux Magistrats depuis l'invention des épices & autres droits qu'ils prélèvent sur les plaideurs.

fan, & alors c'est la taille de commerce & d'industrie journaliere, des pieds du commissionnaire; sur l'individu des veuves ne possédant rien, ne pouvant rien gagner, & c'est alors la taille vraiment de l'individu, du sujet, du vilain.

L'ANGLAIS.

Je conçois à présent parfaitement ce que c'est que la taille; voyons maintenant dans quelle proportion & par qui elle s'affie; comment & pour quels usages elle se perçoit.

LE CONSEILLER à la Cour des Aides.

La quotité de la taille étoit originairement & est encore d'un dixieme, de trois vingtiemes & quelquefois d'un cinquieme du revenu des biens-fonds, suivant la nature du sol de chaque province. C'est ce qui forme ce qu'on appelle en termes d'administration le principal de la taille: on dit que depuis longtems il n'est jamais accru. Cependant le peuple qui en supporte le poids se plaint souvent de l'accroissement. Ce n'est qu'une dispute de mots; on n'augmente pas le principal; mais on augmente les accessoires.

L'ANGLAIS.

Vous devez en savoir quelque chose, Messieurs; les loix pour les impositions ne s'enregistrent-elles pas chez vous? Peut-on en lever aucune sans cette formalité?

LE CONSEILLER à la Cour des Aides.

C'est une maxime constante du droit public du Royaume, mais qu'on viole continuellement. En 1768, où, sous prétexte du haut prix des grains,

on imagina de forcer prodigieusement la taille , nous fîmes des remontrances sur cette véritable concussion. (1) On nous répondit que cela ne nous regardoit pas. Voici comme on est venu par degrés à cette administration monstrueuse.

On a souvent imposé avec la taille des sommes qui devoient être employées ou à l'utilité de la Province , ou à des dépenses qui intéressoient toute la France. L'origine de ces additions n'a pas été la même : quelquefois on les a présentées comme demandées par les villes sur lesquelles elles étoient levées : quelques fois , on a prétendu que l'objet n'étoit pas assez considérable pour mériter des lettres patentes ; & d'autres fois que la promptitude du service militaire auquel elles étoient destinées ne permettoit pas d'attendre un enregistrement. On a de la sorte , d'une part , habitué le Monarque à empiéter , & de l'autre la Cour des Aides à le tolérer ; l'on s'est prévalu ensuite de notre silence pour convertir en prérogative royale cet abus , comme si l'excès de notre déférence pouvoit jamais préjudicier aux droits du peuple , & qu'il pût y avoir aucune prescription contre la loi la plus essentielle de l'Etat ; loi qui dérive de la liberté naturelle à tous les hommes , & qui leur assure la propriété de leurs biens.

M. DAILLY.

Pour moi , je crois qu'un impôt perçu légale-

(1) Ces remontrances sont du 9 Juillet 1768 ; la réponse du Roi est du 17 Août.

ment depuis trois siècles est suffisamment autorisé & n'a pas besoin de sanction nouvelle. Quant à la connoissance que la Cour des Aides voudroit prendre chaque année du montant de la taille, ce seroit vouloir s'associer à l'Administration, qui seule doit la fixer d'après les besoins de l'Etat & les facultés des contribuables, qu'elle seule peut connoître aussi. Et puis, quelles difficultés n'entraîneroit pas un enregistrement annuel, surtout si ce tribunal différoit, sous prétexte de remontrances qu'il auroit à faire.

LE CONSEILLER à la Cour des Aides.

Objections illusoires. Sans revenir continuellement sur cet impôt, la Cour des Aides demandoit seulement que Sa Majesté fixât, d'une manière constante, précise, & par une loi solennelle, la somme qui devoit se percevoir dans son Royaume tant pour la taille que pour les autres impositions qui se levent avec la taille, sous quelque nom que ce soit. En convenant que cette somme doive varier chaque année d'après la variation des récoltes, & les accidens imprévus, c'est par des diminutions plus ou moins fortes que le Souverain doit y pourvoir, & il ne faut assurément pas d'enregistrement pour ce qui tend à la décharge des sujets.

M. DAILLY.

Oui; mais les dépenses étant au moins les mêmes, ce qu'on perd d'un côté, il faut le retrouver de l'autre; il faut suppléer à la diminution d'une année mauvaise par une augmentation dans

la bonne: indépendamment de cela, les frais du Gouvernement s'accroissent réellement. Vous avez vu qu'en 1768, le Roi vous déclara (1) que les fonds destinés au service de la Gendarmerie, des Milices, des Etapes ne suffisant pas depuis longtemps, il en résulteroit une disproportion capable de jeter le désordre dans ses finances, qui l'obligeoit d'augmenter les tailles. Faudra-t-il qu'à chaque instant la Cour vous instruisse de ces causes qui tiennent souvent au secret de l'Etat.

LE CONSEILLER à la Cour des Aides.

C'est là le grand mot avec lequel des Ministres despotiques prétendent sans cesse nous fermer la bouche. Interrogez Milord, comment cela se passe en Angleterre, où le Roi, chaque année, est obligé de demander au Parlement les subsides dont il a besoin: qu'il vous dise si le secret de l'Etat n'y est pas aussi bien gardé qu'ailleurs. Au reste, cette discussion nous mèneroit trop loin; continuons.

L'acte par lequel le Souverain détermine la quotité de la taille à lever dans le Royaume, s'appelle le brevet de la taille; c'est au Conseil des finances qu'il s'arrête, & que s'en fait la première répartition entre les diverses Généralités.

Mais, comme aucun des membres de ce Conseil, excepté le Ministre & un Intendant des finances chargé de cette partie, n'est instruit de la situation des Provinces ni des besoins de l'Etat,

(1) Dans sa même réponse du 17 Août 1768.

c'est donc le Contrôleur-général seul qui fixe l'une & l'autre; on ignore par quel principe il se détermine. On fait seulement qu'avant la fixation du brevet, personne dans le Royaume n'y a vu prendre aucune information.

M. DAILLY.

Oh! Monsieur, permettez que je vous arrête ici & que je combatte l'injuste idée que vous donneriez à Milord qui est étranger, de notre Gouvernement. C'est le calomnier à plaisir; car, de ce qu'il ne vous indique pas le secret de sa marche, de ce que vous ne le voyez pas, pourquoi conclure qu'il se conduise à l'aveugle & arbitrairement? la principale fonction des Intendants n'est-elle pas de lui donner des avis sincères, de défendre respectivement les intérêts de la Province confiée à chacun d'eux, enfin de rendre compte avec la plus exacte impartialité des facultés réciproques de toutes les Elections de leur Généralité?

LE CONSEILLER à la Cour des Aides.

Je m'en tiens à vos propres paroles, & c'est vous-même qui le condamnez. Qu'est ce en effet qu'un Commissaire de parti? Un jeune freluquet qui sort de Paris pour la première fois, ignorant souvent comment croît le bled, ayant presque toujours un intérêt contraire à celui de la Province, courant la carrière de la fortune, avide des grâces de la Cour qu'il doit obtenir par le canal du Ministre des finances; & il n'est sûr de lui plaire qu'en lui facilitant le moyen de tirer tout le
par,

parti possible des impôts. Il calomnierait donc, pour me servir de votre expression mieux appliquée, il calomnierait la Généralité, je veux dire qu'il la représenterait comme aisée, comme riche, comme capable de supporter sans peine les nouvelles contributions qu'on y voudrait lever.

Je vais plus loin : je veux qu'un Intendant ait la droiture & l'équité qu'on doit lui supposer ; son ineptie fera tout autant de mal que son improbité ; ne connaissant point des lieux qu'il n'a jamais habités, où il ne réside que trois ou quatre mois de l'année, il sera obligé de s'en rapporter à ses Subdélégués pour la formation des mémoires à envoyer à la Cour : or, c'est une espèce d'hommes qui, par leur état précaire, plus asservis encore à l'Intendant que celui-ci ne l'est au Contrôleur général, se conduisent de même à l'égard de leur chef, lui déguisent toutes les vérités qui lui déplairoient, lui peignent tout en beau, ne trouvent rien d'impossible pour le satisfaire, & lui font leur cour aux dépens des peuples écrasés.

D'ailleurs, ces subalternes étant odieusement par leurs fonctions, il est rare qu'ils ne récriminent pas : il est presque impossible qu'ils soient dans le point d'impartialité qu'exige leur place ; souvent la passion, & non les vues pures du bien public, dirige leurs conseils ou leurs démarches.

M. DAILLY.

Il me semble, Monsieur, que toute cette déclamation tend à tirer une conséquence fautive d'un

Tome. V.

E

principe vrai ; car de ce que le Roi peut être fréquemment trompé par le Ministre, le Ministre par l'Intendant, & celui ci par les Subdélégués, s'ensuit-il qu'il ne faille ni Ministres, ni Intendans, ni Subdélégués ? Concluons-en seulement que le Roi, le Ministre & les Intendans doivent apporter beaucoup de précaution dans le choix de ceux auxquels ils donnent leur confiance ; qu'ils auroient tort de s'en rapporter aveuglément à ces dépositaires respectifs de leur autorité, & qu'il est surtout essentiel de faire des exemples & de punir sévèrement quiconque dans cette hiérarchie abuse du rôle qu'il y joue.

LE CONSEILLER à la *Cour des Aides*.

Point du tout, Monsieur, c'est vous qui me faites déraisonner. Je ne prétends pas supprimer les Ministres, les Intendans, les Subdélégués ; je voudrois seulement contrebalancer leur autorité despotique dans de pareilles opérations ; je voudrois que la situation des Provinces ne fût pas exposée au Roi par le seul Commissaire de parti, & que les Ordres, les Corps & les Particuliers de chaque Généralité fussent admis à donner des mémoires en faveur du peuple, avant la fixation du brevet & des commissions.

L'ANGLAIS.

Vous entendez par les commissions ?

LE CONSEILLER à la *Cour des Aides*.

Elles sont le résultat de la seconde opération, par laquelle on répartit entre les Elections la somme imposée sur chaque Généralité. Les commis-

sions sont envoyées du Conseil ainsi que le brevet, & de même qu'on y insere dans le premier la somme accessoire à la taille dont je vous ai parlé, qu'on veut lever dans le Royaume, ou sur quelque Généralité seulement, on impose dans les autres la somme extraordinaire qu'on veut tirer de quelque Election en particulier.

L'ANGLAIS.

Et tout cela sans enregistrement, sans en donner connoissance aux Cours ?

LE CONSEILLER à la Cour des Aides.

Oui, Milord : en ce cas, contre tous les principes, (je ne saurois trop le répéter, & je suis soulevé d'indignation, toutes les fois que j'y songe,) la volonté unique du Souverain fait la loi. Bien plus : à ce despotisme se joint la clandestinité dans l'exécution ; car jamais le brevet, ni les commissions ne sont imprimés ni annoncés publiquement. On envoie seulement chacune des commissions à l'Election qu'elle concerne, qui doit s'y conformer, lors du département, pour faire la troisieme répartition. La Province n'apprend donc son sort qu'à cet instant, c'est-à-dire quand tout est irrévocablement terminé. Elle ne connoît jamais le sort des autres, puisque le tableau général que vous avez sous vos yeux n'est dû qu'à une infidélité ; c'est le premier offert à la discussion des profanes. Vers la fin du regne du feu Roi, la Cour des Aides ayant voulu se le procurer des juridictions inférieures, son arrêt fut

cassé (1) sous le prétexte vague des dangereuses conséquences qu'il pourroit entraîner. La maxime du Gouvernement étoit alors : *que le peuple supporte toujours aisément son malheur, pourvu qu'on ait l'art de le lui cacher.*

L'ANGLAIS.

Ainsi les Provinces sont jugées sans être entendues, lorsqu'on arrête le brevet & les commissions.

LE CONSEILLER à la Cour des Aides.

Et il leur est absolument & physiquement impossible de se pourvoir devant Sa Majesté elle-même, par opposition, suivant le droit qu'en a tout particulier dans le cours de la justice ordinaire en pareil cas. En vain l'une d'elles, jouet du caprice d'un Commissaire de parti, victime de son goût fastueux, est imposée à des sommes excessives pour des besoins imaginaires, pour des dépenses insensées, elle n'en est avertie que dans l'instant où les sommes vont être levées. Si cette même Province a été traitée injustement dans la répartition générale, soit parce que sa situation n'a pas été assez bien connue, soit par l'effet d'une prédilection du Ministre pour les autres, non-seulement il ne lui est pas permis de se pourvoir contre l'injustice, mais il ne lui est pas même possible de la découvrir.

(1) Par lettres patentes données à Compiègne le 22 Août 1763. L'Arrêt étoit du 13 Juillet précédent.

M. DAILLY.

Il y a des inconvéniens à tout. Croyez-vous que ce n'en seroit pas un plus grand d'admettre les Provinces à venir disputer au Conseil les unes contre les autres, de recevoir ensuite les Elections se plaignant chacune des surcharges, s'inculpant réciproquement d'être trop peu taxées? Avant que ces contestations fussent entendues, éclaircies, jugées, il s'écouleroit des siècles & l'impôt resteroit en suspens; d'ailleurs, elles dépenseroient en voyages, en députations, en frais, les foibles modérations qu'elles pourroient obtenir; enfin, si ces plaintes ne peuvent avoir d'effet rétroactif, ou arrêter le cours présent des choses, elles peuvent servir pour l'avenir; & à moins qu'on ne place sur le trône un *Néron*, un *Caligula*, quel Monarque a intérêt de vexer ses sujets? Quel, au contraire, n'a pas intérêt de les ménager, de les regarder comme ses enfans & d'user envers eux des soins vigilans d'un pere tendre? Est-il trompé par un Ministre? Graces à l'instabilité de ces dépositaires de l'autorité, renvoyés au bout de quelques années, l'oppression cesse par sa chute. En ne supposant pas son successeur meilleur, de nouvelles vues, d'autres passions, des considérations différentes lui feront laisser respirer les Provinces vexées, & vexer celles qui auront joui d'un calme momentané; ainsi au bout d'un certain tems tout aura été compensé, & les choses seront au point où vous desirez qu'elles fussent.

LE CONSEILLER à la Cour des Aides.

Y pensez-vous, Monsieur ? Est-ce bien vous qui proférez ces abominables assertions ? Comment faire dépendre le destin des peuples, du plus grand des malheurs d'un gouvernement, des variations d'une administration versatile & sans principes ; substituer à l'ordre, à la règle, à la justice exacte & distributive, les caprices du hazard, des révolutions éventuelles, des alternatives possibles ; attendre que le trouble fasse renaître l'harmonie & s'embarraffer peu du sort de chaque individu, parce que la masse des biens & des maux résultant de ce coupable abandon doit être la même dans une période donnée : en vérité, je n'aurois pas cru que cette politique, digne de Machiavel, renouvelée récemment par les *Maupou* & les *Terrai*, eût perverti jusqu'aux subalternes, & qu'un simple Commis osât l'étaler devant moi ; mais non, vous ne pensez pas ainsi ; vous ne faites que répéter ce que vous avez entendu dire à vos Chefs, & votre cœur défavoue les blasphêmes de votre bouche.

M. DAILLY.

Vous me rendez justice, Monsieur ; vous voulez que je sois sincère & que je vous révèle la morale du génie fiscal : la voilà.

LE CONSEILLER à la Cour des Aides.

Vous l'entendez, Milord, & d'après le témoignage d'un des plus honnêtes hommes de la finance, vous ne pouvez en douter ; mais vous allez voir bien d'autres horreurs en avançant dans la

marche de l'imposition. La troisième opération est le *département* : c'est celle par laquelle on répartit entre les Paroisses ou les Communautés la somme qui doit être perçue sur une Election. Si l'on veut grever quelque Paroisse d'une charge particulière, c'est dans cet acte qu'elle est comprise aujourd'hui ; car autrefois cette répartition n'étoit pas arbitraire ; elle se faisoit par les Elus dont je vous ai indiqué les fonctions. Au commencement ils étoient *Affécurs généraux* de la Province ; cette destination a excité la jalousie de l'Administration qui les a supprimés & leur a substitué les autres : alors on a fait entrer l'Intendant de la Province au département. On lui a donné la Présidence, & l'on a privé insensiblement de leur voix délibérative les Elus & tous ceux qui ont droit d'assister à l'assemblée : enfin, on conforma le despotisme par une dernière entreprise. (1) On ne voulut pas que ceux ayant séance au département (2), connussent à quel taux pou-

(1) En 1767, sous le Contrôleur général Laverdy, tiré du Parlement.

(2) Le Conseiller à la Cour des Aides ne fait pas ici mention des *Trésoriers de France*, Officiers qui avoient autrefois des fonctions très-honorables & étendues, qui s'affimiloient aux anciens Questeurs chez les Romains. Sans remonter si haut, ni même au tems où ils étoient *Généraux des finances*, c'est-à-dire en avoient toute l'administration, suivant l'ordonnance de 1629 sous Louis XIII, ils devoient recevoir le brevet de la taille avec une lettre de cachet : pour procéder au département, ils se transportoient dans les Elections pour voir l'état des Provinces &

voit monter le total de l'imposition. On imagina de faire deux brevets de taille, l'un qui fût ostensible & porté devant eux, l'autre qui restât secret, & dont le seul Intendant fit la répartition dans son cabinet. C'est dans le premier qu'est compris le principal de la taille qui ne varie jamais, dit on, & sur lequel il est par conséquent inutile de consulter la Province; & l'on réserve pour le second les accessoires, trop variables au contraire, trop momentanés, trop urgens pour subir les lenteurs de l'enregistrement.

L'ANGLAIS.

Un moment, s'il vous plaît; permettez que je prenne la carte, & en faisant sur le champ une application, que je voie si je comprends bien ce que vous me faites l'honneur de me dire. Je trouve à la tête de la première colonne des 20 Généralités, ces mots *premier brevet*, dont le résultat est une somme de 40,107,239 livres
16 sols

ils faisoient l'affiète sur les Elections, & les Elus, sur les paroisses; par l'Edit de Février 1631, ils avoient l'inspection même sur le travail des Elus &c. l'Edit de Mai 1736, parle de l'entière direction de l'imposition & levée des tailles, comme appartenant à leurs offices; mais les Intendans leur ont été substitués sous Louis XIV, & ils n'assistent plus même au département que par Commissaires que le Roi nomme, & n'ont que voix consultative; enfin, ils sont tellement dégradés, qu'ils sont aujourd'hui *Trésoriers de France sans trésor, & Généraux des finances sans aucune administration des finances.*

16 sols 1 denier. Voilà sans doute le fonds de la taille fixe.

LE CONSEILLER à la Cour des Aides,

Oui.

L'ANGLAIS.

Et celle de 21,571,050 livres 5 sols 7 deniers le montant des accessoires compris sous la dénomination du *second brevet*.

LE CONSEILLER à la Cour des Aides.

Oui : sachez en passant que ce second brevet s'appelle énergiquement le *Brevet militaire*, pour caractériser son illégalité, sa dureté, quelquefois sa barbarie.

L'ANGLAIS.

Ainsi les accessoires sont élevés déjà à plus de moitié du principal.

LE CONSEILLER à la Cour des Aides.

Oui en général ; mais il y a des Provinces où ils l'égalent presque : par exemple à Châlons, vous voyez que le premier brevet est de 1,783,550 livres 18 sols, & le second de 1,357,350 livres 3 sols 6 deniers, c'est-à-dire comme de 9 à 7 seulement.

L'ANGLAIS.

Pourquoi cette différence ?

LE CONSEILLER à la Cour des Aides.

Parce que l'intendant de Champagne a voulu avoir une salle brillante de comédie, de belles promenades, un hôtel superbe ou plutôt un palais ; qu'il en a désiré rendre les avenues magnifiques par des rues alignées, spacieuses, & qu'il a fallu

bouleverfer toute la ville pour fatisfaire les fantaisies difpendieufes. Il s'eft trouvé en crédit; il a obtenu du Conseil tout ce qu'il a demandé, & le tout aux dépens de la pauvre Province, qu'il enrichit de monumens & ruine dans fon commerce & fon agriculture.

L'ANGLAIS, *regardant la Carte.*

La Généralité la moins vexée, à ce qu'il paroît, c'eft celle de Bourges; elle ne paye que 821,921 livres 2 fols, pour le premier brevet & pour le fecond 393,094 livres 13 fols.

LE CONSEILLER *à la Cour des Aides.*

C'eft que c'eft la Province la plus pauvre, qui a le moins de débouchés & de commerce; qui d'ailleurs n'a pas eu jufqu'à préfent pour Intendans des hommes ambitieux, avides de fe signaler au Conseil. Elle a longtems été fous l'adminiftration d'un M. *Dodart* qui s'en montroit le pere & non le tiran, comme la plupart de ces Meffieurs; qui cherchoit à faire bénir fa mémoire dans les Campagnes, & non à rendre fa capitale brillante par un luxe déplacé & dévorant.

L'ANGLAIS.

Bonne & malheureufe nation, comme on fe joue de vous! Comme vos meilleures loix, vos réglemens les plus fages font éludés & tournent à votre détriment! car tout ce que vous n'apprenez de la marche de l'impôt de la taille me paroît admirablement combiné, fi elle étoit fuivie.

LE CONSEILLER *à la Cour des Aides.*

Rien de plus beau: tout y eft au fond conforme au droit naturel, & tout y eft altéré & dé-

naturé par l'autorité arbitraire dans la forme. C'est ce qui se voit encore dans la quatrième répartition entre les contribuables de chaque Paroisse, qui est le rôle: il se faisoit autrefois par les habitans eux-mêmes, devenant successivement assésurs & collecteurs; les Intendans ont encore envahi ce reste de liberté, laissé aux peuples, par l'invention des *Commissaires aux rôles*; c'est-à-dire de suppôts qu'ils envoient dans les paroisses en taxer les particuliers.

M. DAILLY.

Permettez-moi de vous observer, Monsieur, que cette mission est autorisée par des loix enregistrées à la Cour des Aides elle-même; que les Intendans, lorsqu'il y a dans les paroisses des riches assez puissans pour intimider les collecteurs, ont le droit de les imposer d'office, ainsi que d'envoyer de ces Agens dont vous parlez, afin d'apaiser les troubles, de contenir les mutins, de refondre les rôles, expliquer aux habitans grossiers des points de réglemens nouveaux qu'ils ne comprendroient pas; en un mot, que les *Commissaires aux rôles* sont aujourd'hui un moyen lent, mais sûr, de parvenir au cadastre si désiré pour asséoir une contribution juste, constante & proportionnée à la valeur & au produit des biens.

LE CONSEILLER à la Cour des Aides.

Un usage introduit pour des cas particuliers ne doit pas devenir une règle générale: la Compagnie crut y pourvoir en défendant à ces suppôts du Commissaire de parti de rien recevoir des con-

tribuables, & pensa que ces commissions ne seroient pas fréquentes quand elles ne seroient pas utiles; mais, au moyen de la connoissance ôtée à la Cour des Aides & de la quotité de l'imposition & de sa destination, il est aisé aux Intendans d'éluder nos défenses & de faire payer impunément par les paroisses les Commissaires aux rôles (1). Quant au cadastre, c'est un vain fantôme destiné à abuser la nation par la trompeuse perspective de changemens avantageux dans l'avenir, à dessein de lui faire par là supporter avec moins d'impatience le poids énorme des impositions conservées; & comme il y a plus de trente ans qu'on nous berce de cette chimere, il n'est pas à présumer qu'il ait jamais lieu.

L'ANGLAIS.

N'embarraçons pas les objets & résumons-nous. Vous venez, Messieurs, de me faire comprendre assez bien l'origine de la taille, les divers accroissemens qu'à reçu cette imposition, la manière dont elle se percevoit dans le principe, les abus qui s'y sont glissés à l'infini; ce que c'est que le premier brevet.

(1) Le 9 Août 1769 il fut rendu compte aux Chambres assemblées de la Cour des Aides, & prouvé par pièces que les frais supportés par les contribuables pour la confection des rôles par Commissaires se montoient pour la seule Election de Châlons à 120,000 livres & pour l'Election de Saint Menéhoult à 72,000 livres, indépendamment des faux frais, allées & venues que cette forme d'imposition occasionnoit aux taillables.

LE CONSEILLER à la Cour des Aides.

Voici quelques observations en marge de la carte sur les Pays d'Élections qui vous donneront des éclaircissémens encore. Vous y verrez d'abord quelle destination recoivent les fonds du premier brevet qui contient cinq articles que voilà sous le N^o. 1.

L'ANGLAIS.

J'y suis.

LE CONSEILLER à la Cour des Aides.

1^o. La taille: nous vous avons expliqué ce que c'étoit. 2^o. Le taillon de la Gendarmerie. Ce fut une addition inventée sous Henri second en 1549 pour payer cette nouvelle troupe qui commençoit à s'établir. 3^o. Solde de la maréchauffée ; c'est un corps armé & à cheval pour la sûreté intérieure du Royaume & surtout des campagnes , pour aller à la poursuite des brigands, des voleurs de grands chemins, de tous auteurs de délits publics.

L'ANGLAIS.

Et pourquoi ne pas faire faire ce service par les troupes qui sont inutiles en tems de paix? Il en résulteroit environ 1,300,000 livres d'économie.

LE CONSEILLER à la Cour des Aides.

Parce que les Militaires prétendent qu'ils ne sont établis que pour égorger les ennemis du dehors & qu'ils regardent comme viles, les fonctions de protéger leurs concitoyens contre les ennemis du dedans; contre les hommes assez malheureusement nés pour être les fléaux de la société; contre ces monstres dont Hercule se fit gloire

autrefois de purger la terre; ce qui lui valut dans l'antiquité non-seulement d'être placé au rang des Héros, mais des demi-Dieux; parce que les Commissaires de parti, cherchant à étendre leur pouvoir, au lieu de le restreindre, ne pourroient avoir les troupes à leurs ordres, comme ils ont la Maréchaussée. Toutes ces considérations particulières ont fait avorter le projet du Comte de Saint Germain de ramener les Militaires à leur ancienne institution, de défendre l'agriculteur paisible qui le soudoie, du meurtre, du saccagement, du pillage, du vol: qu'importe qu'il soit exercé par un Anglois ou par un François?

L'ANGLAIS.

4°. L'Étape. Expliquez moi, je vous prie, le sens de ce mot dont je n'ai qu'une notice confuse.

LE CONSEILLER à la Cour des Aides.

Par étape on entend ce qui concerne le logement, les ustenciles & la nourriture du passage des troupes, quand elles vont d'une garnison à une autre, ou font quelque mouvement dans l'intérieur du Royaume. Dans les lieux où il n'y a pas de casernes, les deux premiers objets sont à la charge des habitans; quant au troisième, trop embarrassant pour les bourgeois, le Gouvernement y pourvoit par des compagnies particulières ou autrement; mais cette dépense n'est point prise sur les fonds de la guerre, & c'est au Contrôleur général à y satisfaire du trésor royal; ce qui donna lieu à un abus pernicieux & criant sous le Duc de Choiseul: comme ce Ministre, par ses prodigali-

tés étoit toujours court d'argent dans son département, & que, par l'étape courante, la solde d'une troupe est suspendue, lorsqu'il avoit besoin de fonds, il faisoit voyager les régimens, &, afin que cela fût plus long, il les faisoit marcher d'un bout du Royaume à l'autre, jusqu'à ce qu'il eût mis en retenue la somme dont il manquoit, & qu'il dépensoit ensuite à son gré.

L'ANGLAIS.

Voilà donc la clef de ces mouvemens continuels qui nous ont alarmés souvent, ainsi que les autres Puissances voisines.

M. DAILLY.

Oui, voilà comme il a harrassé, mis sur les dents successivement toutes les troupes du Royaume; comment il a occasionné des désertions considérables, & donné lieu aux vexations des Ministres des finances qui, ne destinant aux étapes qu'une somme proportionnée à cette dépense habituelle, la voyoient doublée, triplée, quadruplée au gré du Ministre de la guerre, excédant qu'il falloit retrouver d'un autre côté.

L'ANGLAIS.

Je ne suis plus surpris que les partisans du Duc de Choiseul admirassent si fort son génie, le regardassent comme un personnage à invention, à ressources; c'est le premier sans doute qui ait imaginé pareille chose.

M. DAILLY.

Je ne sache pas qu'aucun de ses prédécesseurs s'en fût avisé.

L'ANGLAIS.

Je ne conseillerois pas à nos ministres d'en faire autant.

M. DAILLY.

Je vois dans les débats de vos Parlemens qu'ils vous en font bien accroire aussi; car le Duc de Choiseul ne se vançoit pas de son intention. Il prétextoit un objet d'utilité apparente, d'exercer les troupes, de les tenir en haleine, de les empêcher de croupir dans le même lieu, d'y contracter de mauvaises habitudes.

L'ANGLAIS.

Au moins nos Ministres effuient-ils & toujours très-amerement, les reproches qu'ils méritent, au lieu que je n'ai entendu ni lu nulle part encore qu'on eût éventé cette ruse du vôtre: d'ailleurs, le jour des vengeances luit quelquefois chez nous; mais chez vous, jamais..... Revenons au 5^e article, aux deux sols pour livres.

LE CONSEILLER à la Cour des Aides.

C'est le dixième du montant des quatre autres sommes réunies; c'est une petite addition d'impôt fort facile, imaginée dans un besoin d'argent, quand on a voulu faire un emprunt, on a tout de suite trouvé là de quoi en payer les intérêts.

L'ANGLAIS.

Je poursuis les observations en marge. Quant à la seconde, vous l'avez prévenue; mais je lis ici en troisième lieu que pour la répartition on distingue les pays de la taille réelle, qui sont Montauban, Auch & Bordeaux en partie.

LE CONSEILLER à la Cour des Aides.

Ce sont des pays assez heureux pour être cadastrés, c'est à dire ou il y a une évaluation fixe des biens des contribuables d'après laquelle les sommes imposées se trouvent réparties par une simple opération d'arithmétique, & sans que personne s'en mêle.

L'ANGLAIS.

Et pourquoi tout le Royaume n'est-il pas ainsi ?

LE CONSEILLER à la Cour des Aides.

On veut y travailler, suivant ce que nous avons dit plus haut ; mais je doute que ce soit de bonne foi : d'ailleurs, il y a du pour & du contre. Cette discussion nous mèneroit trop loin.

L'ANGLAIS.

A présent mes idées sont dégrossies sur la taille autant que le peut permettre le moment, & je suis en état de saisir les détails que je vois sur la carte concernant cet impôt. Voici cependant une troisième colonne qui m'embarrasse ; que veut dire ce titre : *Impositions en vertu d'arrêts particuliers* ?

M. DAILLY.

C'est relatif à la taille encore ; c'est un accessoire qu'on a distingué comme un impôt grave, comme devant avoir lieu pour longtems & même à perpétuité, si l'institution eût subsisté. En 1771, lorsqu'on supprima les offices de magistrature & qu'on établit la justice gratuite, il fallut trouver de quoi subvenir au remboursement de ces offices, du moins au payement des intérêts & à celui des

gages des nouveaux Magistrats ; on ne vit pas de meilleur expédient que de créer une augmentation de tailles.

LE CONSEILLER *à la Cour des Aides.*

Observez, Milord, que depuis 1774 les cours sont rétablies, les nouveaux tribunaux sont détruits, & cependant en 1777 l'impôt se perçoit encore.

M. DAILLY.

Vraiment il reste des pensions, des gratifications à payer ; il faut bien un fonds pour y fournir.

LE CONSEILLER *à la Cour des Aides.*

Oui, ces opérations peuvent être comparées à une guerre qui a fait créer des impôts qu'on laisse subsister longtems après la paix pour acquitter les dettes contractées.

L'ANGLAIS.

Passons à la capitation, rangée aussi dans la classe des impositions ordinaires.

LE CONSEILLER *à la Cour des Aides.*

C'est un impôt que le mot désigne, qui frappe indistinctement sur toutes les têtes, & le plus vicieux de tous, parce qu'il n'a ni base, ni règle, ni mesure, ni principe ; qu'il est arbitraire par essence. Lorsqu'il fut établi, en 1695, dans ces tems malheureux où l'on faisoit sans examen, toutes les ressources qui se présentent, il ne devoit durer qu'autant de tems que la guerre, aux besoins de laquelle il étoit consacré ; Louis XIV en donna sa parole : il a subsisté depuis sans inter-

ruption & a reçu des accroissemens successifs par de simples ordres émanés du Conseil, sans que S. M. en ait donné connoissance à ses cours & sans que cette augmentation soit connue des contribuables & dans une forme régulière.

M. DAILLY.

Vous frondez toujours, Messieurs. Voulez-vous être plus sages que le Parlement? N'a-t-on pas tout récemment augmenté la capitation de six deniers pour livre pour la reconstruction du Palais & cela par un simple arrêt du Conseil? (1) Cette compagnie ne l'a-t-elle pas trouvé bon. A-t-elle fait la moindre réclamation? Et quelque membre turbulent ayant voulu exciter de la fermentation à ce sujet, n'a-t-on pas éludé sa dénonciation? Cet exemple apprend qu'il faut n'être pas toujours si roide, qu'il faut savoir se prêter aux circonstances, tolérer un abus apparent pour

(1) En date du 26 Juillet 1776. Le Roi y dit: „ S. M.
 „ auroit désiré que les circonstances lui eussent permis de
 „ ne point imposer aux justiciables du ressort de son Parlement
 „ de Paris, l'obligation de contribuer à cette dépense;
 „ mais dans l'impossibilité actuelle de les en affranchir, el-
 „ le a choisi le moyen qui leur sera le moins onéreux &
 „ le seul dont on a fait usage jusqu'à présent, lorsque des
 „ bâtimens servant à l'administration de la Justice, ont
 „ exigé des reconstructions ou des constructions nouvel-
 „ les. En conséquence, pour subvenir à la dépense éva-
 „ luée 1,500,000 l. elle impose pendant cinq ans seulement
 „ les six deniers pour livre dont il s'agit, à compter du
 „ 1er. Février 1777.]

éviter des troubles réels : en un mot , vous connoissez cette maxime : *summum jus , summa injuria*.

LE CONSEILLER à la Cour des Aides.

Nous respectons fort le Parlement ; nous savons tout ce qui s'est passé à ce sujet ; qu'on a prétexté que la chose ne valoit pas la peine d'un enregistrement ; que le terme étoit limité ; qu'il n'y avoit aucun abus à craindre , puisque la Compagnie connoissoit l'objet de l'imposition , auroit les fonds sous sa main & en suivroit la destination : mais , sans adopter les reproches qu'on fait dans le public à cette Cour d'être toujours fort chaude pour ses intérêts , & de négliger absolument ceux des peuples , nous ne l'aurions pas imitée , & sa conduite , telle qu'elle soit , ne peut changer les principes , ni infirmer les droits de la nation.

Cette imposition , abusive dès sa création , n'est pas moins funeste dans la répartition & la perception. L'Intendant en est souverainement le maître , & l'on a vu des Commissaires de parti menacer des habitans de leur Généralité de les doubler à la Capitation , s'ils ne se prêtoient à des arrangemens prétendus utiles à la Province ; mais auxquels ils n'avoient pas pouvoir de forcer directement des citoyens.

M. DAILLY.

Vous parlez toujours d'arbitraire , de despotisme , de clandestinité. Vous allez voir cependant qu'il y a des réglemens sur cette imposition comme sur les autres : est-ce que dans l'origine , par exemple , il n'y avoit pas pour la capitation des ta-

rifs proportionnés aux états ? Si ces tarifs ont été supprimés (1), n'est ce pas par une loi enregistrée. N'a-t-il pas été convenu qu'on y substituerait des rôles arrêtés au Conseil ? Ne devoient-ils pas être faits par la Noblesse, par les Intendants, conjointement avec des hommes choisis & nommés par le Roi ?

LE CONSEILLER *à la Cour des Aides.*

Oui, autrefois un Gentilhomme de chaque généralité devoit être associé à l'Intendant pour cette fonction : cette formalité est tombée en désuétude.

M. DAILLY.

Eh ! pourquoi , Messieurs , ne vous y êtes - vous pas opposés ?

LE CONSEILLER *à la Cour des Aides.*

Nous y avons peu de regret ; car ce Gentilhomme n'étoit point choisi par la Province ; il étoit nommé par le Gouvernement , & toujours sur la présentation de l'Intendant ; ainsi ce n'étoit qu'un témoin oisif de ses opérations.

M. DAILLY.

Il est aisé de tout critiquer en prenant ainsi les choses au pire. La capitation des taillables est-elle sujette au caprice , à l'injustice ? N'est-elle pas fixée au marc la livre de la taille ? Ne permet on pas aux Communautés & Corporations assez considérables de répartir cette imposition sur elles-mêmes ?

(1) Par une Déclaration de 1701.

LE CONSEILLER à la Cour des Aides.

Je conviens de ces deux faits; mais quant au premier, par un autre abus progressif du pouvoir arbitraire dont il résulte toujours que la faveur accordée aux Grands dégénère en vexations sur les pauvres, il est calculé que la capitation des taillables qui ne faisoit d'abord qu'un sixieme du total de la capitation du Royaume en fait aujourd'hui les trois quarts. A l'égard du second, dites-moi d'après quelle loi, d'après quelle regle la somme générale doit-elle être imposée sur chaque corps d'artisans? C'est ce que nous ignorons & ce qui vraisemblablement dépend tout-à-fait de la volonté des Administrateurs.

M. DAILLY.

Ne perdons par de vue notre these. La Capitation qui se paye par retenue sur les gages des Offices, est elle arbitraire?

LE CONSEILLER à la Cour des Aides.

Non; mais elle est injuste, parce que ceux qui possèdent une même charge payent toujours la même capitation, quoi qu'il y ait souvent une très-grande différence de fortune entre les divers titulaires.

M. DAILLY.

Je réponds à cela, que l'impôt étant attaché à l'office devient en quelque sorte volontaire; c'est à celui qui en traite à savoir s'il se trouve en état de le payer & veut s'y soumettre.

L'ANGLAIS.

Oui, c'est alors un tribut qu'on fait payer à la

forte des particuliers curieux de se décorer de charges honorifiques.

M. DAILLY.

Enfin, Monsieur, pour vous forcer dans vos derniers retranchemens & vous faire convenir qu'il y a plus d'humeur que de réalité dans vos plaintes : s'il se glisse des abus dans la perception de la capitation, n'êtes-vous pas en état de l'arrêter, depuis que S. M. a rendu aux tribunaux réglés la connoissance de la capitation des taillables ?

LE CONSEILLER à la Cour des Aides.

Ce n'est qu'une partie de l'abus retranchée : comme la capitation est un impôt, nous demandons à connoître de sa totalité, ainsi que pour ce qui concerne la taille ; ou plutôt, comme la capitation est une source intarissable d'injustices, nous demandons mieux & plus vivement qu'elle soit révoquée tout-à-fait, ou du moins qu'on en change entièrement la nature.

L'ANGLAIS.

A la bonne heure ; car je ne crois pas que votre Ministre des finances fût d'avis de retrancher ainsi un des revenus de l'Etat, qui, suivant ce que je vois sur cette carte, rend à peu près 30 millions par an.

LE CONSEILLER à la Cour des Aides.

Tant que l'on veut ; car, suivant l'aveu que vous voyez ici dans les *Observations*, la Capitation est fixée chaque année par une simple lettre du Contrôleur général.

M. DAILLY.

On vous en rend la raison plus bas ; c'est qu'on ordonne quelquefois au marc la livre de la capitation des impositions particulières, quand l'objet en paroît trop général pour être mis à la charge des seuls taillables ; les impositions particulières varient suivant les causes & les besoins ; il faut donc que la quotité de l'imposition baisse ou s'accroisse ; mais quand on a voulu augmenter l'impôt réellement, le doubler, le tripler, par exemple, n'a-t-on par eu recours à l'enregistrement (1) ?

LE CONSEILLER à la Cour des Aides.

Hommage que le despotisme a rendu à la loi, mais formalité vaine, puis qu'il cassa bientôt la clause par qui seule elle pouvoit devenir utile ; clause qui ordonnoit le dépôt des nouveaux rôles au greffe des Elections. Vous connoissez les actes vigoureux qui en resulterent de notre part, la procédure criminelle commencée contre les Receveurs des tailles, arrêtées à l'ordinaire par l'autorité, & éteinte au moyen d'un enregistrement quelconque (2), dont je rougis un peu pour mes confreres ; car je n'avois pas alors l'honneur d'être de cette Cour ; ils sentoient bien sans doute l'in-

(1) La Cour des Aides enregistra le 12 Mars 1760 un édit portant doublement de capitation, & le triplement fut enregistré en lit de justice le 31 Juillet 1761.

(2) Cet enregistrement est du 8 Mai 1761. Il s'agit d'une déclaration qui par une surseance indéfinie, éludoit le dépôt des rôles.

l'insidieux de la clause de la surseance; mais, fatigués d'une guerre contre le Gouvernement dont ils n'espéroient aucun bien, ils ne furent pas fâchés de trouver cette maniere adroite & honnête d'en sortir.

M. DAILLY.

Pourquoi attribuer à leur pufillanimité, ce qui fut peut-être occasionné par des éclaircissmens que leur donna amiablement le Ministère sur l'impossibilité qu'on satisfît à leur demande, du moins sur les inconvéniens qu'elle entraînoit.

LE CONSEILLER à la Cour des Aides, allant
à sa bibliothèque.

A moins que vous ne supposiez toute la Cour des Aides assez lâche pour conniver à cet abus avec le Ministère, & jouer la comédie afin d'en imposer à la nation, je ne puis mieux vous répondre que par ce qu'elle dit elle-même à ce sujet dans les objets de ses remontrances subséquentes. (il lit)

5°. „ Qu'il n'y a aucun prétexte plausible au
„ refus du dépôt des rôles, & qu'effectivement
„ il n'y en a aucun d'énoncé dans sa déclaration;
„ que ce dépôt est une précaution prescrite par
„ le principe général de toutes les sociétés ré-
„ glées, puisque dans toute forme de gouverne-
„ ment les citoyens doivent avoir un recours con-
„ tre l'injustice, & que ce recours devient illu-
„ soire, quand l'auteur de l'injustice est seul dépo-
„ sitaire de la piece qui la prouve, & quand, après
„ quelques années, les prévarications sont ense-

Tome V.

F

„ veilles dans un éternel oubli, & les prévarica-
 „ teurs à l'abri de toute recherche. (1)

Et ensuite plus énergiquement dans les remon-
 trances mêmes: (2) „ Enfin, dit-elle, le dernier
 „ article de ce règlement, celui par lequel Vo-
 „ tre Majesté enjoint à la Cour des Aides,
 „ comme à ses Commissaires départis, de lui don-
 „ ner avis des contraventions & des moyens pro-
 „ pres à empêcher les vexations, cet article,
 „ Sire, feroit le plus favorable de tous, & celui
 „ qui donneroit le plus d'espérance à vos sujets
 „ d'obtenir quelque jour un soulagement à leurs
 „ peines, si cette disposition, transcrite sur les
 „ anciens réglemens, & conforme aux sentimens
 „ dont Votre Majesté, ainsi que les Rois ses Pré-
 „ décesseurs, ont toujours été pénétrés, pouvoit
 „ se concilier avec l'article 14^e. de la déclaration
 „ qui surseoit au dépôt des rôles du vingtième &
 „ de la capitation de vos sujets non taillables.

„ Comment est-il possible, Sire, qu'on nous
 „ ordonne expressément d'avertir Votre Majesté
 „ des abus, & qu'on nous enlève par la même loi les
 „ moyens de les connoître? N'est-il pas à crain-
 „ dre que cette surseance, dont nous ignorons
 „ les prétextes, & dont sans doute les véritables
 „ motifs n'ont pas été présentés à Votre Majesté,

(1) C'est le 50. article des objets des remontrances sur
 la déclaration de 1761, concernant les tailles, arrêtées aux
 Chambres assemblées le Samedi 20 Juin 1761.

(2) Arrêtées le 23 Juin.

„ ne cache un dessein encore plus funeste , celui
 „ d'éloigner par des délais successifs , l'espérance
 „ que Votre Majesté nous laisse encore de don-
 „ ner quelque jour des ordres contraires.

L'ANGLAIS.

Il n'y a pas de réplique ; mais , Messieurs , voi-
 là comme toutes vos belles résolutions avortent
 toujours. Un Ministre entreprenant est sûr de
 vous fatiguer à force de délais , de lenteurs , de
 contradictions.

Quoi qu'il en soit , permettez que je ne perde
 pas de ma mémoire une objection très-importan-
 te , tandis que je l'ai présente : au moyen de
 l'arbitraire qui regne dans la répartition , l'assiette
 & la perception de la capitation , la somme que
 chaque Receveur perçoit n'est jamais exactement
 proportionnée à la quotité qu'il devroit porter ,
 & sans doute il préfère de faire enforte , pour
 n'être pas court , qu'il y ait toujours de l'excédant.

LE CONSEILLER à la Cour des Aides.

Vraiment , il y en a constamment , & il augmen-
 te chaque année. Ces sommes , prises sur la sub-
 stance du peuple , devroient naturellement être ver-
 sées dans les coffres de Sa Majesté , & l'année sui-
 vante être employées en décharge pour chaque
 Province. Point du tout ; on en fait souvent le
 salaire des préposés aux vexations sous lesquelles
 les peuples gémissent , ce qui doit les encourager
 à les augmenter.

M. DAILLY.

Pourquoi voir toujours les choses en noir , re-

présenter les Administrateurs comme une troupe de brigands ? Ne savez-vous pas que ces excédans sont utiles & nécessaires pour mille dépenses momentanées & minutieuses qu'exigent les Provinces confiées à leurs soins ?

LE CONSEILLER à la Cour des Aides.

Je fais que c'est le prétexte dont ils colorent leur despotisme ; mais je fais encore mieux qu'il n'en est aucun bon pour assigner ces frais sur une somme indéfinie & dont personne ne rend compte. Enfin , avant que la capitation fût établie , les Commissaires départis avoient sans doute , ainsi qu'aujourd'hui , des dépenses à faire pour l'administration de leur département , comment faisoient-ils alors ?

M. DAILLY.

De leur mieux sans doute , ils étoient fort gênés ; les Provinces n'étoient pas aussi bien soignées ; les grands chemins , les édifices publics périlloient.

L'ANGLAIS.

Vous êtes toujours le Médecin *tant mieux* : je ne veux point abuser de votre complaisance , Messieurs , par des questions que je pourrois vous adresser encore ; me voilà maintenant assez bien au fait de ce que vous comprenez sous le titre d'impositions ordinaires : les extraordinaires sont sans doute les *vingtièmes* ?

LE CONSEILLER à la Cour des Aides.

Le tems nous a menés , Milord , plus loin que je n'aurois voulu : cette autre matière n'est pas

moins longue que les précédentes, trouvez bon que nous remettions la séance ; j'engagerai M. Dailly à s'y retrouver. Celui-ci, qui, continuellement bourré par le Magistrat, ne demandoit pas mieux que de se tirer de presse & respirer, accepta volontiers le délai. Nous ne pûmes prendre de jour précisément ; & nous nous séparâmes. Je ferai en sorte, Milord, que cette intéressante conversation reprenne le plutôt possible, & dès que j'aurai pu rejoindre mes interlocuteurs, je vous donnerai le surplus des développemens nécessaires à l'intelligence de la carte que je vous adresse en attendant. Montrez-la à nos compatriotes, & si le mal d'autrui peut soulager de quelque chose, que les François, ainsi vexés après 15 ans de paix, leur apprennent à souffrir, ou plutôt à reprendre leur énergie & à secouer les chaînes du despotisme qui cherche à les circonvenir de toute parts !

Paris, ce 29 Janvier 1777.

L E T T R E V.

M. de la Chalotais. Anecdotes nouvelles sur ce Procureur général. Extraits d'un mémoire qu'il composa sur son affaire & resté manuscrit. Faits relatifs aux Etats de Bretagne de 1776.

Vous vous rappelez, Milord, toutes les infortunes du Procureur-général du Parlement de Bretagne. Les papiers publics vous en ont fréquemment entretenus pendant près de neuf années qu'elles ont duré. Elles n'ont cessé qu'à la mort de Louis XV, ou plutôt le rappel de la Magistrature a été la première époque de leur adoucissement ; car on pourroit dire qu'elles ne sont finies, qu'elles ne finiront jamais, si le spectacle du supplice infligé à ses persécuteurs par les loix, et la vraie, la seule vengeance qui puisse & doive satisfaire l'innocence opprimée. Non-seulement ce vieillard, sur le bord de la tombe, a perdu tout espoir de cette satisfaction ; mais il se l'est même ôté par un acte secret qu'il a eu la faiblesse de se laisser arracher, las de dix ans de persécutions, parce qu'enfin il est un terme au courage le plus intrépide. Sans doute quelquefois il est louable, il est grand de pardonner les injures quand elles sont personnelles, & que l'impunité n'est pas d'un exemple funeste ; ici, au contraire, l'honneur de la Magistrature, compromise en sa personne, les

formes indignement violées, la fureté publique, la consolation du foible, toujours victime en France du plus fort, tout obligeoit M. de la Chalotais à ne jamais abandonner ses poursuites, à réclamer sans cesse l'appui des loix, à apprendre aux Grands, dépositaires de l'autorité, que le glaive de Themis est suspendu sur leur tête, comme sur celle du dernier des sujets. Il a si bien senti lui-même la honte de cette démarche, que, de concert avec le Ministère, elle étoit ignorée, ou du moins simplement soupçonnée: je ne puis en douter aujourd'hui par ce que j'ai lu.

C'est un désistement en bone forme, par lequel il renonce lui & son fils à toutes poursuites contre ses calomniateurs, & notamment contre le Duc d'Aiguillon. Je vous envoie cette piece authentique (1), & une autre relative qui est la réponse

(1) Désistement de Mrs. de la Chalotais & de Caradeuc du 5 Août 1775.

Nous soussignant, Louis René de Caradeuc de la Chalotais & Anne Jacques Raoul de Caradeuc, Procureurs généraux du Roi au Parlement de Bretagne, voulant donner à Sa Majesté un témoignage de respect pour sa personne sacrée; de notre reconnaissance de la justice qu'elle a bien voulu nous rendre; de notre desir de concourir aux vues de la paix dont elle est animée, & de notre considération pour M. le Comte de Maurepas, déclarons abandonner purement & simplement toutes actions & demandes que nous aurions faites ou pu faire relativement à la procédure criminelle injustement intentée contre nous au mois de Novembre 1763 & années suivantes, circonstances & dépendances, en quelque tribunal & vers quelque personne.

du Garde des sceaux & l'annonce des graces qui en doivent être la récompense (1), ce qui ternit beaucoup la gloire de ces deux Magistrats.

Outre ces pensions & faveurs pécuniaires qui ont suivi de près & trop immédiatement, pour ne pas paroître les conditions du marché, & confirmer le bruit qui en avoit couru à la même époque.

que ce soit, renonçant à en faire aucune suite, & notamment vers M. le Duc d'Aiguillon. A Rennes le 5 Août 1775.
Signé de Caradeuc de la Chalotais, de Caradeuc.

(1) Lettre de M. le Garde des Sceaux à M. de la Chalotais du 8 Août 1775.

Envoyée d'Athys à M. de la Chalotais le 14 Août.

MONSIEUR,

Le Roi a bien voulu vous accorder une gratification de la somme de 100,000 livres une fois payée, & une pension de 8000 livres reversible après vous, savoir 4000 livres à M. le Chevalier de la Chalotais votre fils & 4000 livres à M. & Mad. de la Fraglaye.

Sa Majesté vous accorde également une charge de Président à mortier, dont elle voudra bien donner l'agrément à M. de Caradeuc, si vous la lui faites passer. Vous ne devez pas douter du plaisir que j'ai à vous annoncer ces graces.

Je vais faire passer à M. le Contrôleur-général l'ampliation des décisions du Roi, pour qu'il soit à portée de vous procurer le payement des 1000,000 livres & de vous faire porter sur les Etats du Roi pour la pension de 8000 livres.

Je vais faire passer également à M. de Malesherbes une ampliation de la décision relative à cette pension, pour qu'il soit en état de vous en expédier le brevet.

Je suis,

MONSIEUR,

Votre affectionné Serviteur.

A Versailles, le 8 Août 1775.

Signé Miromesnil.

époque, M. de la Chalotais vient d'obtenir une grace honorifique retardée plus longtems, en ce qu'exigeant un enregistrement & la plus grande publicité, on desiroit qu'elle n'eût pas l'air d'une collusion, qu'elle fût regardée comme émanée du propre mouvement du Roi, ainsi qu'il est porté dans la concession. Ce sont des lettres patentes par lesquelles Sa Majesté leur érige la terre de Caradeuc en Marquisat. Le préambule est remarquable; on y fait dire à Sa Majesté que :

„ comme rien n'anime plus puissamment ses sujets à
 „ sacrifier leurs soins, leurs travaux, & souvent
 „ même leur fortune pour son service & celui
 „ de l'Etat, qu'en se portant, dans les occasions,
 „ à les illustrer par des décorations qui puissent
 „ transmettre à la postérité les témoignages les
 „ plus flatteurs de la satisfaction que ledit Sei-
 „ gneur Roi auroit ressenti de leur zèle; c'est
 „ dans ces vues qu'il auroit mis en considération
 „ les services qui lui ont été rendus & au feu Roi,
 „ son très-honoré Seigneur & Ayeul, par ses
 „ très-chers amés & féaux, les Sieurs Louis
 „ René, Anne Jacques Raoul de Caradeuc son
 „ fils, ses Procureurs généraux en sa Cour de par-
 „ lement de Bretagne.” (1)

(1) Après vous avoir fait l'énumération des services rendus par les ancêtres, de l'illustration de cette famille, soit par elle-même, soit par ses alliances, Sa Majesté ajoute : „ à tout quoi ledit Seigneur Roi avant égard suivant
 „ le contenu aux lettres données à Fontainebleau par son
 „ très-honoré Seigneur & Ayeul le 10 Mai 1730, à Marly

Vous voyez, Milord, avec qu'elle adresse on a inféré tout ce qui pouvoit flatter l'amour propre des Procureurs-généraux & leur faire oublier leurs maux, tout ce qui pouvoit même effacer l'ombre du délit envers le Monarque défunt, puisque l'honneur qu'ils reçoivent aujourd'hui est moins une grace qu'une reconnoissance due aux services qu'ils lui ont rendus, ce qui est bien contradictoire avec les inculpations dont ils avoient été chargés. Tout tend donc à faire éclater leur innocence; mais ce qui souleve une ame fortement éprise de l'humanité, c'est que rien ne tende à la vanger & à intimider ses persécuteurs.

Il faut que je vous apprenne maintenant, Milord, comment j'ai eu les pieces secretes dont je

„ le 12 Mai 1752, aux délibérations des Gens des trois-
 „ Etats du Pays & Duché de Bretagne, du 4 Novembre
 „ 1617, du mois de Novembre 1770, pour laquelle ils
 „ prennent la garantie des Procureurs-généraux, & font
 „ les plus grands Eloges de leurs services & si l'Élé- le-
 „ dit Seigneur Roi auroit désiré reconnoître & récompen-
 „ ser tous les services rendus par lesdits Sieurs de Cara-
 „ deuc; il auroit estimé ne le pouvoir faire dignement,
 „ qu'en donnant de *son propre mouvement* à Louis René,
 „ & Anne Jacques Raoul de Caradeuc, les Procureurs-
 „ généraux, le titre & la dignité de Marquis &c. en
 „ conséquence érige la terre & seigneurie de Caradeuc &c.
 „ en Marquisat de Caradeuc &c.”

Après le Réquisitoire des Gens du Roi, la Cour, les
 Chambres assemblées le 23 Décembre, ordonne, par *d'im-*
portantes considérations & sans tirer à conséquence pour l'a-
 venir, que les lettres patentes dont il est question seront
 enregistrées &c.

vous ai fait part & le mémoire dont je vais vous entretenir. Ces jours derniers, étant allé chez M. le Duc de Rohan qui étoit en affaire, je fus obligé de l'attendre dans sa bibliothèque; je m'amusai à la parcourir, & un manuscrit, intitulé *Mémoire de la Chalotais*, me frappa: j'étois à le lire quand ce Seigneur vint à moi; je lui témoignai mon enchantement de l'ouvrage & mon desir de l'emporter; il me le permit d'autant plus facilement que les mêmes défenses de le rendre ostensible ne pourroient exister aujourd'hui, & ne sont plus qu'un égard mal placé pour de lâches ennemis, qu'il faudroit, au contraire, dévouer à l'exécration générale en révélant leur turpitude, ou plutôt leurs crimes abominables.

C'étoit l'objet de ce *factum*: lorsqu'il fut composé en 1767, il devoit être joint à une requête en opposition aux lettres patentes du 22 Décembre 1766, à cette époque, où Louis XV ayant déclaré qu'il ne vouloit pas trouver de coupable, éteignit de son autorité tout délit, & cependant exila M. de la Chalotais & son fils; où le Parlement ayant fait des représentations à Sa Majesté sur l'inconséquence de cette conduite, le Roi répondit que l'honneur de ses Procureurs généraux n'étoit pas compromis par cette punition, mais qu'elle ne leur rendroit jamais les bonnes grâces.

La multitude d'incidens survenus dans cette incroyable affaire, les paroles d'accommodement portées plusieurs fois à l'illustre exilé, la crainte de trop irriter le Monarque, l'ont toujours empêché-

ché de publier son mémoire. Il se flattoit de pouvoir le répandre sous le nouveau regne; on lui a fermé la bouche à force de bienfaits, d'honneurs & d'éloges; il seroit vraisemblablement perdu pour la génération présente, si un heureux hazard ne m'en eût procuré la découverte, d'autant plus agréable, que je puis vous la communiquer & en partager la jouissance.

Après avoir établi dans la première partie de son Mémoire ce qu'on appelle l'origine des troubles de Bretagne, & fait voir, par une foule de ses lettres écartées, que, bien loin d'avoir contribué à les faire naître & les fomenter, il a fait tout ce qu'il a pu, au contraire, pour les prévenir & les arrêter, M. de la Chalotais passe à la seconde partie.

Elle contient l'examen de la procédure, & voici ses chefs: 1°. Accusation & procédures sans corps de délit, 2°. Accusation sans accusateurs, 3°. Accusation & instruction sans juges compétens, 4°. Poursuite militaire sans ombre de justice, où d'un bout à l'autre, l'accusateur & le délateur ont été juges & parties, ordonnateurs & disposant de la personne des accusés. 5°. Accusations vagues, changemens de tribunaux & de juges, de parties publiques au gré des accusateurs & des délateurs; procédure variant à volonté. 6°. Procédure qui déroge aux loix & qui en fait de nouvelles, qui confond la nature des délits & la qualité des preuves. 7°. Accusations jugées, sans que les accusés aient pu produire leurs faits justificatifs, pendant qu'ils étoient

dépouillés de leurs pieces, & sans qu'ils aient été entendus; jugement qui ne juge point.

La troisieme embrasse les chefs d'accusation. 1°. Complot fait avec M. de Kerguesec. 2°. Des billets anonimes 3°. Marque de respect au Ministère & même au Roi. 4°. Projet de porter le trouble dans le Ministère. 5°. Vexations & abus de pouvoir; huit faits relatifs à cette accusation.

Le récit historique des faits m'ayant paru surtout nécessaire pour l'intelligence de la defense des accusés, & curieux d'ailleurs par une foule d'anecdotes ignorées, c'est le morceau que je vous ai copié le plus fidelement; vous y aimerez la simplicité de l'Historien.

„ L'Affaire des Magistrats de Bretagne prend sa source dans les arrêts donnés contre les Jésuites & dans les comptes rendus à ce sujet.

Dès lors les Jésuites conçurent le projet de se venger de ceux qu'ils regardoient comme les promoteurs & les auteurs de ces arrêts; ils songerent, suivant leur politique ordinaire, à exciter dans le Royaume des troubles dont ils pussent profiter.

Ils avoient un parti aux Etats de Bretagne: les Evêques, à la tête desquels étoit l'Evêque de Rennes *Dumas*, presque tout l'Ordre ecclésiastique, quelques membres de la Noblesse, composoient un nombre assez considérable, soutenu & protégé par le Commandant, qui, d'ailleurs, dispo-
soit du Tiers.

Leur objet étoit de faire entreprendre par les Etats les arrêts du Parlement qui avoient dissous

la Société des Jésuites, d'opposer les Etats au-Parlement, la Nation à la Nation.

La fermentation fut grande aux Etats de 1762 à Rennes. Des Gentilshommes qualifiés se firent sur le théâtre des menaces dont le Commandant ne s'inquiéta pas, quoiqu'elles fussent assez notoires pour qu'il y dût faire attention : on revint trois fois à la charge ; on lisoit & l'on faisoit lire clandestinement les lettres, vraies ou fausses, d'une personne du plus haut rang * pour émouvoir les esprits en faveur des Jésuites ; & si l'on eût laissé le cours à ces mouvemens, ils eussent probablement excité dans la Province une guerre civile, qui bientôt après se fût communiquée dans tout le Royaume.

Les Jésuites s'en prirent à M. de la Chalotais, qui, dans ses comptes rendus, avoit dévoilé le vice des constitutions & du régime ; qui, pendant les Etats, s'étoit opposé de tout son pouvoir à leurs manœuvres ; & M. d'Aiguillon se plaignit hautement de ce qu'il en avoit écrit à M. le Duc de Choiseul.

Deux ou trois jours après les Etats, M. de la Chalotais fit rendre sur son réquisitoire un arrêt qui défendoit de demander le rétablissement des Jésuites, & de faire des assemblées illicites.

M. d'Aiguillon fut transporté de colere de ce qu'on rendoit un arrêt pareil, pendant qu'il étoit

* De Monsieur le Dauphin, à ce qu'on prétend. Note du mémoire, ainsi que les autres marquées d'étoiles pareilles.

à Rennes, & sans qu'il en eût été informé; il déclama avec fureur contre le réquisitoire & contre le requérant.

Désespérés de n'avoir pu brouiller aux Etats, les Jésuites formèrent le dessein de réussir d'une autre manière, assurés du Commandant, tour à tour leur protecteur & leur protégé.

Il y avoit en Bretagne des plaintes générales contre l'administration de M. d'Aiguillon concernant les grands chemins; le Parlement les avoit prises en considération : comme les Magistrats qui appuyèrent ces plaintes, étoient les mêmes qui avoient paru opposés aux Jésuites, ceux-ci & le Commandant se réunirent dans le dessein de les perdre.

Le Commandant vouloit venger sa querelle contre ceux qui attaquoient son administration; il les fit mander à Compiègne, & ensuite, par des lettres de cachet, à Versailles. Sous des prétextes faux & illusoires, on molesta le Parlement par des ordres obscurs & presque contradictoires. On pouffoit également les Etats à Nantes; ils portèrent au Parlement leur opposition à l'enregistrement de la déclaration du 21 Novembre 1763, qui, entre autres dispositions, établissoit la perception d'un nouveau sol pour livre qui n'avoit point été consenti par les Etats. Le Commandant, voyant que cet acte pouvoit causer du trouble, laissa partir le Procureur-Sindic pour le porter au Parlement à Rennes, ce qu'il eût pu aisément empêcher, s'il l'eût voulu; mais il étoit.

bien - aise de brouiller. Il prévint que le Parlement pourroit donner un arrêt sur l'opposition ; &, d'un autre côté, on fit à Versailles, vraisemblablement par ses conseils, tout ce qu'il falloit pour jeter dans le parti des démissions ceux - mêmes qui en auroient été le plus éloignés.

Il espéroit en tirer avantage pour perdre les Magistrats qu'il haïssoit, pour diviser & détruire le Parlement qui s'étoit plaint de son administration, & qui avoit fait scission avec lui ; pour anéantir les Etats, & préparer les voies aux Jésuites, ses amis & ses confédérés.

Pendant ce tems il se tenoit, tous les jours & toutes les nuits, des assemblées à l'hôpital de *Saint Mées*, situé à l'extrémité du faubourg de Rennes, où aboutit la route de Paris.

Cet hôpital est une maison de force, dont le Sieur Clemenceau, ex-Jésuite, est Supérieur. Le Supérieur des Jésuites, Frey, l'a choisi pour le lieu de sa retraite. Des fanatiques de tout état, Hommes, Femmes, Prêtres, Laïques, Jésuites, Ignorantins, Kergutains, * Officiers, Commensaux, Secrétaires de M. d'Aiguillon, y entretenoient des correspondances, & y formoient des associations.

C'est-là, & par ces mêmes suppôts, que s'est tramé le projet que l'on a vu éclore par la ma-

* Du nom de l'Abbé de Kergus, un des chefs des fanatiques, Ex - Jésuite, ainsi qu'on verra ci après.

nœuvre de M. d'Aiguillon & sous ses auspices; de faire le procès à ces mêmes Magistrats, & de les faire enfermer à perpétuité.

Il se tenoit encore d'autres assemblées de ces mêmes fanatiques chez l'Abbé de *Kergus*, au Bon-Pasteur, chez les filles de St. Thomas, à l'hôpital de St. Ives, chez les Ignorantins, chez la Présidente de l'Angle &c. &c. &c.

Ces repaires sont l'arsenal où se font forgés les traits contre les Magistrats; c'est de-là que sont parties les dénonciations, les instigations, & vraisemblablement les billets anonymes &c. Les Jésuites ont cru que c'étoit la meilleure réponse qu'ils pussent faire aux comptes rendus & aux arrêts donnés contre la Société.

Les conjectures se trouverent favorables pour ceux qui avoient formé le projet de détruire la Magistrature. Les auteurs de tous ces complots unirent ensemble leurs haines, qui, séparément, eussent été impuissantes contre nous: les prétextes qu'ils faquirent furent les troubles prétendus de la Bretagne.

Le terme de *troubles* signifie des mouvemens excités pour donner atteinte à l'ordre public & à la tranquillité de l'Etat.

Il faut donc examiner d'abord quels sont ces mouvemens; quelle en est la cause; on recherchera dans la suite quelle part ont pu y avoir les Sieurs de la Chalotais & de Caraëuc, Procureurs-généraux.

Ces troubles ont pour objet & pour principe de savoir si le Parlement a pu se plaindre de l'administration des grands chemins par M. d'Aiguillon; car on n'a pas même examiné si ces plaintes étoient fondées, ou si elles ne l'étoient pas.

Voilà la cause première, &, pour ainsi dire, unique des malheurs qui affligent la Province de Bretagne, l'origine de toutes les calamités publiques & particulières.

Dès les premières plaintes que le Parlement en porta en Janvier & Février 1764, M. d'Aiguillon éclata en menaces indécentes, disant que *le Parlement en avoit menti par sa gorge & qu'il s'en repentiroit.* (Ce sont ses termes.) Le Parlement ayant réitéré ses plaintes, en Juin 1764, sur cette administration, le fonds même ne fut pas discuté; il ne fut ordonné, & il ne fut fait ni enquêtes ni procès verbaux; tout fut étouffé par l'autorité & par des ordres surpris à la religion de Sa Majesté. On manda les mêmes Magistrats à Compiègne; on menaça le Parlement & le Procureur-général; on répandit la terreur par des lettres de cachet dans la Province, pour empêcher de donner des éclaircissémens sur cette administration; on traita de séditieux ceux qui parurent vouloir en demander, & l'on triompha ainsi sans peine.

Ce premier point de vue, qui est exactement vrai, n'est pas un préjugé favorable à cette administration. Au fond, c'est pourtant sur ce fondement qu'ont porté toutes les opérations posté-

rieures; c'est, comme on a dit, la base à laquelle on a lié tous ces événemens. Le Ministre & le Duc d'Aiguillon n'ayant jamais voulu revenir sur leurs pas, ayant toujours continué d'agir sur le même principe, il ne faut pas être étonné des mouvemens qui ont suivi, ils étoient infaillibles & nécessaires; &, comme ils n'ont été accompagnés que de violences, pour couvrir des abus trop réels, ils devoient nécessairement entraîner les suites funestes que nous voyons encore.

Dans sa plainte le Sieur de Calonne, Procureur-général, n'a point assigné d'autre époque à ces troubles ni d'autre origine. Pour en être convaincu, il suffit de lire les interrogatoires où le Commissaire l'a annoncé plusieurs fois à tous les accusés *en termes formels*.

La Réponse de Sa Majesté aux Députés du Parlement, mandés à Compiègne (Juin 1764) parloit déjà de troubles que le Parlement avoit dû exciter à ce sujet.

L'origine des troubles de Bretagne remonte donc incontestablement aux démarches faites, en Janvier & Février 1764, par le Parlement, à l'instigation, dit-on, de quelques-uns de ses membres, continuées dans le mois de Juin de la même année, & aux démarches des Etats à Nantes.

Or, quelles sont ces démarches? Le Parlement, excité par le cri universel de la Commune, par une infinité de plaintes publiques & particulières, fit aux mois de Janvier & de Mars des remontran-

ces contre les corvées; au mois de Juin il en fit d'itératives sur le même objet, parce qu'il n'avoit point eu de réponses aux premières.

On le demande ici : des remontrances d'un Parlement à Sa Majesté sur des plaintes publiques, sont-ce des délits, sont-ce des fautes? Allons plus loin: ne sont-ce pas des devoirs dont des Magistrats ne pourroient se dispenser, sans se rendre prévaricateurs?

Pour le prouver, supposons qu'il y eût quelques abus dans l'administration des grands chemins par corvées; le Parlement n'eût-il pas été repréhensible de ne les avoir pas exposés aux yeux de Sa Majesté?

M. d'Aiguillon, Administrateur, disoit qu'il n'y en avoit point; il vantoit ses opérations comme un chef d'œuvre de police. Le Parlement, au contraire, soutenoit, avec tout le reste de la Province, qu'il y avoit des abus considérables & fort multipliés, qu'il y avoit même des délits contre l'ordre public. Il étoit tout simple, & la route en étoit indiquée par les ordonnances, de commencer par vérifier les faits, de faire faire des enquêtes, des informations, pour juger ensuite avec connoissance de cause de la vérité ou de la fausseté des plaintes qui avoient été portées au Parlement.

Au lieu de prendre ce parti, qui étoit le seul convenable, le Ministre, oncle du Duc d'Aiguillon, surprend la religion de Sa Majesté pour

louer la conduite de son neveu, & blâmer celle du Parlement. (*)

Il n'étoit pas nécessaire d'une grande pénétration pour prévoir ce qui devoit arriver de pareils reproches. Le Parlement ne pouvoit garder le silence sur une accusation si importante, émanée de la bouche du Roi même, & il étoit indubitable qu'il feroit des représentations aussi fortes que les imputations étoient graves. Il étoit également certain qu'elles blesseroient celui qui étoit l'auteur des reproches, & en faveur de qui ils étoient faits.

M. de la Chalotais le dit alors à deux Ministres (M. le Maréchal de Soubise, & M. le Contrôleur-général de Laverdy) les avertissant des inconvéniens qui ne pouvoient manquer de s'ensuivre.

(*) *REPONSE DU ROI faite à Compiègne aux Députés du Parlement de Bretagne, le 22 Juin 1764.*

„ Je n'ai pu voir sans peine que dans une occasion où
 „ j'avois donné à mon Parlement les plus grandes marques
 „ de ma confiance, où je ne devois attendre que des témoignages de son zèle & de sa reconnaissance, il ait
 „ ajouté, par un arrêté compris contre la règle ordinaire
 „ de son enregistrement de ma Déclaration du 21 Novembre dernier, des objets qui étoient totalement étrangers,
 „ & qui ne tendent qu'à jeter des nuages sur une administration dont je suis aussi satisfait que la Province, ou
 „ même à élever des difficultés qui pourroient exciter des
 „ discussions entre mes sujets, s'ils m'étoient moins attachés. Retournez sans délai dire à mon Parlement, que
 „ je veux que cette affaire n'ait aucunes suites.”

Ils arriverent ces inconvéniens ; & , par une suite de démarches incompréhensibles , dont plusieurs étoient préparées artificieusement pour surprendre les Etats & le Parlement , on parvint à précipiter les Magistrats dans le parti des démissions , que presque aucun d'eux ne desiroit.

Tel est le principe de ce qu'on appelle les troubles de Bretagne , qu'on nommoit ainsi dès le mois de Juin 1764 , tems auquel il n'y avoit encore de la part du Parlement que des remontrances au sujet de l'administration des grands chemins.

Du côté des Etats , il y a eu des contestations & des débats sur des sommes demandées , sur le plus ou le moins de ces sommes , sur la forme de les percevoir , comme il y en a dans toutes les assemblées du Clergé ; mais il n'y a point eu de troubles ni de mouvemens excités pour donner atteinte à l'ordre public & à la tranquillité de l'Etat.

On a qualifié de troubles toutes ces contestations , & , suivant le principe établi par le Procureur-général , toute opposition à la volonté d'un Commandant , la moindre contradiction à ses avis est un trouble contre le service du Roi , un crime contre le Souverain.

A l'aide de ce prétendu principe de droit public , il est aisé de trouver partout des coupables , même d'en faire , & de trouver des Commissaires pour les condamner.

Ainsi , quiconque avoit attaqué les Jésuites &

contribué à dissoudre la Société; quiconque a osé douter, aux Etats & dans le Parlement, de la capacité politique & militaire du Commandant; quiconque n'a pas cru qu'on dût amener de Brest la flotte du Roi, pour l'exposer avec un désavantage évident à Auray & à Quiberon; quiconque a pensé qu'il falloit, suivant l'avis du Brave M. de Ste. Croix, un bataillon de plus pour défendre Belle-Isle; quiconque a douté des mœurs, de la science, de la probité de l'un & de l'autre des Agens du Commandant dans l'Eglise & dans le Tiers à l'assemblée des Etats; quiconque a cru que ses Ingénieurs pouvoient n'être pas exacts dans leur conduite, est devenu à ses yeux, aux yeux de l'Evêque Desnos & des Jésuites, un criminel de leze-Majesté, un homme digne de mort.

L'objet des accusateurs a été de réunir ces délits, de présenter ces prétendus troubles du Parlement & des Etats comme des complots formés pour nuire aux intérêts du Souverain, de peindre quelques membres de la Noblesse & du Parlement comme en étant les auteurs & complices. Tous les Interrogatoires portent sur cette fausse supposition; mais on n'a pas osé joindre ensemble toutes ces mêmes personnes dans la procédure, parce qu'on craignoit un approfondissement.

Encore une fois, des remontrances d'un Parlement au Roi sont-ce des troubles, ou des actes juridiques des obligations imposées aux Magistrats, faut au Roi à décider de la justice qu'elles contiennent?

Les mouvemens qu'a fait dans le tems le premier Parlement du Royaume pour défendre les loix & pour soutenir les privileges des Magistrats, de tous les citoyens de la nation (car toute la nation y est intéressée) sont-ce des troubles? Et si l'on ose les qualifier ainsi, à qui doit-on les imputer, si ce n'est à ceux qui ont surpris la religion de Sa Majesté pour susciter une affaire injuste dont ces mouvemens sont une suite nécessaire & inévitable? Affaire qui compromet évidemment l'autorité du Roi, & qui ruine une Province entière.

Maintenant, quelle part les Sieurs de la Chalotais & de Caradeuc ont-ils eu à ces prétendus troubles?

Dès les premieres remontrances du Parlement, en Janvier & Mars 1764, il y avoit quatre ou cinq mois que M. de la Chalotais étoit absent de Bretagne, étant venu à Paris le 2 Novembre 1763, & n'étant retourné à Rennes que le 4 Mai suivant; on fait, d'ailleurs, que les Procureurs-généraux n'entrent point aux Chambres assemblées, où les remontrances sont arrêtées.

On ne peut donc en aucune façon leur objecter ces remontrances. Au surplus, le fait fût vérifié devant M. le Contrôleur-général à Compiègne, en présence des Députés du Parlement; & il convint qu'il n'y avoit rien à cet égard à reprocher au Procureur-général; il dit seulement qu'on se plaignoit de l'opposition qu'il avoit marquée

quée à l'administration des grands chemins par corvées.

M. de St. Florentin ajouta qu'il avoit envoyé ses substituts dans toute la Province pour s'informer de cette administration, & que même il avoit dressé à ce sujet des protocoles de questions : ce furent les termes de ce Ministre.

M. de la Chalotais donna un mémoire fort court dont la copie ne s'est point trouvée parmi les papiers qui lui ont été remis, quoiqu'il y ait lieu de croire qu'il en faisoit partie. . Au reste, il est rappelé dans le mémoire suivant donné à M. de St. Florentin.

Lors de l'arrêt du ... Novembre 1764, qui ordonna d'arracher les affiches d'un arrêt du Conseil qui avoit supprimé l'impression des remontrances du Parlement, le Sieur de la Chalotais fut mandé à Versailles comme ayant concouru à faire rendre cet Arrêt : il joint ici, avec la copie d'une lettre du Parlement du 4 Décembre, le mémoire qu'il donna à ce sujet à M. le Comte de St. Florentin, & à tous MM. les Ministres, pour prouver la fausseté de cette nouvelle accusation. Cette lettre & le mémoire le justifient pleinement ; tous les Ministres en convinrent alors : cependant il fut retenu quatre mois & demi à Versailles, sur le fondement de cette calomnie. Ces pièces sont paraphées par le Sieur de Fleisselles, & font partie de celles qui ont été saisies dans le cabinet du Sieur de la Chalotais, le 10 Novembre 1765. On remarquera même que ce mémoire fait men-

tion de l'imposture que l'on a renouvelée depuis sur son voyage au château de Boschet avec M. le Comte de Guefec.

M. de la Chalotais a dit qu'il avoit détourné, aux États de 1762, les troubles que M. d'Aiguillon avoit cherché à susciter de concert avec les Jésuites; qu'il avoit aidé à déconcerter leurs manœuvres réciproques, & à rompre leurs mesures, en avertissant M. le Duc de Choiseul de ces cabales; & c'est la cause de la haine que M. le Duc d'Aiguillon conçut alors contre lui; il va prouver que depuis ce tems il s'est opposé de toutes ses forces aux suites que ces troubles ont amenées, à tout ce que les uns & les autres, toujours unis ensemble, machinoient contre la paix & la tranquillité publiques, contre le bien du Parlement, de la Province, & peut-être de tout le Royaume.

On verra qui sont les auteurs des troubles excités en Bretagne, & l'on pourra juger quels sont les véritables coupables.

Etant à Versailles, M. de la Chalotais fit, au vu & au sçu de M. le Contrôleur-général qui l'a attesté, toutes les démarches possibles & impossibles pour engager le Parlement à reprendre le service, & les États à accorder les sept cens mille livres demandées par le Roi. Il écrivit pour cela à dix-huit Officiers du Parlement, parmi lesquels il y en avoit plusieurs avec qui il étoit peu lié, & deux lettres au Premier Président avec qui il n'étoit pas bien : on produira plus bas cette lettre.

Il écrivit dans le même tems à son fils , Comissaire du Roi aux Etats, des lettres que le Sieur de Calonne a supprimées & mutilées dans la suite de cette procédure, mais que Sa Majesté leur a fait remettre le 26 Janvier 1767.

J'espere que Sa Majesté me pardonnera si je romps ici le silence que je ne m'étois imposé à l'égard de cet Officier, que, par respect pour le privilege qu'il a surpris à Sa Majesté au bas de son apologie, au mois de Décembre 1766, afin de lui servir de sauve-garde, & qui fut accordé à l'importunité. C'est Sa Majesté elle-même qui m'a mis en état de le confondre en nous faisant remettre ces papiers.

Des dix-neuf lettres que j'écrivis à mon fils, de Versailles, à la fin de 1764 & au commencement de 1765, il en a choisi sept pour les déposer; on va voir si j'ai eu tort de me plaindre de ce que ce triage étoit fait avec la plus insigne mauvaise foi. Il a écarté toutes celles qui marquent le plus profond respect pour le Roi, le zele le plus ardent pour son service, la confiance la plus entiere dans sa justice, le plus grand amour pour la paix; qui témoignent dans les termes les plus forts cette façon de penser, & contiennent des démarches faites ou à faire en conséquence.

On me fera peut-être un crime de rappeler ici ces lettres, & l'on ne manquera pas de dire que je le fais par esprit d'injures, *animo injuriandi*. A quoi l'innocence est-elle réduite? Et comment pourra-t-elle se démêler des projets des méchans?

Si je ne justifie pas ces lettres, on dira que je suis un accusé convaincu; si je les rappelle, je ferai un homme médifant, injurieux, & qui manque de respect à quelque Ministre. Mais la plupart de ces lettres sont connues de Sa Majesté; on n'a pas manqué de lui montrer celles qu'on croyoit susceptibles d'interprétations défavorables; je ne les ai point divulguées; je ne les ai point employées dans la requête que mes Conseils ont fait imprimer. Qu'on m'apprenne donc qu'elles mesures je pouvois prendre, & que l'on considère que ces lettres sont celles d'un Magistrat persécuté, qui a perdu, par les calomnies de ses ennemis, les bonnes grâces de son Roi; qu'elles sont le cri de la douleur, & les effusions du cœur d'un pere qui répand ses chagrins dans le sein d'un autre lui-même.

On doit être bien moins blessé de quelques expressions de ces lettres, que de voir violer le secret & la foi publique des familles, pour transformer en crimes d'état, cet épanchement de confiance d'un pere à son fils.

D'ailleurs, il s'agit du respect dû au Roi, à qui le Sicur de Calonne prétend que j'ai manqué. Rien ne peut m'empêcher de me justifier d'une accusation si atroce; &, en supposant qu'on pût me le défendre, c'est le seul point où je pourrois désobéir.

Il s'agit de l'honneur, qui ne reconnoît pour maître que Dieu & la conscience.

La légitime défense de soi-même en ce point,

est un droit personnel à chaque citoyen, dont il ne peut être privé, & dont il ne doit compte que suivant les loix.

J'aurois donc le droit d'imprimer, pour réfuter quiconque imprime contre moi....."

De ce récit des faits qui ont précédé la détention des Magistrats, M. de la Chalotais passe au détail des motifs qui le déterminèrent, des suites qu'elle eut, & de la manière dont s'y prenaient ses ennemis pour provoquer contre eux la colère du Souverain & l'horreur des peuples, d'abord pour la terminer par le supplice, ensuite du moins pour la perpétuer.

Dans cette seconde partie, beaucoup plus volumineuse, voici ce qui m'a le plus frappé: vous admirerez sûrement de quelle manière il change de ton; il s'élève & s'anime contre les abus du pouvoir & développe les machinations de ses ennemis.

„ L'autorité seule fait brigue & cabale par elle-même; elle est armée de toute la force publique. C'est une ligue naturelle que celle des forts contre les foibles; au premier signal elle amène tout ce qu'il y a de méprisable, dans le Clergé, dans le Militaire & dans la Robe; autour d'elle se rangent à point nommé les intrigans, les ambitieux, & tous les gens à prétentions, *que maxima turba est*; ceux qui cherchent à obtenir des bénéfices, des grades, des pensions, des places, des gratifications, sans avoir travaillé, sans avoir servi; ceux qui veulent se venger sur les honnêtes gens du

mépris que le public a pour eux; les envieux & les jaloux du succès d'autrui, acquis par le travail & par l'application; tous les ennemis des loix; ceux qui ne croient point à la vertu, tout ce cortège qu'entraînent après eux quelques Commandans; les flatteurs, les espions, les délateurs, tous ces vils instrumens du pouvoir arbitraire: elle appelle de loin tous les gens de parti, les fanatiques, les factieux; elle reveille les haines & les vengeances, elle flatte en montrant des récompenses & en promettant les dépouilles de ceux qu'elle veut perdre."

„ Ainsi Séjan faisoit trembler l'innocence; on fuyoit, tout restoit désert dans les rues & dans les places publiques; quelques-uns revenoient & se montroient de nouveau, effrayés même d'avoir eu peur, *fugaverant cuncti, deserta itinera, fora, & quidam regrediebantur ostendebantque se rursus, idipsum paventes quod timuissent*, les Soldats sous les armes, les Magistrats sans les marques de leur dignité, *Miles cum armis, sine insignibus, Magistratus.*"

„ On espéra, en saisissant les papiers de tous ceux qui seroient arrêtés, de trouver dans les lettres des Magistrats à des Gentilhommes, des Gentilhommes à des Magistrats, dans les lettres des Magistrats entre eux, soit du Parlement de Bretagne, soit des autres Parlemens, de quoi lier ce grand corps de délit qu'on avoit imaginé; on se flatta de donner de la réalité à ce qui n'en avoit point, en supprimant des lettres, en tronquant

les autres, & en les séparant suivant l'intérêt & la passion, en divisant les phrases de chaque lettre, en réunissant des fragmens, & en tirant des conséquences de ces divisions & de ces réunions."

„ Par le ministère des espions, des fanatiques, des ennemis déclarés ou cachés, avec le secours perfide de ces hommes gagés, qui, trompant la foi publique, levent les empreintes des cachets des lettres, pour mettre au jour les secrets inviolables des familles, on ne douta pas de pouvoir obtenir des témoignages vrais ou faux; par des bruits semés & répandus à propos, de quoi frapper les esprits, augmenter, grossir, exagérer les soupçons qu'on se flattoit d'insinuer au Roi en le trompant, & par ce moyen d'en imposer à toute la nation."

„ On espéra, en resserrant les accusés, les empêcher de faire parvenir au Monarque & au public leur justification, en leur cachant le sujet de leur détention, en le cachant même aux Magistrats qu'on leur donnoit pour juges, dont on trompoit la Religion, dont on excitoit le zele comme s'il eût s'agi de servir le Roi & l'Etat; on se flattoit qu'ils tomberoient d'eux mêmes dans le piège, & par des contradictions presque inévitables entre eux ou avec eux mêmes paroîtroient coupables, se le rendroient peut-être, aigris par les mauvais traitemens, & provoqueroient ainsi la vengeance des loix."

„ On compta sur les rigueurs indispensables d'un de ces tribunaux amovibles, dont les fonctionnaires,

suivant l'histoire, ont été utiles en tant d'occasions pour réaliser des crimes chimériques, & pour donner à des accusations qui n'ont point de fonds, une apparence de fonds & de consistance. On appela le Sieur de Calonne, déserteur du Ministère public, (1) pour faire fortune, qui a renié le parti de la justice distributive & de la juridiction contentieuse, pour embrasser celui de la justice arbitraire & de la juridiction volontaire."

„ Au pis aller, on étoit bien sûr de faire subir pendant longtems à des innocens les rigueurs d'une prison cruelle dont on étoit les maîtres, & d'en augmenter les duretés, de ruiner leur santé & leur fortune."

„ On comptoit par ces moyens les ennuyer, les décourager, faire donner les démissions aux uns & écarter les autres, ce qui étoit le moindre but qu'on se proposoit. On parloit d'échaffaud; on apportoit de nuit au château de St. Malo des pièces de bois préparées pour en construire un. Les Jésuites & leurs affiliés, les émissaires de M. d'Aiguillon, débitoient pendant ce tems à Bordeaux de prétendues lettres de moi à M. Pitt, Ministre d'Angleterre, pour faire accroire que j'avois dans les pays étrangers des intelligences contraires aux intérêts de l'Etat, lettres fausses qu'on n'a pas même osé produire, parce que j'en
au.

(1) Il étoit au Parlement de Douay, & du parquet de cette Cour passa au Conseil.

aurois aisément prouvé la fausseté. Je répète ici l'observation que j'ai faite plus haut : quand on suppose des lettres fausses qu'on ne montre point , on peut bien supposer des billets anonymes qu'en auroit fait fabriquer."

„ Les Jésuites envoient des bulletins de la procédure & la liste de nos crimes, qui, par la voie d'Orléans , se répandoient toutes les semaines dans toutes les villes du Royaume. On annonçoit les suites d'une procédure rigoureuse, & si elle se trouvoit dépourvue de preuves, on se flattoit de l'étouffer enfin, par le poids du crédit & de l'autorité, d'empêcher les accusés, par force & par menace, de produire jamais leur justification."

On peut juger du caractère des hommes par leurs entreprises; celle ci étoit visiblement injuste, mais elle étoit folle, & travagante; elle annonce de quoi sont capables ceux qui en sont les auteurs & les promoteurs; elle avoit pour objet d'intimider une province qu'on avoit résolu de subjuguier par la terreur. Ce qui est le seul vœu de l'orgueil qui se dédommage d'être haï, par le plaisir de se faire craindre; *oderint, dum metuant* "

Je suis fâché, Milord, de vous laisser dans l'état d'angoisse où vous a mis à coup sûr cette peinture poétique de vos & votre cœur brisé de douleur; mais ma lettre est déjà si longue, la poste presse, & je suis obligé de remettre à l'ordonnance prochain l'envoi d'autres fragmens qui change-

ront vos dispositions & ne sont pas indignes des premiers.

Paris, ce 20 Février 1777.

L E T T R E VI.

Suite du même Sujet.

Vous avez gémi, Milord, sur le sort de l'infortuné Procureur général, sur les injustices, les cruautés qu'il éprouvoit; vous avez senti ses souffrances, & presque le supplice qu'il étoit à la veille de subir; vous allez vous relever avec lui de la dépression où l'avoient réduit ses ennemis, & sinon vous réjouir de son triomphe complet, au moins le voir les terrasser, les foudroyer de son éloquence & faire retourner contre eux tout l'odieux, toute l'horreur qu'ils vouloient inspirer à la Nation contre lui. L'Orateur Romain dont est rempli M. de la Chalotais ne poursuivoit pas avec plus de véhémence l'audacieux Catilina. Il provoque enfin dans la troisième partie le Procureur-général de la commission.

„ Récapitulons, maintenant, Sieur de Calonne, vos accusations & nos crimes. Où sont ces troubles, ces mouvemens excités pour donner atteinte à l'ordre public & à la tranquillité de l'Etat ? ”

„ Où sont ces conjurations prétendues dont vous avez fait tant de bruit ? ”

„ Où est ce parti de gens unis ensemble contre les intérêts du Souverain ? Quels sont ces Magistrats prévaricateurs & coupables que vous avez voulu flétrir & déshonorer dans l'esprit du Roi, de la nation, aux yeux de toute l'Europe ; qu'on a traités dans les cachots avec plus de dureté & d'inhumanité que dans les prisons de l'inquisition ? ”

„ Et pourquoi tant de clameurs ? L'Etat a-t-il été en péril ? Les intérêts du Roi ont-ils été trahis ? Sa gloire a-t-elle été attaquée ? Vous n'avez pu trouver dans toute la Bretagne un seul fait, une seule action d'aucun des membres du Parlement accusés, contre les intérêts du Roi, contre sa gloire, une sur laquelle on puisse même former un soupçon. Il a été question de savoir si le Parlement a pu dire que la Commune se plaignoit de l'administration des grands chemins par corvées, dirigée par M. d'Aiguillon. Voilà tout le corps du délit. C'est la cause première de tout cet éclat, par lequel on a trompé le Roi ; pour lequel on a mis toute la Magistrature en mouvement ; dont le Conseil du Roi a été occupé pendant de longues séances ; qui a causé des pertes considérables dans une grande Province ; qui a interrompu le cours de la justice ; qui a menacé la liberté de tous les citoyens. ”

„ Si l'on veut trouver les auteurs des troubles qui ont agité la Bretagne, il faut chercher ailleurs

que dans le Parlement & dans les Etats. On les trouvera dans le Gouvernement militaire, qui brouille tout pour mettre la nation aux fers, qui ne cherche qu'à égarer la justice, & ne reconnoît ni loix, ni usages, ni privilèges; on les trouvera dans la faction jésuitique & ses affiliés, parmi ses espions & ses délateurs, qui forgent des crimes pour faire des criminels."

C'est ainsi que le bien public & particulier, la tranquillité du Chef & des peuples sont sacrifiés à la passion d'un homme, d'un courtisan ambitieux, & de jésuites fanatiques dont il est aidé. Et à quoi ont abouti tant de mouvemens? A faire dire, en faveur des délateurs, qu'on ne veut point trouver de coupables, après une procédure violente & animée qu'on affecte de prolonger pendant quatorze mois pour chercher des preuves, procédure qui n'a pour principe & pour objet que la vengeance, & des haines particulières transformées en intérêt public; procédure commencée par la délation, continuée par des machinations odieuses, par la fureur, par l'ignorance, par l'ineptie, pour laquelle on a mis en campagne une armée d'espions, une troupe de courriers, dont la poursuite enfin a coûté des frais immenses à Sa Ma^{esté}.

„ Procédure aussi variable & aussi inconstante que l'esprit de ceux qui l'ont conçue."

„ Poursuite & procédure qu'on n'oseroit faire paroître aux yeux du public, dont la réfutation la plus forte seroit de les publier telles qu'elles

font, mais qu'on ensevelira apparemment dans les prétendus greffes criminels du Conseil, pour servir de second tome au procès fait à M. de Thou, & à M. de Marillac, sur l'accusation d'un Richelieu."

„ Avant de finir, je dois répondre à la seule objection qu'on puisse nous faire: c'est de dire que toute cette poursuite n'est pas croyable, qu'elle n'est pas vraisemblable."

„ Je réponds qu'elle n'est pas croyable, qu'elle n'est pas vraisemblable surtout dans ce siècle & sous ce regne; elle n'eût pas étonné sous le Ministère du Cardinal de Richelieu "

„ On dira qu'il n'est pas possible que des personnes considérables se soient réunies pour tenter si déraisonnablement de pareilles accusations, & les poursuivre aussi injustement "

„ Je répondrai d'abord par des faits, & des faits prouvés par pièces. Qu'on produise, si l'on ose, le procès; qu'on le confronte avec tout ce que j'ai avancé, je consens d'être jugé sur les seules charges, pourvu qu'on y joigne toutes mes lettres qu'on a saisies dans le cabinet de mon fils, qui doivent faire partie de la procédure, & qu'on a eu la mauvaise foi de livrer & de receler."

„ Je répondrai ensuite, non à la génération présente, que la notoriété publique instruit suffisamment sur notre compte & sur celui des accusateurs, mais à la postérité, si elle daigne jamais s'informer de cette affaire."

„ J'opposerai l'esprit de fureur d'une Société religieuse qui n'a jamais oublié une injure, & réputant à injure tout ce qui choque ses intérêts; j'opposerai le caractère violent de notre délateur, les informations de témoins subornés, crime dont il est prévenu par des informations juridiques.”

„ Du reste, qui ne connoît le poison de la haine & les excès du Népotisme? *Notumque furens quid velle Minister possit.*”

„ D'après ces notions, personne n'ignore, dans un Gouvernement qu'on veut corrompre & ériger en despotisme, la bassesse des valets & l'insolence des prétendus maîtres... qu'on tire la conséquence. Deux ou trois personnes suivies de tout le cortège qui accompagne l'autorité opprimante, voilà nos ennemis: tous les honnêtes-gens sans exception, au contraire, la nation entière, voilà nos protecteurs.”

Toute cette vigoureuse philippique est suivie d'une apostrophe touchante à la Nation.

„ François! Nation généreuse, toujours juste quand on ne vous déguise pas la vérité, qui n'avez jamais vu tranquillement persécuter des innocens, dont la voix incorruptible s'est fait entendre d'un bout du Royaume à l'autre & a excité celle des défenseurs des loix, vous avez reçu favorablement les premières défenses des innocens opprimés; vous y avez trouvé ce qui est dans vos cœurs: l'amour d'un Roi qui, même quand il est surpris, ne veut que la justice & les loix; vous y avez reconnu les sentimens du vrai,

ceux de la liberté fondée sur les loix même, la haine de la tyrannie, du despotisme & de l'inquisition que vous avez en horreur. Vous aurez mes derniers hommages, agréez-les avec les prémices de mon fils que j'ose vous recommander; nous les consacrons tous deux à la Patrie & à son Chef auguste."

Celle au Roi, plus longue & remplie de grandes & dures vérités, tempérées par le respect & l'amour, termine, on ne peut mieux, la péroraison.

S I R E,

„ Telle a été la conduite de vos Procureurs généraux: vous voyez qu'elle a toujours été pure, irréprochable & sans tache; telles sont les accusations flétrissantes qu'on leur a calomnieusement imputées. La calomnie est évidente; elle est prouvée par les faits, & par les pièces qu'on leur a enlevées, & dont on a voulu se servir pour les noircir. Non, Sire, je ne le croirai point: vous n'avez pas fait, vous n'avez pas ordonné des lettres patentes si extraordinaires."

„ Je ne penserai jamais qu'un Roi, juste comme vous êtes, d'un caractère doux & humain, que le meilleur des hommes, ait conçu le projet méchant de flétrir des Magistrats qu'il a honorés de ses bontés dans de plus heureux tems, sans que leur conduite ait jamais varié; qu'il ait ordonné contre eux des traitemens qui intéresseroient l'humanité même à l'égard de véritables criminels."

„ On vous avoit dit (quelle atroce calomnie!) que

nous avons insulté votre statue dans la place publique de Rennes, & vous aviez eu raison d'en être indigné."

„ On vous avoit dit que nous avions fait des complots contre vos intérêts; malheur à nous, si nous en avons seulement eu la pensée!"

„ Il regne dans votre Royaume, Sire, deux systèmes; l'un, de ceux qui regardent les intérêts de votre Majesté comme inséparables de votre nation, qui croient que les loix seules peuvent cimenter une union si désirable."

„ D'autres, toujours prêts à séparer vos intérêts de ceux de vos peuples, prétendent que les loix doivent plier devant le pouvoir arbitraire."

„ J'avoue, Sire, que je suis du sentiment de ceux qui regardent le bien public comme uni indissolublement avec les intérêts de votre Majesté, parce que je crois que c'est le seul vrai, le seul qui puisse conserver à votre Majesté & à sa race auguste une gloire solide & permanente; & je dis que l'opinion contraire n'est propre qu'à exciter des troubles & des dissensions, qu'elle n'est appuyée que par ceux qui voudroient substituer leur volonté à la vôtre, leurs intérêts particuliers à la place des loix."

„ J'ai l'avantage, Sire, en le disant, de ne répéter que ce que votre Majesté a annoncé plusieurs fois à ses peuples, ce que lui dicte son cœur."

„ Voyez, Sire, comme les principes opposés compromettent votre autorité; combien elle a été compromise dans toute cette affaire, & non-seulement

Votre autorité, mais la confiance dans votre parole royale, la véracité de Votre Majesté dans ses déclarations publiques. Voyez comme ces principes détruisent vos finances, & jugez entre ces deux systèmes, quel est le meilleur, & entre leurs partisans quels sont les meilleurs serviteurs de Votre Majesté; comme le Gouvernement militaire, que des Commandans imprudens ont voulu introduire depuis dix ans dans le Royaume, & étendre au-delà de ses bornes, a mis partout le trouble & la dissension."

„ Vous avez voulu, par une résolution digne de votre Majesté & conforme aux vues de sagesse, de bonté & de modération qui vous animent, ensevelir dans l'oubli le plus profond des procédures qui vous empêchoient peut-être de discerner entre les accusateurs & les accusés, quels sont les véritables coupables."

„ Mais qu'il nous soit permis de le dire à Votre Majesté: une décision qui n'est point un jugement, qui n'absout ni ne condamne, qui est accompagnée de la peine ou trop rigoureuse d'un exil, ou, ce qui est encore plus sensible pour de fideles sujets, qui annonce une disgrâce de la part de Votre Majesté, laissoit le droit trop incertain, & répandoit sur la justice & l'innocence des ténèbres trop épaisses."

„ Il importe, Sire, à votre gloire, à l'honneur des Magistrats accusés de délits qui attaquent votre Majesté, qu'il ne reste aucun soupçon sur leur conduite."

„ S'ils sont coupables, ils doivent être punis plus sévèrement que d'autres; mais s'ils sont innocens, ils ont droit, suivant toutes les loix, à une pleine & entière justification. La justice ne peut être vengée par des tempéramens qui confondroient ensemble l'innocent & le coupable, & le désistement de l'accusateur, quel qu'il soit, ne suffit pas à l'innocence; elles exigent de concert un approfondissement rigoureux qui emporte une punition exemplaire ou une justification complète." (*)

„ Qu'il nous soit encore permis de représenter à Votre Majesté, qu'aucune puissance humaine ne peut, par sa volonté arbitraire, faire des coupables ni des innocens. Votre Majesté peut déclarer innocens ou coupables, ceux que la loi déclare tels; elle peut pardonner, abolir; elle peut faire grace à des criminels, & remettre les peines; mais il ne s'agit point ici de criminels; cette idée ne peut jamais être appliquée à des personnes dont l'honneur n'est pas compromis. Anéantir ce qui n'exista jamais, est une contradiction dans les termes: ce seroit anéantir le néant même.

„ Nous demandons que V. M. dépose les pièces & les mémoires sur lesquels on a dressé les lettres patentes dans un tribunal où nos délateurs se déclarent nos parties, & articulent des plain-

(*) *Obyiam inus crimini, & nosmet offerimus inimicis reos.*

res contre nous; où nous puissions former des demandes & présenter des plaintes contre-eux."

„ Laissez, Sire, un libre cours à la justice, & si vous pensez que vos lettres patentes du 22 Décembre y forment quelque obstacle, que l'on ne nous empêche pas d'y former opposition."

„ Permettez, Sire, à un pere accablé de douleur, de demander justice à Votre Majesté, de la mort de sa fille, que les mauvais traitemens exercés sous votre nom par M. le Comte de St. Florentin & par M. le Duc d'Aiguillon ont fait périr."

„ Pendant plus de quinze mois elle a été la victime des fureurs de l'un & de l'autre; on n'a cessé de l'obséder d'ordres surpris, de visites d'exempts de police pour la forcer à sortir de son lit où elle étoit retenue par un crachement de sang & par une fièvre continue, pour l'enfermer dans un des monasteres le plus livré aux Jésuites, où elle ne pouvoit voir que ses géolieres, dans un lieu bas & humide, où elle a contracté pendant un hiver rigoureux la maladie qui lui a causé la mort. C'est un acharnement qui n'a point d'exemple, & qui crie vengeance devant Dieu & devant les hommes. Qu'ils disent quel crime elle avoit commis pour être aussi cruellement traitée? Elle étoit allée à Paris au secours de son pere & de son frere, pour supplier Votre Majesté d'écouter leur justification; quand ils eussent été coupables, ce qui n'est pas, elle étoit innocente."

„ On a poussé la barbarie jusqu'à me faire for-

tir de Paris sans voir ma fille , & sans avoir reçu ses derniers adieux."

„ Ah ! ma chere fille , trop peu de larmes ont arrosé votre tombeau , & vos yeux en se fermant ont désiré quelque chose." (1)

„ Je me suis dévoué , Sire , pour votre personne sacrée , pour le bien de l'Etat , à la haine de cette Société audacieuse dans ses calomnies , implacable dans ses vengeances , que les Rois sont forcés , pour leur propre sûreté , de dissoudre ou de détruire."

„ Voilà la cause , l'origine & l'époque des accusations qui nous ont été calomnieusement intentées par leurs amis & leurs affiliés ligués avec eux."

„ Ce qui m'a le plus touché , Sire , dans cette malheureuse affaire , ce n'est point la privation de ma liberté pendant quatorze mois , quoique ce soit une injustice criante ; ce n'est point la ruine de ma santé & de ma fortune ; c'est la perte de vos bonnes grâces , & le malheur d'avoir pu vous déplaire."

„ Vous avez rempli d'amertume la fin d'une vie passée toute entière à votre service , & dans des travaux pénibles que Votre Majesté avoit approuvés ; je me vois réduit , dans un âge avancé , à pleurer les miens que l'on égorge cruellement ; je me vois privé de votre confiance & de vos bonnes grâces , éloigné d'une partie de ma famille."

(1) *Paucioribus lacrimis composita es, & in novissimis lucis desideraverunt aliquid oculi tui.*

„ Ah! Sire, vous êtes juste; vous êtes bon & humain; daignez rappeler à votre esprit, surtout à votre cœur, les sentimens que des personnes plus justes vous avoient donnés de moi.”

„ Ecoutez, Sire, sur notre compte, la voix de la nation entiere, celle du corps de la Magistrature, ce corps si fidele, & qui ne vous trompa jamais.”

„ Réprouvez, Sire, une administration illégale, qui n'examine point ce qui est juste ou injuste suivant les loix, ne connaît qu'un funeste droit de convenance; qui voudroit vous persuader que votre autorité est au dessus des loix, & qui, sous prétexte de la maintenir, la dégrade, en la rendant arbitraire entre ses mains; qui réduit le droit public du Royaume à des lettres données en commandement, à des arrêts du Conseil, & à des lettres closes; qui, de ses affaires personnelles, fait des affaires d'Etat, des crimes de leze-Majesté; qui, pour parvenir à ses fins, emploie indifféremment la séduction envers les juges & les défenseurs des parties, envers les corps & les particuliers, la suborparation envers les témoins & les experts; qui, sur des accusations vagues, suggere & surprend des décisions encore plus incertaines, & dans une forme que les loix ne connoissent point; qui, quand elle a violé ouvertement les loix, met des négociations insidieuses à la place des formalités essentielles de la justice, & trafique impunément de l'honneur des citoyens; qui fait le mal dans un instant, & qui ne fait ja-

mais le bien que dans une progression lente & tardive qui se prolonge à l'infini ; une administration enfin , qui prétend détruire toute justice , en se substituant elle même à tous les tribunaux de justice du Royaume.

„ Protégez , Sire , la Magistrature établie pour connoître les loix de votre Royaume , & pour les représenter à Votre Majesté ; protégez des Magistrats qui ont vieilli dans des travaux pénibles & gratuits , pour le bien de l'Etat & celui de votre service ; ne souffrez pas qu'ils soient insultés par des courtisans qui n'ont jamais travaillé que pour leur intérêt particulier ; qui ne vivent que des revenus publics ; dont toute la science est le manège & l'intrigue , une activité inquiète qui ne leur laisse point de repos , & qui l'ôte à tous les citoyens ; qui , à la médiocrité de leurs vues & à une profonde ignorance , joignent la hauteur d'un despotisme insupportable & la bassesse d'une inquisition détestable ; enfin , dont tout l'art est celui de calomnier , & de se dérober par le crédit à la nécessité de prouver leurs calomnies.”

„ Rassurez la nation alarmée de ces coups d'autorité absolue , de ces violences faites à la liberté des François , à la sûreté de leurs personnes.”

„ Que ces lettres qui ont été surprises à votre religion , soient rayées des annales de votre regne , & que dans ses fastes , à côté des monumens de votre gloire & de votre amour pour vos peuples ,

on ne lise pas ces actes de surprise & de déception."

„ Faites disparoître un affront fait à la nation, à la Noblesse, à la Magistrature, à votre regne auguste."

„ Bannissez de vos Etats les délateurs, l'espionnage odieux; flétrissez les calomniateurs, & que partout votre image, votre nom, votre personne recoivent seuls les hommages d'une nation qui ne doit obéir qu'à vous & aux loix. Songez, Sire, que, comme disoit un Empereur, celui qui ne punit point les délateurs les encourage."

„ Daignez jeter les yeux sur ce que disoit à Louis XII, pere du peuple; un Evêque de Marseille son Conseiller, devenu Archevêque de Turin: (*Fessell*)

Il n'est pas juste que les sommes immenses que coûte cette affaire retombe sur votre domaine ou sur vos peuples.

Il y a certainement des coupables qui doivent en répondre; car ou les accusations sont véritables, & en ce cas ce sont les accusés qui en sont responsables; si elles sont fausses, ce sont les accusateurs & les délateurs."

„ Si Votre Majesté ignore encore quels sont les vrais coupables, ce n'est que par une instruction régulière qu'elle peut les connoître & le vérifier, & cette raison seule nécessite un jugement légal dans le tribunal de la loi. Nous offrons de payer les frais & les dépens de toute cette procédure, si nous sommes jugés légalement coupables du moindre délit envers Votre Majesté & envers

l'Etat. La fortune que nous ont laissé nos peres ; quoiqu'on ait travaillé à la ruiner, & la bourse de nos parens, suffisent pour y satisfaire."

„ Nos accusateurs & nos délateurs trouveront dans les bénéfices immenses qu'ils retirent de leurs emplois & des finances de Votre Majesté, de quoi en répondre également."

„ Qu'ils ne se soustraient pas par leur crédit à un approfondissement nécessaire; qu'ils fassent les mêmes offres que nous faisons, & qu'ils se soumettent aux loix qui nous sont communes avec eux. Votre domaine ne sera pas grévé, comme il l'est, par deux ou trois millions que coûte cette poursuite injuste; vos peuples ne seront pas chargés de fardeaux onéreux qu'ils ne doivent pas supporter, mais qu'on saura leur imposer sous différens noms & sous divers prétextes."

„ Nous réclamons, Sire, votre justice, nous avons recours aux loix qui, faites pour tous les citoyens, le sont encore plus, s'il est possible, pour des Magistrats."

Remerciez-moi, Milord, de l'envoi d'un tel mémoire, admirable pour l'historique précieux qu'il contient, pour la force des preuves & des raisonnemens, pour la vigueur & l'énergie du stile.

On voit à la suite un mémoire particulier, contenant un projet d'accommodement qui n'a pas eu lieu; mais qui prouve de plus en plus, combien la Cour, honteuse de cette monstrueuse affaire, avoit à cœur de l'assoupir & d'en effacer tout.

toutes les traces. C'est parmi ces pieces que j'ai trouvé les deux ci-dessus placées, le désistement & la lettre.

Avant de finir la mienne, Milord, je vous envoie l'extrait d'une que je reçois de Bretagne; elle n'est point absolument étrangere à la matiere & vous fera voir que cette Province n'est point encore aussi tranquille qu'on voudroit le persuader; & que les hommes les plus pacifiques, lorsqu'il s'agit de leurs droits les plus vains & les plus chimériques, sont toujours disposés à y sacrifier le bien public & la tranquillité des peuples.

Extrait d'une lettre de Rennes, du 20 Février 1777.

Quoique les Etats de Bretagne se soient passés & clos assez tranquillement, depuis il y a eu une grande fermentation dans cette Province, & elle est menacée de nouveaux troubles, si l'on n'y remédie. L'usage est qu'à la clôture des Etats, chaque ordre nomme son Député pour porter au Roi les cahiers, suivre la Cour & veiller à leurs intérêts pendant la séparation. Celui de la Noblesse occasionnant anciennement beaucoup de difficultés par les cabales inevitables dans un ordre aussi nombreux, depuis 1716 elle étoit convenue de laisser cette nomination au Gouverneur de la Province, qui présente le sujet, & dont le choix est toujours confirmé. Cette année, Monseigneur le Duc de Penthièvre avoit désigné M. de la Fraglaye, le gendre du fameux la Chalotais; il

sembloit ne pouvoir être qu'agréable à la Noblesse: mais cet ordre, de mauvaise humeur à l'occasion de la suppression des Tables par autorité, a craint qu'après lui avoir enlevé tant de prérogatives, on ne se prévalût aussi du laps de tems pour lui ôter ce dernier droit; elle a voulu en user, & elle a nommé un autre membre que le sujet présenté par le Prince du Sang. Celui ci en a conféré avec M. de Maurepas qui l'a excité à faire valoir sa prétention; la Noblesse a persisté, & le Ministre furieux ne veut laisser venir aucuns Députés en Cour, autres que ceux recommandés par le Gouverneur, ni même les Procureurs des Etats pour défendre & maintenir la légitimité des Elections. La commission intermédiaire a adressé le 21 Janvier dernier un mémoire à la Cour, où elle prouve le droit des Etats de députer vers Sa Majesté, les personnes qu'ils jugeront à propos, sans être tenus de choisir celles qui seroient recommandées par le Gouverneur de la Province, & réclame la cessation des défenses de partir, notifiées aux Procureurs, comme contraires au *droit naturel & un déni de justice*. Voilà où en est l'affaire.

Vous jugez par cette lettre, Milord, que nos anciens freres se ressentent encore un peu de leur origine, dont ils ont bien dégénéré, ainsi que nous. Puissiez-vous réchauffer le feu patriotique de nos concitoyens actuels!

Paris, ce 29 Février 1777.

L E T T R E VII.

Suite de l'examen du Tableau des impositions pour l'année 1777.

ENFIN nous nous sommes réunis , Milord , chez mon ami de la Cour des Aides ; nous avons repris notre conversation , & je suis en état de satisfaire à l'impatience que vous me témoignez dans votre dernière lettre sur cet objet. J'entamai le premier la matière.

L'ANGLAIS.

Nous en étions , Messieurs , aux impositions extraordinaires , comme les vingtièmes.

LE CONSEILLER à la Cour des Aides.

Qui rentreront bientôt dans la classe des impositions ordinaires ; car ils prennent la tournure d'être perpétuels ; ils furent imaginés & établis sur la fin du règne de Louis XIV , sous le nom de dixième en 1710 , dans un tems où les horreurs d'une guerre malheureuse étoient réunies à celles de la famine ; & cependant , ce Monarque si absolu fut effrayé lui-même de la proposition & , dans le premier mouvement d'un esprit juste & d'un cœur honnête , qui sent n'être que le Chef d'un peuple libre , & craint de violer les propriétés sacrées ; il s'écria : *mais je n'ai pas ce droit !* Les courtisans adulateurs n'eurent pas de peine à le persuader. Le grand point qu'on se proposoit pour lors étoit de faire contribuer aux charges

avec cet impôt, ceux qui n'étoient pas déjà épuisés par la taille, c'est-à-dire les privilégiés; du reste, il n'étoit pas question de fixer à cette époque la somme qu'on vouloit lever; on levoit ce qu'on pouvoit, & jamais autant que l'exigeoient les besoins de l'Etat qui étoient réels & excessifs. Cependant l'impôt cessa avec leur objet.

Suivant les progrès successifs de toute invention burlesque, le dixieme fut rétabli en 1733, dès le commencement d'une guerre offensive, & après vingt ans de paix. Le Cardinal de Fleuri, Administrateur doux qui n'osoit faire manquer de parole au Roi, & trouvoit cependant ce secours extraordinaire très-bon pour accorder la prolongation de l'impôt avec la parole du Monarque de le supprimer après la publication de la Paix, ne satisfait à cette cérémonie que beaucoup plus tard qu'il ne l'auroit fait sans cette petite ruse. Après une interruption de peu d'années, & même avant que la guerre de 1741 fût vraiment allumée, il remit le dixieme, & cette opération ne parut plus qu'une opération simple & régulière. On y joignit ensuite une petite annexe d'une levée de deux sols pour livres en sus du dixieme (1).

A la paix on supprima le dixieme; à sa place on laissa subsister les deux sols pour livre: & on créa le vingtieme (2) pour acquitter les dettes

(1) Cette création a été faite par Edit du mois de Décembre 1746.

(2) Par Edit du mois de Mai 1749.

contrastées durant la guerre : comme on prétendit n'avoir pas achevé leur liquidation , le terme de ces impôts resta indéfini ; mais , suivant la disposition expresse de la loi , leur produit ne pouvoit être distrait de cet objet essentiel pour quelque autre cause que ce fût. On présenta encore l'établissement du vingtième sous l'aspect séduisant d'une opération économique qui , jointe à l'ordre que Sa Majesté vouloit (1) mettre dans ses finances , devoit lui fournir des ressources capables *d'assurer , dans les tems de nécessité , la gloire de son Etat , & la tranquillité des alliés de sa couronne , sans être forcé de recourir à des moyens extraordinaires* (2).

En 1756, quoique la guerre ne fût alors que maritime , le Contrôleur-général nouveau (3) oublia les promesses de son Prédécesseur , & ne craignit point de faire évanouir toutes les espérances de la nation , en avouant qu'après sept années on étoit encore si éloigné du but proposé , qu'il regardoit comme une nécessité indispensable de joindre un second vingtième au premier , ce qui équivaloit au dixième usité dans les cas urgens , dans les calamités qu'on avoit prétexté de prévenir , pour faire supporter plus doucement au peuple la continuation d'un impôt aussi accablant que

(1) Par une déclaration du 7 Juillet.

(2) Propres expressions du préambule de l'édit.

(3) M. Moreau de Sechelles.

le vingtième, si capable de les empêcher de goûter les douceurs de la paix.

Sur nos remontrances (1) à l'occasion de l'ambiguïté de la déclaration concernant les vingtièmes, le Roi répondit : (2) „ La cessation, par la conclusion de la paix, des dépenses qu'occasionne la guerre, est le terme que j'entends donner au second vingtième, & l'époque à laquelle commenceront les dix années que j'ai déterminées pour la durée du premier.”

Moins de quatre ans après, la guerre devenant de plus en plus désastreuse, on établit un troisième vingtième (3), charge si énorme, si inutée, si révoltante, que plusieurs Parlemens refuserent de l'enregistrer, & que l'un deux renvoya tout simplement l'Edit en déclarant que les cultivateurs de son ressort étoient dans l'impossibilité de satisfaire à celui-ci, puisqu'ils ne pouvoient déjà payer le second vingtième.

En 1761, prorogation pendant les années 1762 & 1763 du troisième vingtième, qui provoqua de notre part le développement des motifs de notre résistance fondée sur la comparaison de la situation du Royaume avec celle où il étoit au

(1) Remontrances de la Cour des Aides en date du 14 Septembre 1756.

(2) Réponse du Roi du 18 Septembre 1756.

(3) Par Edit de Février 1760, enregistré à la Cour des Aides le 12 Mars suivant.

moment de la premiere création du dixieme ; impôt regardé alors comme le terme de la puissance du Monarque, & des facultés de ses sujets, & cependant porté depuis à un accroissement effrayant.

Ce fut surtout à la conclusion de la paix que se fit sentir le désordre des finances de l'Etat par la continuation de ce même dixieme ou de ces deux vingtiemes, prorogés provisoirement pendant six années, à compter du 1^{er}. Janvier 1764. Dès le commencement de 1769 il y eut un nouveau lit de justice à la Cour des Aides (1) & l'enregistrement d'un autre Edit (2) reculant de deux ans & demi la cessation de la levée & perception du second vingtieme (3). Les Cours furent en même tems menacées de voir le Roi manquer à l'exécution de ses payemens & à la fidélité de ses engagemens, si elles ne se prêtoient à cette surcharge des peuples.

Enfin, en 1771, l'Abbé Terrai, profitant adroitement du sommeil des loix, de l'exil de ses depositaires, & du despotisme absolu sous lequel gémissoit la nation, pour n'être pas forcé d'y revenir de sitôt, envoya à la commission intermédiaire le terrible Edit (4) ordonnant que le premier vingtieme

(1) Il eut lieu le 17 Janvier 1769, & fut tenu par M. le Duc de Chartres.

(2) En date du mois de Décembre 1761.

(3) Jusqu'au 1^{er}. Juillet 1772.

(4) Il est du mois de Novembre & fut enregistré le 14 Décembre suivant.

sera perçu indéfiniment jusqu'à ce que, par la libération de partie des dettes de l'Etat, les revenus ordinaires du Roi puissent suffire à ses autres charges & dépenses, convertissant les deux sols pour livre du dixieme au moment de leur extinction (1) en quatre sols pour livre du premier vingtieme pour en subir le sort & la durée, & enfin prorogeant le second vingtieme jusqu'au 1^{er}. Janvier 1781. Vous vous doutez bien que l'enregistrement de cet Edit n'éprouva pas beaucoup de résistance : on mit cependant la clause, *du très-exprès commandement du Roi.*

L'ANGLAIS.

Oui, mais à la rentrée des vrais Magistrats l'Abbé Terrai dut avoir une belle frayeur.

M. DAILLY.

Point du tout, c'étoit arrangé : on étoit convenu que le Parlement adopteroit tout ce qui avoit été fait durant son absence.

LE CONSEILLER à la Cour des Aides.

Je ne fais pas cela ; je n'en crois rien même : mais je dois avouer que cette Compagnie pécha bien essentiellement dans cette circonstance.

M. DAILLY.

Que vouliez-vous qu'elle fit ? Ces Messieurs s'estimoient trop heureux d'obtenir les bonnes grâces du nouveau Roi, de recouvrer un état dont il se croyoient, avec assez de vraisemblance, dé-

chus

(1) Au 1^{er}. Juillet 1772.

chus pour jamais : quoique , pour leur propre compte, ils effuyaient bien des mortifications , ils avoient l'espoir de regagner à peu près tout ce qu'ils avoient perdu personnellement ; & quant aux intérêts de la nation, ce n'étoit pas le cas d'élever une nouvelle querelle : on leur avoit appris durant leur exil que cela ne les regardoit qu'autant que le Gouvernement le vouloit bien , qu'ils ne représentoient en rien les Etats , & n'étoient établis que pour juger les parties. D'ailleurs, ils voyoient commencer un regne doux, bienfaisant , vertueux : ils ne pouvoient mieux faire que de se jeter aveuglément avec toute la nation, entre les bras du jeune Monarque, & ils doivent s'applaudir de leur conduite. Vous voyez qu'ils ont insensiblement expulsé de leur sein les membres traîtres ou suspects ; que , dans les subalternes , ils ont également balayé les suppôts qui ne leur avoient pas été assez attachés ; qu'on leur a rendu une Chambre supprimée (1) ; qu'un seul des procès jugé par la commission intermédiaire n'est peut-être pas resté intact ; qu'on doit revenir jusque sur les bonnes institutions qui leur déplaisent , parce qu'elles ne sont pas leur ouvrage (2) ; que la Grand' Chambre est encore,

(1) On a rétabli en Juillet 1775 une Chambre des Requêtes, des deux supprimées en 1774.

(2) Tels que les *Gardes du commerce*. Ce sont des Officiers chargés d'arrêter chez eux les débiteurs sous la main de la Justice, hommes sacrés auxquels on ne peut faire violence sans infraction aux Loix. Autrefois c'étoient des

comme elle l'étoit, un vrai bois pour les Plaideurs, que les frais énormes, les pilleries du palais, les Secrétaires, les épices, tous les abus crians qui avoient motivé leur destruction, la suppression de la vénalité & l'établissement de la justice gratuite, subsistent & s'accroissent.

LE CONSEILLER à la Cour des Aides.

M. Dailli, si je verse quelquefois un peu de bile sur votre Ministre & sur les Financiers, il paroît que vous rendez bien cela à la Magistrature ; mais je vous le passe en cette occasion. Vous voyez que je ne m'aveugle point par l'esprit du corps, & je conviens que tout ce que vous dites est vrai, en prétendant qu'au contraire le Parlement ne devoit jamais rentrer sans plaider la cause des peuples, sans exiger du moins la révision de l'Edit & la sanction légale. C'étoit d'autant plus essentiel dans cette occasion, que la complaisance du tribunal précaire avoit été extrême, & qu'il avoit dérogé à la clause conservatrice dont les Cours avoient toujours usé : ceci mérite un développement aux yeux de Milord, &, pour son instruction, il faut revenir sur nos pas.

Archers à pied, appelés *Pousse cul*, qui remplissoient ce périlleux ministère, qui ne pouvoient l'exécuter que dans la rue, & n'avoient qu'un dédomagement très-foible des risques qu'ils couroient, même de leur vie. Comme les Gardes du com-mun ont été établis par la commission intermédiaire, le Parlement les voit de mauvais œil & veut absolument qu'il lui soit porté un nouvel Edit pour l'enregistrer.

A la premiere époque du dixieme, la plupart des biens de la Noblesse & des privilégiés sur qui l'impôt devoit peser spécialement, étoient affermés; les baux étoient sinceres, parce que jusque-là on n'avoit eu aucun intérêt d'en faire de simulés; mais quand il fut rétabli à la guerre suivante, & surtout continué pendant la paix & converti par adoucissement en vingtieme, les particuliers employerent toutes sortes de ruses pour alléger un fardeau d'autant plus insupportable qu'on n'en envisageoit point la fin, & payer le moins possible. Ce fut alors que le Gouvernement imagina une inquisition aussi impraticable qu'odieuse, aussi onéreuse au Roi par les frais, que préjudiciable au peuple par les vexations. Dans ce système, il eut bientôt en son nom un procès continué avec chaque propriétaire de son Royaume, & ce procès dépendoit de l'évaluation de chaque piece de terre. Pour qu'il fût meilleur, & en rendre le gain plus sûr, on osa enlever aux tribunaux réglés, au préjudice des loix du Royaume, la connoissance des contestations élevées au sujet du vingtieme. L'Intendant en fut déclaré le Juge, & l'on ne laissa aux sujets lésés que l'alternative ou de se soumettre à une taxe injuste, ou de recourir à l'autorité de celui qui en étoit l'auteur, en le priant de réformer son propre ouvrage.

M. DAILY.

Permettez-moi de vous observer ici, Monsieur, que votre critique est déplacée. Vous ne vous rappelez pas sans doute, que le Roi répondit :

en 1756 à la Cour des Aides qui faisoit cette objection, qu'il n'avoit nommé les Commissaires départis, juges dans ces matieres, que pour les mettre à portée de dresser un état général des biens immeubles du Royaume, qui, clairement établi, pût servir à l'avenir de base à l'affiette de toutes les impositions extraordinaires; que les opérations nécessaires à ce plan une fois achevées, on lui rendroit la connoissance des vingtiemes.

LE CONSEILLER à la Cour des Aides.

Je fais cela; mais je fais encore que depuis vingt ans de la parole de Sa M., cette connoissance ne nous est pas rendue; je fais en outre, que c'est une source d'abus, d'injustices, de concussions, qu'aucun prétexte ne peut faire tolérer en aucun tems. En effet, en supposant tous les Intendans des hommes incorruptibles, il est impossible que chacun d'eux prononce en connoissance de cause sur autant de procès qu'il y a de biens-fonds dans une Généralité; il faut qu'il s'en rapporte au préposé qui devient le vrai Juge du peuple, & il est encouragé à la vexation par le Gouvernement même, qui le gratifie en proportion de l'extension qu'il a donnée à l'impôt. Le moyen donc que ce cadastre tant annoncé, tant prôné, soit bien fait; si ceux qui en sont chargés sont excités de le faire mal, si n'étant aidés des lumières de personne, parce que personne n'a intérêt de les éclairer, qu'au contraire l'intérêt général est de les tromper, parce qu'ils sont les ennemis communs du pays; enfin, s'ils se trouvent pla-

cés entre les récompenses du Ministère & celles plus fortes des riches contribuables , moyens mer-veilleux d'évertuer leur cupidité , de les faire opprimer le foible , sous prétexte de l'intérêt du Roi , pour mériter les premières ; & favoriser le puissant ou l'intrigant contre l'intérêt du Roi , pour ne pas perdre les secondes.

L'ANGLAIS.

Mais il me semble que le vingtième ou dixième devroit être un impôt plus aisé à lever que la taille ou la capitation , en ce que le mot même désigne la qualité. Ne veut-il pas dire la vingtième ou dixième partie du revenu du particulier ?

LE CONSEILLER à la Cour des Aides.

Vous avez raison : à l'égard des rentes par contrat par exemple , rien de plus simple : quant aux biens en terres , en partant même de cette acception , il n'y auroit plus d'autres inconvéniens que celui des baux frauduleux dont nous avons parlé plus haut , & ensuite celui du défaut de baux de la part des sujets pauvres & faisant valoir leurs terres , ce qui soumet à l'arbitraire ceux qui auroient le plus besoin d'être défendus contre ; mais c'est que , sans s'arrêter au terme littéral , le Ministère ne le regarde que comme un mot vague , à l'abri duquel , n'étant contrarié par personne , il peut accroître cette sorte de revenus de l'Etat. C'est ainsi qu'en 1741 , M. Orry ordonna , par une simple lettre , de faire monter le dixième à un tiers de plus qu'il n'avoit été porté pendant la guerre précédente. C'est une concus-

non punissable, suivant les loix , mais impunie, puisque ceux chargés de les mettre en vigueur, ne peuvent ni les faire exécuter, ni même acquérir les preuves du délit.

C'est pour remédier à ce mal & arrêter une inquisition détestable, que le Parlement de Paris avoit imaginé une clause de son enregistrement, qui fut imitée par toutes les autres cours, en défendant d'augmenter les cotes de 1763. (1) C'est cette fameuse clause déplaisant aux partisans du despotisme, qui, pendant notre absence, a été supprimée dans la loi même, & dans l'enregistrement de ceux qui occupoient nos places ; & ce qui n'est pas indifférent à observer, c'est qu'elle avoit été inférée au rapport de ce même Abbé Terrai, alors Conseiller de Grand' Chambre, qui, devenu Ministre, l'anéantissoit. Le peuple n'a pas tardé à éprouver les cruels effets de cette omission ; car, dans l'instant presque, tous les sujets ont vu augmenter considérablement leur taxe, sans qu'il leur en fût donné aucune raison, & l'on a annoncé dans

(1) Voici les propres expressions de l'enregistrement de la Cour des Aides du 9 Janvier 1764 : „ A la charge que „ les premier & second vingtièmes, tant qu'ils auront lieu, „ seront perçus sur le pied des rôles de 1763, & que dans „ le cas où les rôles de 1764 & autres pour les années suivantes seroient faits avec augmentation aux cotes d'édits „ rôles de 1763, ne pourront les préposés au recouvrement „ faire la levée d'édites augmentations, à peine de concussion, & d'être poursuivis extraordinairement aux Elections & par appel en la Cour.”

tout le Royaume de nouvelles recherches & une rigueur dont il n'y avoit pas encore eu d'exemples. comme si les Administrateurs avoient voulu se dédommager de leur contrainte trop longue; comme s'ils avoient voulu faire sentir à la nation tout ce qu'elle avoit perdu en perdant ses vrais Magistrats.

L'ANGLAIS.

Je ne fais si la nation l'a cru alors; mais elle en doit être bien revenue aujourd'hui.

LE CONSEILLER à la Cour des Aides.

J'en rougis pour le Parlement & pour nous. Le premier est cependant le plus coupable, & nous ne pouvions guere marcher que sur ses erremens; malgré cela, comme chaque Cour est responsable à la nation de sa conduite, si mon avis avoit été suivi, nous n'aurions pas montré cette pusillanimité honteuse, cette monstrueuse inconséquence. Nous avons cherché à réparer ce tort par nos belles & vigoureuses remontrances sur les impôts, dont je vous ferai part.

M. DAILLY.

Qu'auriez-vous fait de plus, au reste, que mettre la forme légale qui y manquoit suivant vous? car votre clause d'enregistrement, permettez-moi de vous le dire, étoit injuste en ce qu'elle ôtoit la faculté de réparer les erreurs qui nécessairement s'étoient glissées dans la répartition; qu'on ne pouvoit plus décharger ceux qui étoient trop imposés, puisqu'on ne pouvoit plus augmenter ceux qui ne l'étoient pas assez.

LE CONSEILLER à la Cour des Aides.

Oui, les Administrateurs, gênés par notre modification, prétendirent qu'elle entraînoit cet inconvénient; mais ils en murmurèrent tout bas, &, tant que l'ancienne Magistrature a existé, ils se garderent bien de discuter notre opposition & de proposer au feu Roi de la renverser par une loi nouvelle. Ils prévoyoit vraisemblablement que cette discussion produiroit une explication qui feroit enfin découvrir les vices d'une imposition qu'on vouloit conserver. En effet, notre clause ne pouvoit être critiquée qu'en disant que les rôles de 1763 n'étoient pas assez bien faits pour en former un cadastre; mais c'étoit reconnoître l'inutilité du travail exécuté depuis bien des années à si grands frais; c'étoit se contredire de la façon la plus révoltante, & compromettre le Roi qui, dans ses réponses, se prévaloit, contre nos vives réclamations, de cette excuse pour différer à s'y rendre. Enfin, ç'auroit été avouer qu'on s'étoit moqué des Magistrats & de la nation en colorant la rigueur des recherches passageres sur le vingtième, de l'apparence du bien durable qui en doit résulter, en les représentant comme le seul moyen d'obtenir bientôt une évaluation de tous les biens du Royaume, qui rendroit à l'avenir les répartitions simples, justes, & préviendroit tous les procès. Vous voyez que les Administrateurs se seroient jetés dans un vilain cul-de-sac.

L'ANGLAIS.

Sans doute.

M. DAILLY.

Vous auriez vu que l'Abbé s'en seroit tiré à l'inverveille par un beau préambule où il auroit rejeté toute la faute sur ses prédécesseurs. Au fond, en admettant même qu'on eût négligé de procéder aussi méthodiquement, aussi sûrement, aussi impartialement qu'on l'avoit annoncé, falloit-il que les particuliers fussent victimes de leurs inepties ou de leur mauvaise foi, que ceux trop vexés ne pussent réclamer, afin que ceux trop ménagés n'en souffrissent pas ? Convenez-en, Messieurs, c'étoit plutôt pour vous autres que pour le public que la clause avoit été inférée.

L'ANGLAIS.

Oh ! je vous arrête ! M. Dailly, point de personnalités, c'est moi qui mets la police ici. Voilà l'histoire des vingtièmes bien développée, ce me semble ; mais je vois trois *sous-titres* (il prend en même temps la carte) dont je ne suis pas parfaitement au fait. *Biens-fonds*, celui-là est clair, ce sont apparemment les terres, les maisons, &c. tout cela dans les Généralités rapporte environ 32 millions, ce qui produit un total de revenu pour le Royaume de trois milliards deux cents millions.

LE CONSEILLER à la Cour des Aides.

Oui, en supposant qu'on n'ait imposé pour chaque vingtième que le vingtième effectif des biens ; qu'on ait fait déduction des frais de culture & autres dépenses foncières & indispensables ; que les rôles aient été formés avec la plus exacte impar-

tialité, avec toutes les connoissances préalables; qu'au lieu de n'exiger de chaque particulier que la portion de ses revenus par l'Edit, on n'ait pas déterminé, comme en 1741, une somme fixe pour chaque Généralité. Vous voyez que voilà bien des obstacles pour empêcher que l'estimation soit juste.

L'ANGLAIS.

Soit, le second *sous-titre* est *Industrie*: il en est sans doute comme de la taille.

LE CONSEILLER à la Cour des Aides.

Justement: imposition odieuse & criante qui se leve précisément sur les citoyens les plus précieux à l'Etat. Il en est qui vivent du patrimoine de leurs peres, dont ils consomment le produit sans augmenter ni diminuer la richesse nationale, frêlons oisifs qui, par leur inutilité, mériteroient préférablement de supporter les taxes; ceux-là sont exempts de ce vingtieme. Il en est qui, ayant augmenté leur fortune & même accumulé des gains énormes par leurs profits sur le recouvrement des deniers royaux ou sur la perception des droits de Sa Majesté, devraient être compris essentiellement dans la classe des particuliers dont la profession est de faire valoir leur argent, & à ce titre plus susceptibles d'être assujettis au vingtieme d'industrie; ils ont été assez heureux pour s'y soustraire. Il porte au contraire sur le commerce seul, & les arts qui en dépendent, sur le crédit du négociant, le génie du fabricant, la

travail du laboureur. A l'égard des deux premières classes, il donne lieu ou à une inquisition alarmante dans l'intérieur des familles, ou à des estimations idéales & trop funestes dans leurs suites, puisqu'il n'est pas plus possible au contribuable d'en prouver l'injustice, qu'il ne l'a été à l'Administrateur de la fixer avec justice & en connoissance de cause: ce qui doit jeter le découragement & le dégoût parmi ceux qui ont embrassé des professions utiles. Quant à la troisième, il attaque ouvertement le nerf de l'Etat, & tend à diminuer & détruire les deux sources de sa richesse, l'agriculture & la population: il étouffe l'industrie de ceux dont le travail journalier augmentant la valeur des productions de la terre & la masse des richesses réelles, ne peut être trop encouragé, & sous un dernier point de vue bien digne d'exciter la commisération, il est un surcroît de malheur pour la partie la plus pauvre des sujets du Roi, pour ceux qui n'ont d'autre subsistance que leurs bras, & qui gémissent déjà sous le poids des tailles & des corvées.

M. DAILLY *prenant la carte.*

Heureusement, Monsieur, vous voyez que vos remontrances à ce sujet ont produit une partie de leur effet. Le total de cette imposition n'est pas de la troisième partie, de celle sur les biens-fonds.

LE CONSEILLER *à la Cour des Aides.*

C'est encore beaucoup trop, infiniment trop.

L'ANGLAIS.

Et le vingtième sur les offices & droits.

LE CONSEILLER à la Cour des Aides.

Autre mangerie, suivant l'expression triviale de ceux qui en souffrent. C'est une sorte de rôle d'industrie qui ne devrait pas avoir lieu aux termes de notre enregistrement, puisqu'elle concerne spécialement les arts, les métiers, & cependant, au préjudice de la clause expliquée disertement, elle est ouvertement enfreinte par l'interprétation arbitraire des préposés.

L'ANGLAIS.

Pourquoi ne sévissez-vous pas contre les concussionnaires ?

LE CONSEILLER à la Cour des Aides.

Toujours par la même raison du défaut de dépôt des rôles, de pièce légale qui puisse servir de base à notre instruction. Enfin, voulez-vous mieux connoître la mauvaise foi du Gouvernement à ce sujet ? En 1756, notre enregistrement (1) portoit : „ à la charge qu'il sera déposé sans frais, „ au greffe de chaque Election, un double des rôles, „ les &c.” Il fut fait d'accord avec les Ministres qui étoient alors en place & qui avoient promis de s'y conformer. Le Monarque avoit aussi approuvé formellement la conduite de la Cour ; c'est une vérité attestée par nos gens du Roi dans un

(1) Du 4 Septembre 1756.

mémoire présenté au Chancelier, (1) & cependant ce dépôt n'a jamais eu lieu, & vous avez entendu la réponse dérisoire qu'on nous a fait donner à ce sujet par Sa Majesté, qui a fini par révoquer solennellement sa promesse (2) & nous déclarer que *tout ce qu'on diroit seroit inutile* (3).

L'ANGLAIS.

J'aurois encore bien des choses à vous demander, Messieurs; mais je craindrois d'abuser de votre patience, & ce sera pour d'autres conversations particulières. Passons à la seconde division des Provinces contribuable du Royaume qui se trouve désignée sur la carte sous le nom de *Pays conquis*. Voilà un terrible mot, qui semble annoncer la liberté d'y commettre toutes les vexations qu'on voudra, suivant ce cri si connu chez ces Romains, les conquérans du monde, *væ victis*.

M. DAILLY.

Point du tout; ils sont beaucoup plus doucement traités que les anciens sujets: d'abord, ils sont exempts de la taille; ils n'en connoissent pas même le mot odieux, signe de la servitude; ensuite, ils semblent avoir le mérite d'offrir de

(1) En exécution d'une réponse du Roi & d'un arrêté de la Cour du 1er. Décembre 1758.

(2) Voyez la Déclaration de 1761 & les remontrances de la Cour des Aides sur l'affaire de Varenne, du 23 Juillet 1763.

(3) Voyez un petit écrit nouveau, intitulé: *Observations sur les remontrances relatives aux coryées ou lettre de M^{rs}*.

leur plein gré des secours par la dénomination de l'impôt que vous lisez en titre : *Aide ordinaire*, *Aide extraordinaire* ; enfin , pour les autres , ils les assaient eux-mêmes & sont reçus à abonnement. Voyez la capitation par exemple : le total pour les deux Provinces de Flandre Walonne & maritime est de 335140 livres 16 sols ; cherchez dans les Généralités , & vous observerez que la plus pauvre paye presque deux tiers en sus. Aussi visitez les campagnes de l'intérieur de la France & comparez-en les payfans avec ceux-là.

L'ANGLAIS,

Effectivement , en passant en Flandre , j'en admire les campagnes & leurs habitans ; ils avoient l'air sain , opulent , heureux de nos laboureurs.

M. DAILLY.

Le même coup-d'œil vous frapperoit en Alsace , dans le Comté de Bourgogne , en Roussillon , dans le Pays Messin , en Lorraine surtout. Il faut cependant convenir que la Flandre , le Hainault & la Lorraine , entre les Provinces conquises , sont les plus ménagées. A l'égard de la première , on vous dit , dans la note qui la concerne , que les deux Provinces dans lesquelles elle se subdivise , obtiennent chaque année la remise de leur aide extraordinaire pendant la paix ; c'est à ce titre qu'elles firent offre de ce secours en 1704 , & on leur a tenu religieusement parole.

LE CONSEILLER à la Cour des Aides.

Parce qu'heureusement il y a eu des Commis-

faibles départis , honnêtes gens , respectant les propriétés , & ennemis du despotisme : tel est aujourd'hui M. de Caumartin ; mais voyez le Hainault qui devoit jouir de la même remise ; on convient qu'on ne l'a fait point , que les fonds n'en sont pas moins recouvrés pour des objets utiles à la Province , grand mot qui sert à colorer les vexations , le gaspillage de l'Intendant , (1) petit-maître sans principes , sans humanité , voulant imiter celui de Champagne & trancher du despote dans son département.

Quant à la Lorraine , la présence de l'auguste Souverain qui en a fait si longtems le bonheur , contenoit l'Administrateur dur auquel le soin de cette Province étoit confié ; mais depuis la mort de Stanislas , j'entends dire qu'elle est horriblement pressurée , & qu'il semble faire son possible non-seulement pour lui faire regretter ce Prince , mais ses anciens maîtres dont la domination étoit d'une douceur sans exemple.

L'ANGLAIS.

C'est d'une grande mal-adresse au Gouvernement de le souffrir. Au reste , je remarque dans les observations , que , par un privilege spécial , la capitation n'a pas lieu dans ce Pays.

LE CONSEILLER à la Cour des Aides.

Oui ; mais un autre avantage plus unique , je

(1) M. Senac de Meilhan.

crois, plus précieux encore, c'est que les impositions y sont réparties par la Chambre des Comptes.

M. DAILLY.

Pour moi, j'aime fort que le Clergé, plus docile que celui de France, y reconnoisse l'autorité du Roi & se laisse assimiler au reste des Sujets par la contribution particuliere de sa part au payement des gages des Magistrats.

L'ANGLAIS.

Qu'entendez-vous par les fourages d'Alsace?

M. DAILLY.

C'est une charge de cette Province. Comme elle est fertile en cette denrée, on y entretient beaucoup de cavalerie. L'impôt, dans le principe, étoit payé ainsi en nature. Depuis on a trouvé plus commode de l'apprécier en argent; d'autres bouches que celles des chevaux ont été nourries d'une semblable substance, & la facilité d'obtenir de cette maniere des pensions obscures, qui ne préjudiciaient point aux autres, a fait monter l'impôt à une somme énorme: cependant, pour conserver le souvenir de la premiere institution, plus que pour le modérer proportionnement aux circonstances, vous voyez, dans la note qui concerne l'Alsace, qu'on attend au mois de Juin à constater la quotité de cette imposition parce que c'est le tems où la récolte des fourages étant finie, on peut estimer avec justice ce qu'elle rendra.

L'AN-

L'ANGLAIS.

Suivant ce que je lis, les impositions de cette Province sont réglées au département de la guerre.

M. DAILLY.

Oui, c'est un empiétement du Ministre en cette partie, qui, en général, prétend devoir posséder dans son district les Provinces frontieres : celle-ci lui est particulièrement dévolue.

LE CONSEILLER à la Cour des Aides.

Vous auriez bien dû juger à la maniere critique dont Monsieur s'exprimoit sur les impositions de l'Alsace qu'il avoit quelque raison pour changer de langage à cet égard. Vous voyez qu'un motif secret de jalousie le faisoit parler.

M. DAILLY.

Non, je vous jure, qu'est-ce que cela nous fait? La réunion de cette partie au Ministère des finances ne produiroit que du travail de plus pour les subalternes.

LE CONSEILLER à la Cour des Aides.

Je plaisante: je vous cherchois une mauvaise querelle, je suis même de votre avis en cela. Je ne voudrois pas qu'on conservât au Secrétaire d'Etat de la guerre une pareille prétention, qui n'est qu'un abus fort dangereux. En effet, tiré souvent de l'épée, il est déjà disposé par son état à agir militairement; il est entouré de gens qui l'entretiennent dans cette façon de penser, qui ne connoissent de loi que la force, & toujours prêts à la faire valoir au premier ordre; il me semble contre l'esprit d'un bon Gouvernement de

j'ai laissé ainsi la facilité d'assouvir sa cupidité ou celle des intrigans qui l'obsèdent en général. Il ne faudroit pas que le même homme pût asséoir l'impôt & en distribuer les revenus à son gré ; il faudroit que le Ministre des finances eût ce qui le concerne en totalité , l'ensemble de la recette, dont le Conseil feroit ensuite la répartition.

Au reste , ma digression ne peut inculper le Ministre de la guerre actuel. M. le Comte de St. Germain est Alsacien ; il connoît parfaitement l'abus de l'imposition des fourages , & je fais qu'il desireroit bien le voir réprimer ; mais il n'est pas plus maître en cela qu'en beaucoup d'autres choses.

L'ANGLAIS.

En parcourant cette carte je remarque une chose qui me fait bien revenir de ma première idée , & je vois que les Pays conquis sont en effet très-ménagés ; car le total des impositions qu'ils paient ne va pas à 19 millions , tandis que les Pays d'Etat formant la troisième division , en paient plus de 43 millions , & , à en juger par la notion que j'ai de ces diverses Provinces , la population , l'agriculture , le commerce n'y sont pas moins florissans.

M. DAILLY.

Il y a bien quelque différence ; mais je soutiendrai qu'elle n'est pas dans la proportion de trois à cinq , comme l'est à peu près celle des subsides qu'elles fournissent : cela prouve le scrupule du gouvernement à tenir les capitulations de ces pays pour qui on les a proposées les meilleures possibles.

LE CONSEILLER à la Cour des Aides.

Monfieur ne vous dit pas le fin d'une pareille conduite , qui eft en traitant toujours mieux les derniers venus entre les fujets , de les adoucir , de les aprivoifer , de les empêcher de regretter l'ancienne domination , fi l'on ne peut pas leur faire aimer la nouvelle . C'eft la politique des Gouvernemens modernes , éclairés par la Philofophie ; c'eft à - dire par la connoiffance du cœur de l'homme . Les Romains ne connoiffient d'autre refort que la crainte pour contenir les peuples fubjugués ; & cet orgueil altier qu'ils nourriffoient dans l'ame des vainqueurs par les préférences les plus flatteufes , capables d'entretenir l'idée de leur fupériorité , l'efpoir de la victoire , & le goût des conquêtes .

M. DAILLY.

Il me femble , Monfieur , que vous prenez tout à - coup un vol bien haut , que vous tranchez du Montefquieu ; rappelez vous que nous ne fommes point ici pour nous livrer à ces fublimes spéculations , mais pour donner à un étranger des définitions claires & fimples de notre administration en finances : difons lui d'abord , ce qu'on entend par Pays d'Etat .

L'ANGLAIS.

Je le fais.

LE CONSEILLER à la Cour des Aides.

Je le crois bien ; ils font une petite image de

votre Gouvernement, & plutôt à Dieu qu'ils la fussent plus parfaite !

M. DAILLY.

Ah ! je vous en prie, ne devenons point Anglois : je crois que notre gouvernement vaut bien celui-là.

LE CONSEILLER à la Cour des Aides.

Il seroit excellent s'il étoit en vigueur ; mais, afin de ne point rentrer dans la dissertation dont vous m'avez rappelé avec raison, je vais donner à Milord une cause bien sensible de la différence énorme qu'il a observée, ou, pour mieux dire, en lisant les notes qui concernent différens Pays d'Etats, il la concevra promptement lui-même ; il verra que sur la moitié des impositions levées en Bourgogne il y a déjà une somme de plus de treize cens mille livres, déléguée aux Etats, applicable aux intérêts & au remboursement des différens emprunts qu'ils ont faits pour le compte du Roi ; il verra que la Provence en a pour près d'un million ; la Bretagne pour près de deux ; enfin, le Languedoc, ce qui doit faire frémir, pour 5960,000 livres.

L'ANGLAIS.

Oui, j'ai toutes ces observations sous les yeux.

LE CONSEILLER à la Cour des Aides.

Le Gouvernement, forcé continuellement de recourir aux emprunts & craignant de ne pas trouver, sur le crédit du Roi, les sommes dont il avoit besoin, avoit pris la tournure d'employer celui

des Etats. En conséquence, il a fallu à mesure leur déléguer respectivement des sommes à retenir sur leurs impositions, pour les intérêts à payer & le remboursement à faire de ces emprunts : mais les fonds à verser au trésor royal de leur part diminuant ainsi considérablement, ils n'arrivoient plus en proportion des assignations sur le fisc public ; il a donc fallu augmenter les secours de ces Etats pour les acquiter, en sorte qu'en dernière analyse tout cela retomboit à la charge des prête-noms.

L'ANGLAIS.

J'entends : les Etats empruntoient, & le Roi mangeoit.

LE CONSEILLER à la Cour des Aides.

Du moins, les choses se passoient ainsi sous Louis XV, & il faudroit une bien grande, bien longue économie pour réparer tant de désordres.

L'ANGLAIS.

Il me semble cependant qu'il seroit fort aisé d'en faire sur un revenu immense comme celui-là ; car enfin, aucun Potentat n'en approche : je vois dans ce tableau que le total général des sommes imposées dans l'étendue du Royaume rend environ 194 millions.

M. DAILLY.

Ajoutez-y 162 millions 485 mille livres, montant du bail & des vingtièmes & capitation de la ferme générale, 40 millions de petites affaires

particulieres dont je puis vous montrer l'état que je me trouve en poche (1).

(1) M. d'Ailly me montra en même tems cet Etat, dont il me permit de prendre copie.

Relevé d'affaires particulieres pour le Roi. (*)

			livres.
(*) Régie de la Flandre maritime.	.	.	771,680.
Régie des droits réunis sous le nom de Souaches.	{ 1. Les droits sur les cuirs.	.	2,600,000.
	{ 2. Les Inspecteurs aux boucheries.	.	1,320,825.
	{ 3. La marque d'or & d'argent.	.	1,050,000.
	{ 4. La marque des fers.	.	1,200,000.
	{ 5. Le droit sur l'amidon.	.	540 000.
	{ 6. Le droit sur les suifs.	.	320,000.
Hypotheques sous le nom de Pirodeau.	.	.	7,526,000.
Domaine sous le nom de Berthaux.	.	.	3,318,000.
Marc d'or.	.	.	120,634.
Impositions de Paris.	.	.	705,276.
Capitations de la Cour.	.	.	840, 63.
Bois du Roi.	.	.	4,908,762.
Principauté d'Orange.	.	.	199,800.
Fermes.	{ Des Postes.	.	7,700,000.
	{ De Sceaux & de Poissy.	.	90,000.
	{ Des octrois municipaux.	.	1,079,600.
	{ Des devoirs du Port-Louis.	.	32,000.
	{ Particulieres des Domaines.	.	104,000.
	{ Des droits réservés.	.	6,500,000.
			15,505,600.
			<u>40,926,645.</u>

LE CONSEILLER à la Cour des Aides.

Et les revenus casuels, (1) & les monnoies (2), & les loteries (3), & les messageries (4), & le don gratuit du Clergé (5), & autres brouillies qui, à vue de pays, forment un objet de plus de 15 millions.

L'ANGLAIS.

Ainsi, voilà plus de 420 millions de revenu en tems de paix; il me semble qu'il y auroit bien de quoi se mettre au pair, si l'on n'y étoit pas, sous un Prince comme votre Roi actuel, ami de l'ordre, économe, disposé à tous les sacrifices qu'on voudra lui suggérer.

M. DAILLY.

Ce qui va vous surprendre, & étoit pourtant très-vrai, suivant le compte que l'Abbé Terrai mit sous les yeux de Louis XV, c'est qu'en 1772 la recette excédoit la dépense de 5 millions.

LE CONSEILLER à la Cour des Aides.

Je ne fais pas si ce tableau étoit bien fidèle; mais je fais qu'à la retraite de ce Ministre, la

(1) Portés à quatre millions dans un état des revenus du Roi pour l'année 1775, présenté par l'Abbé Terrai, & que j'ai vu.

(2) 500,000 livres produit net, déduction faite des charges assignées sur l'hôtel général des monnoies.

(3) Revenu annuel de sept millions net, portés au plus bas prix.

(4) Le bail est de 1,800,000; mais on doute que les Entrepreneurs puissent le tenir.

(5) Peut être estimé à trois millions, année commune.

perspective satisfaisante en étoit tout-à-fait changée , puisque le *déficit* montoit à 25 millions 800,000 livres.

M. DAILLY.

Et à la retraite de M. Turgot il étoit encore de 24 millions & plus.

LE CONSEILLER à la Cour des Aides.

Et il n'est sûrement pas diminué sous M. de Clugny.

M. DAILLY.

La dépense n'étoit pas moindre ; mais la recette devint plus forte , & elle s'accrut même au point que M. Taboureau a trouvé les choses en compensation.

LE CONSEILLER à la Cour des Aides.

M. Necker n'en convient pas. Au reste , tout cela dépend de la façon de présenter les objets. Il est certain que , si l'on reste fidele à remplir les engagemens , à faire les remboursemens , les revenus du Roi s'augmenteront doublement d'année en année , & par les accroissemens réels , & par les extinctions.

M. DAILLY.

Oui , surtout si on laisse agir librement l'homme dont vous venez de parler.

LE CONSEILLER à la Cour des Aides.

Je ne vois encore rien de bien merveilleux de sa part ; il a fait deux beaux réglemens qui ne seront peut-être jamais suivis , & un emprunt de vingt-quatre millions dont l'argent est sans doute mangé , tellement qu'on parle déjà d'autres tour-
nue.

nures pour en avoir , en se soustrayant adroitement aux observations des Parlemens qu'il n'aime pas.

M. DAILLY.

Milord m'appeloit l'autre jour le Medecin tant mieux; mais, ma foi, Monsieur, avec tout le respect que je vous dois, vous êtes plus véritablement le *Medecin tant pis*, & puisque vous vous obistinez à tout blâmer, je me retire; aussi bien est-ce l'heure de me rendre à mes affaires.

M. Dailly partit en même tems, & le Magistrat me dit en riant: c'est le plus honnête homme du monde; mais il est financier en diable & croit toujours que tout va bien, que nous sommes dans le meilleur des mondes possibles. Je le remerciai de sa complaisance & me retirai. J'espere qu'avec ces divers commentaires joints à la carte que je vous ai envoyée, elle vous sera très-utile pour connoître l'état des finances de la France, dont nos compatriotes n'ont été guere au fait jusqu'à présent. Du reste, l'emprunt est rempli, il y a longtems, & la confiance semble un peu reprendre. Je vous parlerai plus amplement de cette matiere & de diverses anecdotes y relatives; mais je suis ma méthode de ne point me presser pour donner plus de certitude & d'authenticité à mes narrations.

Paris, ce 10 Mars 1777.

L E T T R E VIII.

*Sur le journal des Théâtres ; sur son Auteur ;
sur son Procès ; pieces de littérature rejetées
d' ce journal & qui méritent d'être connues
& conservées.*

MONSIEUR *Lefuel de Mericourt*. après s'être effayé à la critique dans quelques feuilles légères (1) avoit entrepris, Milord, un *Journal des Théâtres* ; c'est à dire un écrit périodique spécialement & uniquement consacré à rendre compte des divers poëmes représentés sur les théâtres de la capitale ; des débuts des acteurs nouveaux, du jeu des anciens, enfin de tous les écrits qui paroïtroient, traitant de cette matiere. Il est étonnant, sans doute, que dans Paris où il y a tant de Journaux, on eût négligé d'en instituer un, pouvant être à la fois aussi utile & aussi agréable ; car, indépendamment des progrès de l'art auquel il devoit tendre, il embrassoit essentiellement le cercle de toutes les anecdotes relatives, soit aux pieces, soit aux Auteurs, soit aux Comédiens. Et quel vaste champ ? quelle mine inépuisable de faillies, de bons mots, de tours & d'historiettes propres à égayer & à diversifier une feuille pé-

(1) Comme lettres de *M. le Duc*, à *Madame le Duc*, & autres farcéties de cette espèce d'assez mauvais goût quant au titre ; mais où l'on trouve quelquefois de la finesse dans la discussion & des vues judicieuses.

riodique ! Malgré tant d'avantages, encore un coup, qui le croirait ? ce n'est qu'en 1770, qu'un M. le Prévôt d'Exmes imagina de faire un Journal des Théâtres, & dès le premier cahier, ne trouvant point à le vendre, il suspendit son entreprise pour ne la reprendre qu'en 1775, où il eut le courage d'aller jusqu'à quatre numéros, & la bonne fortune d'acquérir cinq souscripteurs. Les choses étoient dans cet état, lorsque M. *Lefuel de Méricourt*, se flattant d'en tirer meilleur parti, se mit à la place du premier propriétaire & fit même pour cela des sacrifices (1) : Il avoit déjà surmonté les obstacles & les dégoûts inséparables, en France surtout, d'un nouvel établissement ; il étoit en pleine jouissance, les souscripteurs arrivoient en foule ; il s'applaudissoit de son heureuse audace. Son triomphe ne fut pas long : les tracasseries recommencerent ; lorsqu'il se croyoit le plus en sécurité, il se vit plus violemment traversé dans ses succès, & cette fois l'effort de ses ennemis a été tel, qu'ils ont détruit toutes ses brillantes espérances.

Quelque curieux que soit, au premier coup d'œil de son titre pour les gens de lettres, & même pour les gens du monde, un Journal des théâtres, son auteur deviendra bientôt nécessairement monotone & fastidieux, s'il est astreint à se restreindre dans la seule partie critique de la scène & de

(1) M. Lefuel devoit donner d'abord au Sieur Prévôt trois livres par souscription, & ensuite transigea pour une rente viagère de 600, qu'il devoit lui payer annuellement.

la déclamation; il le fera même plus que les autres, qui ne traitant pas la matière *ex professo*, diversifient leur travail, entremêlent ceux-ci d'articles d'un genre différent, & empêchent ainsi les rapprochemens qui les feroient paroître ennuyeux. Ce n'est donc que par la partie historique qu'il peut se sauver, & féconder sa feuille en la rendant sans cesse neuve & piquante. En effet, d'après la nature de l'ouvrage, le peuple des Historiens, se trouvant en quelque sorte soumis à l'inspection du Journaliste, & vu le rôle que, suivant nos mœurs actuelles, les Comédiens & Comédiennes jouent aujourd'hui dans la capitale, il acquiert un domaine immense, tel que je vous l'ai observé plus haut, Milord, & il ne doit plus être que dans l'embarras du choix. Les aventures des héroïnes de coulisses sont trop mêlées avec celles des jeunes débauchés, des libertins sémillans, des aimables roués de la cour & de la ville, pour ne pas exiger une grande circonspection; mais, en écartant tout ce qui pourroit compromettre le repos & la sûreté de l'écrivain, il lui reste encore suffisamment de quoi amuser ses lecteurs. M. Lefuel avoit, au reste, les qualités propres à mettre à profit un si beau fonds, beaucoup de sarcasme, de causticité, de méchanceté, même dénuée de l'enjouement fin, de la gaieté vive d'Horace; il a l'humour noire, le feu, la bouillante effervescence de Juvenal, & son stile se ressent de son génie; sans grâces, sans aucune élégance, on y remarque du naturel, de la correc-

tion; & sa dureté, sa roideur donnent de la force & de l'énergie aux diatribes du critique.

Son journal étoit né sous les auspices les plus desirables. La police venoit d'être remise à un Magistrat (1) dont l'aménité encore plus sensible par le contraste de l'humeur maussade & revêche de celui qui l'avoit remplacé (2) pendant quelque tems; qui, Philosophe enjoué, connoît trop bien la nation Françoisse pour en contrarier le caractère, & en réprimant sa licence, ne pas laisser un libre essor à sa gaieté; qui, distinguant la malice de l'esprit de celle du cœur, ne fait pas travestir en crimes les écarts pardonnables d'une forte indignation contre le vice. Le Lieutenant de police, rétabli en même tems à la tête de la librairie, pour se livrer à des occupations plus importantes, s'étoit déchargé des détails minutieux de celle-ci sur un Censeur, (3) son ami, fils d'un grand Poëte, & homme de lettres distingué lui-même. Par un concours de circonstances favorables, soit qu'il se ressouvînt des injures faites à son pere par les Comédiens François, car quel Auteur de leur théâtre n'a pas à s'en plaindre, soit qu'il eût eu lui-même avec eux des tracasseries au sujet de cette succession dramatique, soit qu'en rendant justice aux talens des coriphées, il con-

(1) M. le Noir démis depuis environ un an.

(2) M. Albert.

(3) M. de Crébillon le fils, Censeur de la police.

gût la nécessité de réprimer leur insolence, & de les contenir dans de justes bornes, ce Censeur détestoit les Comédiens. M. Lefuel crut en conséquence pouvoir hasarder beaucoup de choses qu'il n'auroit pas risquées auparavant. Il avoit des mécontentemens personnels de Mlle. Dubois; il profita de la facilité qu'il se promettoit, pour glisser dans un numéro une anecdote de Société concernant cette Actrice en pleine activité, ayant les premiers emplois, mais comptant trop sur sa figure, ne travaillant guere à perfectionner ses talens, conséquemment peu aimée du public, bien plus méprisée pour son avarice sordide qui, malgré son opulence, lui faisoit mettre chaque jour ses appas à l'encan. Il résulta de l'historiette une moralité dont le but étoit d'éclairer les étrangers, les gens sans expérience sur le caractère de ces courtisannes, sur la duperie de pareille passion, dont il n'y a que de la honte à recueillir. Le Censeur, qui connoissoit les bornes de son pouvoir & n'avoit point envie de se susciter une querelle relativement à un grand Seigneur figurant dans cette scène comique, trouva le Sermon bon à rester dans le porte-feuille du Journaliste: celui-ci ne se rebuta pas; il essaya de tenter si les vers passeroient mieux; il avoit acquis une ode trouvée dans les papiers de M. Colardeau, péri depuis peu à la fleur de l'âge; quoiqu'ancienne, elle étoit ignorée; elle n'avoit jamais été imprimée, & c'étoit une Philippique vigoureuse contre des

filles de spectacle, dont la plupart étoient mortes, & les autres sans amans & sans crédit. La piece pouvoit entrer dans ses feuilles sans affectation; il avoit même élevé le problème, en rendant compte de la perte du jeune Poëte dramatique, à résoudre si cette ode devoit s'attribuer ou non au défunt. Malgré toute cette tournure, il ne put éluder la vigilance de son Mentor, & il fut obligé de se restreindre à des excursions assez vives contre les Acteurs dont il relevoit durement les défauts. C'en étoit encore trop à leur gré; mais le public aimoit cette guerre & surtout les Auteurs qu'elle vengeoit un peu; quelques-uns furent même bien aises de s'en mêler, d'entrer aussi en lice, & la visière de leur casque baissée, de frapper leurs ennemis & leurs rivaux sans être connus; c'étoit si vous voulez une image plus gaie, un espece de bal dramatique, où, sous le masque, on se disoit toutes les vérités piquantes que tolere la licence d'une saturnale. Quoiqu'il en soit, un nouveau changement fit tourner la chance à l'avantage des Comédiens, & ils en profiterent. Les occupations du Lieutenant de police, s'accroissant chaque jour, on jugea pour le soulager, devoir en détacher la librairie. M. le Garde des Sceaux saisit cette occasion de récompenser un jeune Maître des Requêtes son pupile, qu'il avoit initié dans le Conseil, qu'il formoit, qu'il aimoit avec la tendresse d'un pere, d'ailleurs recommandable à la nation par le patriotisme rare.

& intrépide qu'il avoit développé durant la révolution (1) de la Magistrature.

La première tentative des Comédiens auprès de lui fut d'engager les Gentilshommes de la chambre à solliciter qu'on donnât un autre Censeur à M. de Mericourt; la demande étoit motivée sur ce que M. de Crébillon n'étoit qu'un juge partial, à raison des inimitiés personnelles qu'il avoit contre eux. La religion de M. Camus de Nevile, le nouveau Directeur de la librairie sans nulle connoissance encore de cette partie, fut aisément surprise, & au premier il substitua M^e. Coquelay de Chauffepierre, qu'on lui suggéra. M. de Mericourt, à cette nomination, sentit tout de suite d'où le coup venoit & où il portoit; cependant il dissimula d'abord pour ne pas s'aliéner ce personnage à ménager, mais inutilement: il vit qu'il y avoit un complot formé de le dégoûter à force de chicanes. En effet, non-seulement M^e. Coquelay biffait à l'examen des pages entières du manuscrit; mais, quand il n'avoit pu rien trouver de reprehensible, au moment où le numéro alloit paroître, il alloit chez l'Imprimeur en arrêter l'impression: cette manœuvre ne pouvoit manquer de réussir. D'une part, elle excitoit à

(1) M. Camus de Nevile étoit alors Conseiller au Grand-Conseil, & quoique le plus jeune, fut celui qui repoussa le plus vigoureusement les carresses & les menaces du Chancelier. On voit cette anecdote très-détaillée dans la constitution de la Monarchie Française, par M. de Maupeou, Chancelier de France. Vol. I. pag. 262.

erier les souscripteurs qui ne recevoient plus de cahiers ; de l'autre, on représentoit à M. de Nevile la nécessité d'ôter le journal à un Ecrivain qui ne pouvoit remplir cette tâche pénible & périodique ; enfin, on aigrissoit le Sieur de Mericourt, naturellement très-irritable, & l'on se doutoit bien qu'en le poussant ainsi à bout, on lui feroit commettre quelque imprudence ; il se répandroit en propos amers, il s'en rendroit peut-être personnellement désagréable, odieux même aux chefs.

Mais comment un jurisconsulte, un Censeur, un Homme de lettres pouvoit-il favoriser les Histriens contre un Journaliste estimable ? C'est que M^e. Coquelay étoit l'Avocat des Comédiens François, leur conseil, leur émule, leur ami, qu'il en prenoit des leçons pour jouer dans la société des farces, des parades, des proverbes, que ceux-ci le traitoient en camarade & le tutoyoient. Assurément, s'il eût eu la moindre délicatesse, il ne se fût pas chargé d'un pareil emploi, & c'étoit bien lui qui étoit dans le cas d'être récusé. Quand la trame fut assez ourdie, il termina par déclarer à M. de Mericourt *qu'il vouloit être pendu s'il approuvoit jamais une ligne de lui* (1). C'étoit forcer celui-ci dans ses retranchemens & l'obliger à se pourvoir par devers le

(1) Ce sont les expressions du Censeur que M. Lefuel rapporte dans une de ses lettres aux souscripteurs en date du 12 Novembre 1776.

Directeur de la librairie, mais le Magistrat étoit circonvenu; on lui avoit représenté le Journaliste sous des couleurs si noires, qu'il avoit cru devoir se déterminer à lui ôter son privilège: le bruit en devint général, au point que plusieurs Auteurs vinrent s'offrir à M. Lefuel pour traiter avec lui; entre autres M. de la Harpe, M. de Murville, un Sieur Chevalier, dit du Coudray, (1) ayant pour associé son beau-père, fort bon Marchand de fer, qui répondoit des deniers. Quand le propriétaire auroit consenti à vendre, ce n'est pas à ces Messieurs qu'il eût eu la liberté de le faire; le Censeur travailloit sourdement pour un autre plus heureux, qui devoit l'emporter.

Un Commis aux fermes, nommé le Vacher, jeune intrigant, ayant la manie de devenir Auteur, sans beaucoup de fonds pour cela, avoit imaginé d'acquérir la dépouille du malheureux Lefuel. Il étoit épris d'une fille du Sieur préville; il proposa au Comédien de l'épouser, s'il vouloit lui faire obtenir en dot le privilège du journal des théâtres. L'amour-propre du Sieur Préville & de sa femme leur fit envisager tout de suite l'avantage d'un gendre journaliste des théâtres, qui leur prodigueroit avec zèle tout l'encens qu'ils desireroient: ils adoptèrent volontiers son projet; ils le firent valoir auprès de leurs camarades; ils

(1) Cet Auteur, amalgamant ses deux noms & se faisant un titre du premier, s'appelle *le Chevalier du Coudray*. La découverte est une petite méchanceté de M. de Mericourt.

leur représenterent qu'ils se verroient par là débarrassés d'un vautour impitoyable, & avoient droit d'espérer que cet exemple, son intérêt, sa consanguinité avec l'un deux rendroit le Sieur le Vacher plus traitable, plus à leur disposition. On résolut unanimement de l'appuyer fortement & de profiter de l'accès du Sieur Coqueley auprès de M. de Nevile pour négocier l'affaire qui fut pendant longtems secreete. On avoit fait intervenir l'ancien propriétaire. Le Sieur Prevôt d'Exmes, se plaignant que son acquéreur ne tenoit pas les engagemens qu'il avoit contractés avec lui, auxquels s'offroit de consentir le Sieur le Vacher, & indépendamment des autres motifs d'une administration politique qui ne s'affervit pas toujours aux regles ordinaires, la déposition sembloit s'accorder de la sorte avec les principes de la justice distributive la plus étroite. Le Magistrat se rendit donc aux vœux des Comédiens, croyant satisfaire au desir des souscripteurs. Le Commis aux fermes, non moins empressé d'entrer en possession & de la femme & du journal, n'a point de cesse que l'iniquité ne soit consommée; il se fait présenter en sa nouvelle qualité par un Intendant des menus aux Comédiens; il s'en vante partout & il prépare déjà ses matériaux pour suppléer aux feuilles suspendues de M. de Mericourt. C'est à l'Opéra que le dernier apprend la décision de son sort: il se rend dès le soir même chez le Directeur de la librairie, & il y reçoit son arrêt fatal & irrévocable. Il court en diligence chez

Me. Falconnet, son ami, Avocat renommé pour son zèle à se charger de la défense du foible & de l'opprimé, & c'est dans ces circonstances qu'est née la brochure dont il s'agit, & que je vous adresserai incessamment: il faut vous donner en attendant un esquisse de cette piece singuliere. Elle a pour titre: *Mémoire à consulter pour les souscripteurs du Journal des théâtres, rédigé par le Sieur Lefuel de Mericourt.* Il est timbré de Liege; car le Jurisconsulte (1) n'a osé le faire imprimer en France, ni charger aucun de ses confreres de le signer pour lui. Tout cela vous annonce combien il étoit susceptible d'être pros crit dès son origine; cependant, afin de le motiver sur quelque chose, de lui donner un appareil juridique & une sorte de consistance, on a pris la tournure de faire intervenir les souscripteurs au nombre de sept, à la tête desquels est un Chevalier de Rutledge: ils demandent s'ils ne peuvent pas forcer celui qui a reçu leur argent à remplir sa promesse en donnant

(1) M. Falconnet n'est point sur le tableau des Avocats & par conséquent n'a pas droit de faire imprimer sur sa simple signature. Par une sentence même du Châtelet, rendue le 2 Juin 1775, ce tribunal, après avoir ordonné la radiation des termes injurieux contenus dans son mémoire en faveur du Sieur Tort contre le Comte de Guines, lui fait défense de faire de semblables mémoires à l'avenir, espece de flétrissure qui ne peut disposer favorablement l'ordre à son égard, d'autant mieux que le Parlement vient de la confirmer, de l'aggraver même par son arrêt du 19 de ce mois dans la même affaire, où il lui réitere les mêmes défenses sous peine de *punition exemplaire*.

son ouvrage. Ils mettent sous les yeux de leur conseil plusieurs missives du Sieur Lefuel de Mericourt, contenant dans un très-grand détail l'historique de ses retards, ou peut-être de ses subterfuges, & d'après sa consultation datée du 10 du mois dernier, il y a eu une assignation donnée le lendemain au Journaliste.

On présume, avec raison, que ce procès n'est que fictif, une comédie jouée entre les deux parties pour fournir occasion au Sieur Lefuel d'épancher sa bile, de mettre impunément au jour le récit de toutes les tracasseries qu'il a essuyées, des cabales ténébreuses, des injustices colorées dont il est victime. Vous trouverez sans doute comme moi, en lisant le mémoire que l'Auteur a trop abusé de la circonstance pour tourner en ridicule un chef toujours respectable; vous n'aimerez pas qu'il nous apprenne que M. Camus, le pere de M. de Nevil, est Marchand de drap à Louviers; que Madame Charles sa grand' mere est aussi marchande. On sait bien qu'il ne faut pas faire preuve de seize quartiers de noblesse pour être Maître des requêtes, & que les qualités essentielles du Magistrat sont le savoir, le désintéressement, l'intégrité, l'exactitude, l'affabilité.

L'Avocat dans sa consultation affecte l'étalage d'une grande érudition, comme si la question étoit réellement importante & très-sérieuse. On y trouve quelque détails sur l'origine des Censeurs propres à servir de supplément à ce que je vous en ait écrit ci-dessus.

„ Ce fut d'abord la Sorbonne, que l'examen
 „ des livres regarda. Même un Arrêt du Parle-
 „ ment de 1523, fit défense d'exposer publique-
 „ ment en vente aucun écrit sur les matieres de
 „ foi, qui ne fût examiné par la faculté de théo-
 „ logie. Ainsi, c'étoit aux livres, qui regar-
 „ doient la religion, que se bornoit la censure.
 „ Chaque Docteur paroïsoit pouvoir approuver
 „ les ouvrages qu'on lui présentoit, & le corps
 „ exerçoit une police rigoureuse sur les membres
 „ qui s'écartoient de leur devoir, témoin ce qui
 „ arriva à Alexandre Soto, & à Julien le Gen-
 „ dre, pour avoir approuvé un livre intitulé *de*
 „ *vocatione Magorum*. Ils furent suspendus pendant
 „ six mois, & défenses leur furent faites d'approu-
 „ ver aucun livre de quatre ans.

„ Sous Charles IX, on choisit, par des let-
 „ tres patentes, quatre Sorbonistes pour remplir
 „ les fonctions de Censeurs. Elles exciterent
 „ tant de réclamations qu'on ne les exécuta pas.

„ En 1623, deux Docteurs, Richer & Duval,
 „ ayant, sur la question de l'infailibilité du Pape,
 „ divisé la faculté en *Richeristes* & *Duvalistes*, le
 „ second trouva le moyen de faire renouveler
 „ en sa faveur, les lettres patentes de Charles IX.
 „ Il se fit nommer, lui & trois de ses amis à la
 „ censure exclusive avec une pension de 2000 li-
 „ vres; mais les murmures, les plaintes, les cris
 „ de ses confreres, lui causerent tant de désagré-
 „ ment, que n'y pouvant plus tenir, il se désista

55 après trois ans , ainsi que ses coopérateurs , de
 „ l'emploi & même de la pension.

„ Les fameuses disputes sur la grace firent ré-
 „ tablir cet arrangement. On nomma quatre Cen-
 „ seurs dont deux abdicquerent. Les deux autres
 „ continuerent de censurer. Ils essuyèrent beau-
 „ coup de sarcasmes , & beaucoup de reproches ,
 „ dont quelques-uns étoient fondés , comme par
 „ exemple , celui qu'on fit à Claude Morel , l'un
 „ d'eux , d'avoir dit de la traduction de l'Alco-
 „ ran , ou du Koran : Qu'il n'avoit rien trouvé
 „ dans cet Ouvrage de contraire à la foi catholi-
 „ que & aux bonnes mœurs. (1)

„ Toutes ces altercations théologiques , déter-
 „ minèrent M. le Chancelier Seguier à choisir
 „ des Censeurs ailleurs que dans la faculté. Il
 „ soumit en même tems à la censure , les ouvra-
 „ ges de littérature qui , jusque-là , en avoient
 „ été exempts. L'Abbé Desfontaine rapporte
 „ dans ses observations , (2) que le Dictionnaire
 „ des précieuses de Somaïse , imprimé en 1661 ,
 „ est , peut-être , le premier livre de ce genre ,
 „ que le chef de la justice ait fait approuver ,
 „ avant que d'en permettre l'impression. Ce fut
 „ M. de Balardens de l'Académie Française , qui
 „ fut commis à ce soin.

„ Depuis ce tems , le nombre des Ecrivains

(1) Voyez *Disquis. historic. de approbationibus libro-
rum* , pag. 102.

(2) Lettre 311.

„ s'étant augmenté, on a pareillement augmenté
 „ celui des Censeurs, qui, pris dans la classe des
 „ Savans & des gens de lettres, se chargent
 „ d'examiner les ouvrages de leur genre d'étude.”

Ce qui concerne les privileges mérite encore
 d'être conservé & peut vous donner une idée de
 la manutention de la librairie en France.

„ Dans le commencement de la librairie il n'é-
 „ toit pas besoin de privilege; mais quand un
 „ imprimeur eut multiplié à un certain point les
 „ copies d'un ouvrage qu'on crut utile, il repré-
 „ senta qu'il n'étoit pas juste qu'un étranger vînt
 „ traverser le débit des siennes en en faisant de nou-
 „ velles, & l'on eut égard à ses représentations.
 „ On lui assura donc le droit exclusif de débiter
 „ celles qu'il avoit faites pendant un certain nom-
 „ bre d'années; car après l'expiration du terme
 „ le type devenoit commun; imprimoit ou copioit
 „ qui vouloit. C'est ce que prouve surtout un
 „ arrêt rendu entre les héritiers Giunti & le li-
 „ braire Thyngui de Lyon le 7 Décembre 1579,
 „ qui se disputoient un frontispice & des privile-
 „ ges. *Quant aux privileges, prononce l'arrêt, ouï*
 „ *le Procureur-général, ordonné qu'on n'y aura au-*
 „ *cun égard, sinon qu'ès livres qui n'ont encore été*
 „ *imprimés par ci-devant; & pour le regard des*
 „ *autres jà imprimés, qu'ils seront imprimés par tous*
 „ *les imprimeurs qui les pourront & voudront impri-*
 „ *mer en pleine liberté.*

„ On voit par là qu'un privilege est une sorte
 „ de propriété à tems accordée à un marchand

„ pour

„ pour le garantir des pertes auxquelles il feroit
 „ exposé par une concurrence dangereuse, & lui
 „ assurer quelque bénéfice sur son entreprise.
 „ D'abord, les privileges émanerent tour-à-tour,
 „ ensuite concurremment, du Roi, du Parlement
 „ & du Prévôt de Paris; aujourd'hui, & de-
 „ puis Charles IX, ils sont expédiés à la Chan-
 „ cellerie.”

Me Falconnet conclut, au surplus, que les souscripteurs ont droit d'exiger que M. Lefuel tienne son engagement, & qu'il ne soit remplacé par personne; il estime enfin, que tous les obstacles multipliés, tant exagérés par le Journaliste, sont aussi chimériques qu'ils sont exposés avec malignité & même avec un ton peu décent. Vous concevrez facilement, Milord, à la lecture du pamphlet, lorsque vous l'aurez, que ces reproches sont inférés là exprès pour ôter toute idée de collusion entre le Sieur Lefuel & ses souscripteurs; car ils sont très-bons amis, & certainement le procès n'aura pas de suites; &, quand il en auroit, il seroit bientôt évoqué au Conseil, où il ne seroit jamais jugé: tournure dont la Cour se sert pour éteindre les contestations qui lui déplaisent. Cet événement pourra bien vous procurer à Londres M. Lefuel qui me paroît disposé à se réfugier chez vous & à y chercher un azile, comme M. Linguet que vous devez posséder actuellement. J'ai promis au premier de vous le recommander, & il a bien voulu me communiquer les deux pieces qui n'ont pu être inférées, & qui

completteront toute l'histoire de ce Procès bizarre. La *nouvelle* (1) vous intéressera d'autant mieux qu'un de nos Pairs y figure, & malheureusement il est plus d'un Milord qui pourroit se reconnoître au portrait. Quant à l'ode, (2) elle est vraiment lyrique, & vous y trouverez l'obscénité des images relevée par la noblesse des figures & des expressions. Je les place à la suite de cette lettre.

Je vous embrasse avec la plus tendre amitié.

Paris, ce 21 Mars 1777.

N O U V E L L E.

Une aventure arrivée récemment à Mlle. Dubois fait l'entretien des cercles galans & la met en butte aux farcafmes de ses camarades.

Un Milord avoit entretenu quelque tems cette Actrice; & s'appercevant toujours de ses infidélités en faveur d'un nommé *Dauberval*, Danseur de l'Opéra, il avoit pris son parti, & l'avoit quittée. Ce Milord, pour son malheur, va la semaine dernière à la comédie françoise un jour que Mlle Dubois jouoit dans l'*Iphigénie de Racine*; elle étoit vêtue on ne peut plus voluptueusement; elle rendit son rôle avec une ame, un intérêt qui étonnerent tous les spectateurs: c'en étoit trop

(1) Cette historiette a dû arriver, à ce que prétend M. Lefuel, en 1767.

(2) M. Lefuel croit que cette ode a été composée en 1757; il y avoit joint des notes nécessaires pour l'intelligence du texte.

pour ne pas rallumer un feu mal éteint. Milord vole sur le champ à la loge de l'Actrice, se jette à ses genoux, s'avoue le plus coupable des hommes plus il s'humilioit, plus notre Iphigénie montrait de fierté Il va mourir s'il ne rentre dans ses bonnes grâces; il a 500 louis à lui sacrifier si le soir même il obtient son pardon .. Quel cœur ne s'humaniseroit pas à pareil prix? On veut bien le recevoir pour qu'il ne se tue pas, on va l'attendre, & pendant qu'il court chercher son argent, on écrit à Dauberval qu'on avoit mandé le matin pour la nuit, de ne point venir. Milord rapporte les cinq cens louis, remène Mlle Dubois chez elle, se met à table, & cependant Dauberval, qui n'avoit point reçu le billet du contre-ordre, arrive fort amoureux; il rencontre la femme de chambre qui l'arrête, lui dit que Mlle est avec Milord, qu'il n'y a rien à faire ce soir-là, qu'ils sont raccommodés..... Qu'importe, dit le Danseur, Mlle Dubois fait bien ce qu'elle fait, voilà sa lettre... Au reste, reprend la femme de chambre, Milord ne couche jamais ici; vous en ferez quitte pour attendre..... Elle le conduit en même tems par l'escalier dérobé à la chambre à coucher, le fait deshabiller, serre tous ses vêtemens, & il se met au lit. Cependant nos amans s'échauffoient à table; Mlle Dubois voyant s'approcher le moment de s'acquitter des 500 louis, parle d'une estampe délicieuse qui est dans sa chambre à coucher; on s'y transporte: rien de plus luxurieux que cette estampe, Milord veut la réa-

liser... Une chaise longue se présente, & offre à Dauberval un spectacle auquel il ne s'attendoit point : l'Iphigénie en donnoit au Milord pour son argent ... il fut si surpris, si étonné de sa tendresse, qu'en revenant à lui, il dit à son amante : Ah ça, il me semble que vous m'aimez un peu : c'est donc bien vrai, plus de Dauberval.... Ah si donc, Milord; pouvez vous croire qu'un poligon, comme cela, un saltimbanque, un espece qui n'a que l'animal, puisse entrer en concurrence avec vous. Je conviens avoir eu quelques bontés pour lui; mais c'est l'occasion, c'est le délire d'un moment on en revient toujours aux gens comme il faut il n'est que vous autres hommes de cour pour avoir de l'ame & du sentiment..... Vous convenez donc que ce Dauberval est un drôle? Ah! je vous l'abandonne, Milord, vous pouvez lui donner cent coups de cannes si vous le trouvez ici. Dauberval qui entendoit & voyoit tout, trembloit de tous ses membres; il n'osoit souffler, & se promettoit bien de profiter du premier instant pour regagner l'escalier dérobé... On peut se peindre son état, ou plutôt il faudroit y avoir passé pour le concevoir à peine les amans sont ils retournés dans le Salon, il se leve tout doucement, cherche ses habits, & ne les trouvant point il s'affuble d'une robe de chambre & de pantoufles qu'il rencontre : dans sa frayeur il n'a rien de plus pressé que de redescendre & de gagner le premier fiacre : comme il étoit dans l'escalier, il se trouve en tête

quelqu'un qui lui présente une lanterne sous le nez & crie qui va là. Le pauvre diable, plus mort que vif, tombe aux genoux du galant tel qu'il soit, & demande grace... Celui-ci examine, tâte, reconnoît sa robe de chambre veut favoir ce que cela signifie. Dauberval est obligé de conter son histoire de point en point.... Faquin, je veux bien vous faire grace, mon carosse est là-bas; vous pouvez vous en servir pour retourner chez vous & le Danseur de s'enfuir bien vite ... Ce *quidam* étoit le Duc de Fit *** qui, revenu de Compiègne, venoit à la hâte passer une nuit avec Mlle Dubois. De tout tems il avoit eu les entrées les plus secrètes, les clefs, les passe-partout les plus mystérieux &c. Cette rencontre le fait changer de goût & lui donne l'envie de se procurer un plaisir nouveau: il se deshabille, cache ses vêtemens dans l'armoire où l'on serroit sa robe de chambre, & se met au lit. Dans cet intervalle, Milord s'étoit en allé, & la femme de chambre fort empressée venoit gronder sa Maîtresse de son étourderie, lui conter l'esclandre qui auroit pu arriver, si son intelligence n'y avoit suppléé. Mlle Dubois, fort étonnée, se rappelle tout ce qu'elle a dit de Dauberval... Oh ... nous raccommoderons cela elle entre en riant dans sa chambre à coucher, vole au lit, se jette sur le prétendu Dauberval, lui fait bien des excuses de ce qui s'est passé, rejette tout cela sur la nécessité, se plaint de son état qui l'oblige à feindre ainsi mais lui déclare que son cœur est

toujours à lui, &c. Le faux amant continue à jouer son rôle ... contrefaisant sa voix, il semble lui pardonner, & lui dit en termes énergiques de se coucher.... Quand elle est au lit, il feint quelque jalousie, non contre le Milord, mais contre le Duc de Fit ***, curieux de savoir de Mlle Dubois sa façon de penser sur son compte.... Celle ci le rassure à son tour, & s'explique très-cavalierement sur ce Seigneur ... elle ne l'a que pour la liste de ses amans de pareils noms elle n'avoit pas fini lorsqu'un nouvel incident lui coupa la parole.

Milord avoit un de ses gens, espece de Mentor qui déplorait ses égaremens & à qui son maître confioit ses foiblesses... comme il alloit remonter en carrosse, ce domestique lui dit qu'on lui en fait accroire, & que ce même Dauberval étoit entré dans la maison pendant qu'il y étoit, que le Duc de Fit *** étoit aussi venu; mais qu'il s'étoit promptement en allé... en robe de chambre il est vrai... qu'il ne savoit pourquoi ce travestissement. Quant au premier, il l'assura qu'il devoit y être, que c'étoit le moment d'ouvrir les yeux & de se guérir d'une passion folle ou jamais. Milord, furieux, fait allumer les flambeaux de ses gens, remonte chez Mlle Dubois, entre brusquement dans la chambre à coucher, court au lit, ouvre les rideaux, apostrophe l'un & l'autre des épithetes les plus fortes... quel spectacle! Mlle Dubois s'évanouit, le Duc se jette en bas du lit : arrêtez, Milord, s'écria-t-il, je suis Fit ***: j'ai peut-être autant que vous à me

plaindre de Mlle; dans l'instant même elle me traitoit de freluquet, de fat, de pauvre Sire &c. mais elle n'est digne que de nos mépris; laissons-la en proie à sa honte & à ses remords... Je vais m'habiller; un moment, je vous conterai tout ce qui s'est passé, & comment vous me rencontrez à la place de Dauberval... Cependant la femme de chambre étoit accourue, & cherchoit à faire revenir sa maitresse; celle-ci tourne les yeux, &, pour surcroît de confusion, reconnoît le Duc déjà habillé... Elle se désespere, s'arrache les cheveux, veut parler & ne peut s'exprimer. Ces Messieurs s'en vont sans daigner en entendre davantage. Elle n'étoit pas encore revenue à elle lorsque le matin elle reçoit une lettre de Dauberval qui met le comble à son ignominie. Elle étoit conçue dans le style d'un pareil Histrion, ce qui ne permet pas de la rapporter: c'est le coup de pied de l'âne.

Ode.

Galériennes de cithere,
 Pirates du Palais Royal, (1)
 Vous chez qui l'heureux don de plaire
 Se change en un art infernal,
 Troupe intrépide à l'escarmouche,
 Dont les yeux chargés à cartouche

(1) C'est surtout dans ce jardin que les filles viennent tendre leurs filets.

Portent les feux de toutes parts,
 Je vais aussi lancer la foudre;
 Je vais briser & mettre en poudre
 Vos sacrilèges étendards.

Baïsse, Gogo, (1) ta tête altière,
 Rongis de tes succès honteux;
 En vain ta contenance fière
 Attire sur toi tous les yeux:
 Paris, théâtre de ta gloire,
 Sur des treteaux dans une foire,
 Vit éclore tous tes talens,
 Et dans Lyon l'on trouve encore,
 Plus d'un malheureux que dévore
 Le virus de tes agrémens.

Dieux! que vois-je? de pierreries
 Ta gorge étale un triple rang,
 Ta tête brille des folies
 Du premier des Princes du sang;
 De *Desfaïgle* écolière habile,
 La ville en dupes si fertile
 Ne peut suffire à tes exploits,
 Et le flambeau des Euménides,
 Conduit tes faveurs homicides,
 Jusqu'au pied du trône des Rois (2)

Mais la grandeur, foible phosphore,
 Ne nous éblouit qu'un instant.

Bien.

(1) Nom que portoit à l'opéra comique une Actrice de la comédie Française nommée Beaumesnard & aujourd'hui M. Bellecour, & femme du Comédien de ce nom.

(2) Mlle Deschamps, que le Duc d'Orléans avoit tirée de l'opéra & comblée de biens, mais si libertine que le Prince, victime de cette malheureuse, fut obligé de l'abandonner. On se ressouvient encore du luxe insolent qu'elle étaloit. Elle est morte pourrie & dans la misère.

Bientôt le retour de l'aurore,
 Te replonge dans le néant.
Defaigle, soutiens ton élève,
 Sans toi sa carrière s'achève
 Chez la *Piron*, ou la *Maugé*; (1)
 Par toi de ses charmes funestes
 Elle pourra vendre les restes
 A la milice du Clergé.

Venez voir votre souveraine,
Carton, *Sauvage*, *Frétillon*, (2)
 Une *Laïs* ultramontaine, (3)
 Vous force à baisser pavillon;
 A cette Héroïne moderne
 Le vainqueur de l'hydre de Lerne
 De la force eût cédé le prix:
 Sous sept têtes *Hercule* sue,
Vestris sans fleche ni massue
 A. Bagnolet (4) en abat dix.

Petite monture de page, (5)
 Plus mutine qu'un sapajou,

(1) Fameuses entremetteuses.

(2) Les deux premières de l'opéra, connues pour leur art dans les voluptés; la troisième est Mlle. Clairon, alors plus célèbre dans les orgies qu'au théâtre; Frétillon est le nom qu'elle portoit à l'opéra comique & il y a un roman sous ce nom d'un M. Baraguier, qui après avoir été le héros & le témoin des exploits de l'enfance de cette courtisane en voulut être l'historien.

(3) Mlle Vestris, Italienne, sœur du fameux Danseur, & renommée pour ses lubricités.

(4) Château de plaisance de M. le Duc d'Orléans où ce Prince vivoit avec la plus grande intimité avec ses courtisanes, & faisoit ses parties de plaisir secrètes.

(5) Mlle Rey, Danseuse de l'opéra, d'une famille originaire de Provence, célèbre aux spectacles & dans la pantomime.

Le jour en brillant équipage,
 La nuit courant le loup-garou,
 Qu'il souvienné à ton excellence
 De ces tems où dans la Provence
 Sur un banc convert de frimats,
 Ta mere, endurcie au service,
 Encourageoit ta main novice
 Trop lente à gagner nos ducats.

Quel spectacle affreux se présente
 Et dans les cœurs porte l'effroi ?
 J'apperçois une ombre sanglante
 Qui traîne une fille après soi.
 Des trois sœurs la noire cohorte,
 L'accompagne & donne main forte
 A son implacable ennemi,
 Sous leurs pas la terre s'entr'ouvre.
 Quel est l'objet que je découvre ?
 Vite approchons. . . . C'est *Astraudy* (1).

Ton supplice enfin se prépare,
 Monstre altéré d'or & de sang,
 Au fonds des cachots du Tartare
 On a déjà marqué ton rang ;
 Digne ornement de la légende,
 L'enfer en corps te redemande,
 Accomplis les vœux des mortels ;
 Car si dans les sombres abîmes
 Les honneurs font le prix des crimes
 On t'y dressera des autels.

Bornez-vous à cette prise
 Notre bonheur & vos travaux ?
 Filles du flux, votre entreprise
 Annonce la fin de nos maux :

(1) Danseuse de la comédie Italienne, accusée des plus horribles noirceurs.

Nous laisserez-vous la Deville,
 La Cheyrier, la Superville, (1)
 Et tous ces monstres minaudans
 Qu'on voit au fonds de nos coulisses
 Vivre du prix des chaude-pissés
 Qu'elles vendent depuis dix ans?

L E T T R E IX.

Séance du Parlement ; Représentations de cette Cour sur l'emprunt de Janvier, Innovation de M. Necker dans la manière de le faire. Remontrances de la Cour des Aides de 1777.

MALGRÉ l'attention de M. Necker, Milord, à prévenir favorablement le Parlement sur ses excellentes vues par les beaux réglemens dont je vous ai rendu compte & par des bruits répandus avec adresse, concernant ses projets de réforme & d'économie, il n'a pu en circonvenir tous les membres, & quelques-uns se sont opposés fortement à son emprunt; les uns, mus sans doute par une ambition secrète, qui, prévoyant que M. Ta-
 boureau, vrai phantôme de Contrôleur-général, ne peut longtems rester en place, voudroient écarter du premier rang un concurrent trop dangereux en la personne du Directeur du trésor royal: d'autres, de bonne foi, ne concevant pas quel motif pourroit en tems de paix faire augmen-

(1) Danseuses de l'opéra.

ter les charges de l'Etat, convaincus par une longue & funeste expérience que plus il y a d'argent au fisc public, & plus on en dissipe; voyant un mal certain dans l'accroissement du fardeau de la dette royale, & un bien très-incertain dans la perspective flatteuse qu'on offre, trop souvent illusoire pour s'en laisser séduire. Tels étoient les chefs des deux partis qui balançoient dans l'assemblée des Chambres le vœu de leurs confreres, Magistrats faciles, se laissant aller à toutes les impulsions qu'on veut leur donner, ou intéressés secrètement à faire valoir les projets du Ministère, amorcés par les récompenses qu'ils envisagent. Tout ce que purent obtenir ceux-ci, ce fut qu'on enregistreroit l'Edit sans difficulté, sans délai, sans modification, purement & simplement, & que les représentations se feroient ensuite séparément & sans gêner en rien l'opération de M. Necker. Cette tournure le consolait de la contradiction qu'il avoit éprouvée; il se flattoit que les choses se passeroient sourdement & à petit bruit, de façon à ne point ébranler l'opinion publique à son égard, dont il comptoit faire le ressort le plus essentiel de son administration, & il a réussi du moins en ce qu'il n'y a pas eu d'explosion violente; mais il n'a pu empêcher que l'arrêté ne perçât dans Paris & qu'on ne fût au bout de quelque tems toute la fermentation qui avoit régné dans l'assemblée. Après avoir interrogé, Milord, plusieurs de Messieurs, voici les détails de la séance. (1)

(1) Elle a eu lieu le 7 Janvier 1777.

M. l'Abbé d'Espagnac , le Rapporteur de la Cour , ayant mis sur le bureau l'édit portant création des rentes viagères & perpétuelles en forme de loterie (1), on en commença la lecture. Dès le préambule on fut d'avis différent. Les badauds qui se laissent prendre aisément aux belles phrases , le trouverent superbe ; les membres plus fins ne le jugerent que captieux ; d'autres de mauvaise humeur assurèrent qu'il étoit très-mal-adepte. Le passage où l'on avoue qu'on ne s'est déterminé à cet emprunt que par nécessité & pour éviter l'alternative d'une imposition nouvelle , les révolta ; ils ne pouvoient pas imaginer comment en faisant dire plus bas au Roi qu'il avoit pour les tems extraordinaires des secours extraordinaires , il ne fût pas même au courant dans les tems ordinaires & dût employer dès ce moment-ci les remèdes extrêmes ; ils reprocherent , en outre , au Ministre , d'avoir levé le voile sur une charge actuelle effrayante , savoir les quarante-millions de rentes viagères dont l'Etat est grevé , & dont on faisoit faire l'aveu à S. M. Les premiers , plus confians , rassuroient ceux-ci , les exhortoient à s'en remettre & aux bonnes & sincères intentions du Monar-

(1) Le fonds est de 24 millions : elle est partagée en 20,000 obligations de 1200 livres , dont les chances s'effectuèrent en deux tirages ; elles consisteront en 5000 lots de rentes viagères montant ensemble à 1,090,000 livres , le moindre sort pour les 15000 autres obligations sera d'avoir une rente perpétuelle de 96 livres & le total sera de 720,000 livres à payer par le Roi.

que dont on ne pouvoit douter , & aux vues lumineuses du Directeur du trésor royal dont on connoissoit les reviremens intelligens ; ils insistoient sur ce fonds d'amortissement de 27 millions tout prêt pour l'avenir, sur ces ressources infinies que M. Necker se propoisoit de tirer d'une meilleure distribution des impôts, d'une plus grande économie pour la perception & de plusieurs autres améliorations.

Après ces débats , & la lecture de l'Edit finie , le rapporteur opinant le premier , suivant l'usage , fut d'avis d'enregistrer sans obstacles & sur le champ , sauf à former un arrêté particulier qui seroit remis au Roi , par M. le Premier-Président : il en avoit rédigé un tout prêt & en fit part à l'assemblée ; il étoit bavard , mal écrit & fort peu digéré.

Plusieurs de Messieurs adopterent cependant son opinion quant au fonds , & conclurent à discuter mieux l'essence & la forme de l'édit avant de rédiger l'arrêté. Et déjà vingt voix s'étoient rangées de ce côté , lorsque M. d'Epresmenil , éleva une nouvelle difficulté. Ce jeune Magistrat , que M. le Chancelier avoit toujours écarté du Parlement , parce qu'il redoutoit ses avis vigoureux & patriotiques , n'est que depuis deux ans dans la Compagnie , mais s'y est distingué dès son apparition , par son zèle , ses lumières & sa chaleur. Il prit occasion de la circonstance pour disserter sur le régime moderne ; il avoit déjà été le rival de M. Necker dans les assemblées de la Compagnie des Indes : il est devenu encore son adversaire le plus

formidable en cette occasion. Il a remonté au vice-radical de l'administration actuelle, a ramené les grands principes & a soutenu que cette création de rentes avoit un rapport trop direct avec les intérêts de la nation, pour que la Compagnie pût se croire compétente d'en connoître; il a déclaré ouvertement que c'étoit le cas de demander l'assemblée des Etats-généraux; d'autant mieux que la France gémissoit en ce moment sous une foule d'impositions enregistrées à un tribunal (1) dont le Roi lui-même, par sa conduite & par ses discours, accusoit de plus en plus l'illégalité: il a exhorté ses confreres à saisir l'occasion de réparer la faute qu'ils avoient commise en 1773 de ne point exiger l'anéantissement ou la réforme de ces actes destructifs de la constitution de la Monarchie. Vous vous doutez bien que cet avis n'a pas été nombreux; il n'a eu que six voix.

La pluralité s'est réunie au rapporteur qu'on a fait s'expliquer sur les termes & le sens de son arrêté. Il a cathégoriquement énoncé ses idées qu'il avoit été obligé d'adoucir & d'envelopper dans des phrases vagues & générales, & l'on est convenu qu'on ne pouvoit les tourner autrement. Il s'agissoit de supplier S. M. de ne pas mettre une confiance trop aveugle en M. le Comte de Maurepas; de ne pas rendre ce Ministre vieux & foible l'intermédiaire des opérations (2), encore

(1) La commission intermédiaire de 1771.

(2) M. le Comte de Maurepas venoit d'être nommé.

moins le Juge suprême ; enfin , de ne point faire s'immiscer M. Taboureau & M. Necker des divers départemens & les régler. Ces préliminaires entendus , l'arrêté resserré & émondé dans son style , il a été conclu sur le registre en ces termes :

„ Le Roi sera très-humblement supplié de considérer que son Parlement n'a pu voir sans douleur , qu'après 14 années de paix , au lieu de préparer aux sujets dudit Seigneur Roi des diminutions d'impôts tant de fois & si solennellement promises , l'Etat des finances exige d'avoir encore recours à un emprunt qui est nécessairement le germe d'une imposition.”

„ Que dans ce moment où il s'agit de rapprocher la différence qui existe entre les revenus ordinaires & les charges dont ils sont grevés , on ajoute encore à ces charges anciennes par une nouvelle création de rentes , tant perpétuelles que viagères ; que son Parlement ne se feroit jamais cru permis d'enregistrer le nouvel Edit , s'il ne s'étoit abandonné à la confiance la plus entière dans les vues d'ordre & d'économie que ledit Seigneur Roi se propose d'établir dans l'administration de ses finances ; mais qu'il supplie ledit Seigneur Roi de considérer que ses vues de bienfaisance ne seront jamais remplies , si , d'une part , on ne retranche pas entièrement toute dépense superflue , & si ,

Chef du Conseil des finances ; ce qui lui donnoit la grande main sur toute cette partie de l'administration.

de l'autre, on ne soumet pas à la plus sage économie les dépenses même les plus nécessaires."

„ Que ce Royaume, le plus beau de l'univers, est aussi le plus fécond en ressources; que la première de toutes, la plus sûre, & peut-être l'unique dans l'état actuel, est que ledit Seigneur Roi ne se repose que sur lui-même du soin de l'exécution de ses sages desseins; que non content de tracer des plans d'économie, il les dirige & les fasse exécuter (1)."

„ Que, pour y parvenir, il descende dans les derniers détails, qu'il combine lui-même avec chacun des Ordonnateurs (2) les diminutions & les réformes dont sont susceptibles leurs départemens, qu'il forme enfin un plan fixe, invariable, dont la marche constante & les progrès rapides prouvent à ses sujets que les moyens qu'il veut employer pour rétablir l'ordre dans ses finances sont aussi réels que ses vues sont droites & sincères."

„ Que ledit Seigneur Roi seul, en se montrant & agissant lui-même, en déployant, s'il est nécessaire, son autorité, peut rétablir l'ordre, l'économie, & arrêter le cours des déprédations, en leur opposant cette volonté ferme, invariable, sans laquelle il n'y a ni Gouvernement ni véritable Administration."

Un pareil arrêté fut jugé à Versailles pour le

(1) C'est une des phrases louches, qui avoit paru avoir besoin d'explication.

(2) Autre phrase sur laquelle l'Auteur a été obligé de se commenter.

moins très-indécent. Des artisans de discorde s'en prévalurent pour noircir le Parlement dans l'esprit du Comte de Maurepas. Ils prétendirent que, fier de la disgrâce de M. Turgot, qu'il s'attribuoit, il espéroit faire aussi changer Louis XVI de Ministres à son gré, jusqu'à ce qu'il les prît dans son sein; ils lui peignirent l'énorme ingratitude de cette Cour, qui, lui devant son rétablissement, tournoit déjà son activité contre lui, & vouloit lui enlever la confiance de son maître. Heureusement, le sage Mentor, ne sortant point de son caractère de modération & de douceur, ne vit en cela que les manœuvres ténébreuses de quelques membres ambitieux cherchant à se pousser & à parvenir sur les ruines des autres, & il rit de leurs vains efforts. D'ailleurs, ils avoient eu l'adresse de se concilier les autres Ministres par l'article qui les concernoit, où l'on exhortoit le Roi à les laisser maîtres dans leur partie, & à ne pas les subordonner au Directeur du trésor royal par une inspection de celui-ci, à laquelle ils devoient nécessairement répugner.

Le 24 Janvier donc, où les Chambres se rassemblèrent pour entendre la réponse du Roi, elles la trouverent courte, vague, mais douce & benigne. Sa Majesté sembloit y avoir égard aux insinuations de son Parlement, ou, pour mieux dire, les avoir prévenues, & promettoit en substance de remédier aux abus de l'ancien régime & de faire un meilleur emploi que son Ayeul du zèle & des secours de ses sujets: on ne pouvoit en

desirer davantage en ce moment. Cette démarche cependant tient en garde M. le Directeur, bien fâché aujourd'hui de n'avoir pas profité de la circonstance pour faire tout de suite un emprunt double & triple, qui n'auroit pas souffert plus d'observations; car, par la manière dont il a rempli celui-ci, il s'est ôté la ressource de ses prédécesseurs, qui, éludant la vigilance des Cours, étendoient leurs emprunts comme ils vouloient (1); mais dans sa position, il a cru expédient de prendre une autre tournure plus capable d'éblouir & de favoriser son ambition; on ne peut douter, en effet, qu'il ne cherche à évincer son collègue & à occuper seul la place. Pour y parvenir, il a senti que la seule façon étoit de gagner la confiance de M. de Maurepas, de se rendre nécessaire en lui ôtant toute inquiétude, tout embarras du côté des finances, en lui tenant toujours le trésor royal plein, ou du moins en développant un crédit capable d'y amener sans cesse autant de fonds qu'on en aura besoin. Ce vieux Mentor est à peu près comme Louis XV sur la fin de son règne; il

(1) L'emprunt ouvert par l'Abbé Terrai sous le nom de *Hollande*, enregistré en janvier 1772 en la commission intermédiaire, qui ne devoit être que de 30 millions, a été porté à plus de cent en 1776. M. de Clugny, obligé de faire expédier des lettres patentes à la Chambre des comptes pour sauver cette irrégularité dans la comptabilité, a profité encore de la circonstance pour l'augmenter de plusieurs millions avant de le clore entièrement. Voyez la lettre du 4e. Vol. sur Mrs. Taboureaux & Necker.

désire que son administration coule & se termine tranquillement; peu lui importe qu'on ne lui fournisse que des palliatifs, devant aggraver par la suite les maux de la France, pourvu qu'on goûte un repos consolant tant qu'il vivra & qu'on bénisse la douceur de ses moyens. M. Necker en conséquence a tourné tous ses efforts de façon à suppléer par les apparences à l'impuissance réelle de son génie: il a senti que les Banquiers, les anciens confreres, pourroient le seconder merveilleusement & devenir ses coopérateurs dans ce grand œuvre: il les a donc choisis avec complaisance; il les a amorcés par l'appas le plus puissant, par l'espoir d'un gain sûr, facile & prompt, le prélude d'autres plus considérables encore & devant se renouveler chaque année de son administration. Il s'étoit instruit dans son voyage d'Angleterre de la maniere dont nos Ministres formoient leurs opérations du *Budget* (1); & il a imaginé de les singer en petit. Décidé d'ouvrir son emprunt, il a reçu les soumissions de ses amis; enforte que dans ce début, n'ayant pas osé le faire trop fort, il étoit déjà rempli avant que d'être enregistré, & l'un (2) d'eux avoit déclaré d'avance qu'il comptoit gagner mille louis sans bourse délier. On l'a pourtant ouvert pour la forme au trésor royal; on a même mis des gardes, afin de mieux exciter les

(1) Ou porte-feuille. *Budget* en Anglois veut proprement dire poche de cuir. *Note de l'Editeur.*

(2) Le Sieur Dumolé.

désirs du public, & au bout de 24 heures on a fermé l'emprunt. Les murmures des mécontents n'ont servi qu'à augmenter l'empressement général; il s'est trouvé des demandeurs en foule, & dès les premiers jours les reconnoissances de 2000 livres ont gagné près de quatre pour cent (1) sur la place. Ce jeu, simulé d'abord entre les Agens de change, pour donner l'impulsion & établir le cours, malheureusement n'a pu se soutenir; & ce qui prouve que c'étoit moins le résultat d'un attrait véritable, que de la manœuvre des Agioteurs, c'est que ces reconnoissances, qui auroient dû augmenter aux approches du tirage (2), n'ont fait que baisser, & sont même aujourd'hui au pair.

Quoi qu'il en soit, les adversaires de M. Necker ne pouvant trop critiquer le fonds de la loterie qui n'est point une mauvaise affaire pour le Roi, puisqu'il est calculé que cet emprunt n'est qu'à sept & demi pour cent en viager & perpétuel & doit à l'extinction du premier ne revenir plus qu'à trois, en attaquent la forme nouvelle. Indépendamment du peu d'honnêteté d'attraper ainsi le public & de le rendre tributaire des Agioteurs, ils disent qu'il est entièrement dirigé en faveur de ces derniers, qui ne courent pas le plus léger risque, puisqu'au cas où ils ne pourroient pas se défaire de leurs reconnoissances, ils sont autorisés à les rapporter au trésor royal. Or, qu'étoit-il

(1) Elle ont monté à 1245, leur plus haut période.

(2) Le premier doit avoir lieu le 9 Avril.

besoin d'eux? Ces intermédiaires indispensables à Londres pour soulager le Ministre dans une entreprise trop vaste, qui doit se répartir d'abord en grandes masses avant de se diviser & subdiviser ensuite en une infinité de détails particuliers, sont dangereux en France pour une opération partielle, dont c'est gratuitement compromettre le succès; car il dépend de la bonne foi des Agens, dont la plupart n'ont à offrir pour sûreté que le hazard de leurs spéculations. Mais servent-ils même au principal objet qui est de voir promptement arriver les fonds, puisqu'il ne déposent au trésor royal qu'un papier stérile, acquitable à des termes qu'ils reculent le plus qu'ils peuvent; puisqu'ils ne satisfont pas toujours à la rigueur de leur engagement & obtiennent du répit autant qu'ils veulent, tandis qu'à bureau ouvert, l'argent arriveroit journellement & à proportion des canaux qu'on présenteroit pour le recevoir? N'est il pas à craindre, d'ailleurs, que l'avidité des monopoleurs mettant à la fois trop de récépissé sur la place, ne fasse ouvrir les yeux aux acheteurs, qui se ligueraient à leur tour pour les avilir & les demander au dessous du pair, pertes dont les premiers s'embarraissent peu, puisqu'elle doit retomber sur le Roi, ce qui lui rendroit ainsi très-onéreux, un emprunt en apparence assez sage. L'essai que vient de faire M. Necker en est déjà un exemple, sinon funeste, au moins sensible, les Agioteurs ayant été obligé de baisser le taux en raison inverse du véritable crédit qu'auroient

dû avoir les billets, c'est-à-dire à mesure qu'approche le tirage, ainsi que je viens de vous l'observer; enforte qu'aujourd'hui les frais de la négociation (1) sont aux dépens de l'Etat.

Ces critiques vont plus loin & prétendent qu'en supposant cette forme utile, ce n'étoit pas à M. Necker à la proposer; que son honnêteté auroit dû l'y faire répugner, s'il l'eût trouvée établie; parce qu'ayant été Banquier, tout récemment, ayant un frere Banquier, une maison de commerce à lui à Paris, on ne peut que le soupçonner de travailler pour les siens & pour son compte, de chercher à se dédommager amplement par des reviremens aussi lucratifs des moindres sacrifices qu'il annonce. Oui, Milord, M. Necker déclare, plus fortement que jamais, qu'il ne veut ni gages, ni étrennes, (2) ni pots de vin, ni gratifications; qu'il ne desire ardemment que la gloire, que la noble satisfaction d'un cœur grand & généreux, d'avoir contribué au bonheur de ses semblables, & qu'il sera récompensé de la manière la plus flatteuse s'il réussit, comme il l'espère, à tirer la France de l'abîme où ses prédécesseurs l'avoient plongée. Eh! qui tient ce langage,

(1) Les Agens de change dont le droit est de vingt-cinq sols par mille, les billets de la loterie tombés au pair aujourd'hui, préleveront sûrement cette retenue en comptant avec le trésor royal.

(2) M. Necker a refusé au jour de l'an les bourses de jetons & les bougies que les Trésoriers & les Fermiers-généraux ont voulu lui offrir pour étrennes, suivant un usage très-ancien.

continuent les détracteurs? Un homme qui n'a jamais formé que des spéculations utiles; qui toute la vie à rêvé argent, n'a cherché que de l'argent, ne se rassasiant point d'argent, en ayant amassé beaucoup, & voulant en amasser encore sans s'embarraffer des moyens, des bruits injurieux qui en courroient à sa honte (1); qui n'a restauré un moment la Compagnie des Indes, que pour mieux la ruiner; qui, comme Actionnaire, proposoit de la faire végéter avec des loteries dont il avoit la manutention comme Directeur, & les profits comme Banquier. Si le caractère moral d'un homme ne change guere que par miracle, par un coup de la grace, qui n'est pas toujours efficace, ce qu'on juge aux rechutes fréquentes des pécheurs d'habitude, afin de persuader un désintéressement aussi affecté, il falloit donc que le Directeur du trésor royal écartât loin de lui ces liaisons suspectes, ces hommes cupides, ces conseillers pervers ne pouvant diriger ses vues que vers les objets de leur utilité personnelle: il s'en rapproche au contraire; il les rend les dépositaires de ses secrets,

(1) M. de St. Foy, qui étoit premier Commis des affaires étrangères lors de la paix dernière, se plaint que, d'après les renseignemens qu'il lui donnoit, M. Necker en jouant aux actions à Londres à coup sûr avoit gagné 1,800 000 livres, dont il lui avoit toujours refusé la part qu'il lui avoit promise. Un M. Favier, autre Commis qui avoit été le porteur de parole, & en devoit profiter aussi, atteste le fait & le conte également à qui veut l'entendre.

crets, ses agens, ses coopérateurs, ses prôneurs; il en fait les ressorts essentiels de son administration. Assurément, bien loin d'avoir la délicatesse scrupuleuse de ce Romain qui disoit que la femme de César ne devoit pas même être soupçonnée, c'est braver non-seulement ses calomnieux, ses ennemis, ses envieux, les gens prévenus; mais même le froid observateur, le philosophe indifférent, qui, sans s'arrêter aux propos, aux contes, aux anecdotes, aux certitudes de société, ne juge que par induction, par la connoissance qu'il a du cœur humain, & ne se persuadera jamais qu'un mortel, dévoré jusqu'à soixante ans de la soif de l'or, possédé du démon de l'avarice, s'arrache tout-à-coup à sa passion pour dépouiller le vieil homme, surtout lorsqu'il en aura l'objet plus attrayant sous les yeux, les moyens plus secrets de l'assouvir à sa disposition, & qu'il s'entourera d'agens multipliés, propres à le servir & à le seconder.

M. Necker, au surplus, ne pouvant se concilier tous les suffrages, se moque de l'opinion de ces censeurs suspects ou isolés, qui doit se perdre dans l'opinion de la multitude plus bruyante. Il n'ignore pas que, pour gagner le peuple, il faut se laisser aller à ses préventions, se rendre à ses murmures, & se déclarer l'ennemi de tous les objets de sa haine. Depuis longtems on s'indigne contre les fortunes énormes des financiers: il déclare que, s'il devient le maître, il étouffera ces sangsues publiques & régira les finances

sans eux; il est vrai que l'abus dans la chose, & non dans le nom, subsistera: peu importe, c'est assez pour en imposer aux fots, & les fots forment le grand nombre & crient le plus haut. Par exemple, il vient de commencer par les chefs; il a remercié les services (1), auxquels il satisfera avec le comptant du trésor royal. On vante beaucoup cette opération, qui, suivant ses admirateurs, est une économie de quinze pour cent par an, claire, sans parler des bénéfices indirects que faisoient ces Messieurs; & sans doute ce seroit un coup de partie, un début de meilleur augure, si ce vuide se réparoit par le retranchement des dépenses superflues, & la modération des nécessaires; par des réductions dans celles des départemens; par des branches de revenu, ou créées, ou découvertes, ou améliorées: rien de tout cela n'existe encore qu'en promesses, pour soutenir le fanatisme des enthousiastes; ce n'est qu'une illusion séduisante, le prestige magique d'un charlatan adroit. Au fond, à trois financiers nationaux payant de gros impôts, ayant des terres, des biens connus, pouvant servir de gages de leur gestion, des charges considérables entre les mains du Roi, le Directeur du trésor

(1) Ils étoient partagés entre trois Banquiers de la Cour, les Sieurs *Balue*, *Bourgade* & *Lafrète*. Le premier avançoit à la cour 5 millions par mois, le second deux & le troisième un, en tout 8 millions en faisant 96 par an. C'est pour le premier Avril qu'ils sont remerciés.

royal substitue 40 Banquiers presque tous étrangers, ne payant rien à l'Etat, n'ayant pas un pouce de terrain, sans fortune réelle, ou la portant toute dans leur porte-feuille, & pouvant à tout moment manquer impunément à leurs engagements ; mais entre lesquels se trouve toujours cette maison de commerce qu'il affectionne & qui doit être le plus cher objet de ses complaisances, entrer dans ses secrets, & gagnant à propos de primauté, attirer à elle le gain le plus certain ; afin d'y parvenir, il substitue aux emprunts qu'on faisoit aux Banquiers de la Cour, mais dont la charge, quoiqu'elle se renouvelle annuellement, n'étoit que momentanée, puisqu'on étoit toujours en liberté de s'y soustraire, des emprunts au public perpétuels ou viagers, charge durable, & nécessitant, pour la soutenir, plus tôt ou plus tard, quelque invention burlesque, qui, une fois imaginée dans ce pays-ci, ne s'éteint jamais & s'étend à perpétuité.

En attendant qu'il puisse revenir aux emprunts par voie de loterie, qu'il chérit spécialement en ce qu'ils n'ont pas besoin de la sanction légale par l'enregistrement des Cours, & qu'excitant davantage la cupidité des joueurs, ils peuvent procurer à son frere, & associés (1) des bénéfices meilleurs & plus rapides, il use du crédit des corps intermédiaires, & l'on compte déjà près de 60 mil-

(1) Son frere se nomme *Germani*, & est associé avec *Girardot*.

lions qu'il demande & doit foutirer de cette manière, soit de l'ordre du Saint-Esprit (1), soit du domaine de la ville de Paris (2), soit des Fermiers généraux (3) & de leurs employés (4).

Voilà, Milord, l'état actuel des finances de la France, dont la situation, malgré l'apparence du crédit, à en juger par le jeu de la place, qu'entend à merveille M. Necker, & dont il a tous les ressorts & tous les agens dans sa main, est toujours la même, & bien loin de s'améliorer, empire. Voilà ce que je vois; voilà ce que pensent les gens

(1) Par arrêt du Conseil du 7 Février, l'ordre du St. Esprit doit verser au trésor royal les capitaux de 600,000 livres de rentes, qu'il est autorisé d'emprunter, soit à rentes perpétuelles à cinq pour cent sans retenue, soit à rentes viagères à sept pour cent sur deux têtes. Le montant doit être de dix millions, & le public y mordant, il a été porté jusqu'à douze.

(2) Il est de douze millions.

(3) Par billets mis dans le public à quatre & demi pour cent d'intérêt, payés d'avance, qui se remboursent ou se renouvellent d'année en année au gré des prêteurs. Cet emprunt est d'autant plus singulier, que l'on peut avoir aujourd'hui des billets de la même espèce, mais de l'ancienne création, à cinq pour cent de perte & qui se remboursent d'année en année par la voie du fort; cependant le délire est tel, qu'on néglige le bénéfice qu'on avoit sur ces derniers, pour courir aux nouveaux. On en a distribué pour 12 millions.

(4) On oblige tous les employés de fournir des cautionnemens en argent dont on leur fait la rente. Cette autre forme d'emprunt doit produire un capital de quinze millions.

senfés, froids, impartiaux, que j'ai interrogés. On parle bien de beaux projets; mais les faits y sont tout opposés, & l'on ne peut y croire qu'en voyant. Au reste, l'on ne doute pas que M. Necker ne réussisse d'ici à quelque mois à se débarrasser de M. Taboureau, qui le gêne plus que jamais, depuis qu'il a été décidé, sur les représentations du dernier, qu'il lui donneroit communication de ses projets, & qu'il ne travailleroit point avec le Roi, que le Contrôleur général ne fût présent.

Avant de quitter cette matière, Milord, je vais vous faire juger par vous-même que l'argent est aujourd'hui le grand besoin de M. le Directeur du trésor royal; qu'il lui en faut à quelque prix que ce soit, & que l'intérêt du pauvre peuple, quoi qu'il en dise, n'est pas ce qui le touche le plus. Sous le ministère de M. Turgot, les déclamations contre les Traitans & les Fermiers-généraux avoient été portées à tel point, que le peuple des provinces, déjà peu disposé favorablement pour leurs Commis & Suppôts, les maltraitoit avec impunité; que le nombre des contrebandiers s'étoit accru considérablement, & que les fraudes s'étoient multipliées dans toutes les parties du Royaume. On comptoit même sur la suppression de la plus grande partie des droits odieux qu'ils perçoivent, & sur une meilleure manutention. Tout cet espoir s'est évanoui sous M. de Clugny; mais on a eu peine à réprimer la licence accrue sous le précédent ministère. Le nouveau Contrôleur général avoit fait rendre une déclaration par

laquelle S. M. renouveloit les dispositions des anciennes ordonnances publiées pour empêcher la contrebande ; mais la Cour des Aides, depuis le deux Septembre, a paru avoir reculé l'enregistrement. Enfin, à l'occasion de l'emprunt que S. M. fait aux soixante, il n'a pas été possible de leur refuser cette satisfaction ; ils en ont fait un pot de vin du marché avec M. Necker ; M. Taboureau a dû suivre les errements du défunt & l'engagement de son collègue, & la Cour récalcitrante a été obligée d'obéir.

Vous pouvez, Milord, ajouter d'autant mieux foi à cette anecdote, que je la tiens de mon Conseiller à la Cour des Aides. Il m'a fait part aussi de ces belles remontrances de 1775, qu'il m'avoit promises, mais comme c'est un Magistrat très-austère, que la défense de rendre cette pièce publique n'est pas encore levée, il a exigé ma parole d'honneur, en me confiant le manuscrit pour vingt-quatre heures, de n'en pas prendre copie, & cela m'auroit bien été impossible en aussi peu de tems ; car elles ont 180 pages de minute. Je ne puis donc que vous en donner une idée jusqu'à ce que l'impression qu'il m'assure devoir s'en permettre d'ici à un an, me procure la facilité de vous envoyer un ouvrage aussi intéressant. C'est un résumé de l'état actuel de la nation, des empietemens du ministère, & des moyens qu'il y auroit à prendre pour le soulagement des peuples & pour rendre aux loix leur activité ; à la constitution du Royaume, sa forme essentielle.

En rétablissant la magistrature, suivant ces remontrances, on n'a réparé qu'une partie des maux ; on a laissé subsister des loix établies illégalement (1) ; on a laissé dans plusieurs places importantes des hommes qui ont abusé de leur pouvoir. Ce seroit sans doute aux Etats-généraux qu'il appartiendrait de réclamer les droits de la nation & de dénoncer au Souverain les infracteurs de ces droits (2) ; mais, puisqu'une funeste politique, introduite depuis un siècle par la jalousie des Ministres, a réduit au silence les différens ordres, excepté la Magistrature, c'est à elle à les suppléer & à pénétrer jusqu'au trône.

Le premier tableau que présente la Cour des Aides est celui des droits connus sous le nom de *Droits des fermes*. Elle fait voir qu'ils sont moins onéreux par eux-mêmes que par les frais de régie & les gains des fermiers : elle gémit sur la multitude de membres dont elle prive l'Etat, les uns employés à faire la fraude, les autres à l'empêcher ; sur le découragement que ces droits jettent dans la culture & le commerce. Mais c'est surtout contre la rigueur des loix pénales prononcées contre la contrebande qu'elle s'élève, contre la cruauté de punir de mort des citoyens pour un intérêt de finance. Indépendamment des châtimens horribles & sans proportion avec le délit,

(1) Ce qui s'accorde avec ce que disoit M. d'Eprémefnil dans l'assemblée du Parlement du 7 Janvier.

(2) Même langage encore de M. d'Eprémefnil.

il est une autre tyrannie, plus sourde & non moins insupportable, qui s'exerce tous les jours, & qu'éprouve la classe entière des habitans des campagnes, gémissant dans une espèce de servitude des supôts de la ferme, dont ils sont forcés de souffrir sans relâche les caprices, les hauteurs, les insultes même. Ce régime exécrationnable provient de la barbarie du code fiscal, de l'immensité de ses loix, de leur ambiguïté, de leur absurdité, &, pour comble de malheur, des évocations fréquentes, qui, ôtant aux accusés leurs juges naturels, les soumettent au despotisme d'un seul homme, par essence toujours partial.

C'est principalement dans la régie des droits compris au bail des fermes, sous le nom de *Domaine*, tous enlevés à la connoissance de la justice réglée, que se commettent des abus monstrueux & intolérables. Il semble cependant que le fermier auroit pu se dispenser d'employer, pour s'y soustraire, tant de moyens illégaux, quand on considère les moyens légaux qui lui ont été donnés pour triompher dans quelque tribunal que ce soit; moyens tels que les juges sont souvent forcés d'aller contre les lumières de leur raison; moyens presque toujours fondés sur la délation & le parjure.

Ici se trouve une digression vigoureuse contre les ordres du Roi, accordés aux Traitans pour faire arrêter sans forme de justice tous les particuliers soupçonnés de contrebande, & la liberté de disposer arbitrairement de leur sort durant leur détention. La Cour des Aides rappelle à cette

oc-

occasion une affaire si atroce , qu'elle se crut obligée d'en faire , en 1779 (1), l'objet de remontrances particulieres. Mon ami m'observa que ce morceau étoit un de ceux qui avoient le plus offensé la Cour , parce que la Compagnie y nommoit sans détour un ancien Ministre & un Intendant des finances (2), & les dénonçoient comme coupables d'une complaisance servile , d'une collusion honteuse avec le Fermier. D'ailleurs , la proscription absolue qu'on y propose au jeune Roi des lettres de cachet ôteroit aux Ministres une portion d'autorité trop grande , un moyen trop utile de servir quelquefois leur vengeance particuliere , celle de leurs maitresses , de leurs amis , & plus souvent encore des subalternes qui les entourent ; car , s'écrie le Magistrat auteur de ces remontrances , tel est dans la finance , & même dans les bureaux des Ministres , le mépris de l'humanité , qu'un ordre dont l'exécution sera si cruelle , est donné en blanc à un chef ; mais que la vie & la liberté d'un homme obscur sont un trop petit objet pour que ce principal Financier daigne s'en occuper ; enforte que , de main en main , l'ordre redoutable est abandonné à un homme inconnu , & c'est lui qui fait livrer un citoyen à un genre de captivité plus cruelle que la mort.

La Cour des Aides exhorte le nouveau Monar-

(1) Elles sont du 14 Septembre 1770.

(2) L'Abbé Terrai , qui vivoit encore , & M. Coshin.

que non-seulement à ne plus employer ce genre de punition , aussi contraire à l'humanité qu'à l'ordre judiciaire, mais à vérifier les ordres donnés sous le feu Roi en ce genre, dont quantité de victimes gémissent dans les prisons ; & c'est sans doute d'après ces erremens que M. de Malesherbes , alors premier Président de la Cour des Aides , & devenu peu après Ministre & secrétaire d'Etat au département de Paris, s'est conduit, n'a voulu donner aucune lettre de cachet qui n'eût été examinée par une commission de Magistrats tirés de son ancienne compagnie ; avoit commencé de purger la Bastille & Vincennes des malheureux que ces châteaux recéloient dans leur sein depuis nombre d'années , & avoit engagé Louis XVI à voir par lui-même ces lieux d'horreur , bien persuadé qu'un pareil spectacle le feroit frémir & le détourneroit plus que les discours les plus touchans de l'usage de ces ordres précipités , & injustes même contre les coupables, que c'est soustraire à la vindicte des loix.

L'Orateur revient aux impôts & approfondit le système funeste d'administration adopté , qu'il qualifie énergiquement *de despotisme* , dont le résultat est d'avoir anéanti les vrais représentans de la nation , d'être parvenu à rendre illusoires les réclamations de ceux qu'on n'a pu détruire , de chercher même à les rendre impossibles avec la clandestinité introduite de deux genres , l'une qui cherche à dérober aux yeux de la nation , à ceux du Monarque même , les opérations de l'admini-

stration; l'autre qui cache au public la personne des Administrateurs. Après les avoir définies, il en fait l'application aux trois impositions directes, la taille, la capitation, le vingtième : dans l'énumération des vexations auxquelles donne lieu le dernier, on trouve encore un portrait de l'Intendant de Paris qui a singulièrement déplu, en ce qu'on l'y dépeint comme ayant arrêté par ses violences le cours d'une procédure commencée au sujet de concussions exercées par ses préposés; comme ayant ensuite provoqué l'Autorité souveraine pour empêcher la Cour supérieure d'en connaître; enfin, comme ayant profité du crédit que lui donnoit sa soumission aveugle au rôle qu'on vouloit lui confier dans la nouvelle magistrature (1), pour faire frapper, d'une manière cruelle, de la disgrâce du Roi, un Conseiller de la Cour des Aides (2), intègre, vertueux & ferme, dont le zèle s'étoit spécialement distingué dans l'affaire où étoit compromis le Commissaire départi.

Enfin, dans la péroraison de ce beau traité des droits de la nation & des infractions incroyables qu'ils ont éprouvées, l'on termine par demander au Roi, non la réforme de quelques abus particuliers, mais celle de l'administration: l'on indique, comme le meilleur moyen pour y parvenir, le rétablissement des Etats-généraux; on

(1) Il faut se rappeler que M. Berthier de Sauvigny, l'Intendant de Paris, avoit été nommé premier Président de la commission intermédiaire.

(2) M. de Fays.

desireroit au moins qu'à leur défaut chaque Province eût des Députés en Cour pour défendre ses intérêts, comme il y a des Députés du commerce. Et ce jour où les sujets auront recouvré cette précieuse liberté, on pourra dire qu'il a été conclu un traité entre le Roi & la Nation, contre les Ministres & les Magistrats. (1)

Telle est, Milord, l'esquisse rapide & imparfaite des ces remontrances. On les attribue au Chef de la Compagnie dont je vous ai parlé plus haut; &, quoique le ton véhément, énergique & libre dont elles sont écrites eût répugné à Versailles, Louis XVI, sans doute, n'en pensa pas de même, puisqu'il l'appela bientôt auprès de lui; mais les ennemis de la vérité n'ayant pu s'opposer à son élévation, se sont proposés de le dégoûter en le contrariant sans cesse dans les grandes vues qu'il avoit pour le bien public. Il s'est trouvé dans l'impuissance de les effectuer, & vous avez vu qu'il avoit bientôt abandonné une place où il auroit perdu sa gloire & peut-être sa vertu. Maintenez la vôtre, Milord, au milieu de la corruption de notre Parlement, & tenez-vous uni aux Abington, aux Richmond, aux Conway, aux Fox, aux Barrés & autres illustres du parti de l'opposition dans les deux Chambres.

Paris, ce 31 Mars 1777.

(1) „ Contre les Ministres, ajoutent les remontrances, „ s'il en est d'assez pervers pour vouloir vous cacher la „ vérité; contre les Magistrats, s'il en est jamais d'assez „ ambitieux pour prétendre avoir le privilege de vous la dire.

L E T T R E X.

Suspension du journal de Paris ; son rétablissement. Anecdote qui a donné lieu à la première.

Vous me demandez, Milord, des nouvelles du *Journal de la Poste du soir*, établi dans cette Ville, dont vous me reprochez de ne vous envoyer aucun numéro. Non content de ce qui en est dit dans ma lettre du 29 Janvier, vous voudriez savoir mon sentiment. Mon silence vous a déjà répondu, & assurément si pareille feuille l'eût mérité, je n'aurois pas manqué de vous en faire part pour me soulager dans mon travail & mes découvertes. Dès qu'elle a paru, chacun s'est empressé à la parcourir, & l'on s'est écrié : *n'est-ce que cela !* Elle ne ressemble que de nom à la nôtre de Londres. Ce n'est point, comme les Entrepreneurs l'avoient annoncé dans leur *Prospectus*, aussi long qu'emphatique (1), un tableau mouvant des

(1) Pour juger de ce que n'est pas le *Journal de Paris*, voici, Milord, ce qu'il avoit promis d'être : „ Il contiendra l'annonce des livres qui paroîtront le même jour, leur prix, l'adresse du libraire & l'interprétation du titre ; se réservant toutefois de donner dans quelques-uns des numéros suivans, une idée plus détaillée des ouvrages faits pour intéresser réellement.
„ Celle des cartes géographiques, des estampes, de la musique, &c.

scènes multipliées qu'offre chaque jour à la curiosité publique la capitale immense de la France. Ce

Ces légères productions de l'esprit, ces madrigaux, toutes ces pièces de poésie, fruit du bon goût & de la gaieté décente; ces bons mots, ces anecdotes, à qui la nouveauté semble ajouter du prix.

La description des fêtes particulières, dont on voudra nous communiquer les détails.

Les modes, qui parmi nous se succèdent si rapidement.

La construction des édifices publics & particuliers, le nom des artistes qui y seront employés.

Le récit des actions vertueuses dans tous les genres, lorsque les circonstances le permettront.

L'arrivée des grands, celle des savans & des artistes étrangers, avec des notions sur le genre des sciences qu'ils cultivent & des arts qu'ils professent; leur demeure, leur départ.

Le bulletin de la maladie des personnes dont la santé intéresse le public, soit par le rang qu'elles occupent, ou les dignités dont elles sont revêtues, soit par la réputation dont elles jouissent.

L'objet des Edits & Déclarations, celui des Arrêts du Conseil, du Parlement, des autres Cours souveraines, des Ordonnances, des Réglemens de police &c.

Les jugemens rendus la veille par les divers tribunaux, dans les causes intéressantes.

Des détails sur les payemens de l'hôtel-de-ville, comme la lettre, le nom des payeurs &c.

Le cours des effets publics & du change de Paris, qu'il importe à beaucoup de citoyens de savoir journellement.

Les observations astronomiques du jour, c'est-à-dire le lever & le coucher du soleil, le quantième de la lune, ses phases, & la différence du tems vrai au tems moyen, pour la direction des pendules & montres à secondes.

Les observations météorologiques de la veille, savoir, la graduation du barometre, celle du thermometre, la

n'est point une correspondance familière & régulière entre les citoyens d'une même ville ; ce n'est point une gazette bourgeoise , plus digne d'être lue que les autres ne concernant que la politique, les Rois & leur grandeur, parce qu'embrassant toutes les actions de la vie civile & privée, elle intéresse tous les ordres, tous les individus de la société. Enfin, ce n'est point un journal unique, infiniment diversifié, remplissant sans cesse l'avidité des nouvellistes, fournissant un aliment à la curiosité des oisifs, nourrissant les réflexions du Philosophe & facilitant les vues & les moyens de bienfaisance au patriote. C'est un journal sans caractère, sans physionomie, ressemblant à mille autres, & n'ayant sur eux qu'un avantage, bien précieux, il est vrai, celui de la

quantité des eaux tombées, l'épaisseur de la glace & la crue des eaux.

Ces observations dont on a trop tard senti l'utilité, se font aujourd'hui, avec la plus grande exactitude, dans les principales villes de l'Europe.

Les aurores boréales, les occultations des étoiles, les éclipses de lune & de soleil, celles des satellites de Jupiter, &c.

Dans la feuille du Lundi, le relevé, jour par jour, des naissances, des mariages, & des morts de la semaine qui aura précédé, ainsi que celui des malades entretenus dans les divers hôpitaux de cette Ville ; tableau douloureux, bien propre à exciter la sensibilité.

Il est enfin plusieurs autres articles, qu'il seroit inutile ou impossible d'énoncer ici, soit parce qu'ils ne sont pas prévus, soit parce qu'ils ne doivent souvent qu'aux circonstances l'intérêt qu'ils produisent.

rapidité , celui de les primer en se distribuant tous les matins , & cependant avantage presque nul par sa futilité , par sa contrainte , & la soustraction absolue de beaucoup de ses annonces.

Comme vous avez vu , Milord , dans une de mes lettres précédentes , il a été arrêté presque dès sa naissance , & quoique la suspension n'ait été que de peu de jours , elle lui a fait grand tort en découvrant d'une part le foible crédit qu'avoient ses auteurs , & de l'autre en les intimidant de manière à les obliger de changer de marche absolument & de se refuser à insérer des détails innocens , qu'ils se seroient permis dans un autre tems , ou que le Censeur moins circonspect auroit laissé passer.

Au reste , j'ai vérifié l'anecdote de l'Officier aux Gardes-Françoises qui a si fort révolté ce régiment ; elle est curieuse , fait trop d'honneur à l'Héroïne , sans dégrader les autres personnages pour ne pas vous en amuser & vous en rendre toutes les circonstances telles que je les ai réunies.

„ M. de la Blinaye , Gentilhomme Breton , vivoit dans sa terre avec une fortune honnête , mais trop modique pour qu'il pût s'en écarter , habiter la capitale ou les grandes villes de sa Province. La même raison l'avoit empêché de se marier. Doué cependant d'un tempérament assez vigoureux , il avoit été obligé de s'en tenir aux payannes , ses vassales , qui s'étoient trouvées honorées de sa couche , ou aux femmes de quelques gentillâtres ses voisins , qu'il avoit cocufiés.

Il avoit plus de soixante ans, lorsque des successions considérables lui étant arrivées, il s'est trouvé à la tête de cent mille livres de rentes. C'étoit le moment de jouir, & comme il étoit pressé par le tems, il se rend en diligence à Paris, le centre des plaisirs, où il pouvoit aisément par leur multiplicité & leur continuité regagner ce qu'il devoit perdre nécessairement du côté de la durée. Il prend un hôtel superbe; il monte sa maison sur le plus grand ton & nage dans les délices. Il loue une loge à l'année à tous les spectacles. Celui qui le flatte le plus, c'est l'Opéra. Ses sens, en quelque sorte neufs à cet égard, lui procurent presque les impressions vives de la jeunesse: il ne tarda pas à payer le tribut, c'est-à-dire à devenir épris d'une Nymphé de ce pays enchanteur. Mlle Beaumefnil fut celle qui le frappa. La finesse de son minois, le piquant de son jeu, la légèreté, l'agrément de sa voix le séduisirent; il se trouva enlacé sans s'en appercevoir; il ne pouvoit manquer l'Opéra un jour où elle jouoit: quand elle ne paroissoit pas, il étoit dans une inquiétude extrême; elle venoit toujours trop tard sur la scène; elle s'en alloit toujours trop tôt. Il avoit assez d'expérience pour sentir ce que cela signifioit, & heureusement son opulence le mettoit dans le cas de ne pas craindre un refus. D'ailleurs, le moment étoit favorable: il apprend que la Chanteuse n'a point d'entreteneur ni même d'amoureux, qu'elle est parfaitement sa maîtresse. Il saisit l'occasion & va

la trouver. Il lui déclare qu'il est un Provincial, un vieux Reître très-gauche dans le commerce des femmes de spectacle ; que cependant, par un instinct naturel, il l'a dénichée & goûtée au milieu de cent autres : qu'elle lui plaît infiniment, qu'il en est fol, & qu'il a 50,000 livres à manger par an avec elle, s'il est assez heureux pour que ses hommages soient agréés. A travers ce ton brusque, & qui lui étoit peu familier, Mlle Beaumefnil découvre un genre d'éloquence très-atrayant. L'originalité du personnage ne la rebute point, & elle semble disposée à accéder à ses propositions. Les conventions ne tardent pas à se conclure. La plus importante étoit déjà annoncée & devoit faciliter toutes les autres : il lui donne pour premier présent de noces mille louis, & du reste mille écus par mois. Il demande pour retour, non de l'amour, il fait que cela ne se commande point ; elle n'est pas plus libre de l'aimer, que lui de ne la pas aimer ; mais les égards, les caresses, tout ce qui peut le supposer ou y suppléer. Il desire, en second lieu, qu'elle écarte tous ces freluquets, ces petits maîtres, ces talons rouges dont l'essain fourmille autour d'elle. Enfin, il exige le plus grand secret ; il craint le ridicule qui rejailliroit sur lui d'une passion aussi tardive. Une seule femme de chambre affidée doit l'introduire dans la nuit, & durant le jour ses visites ne doivent ressembler qu'à celles d'une multitude de gens graves, d'amateurs, de Seigneurs sensés qui viennent la voir.

L'Actrice s'étoit si exactement conformée aux intentions de M. de la Blinaye, qu'il étoit très-content. Leur union duroit depuis plusieurs mois, & la reconnoissance chez Mlle Beaumefnil étoit si vive, si empressée, si ardente, qu'à tous les yeux elle auroit eu les caractères d'une vraie passion, sans l'âge de l'amant & cette qualité d'*Entreteneur*, si incompatible avec l'amour. Quoi qu'il en soit, le soin même qu'avoit pris M. de la Blinaye pour s'assurer exclusivement de la possession de ce trésor, contraria ses intentions, & fut vraisemblablement ce qui troubla son repos & son bonheur.

Il avoit pris dans son hôtel son neveu, le Chevalier de la Royrie, jeune Officier aux gardes, qu'il aimoit beaucoup, & dont il comptoit faire son héritier. Son objet étoit en conséquence de le marier promptement. Jusque-là il veilloit sur lui avec attention, & ce Militaire n'étoit pas entré pour peu dans ses raisons de tenir cachée son inclination, ou plutôt sa foiblesse envers une courtisane; il sentoit bien que ses discours n'auroient plus aucune force sur son pupille, & que son exemple auroit détruit tout l'effet de sa morale. Pour mieux le contenir, il le menoit toujours avec lui au spectacle, & c'étoit à l'Opéra où il alloit le plus souvent. Là, quand ils étoient ensemble dans la loge, il ne manquoit pas de se répandre en exclamations d'admiration sur le compte de sa maîtresse. Il fixoit ainsi, sans le vouloir, continuellement les yeux de son neveu sur Mlle

Beaumefnil, &, à force de la lui faire distinguer, à force d'éloges, il parvint à enflammer pour elle ce jeune homme, qui auroit pu le devenir pareillement pour toute autre dans les mêmes circonstances. Qu'on juge des ravages que devoit causer, dans un cœur novice, une passion journellement accrue par la présence de l'objet, nourrie de ses louanges répétées à outrance, & concentrée, réprimée par la présence d'un Mentor sévère. On concevra facilement à quel degré d'impétuosité elle devoit être. D'abord, le Chevalier, pressé du besoin d'exprimer au dehors tout ce qu'il sentoît, se contenta d'écrire à Mlle Beaumefnil une lettre très-chaude, très-emportée, où la traitant comme les femmes de son espèce, il la marchandait & lui offroit des sommes exorbitantes.

Cette déclaration resta sans réponse. La passion du jeune homme n'en devint que plus violente. Mais ce qui prouve qu'elle tenoit du caractère de l'amour véritable, c'est à-dire honnête, c'est qu'il se repentit bientôt du stile de son épître, & concevant de l'estime pour l'objet de ses desirs, se détermina à des propositions bien opposées aux premières. Un jour, après l'Opéra, ayant quitté son oncle sous quelque prétexte, il s'informe de la loge de Mlle Beaumefnil; il s'y rend, & n'en étant pas connu, il est obligé de s'annoncer par sa lettre.... A ces mots, l'Héroïne de théâtre ne le laissant pas s'expliquer davantage, prend un air de dignité, lui demande comment il ose s'in-

troduire à pareil titre ; que c'en est , au contraire ,
 un pour elle de ne pas le recevoir & de le prier
 de se retirer. Confus, étourdi, pénétré de dou-
 leur, il reste & veut s'excuser : la parole expire
 sur ses levres. L'Actrice , interprétant mal son
 obstination, appelle sa femme de chambre & me-
 nace de faire venir du secours s'il persiste à l'im-
 porter. Alors il n'y tient point, ses pleurs
 coulent en obondance, il sanglote, & se jetant aux
 pieds de son amante dans l'attitude de la compon-
 tion & du désespoir, il dit qu'il mourra plutôt que
 d'en être disgracié au moment où il a le bonheur
 d'en approcher pour la première fois. Il désavoue
 le langage d'une pension effrénée ; il lui jure
 l'amour le plus pur & le plus respectueux ; il ne
 demande d'autre liberté que celle de lui faire la
 cour, de mériter sa grace par ses hommages.
 Enfin, c'est moins à sa personne qu'à son cœur
 qu'il en veut ; c'est l'union la plus durable & la
 plus sacrée qu'il lui propose, lorsqu'à force de
 soins & de constance il aura pu mériter qu'elle le
 regarde plus favorablement. Un changement de
 stile si différent, des offres si extraordinaires &
 si mal articulées, firent aisément concevoir à Mlle
 Beaumefnil que c'étoit une tête tournée d'amour.
 Elle eut compassion de ce malheureux, & ne
 pouvant en ce moment avoir avec lui toute l'ex-
 plication qu'exigeoit cette scène imprévue, elle
 se radoucit ; elle lui dit qu'il falloit remettre à un
 tems plus convenable une conversation qui exigeoit
 beaucoup de détails ; qu'elle l'attendroit chez elle

Le Mardi suivant, qu'elle ne jouoit pas, & où, pendant le spectacle, elle pourroit lui parler plus à l'aise. Ce peu de mots rendit la vie au Chevalier, ou plutôt il quitta la loge le plus heureux de tous les hommes. Son visage en parut si radieux à quelques uns de ses camarades le rencontrant, qu'ils lui firent compliment & le féliciterent sur sa bonne fortune. Il étoit atteint d'une vénération trop grande envers son idole pour en plaisanter; il s'en occupa sans relâche jusqu'au moment du rendez-vous; il se livra à toutes les chimères qui pouvoient passer dans une pareille tête, & vit enfin luire le jour désiré. Mlle Beaumesnil avoit pris toutes les précautions nécessaires pour que le tête-à-tête ne fût pas troublé, & pouvoir épuiser à fond la matière.

M. de la Royrie commença, après avoir renouvelé ses assurances de respect, d'attachement, d'ardeur inviolable & tous les autres lieux communs des amoureux, par protester plus amplement sur la pureté de ses vues, sur la légitimité de l'union à laquelle il aspirait; en un mot, déclara que c'étoit un franc & loyal hymen qu'il desiroit contracter avec elle. Il entra ensuite dans les détails essentiels sur son nom, sa naissance, sa qualité, sa fortune, sur les espérances prochaines & considérables qu'il avoit de M. de la Blinaye, son oncle. A ce mot, Mlle Beaumesnil, frappée de la bisarrerie des circonstances, sans lui laisser pénétrer ce qui en étoit, fit beaucoup d'interrogations pour s'informer si c'étoit bien le même hom-

me qui l'entretenoit. N'en pouvant douter, elle dissimule, ne se confirme que davantage dans ses résolutions, lui laisse reprendre le fil de son discours, & dès qu'il a cessé de parler, lui répond :

„ L'offre que vous me faites, Monsieur, fé-
 „ duisante en apparence, en éblouiroit beaucoup
 „ d'autres. Il est peu de mes camarades, sans
 „ doute, qui y résistassent : pour moi, dans tout
 „ ce que vous me dites, afin de me déterminer,
 „ je ne trouve qu'une raison de plus de vous re-
 „ fufer & de vous combattre. Vous êtes homme
 „ de condition, au service; vous attendez une
 „ fortune considérable d'un oncle, & vous vou-
 „ lez, par un hymen mal assorti, vous mettre
 „ dans le cas de vous voir expulsé de la société,
 „ de perdre votre emploi & d'être exhéredé. Je
 „ sais que ces sortes de mariages deviennent si
 „ communs, que peut-être bientôt on n'y fera
 „ pas plus d'attention qu'aux autres mésalliances;
 „ je vois tous les jours des Militaires, des Offi-
 „ ciers-généraux même, qui en ont fait de pa-
 „ reils & n'en restent pas moins dans leurs Corps,
 „ ou dans leurs grades; enfin, sans doute, il
 „ est des tournures, des expédiens pour tenir
 „ votre turpitude secrète, la cacher au bon-
 „ homme & vous laisser l'espoir d'en recueillir im-
 „ punément la succession. Aussi je crains moins
 „ ces obstacles que vous même : vous êtes à la
 „ fleur de l'âge, dans la fougue des passions,
 „ vous brûlez d'amour, & si vous pouviez rester
 „ toujours dans la même ivresse, je ferois votre

„ bonheur ; ma possession vous suffiroit, vous
 „ n'auriez besoin d'aucun autre bien. Mais que
 „ vos yeux se dessillent, que le voile tombe, je
 „ vous deviendrai aussi odieuse que je vous ai été
 „ chere, aussi vile que je vous semble adorable.
 „ Vous m'imputerez vos propres torts ; & votre
 „ sottise, l'effet d'une séduction involontaire de
 „ ma part, vous la rejetterez sur moi ; c'est moi
 „ qui aurai dressé le piège secret pour vous en-
 „ lacer ; je serai une femme perfide , horrible ,
 „ abominable ! Non, Monsieur, vous ne me fe-
 „ rez jamais de pareils reproches : je ne puis me
 „ rendre digne de vos offres qu'en vous reje-
 „ tant, & m'élever à vous qu'en me refusant à
 „ votre alliance trop honorable. Toute explica-
 „ tion ultérieure seroit superflue. Trouvez bon
 „ que je vous sauve de vous-même par un parti
 „ extrême & nécessaire. C'est la première & der-
 „ nière visite que vous me ferez. Et promettez-
 „ moi de ne plus revenir ; car je vais donner
 „ ordre à ma porte de ne jamais vous laisser
 „ entrer.”

Cet Arrêt n'ayant pu être révoqué ni suspendu
 par tout ce que le Chevalier put dire en pareil
 cas pour arrêter la menace, il se retira malgré
 lui, & Mlle Beaumefnil, se doutant bien qu'il ne
 tarderoit pas à revenir, prit toutes les précau-
 tions pour qu'il ne fit pas quelque nouvelle
 étourderie. Elle se flata qu'entraîné par la conta-
 gion de l'exemple, il porteroit ailleurs ses hom-
 mages, ne pouvant pénétrer chez elle. Il n'en
 arri-

arriva pas ainsi ; car le Chevalier , ayant essuyé plusieurs refus , eut recours à un de ces moyens extravagans qu'on ne connoît plus guere que dans les romans. On en fera moins surpris quand on saura qu'ils étoient devenus sa lecture habituelle, cette sorte de livres étant la plus analogue à sa situation , étoit la seule qui lui plût. Par une belle nuit , il se fait mettre une échelle à la fenêtre de sa maitresse ; à l'aide de deux crocheteurs qui la soutiennent , & jugeant à la lumière qu'il voyoit qu'elle n'étoit pas endormie , il y monte & frappe aux vitres. Heureusement Mlle Beaumesnil étoit seule ; elle attendoit M. de la Blinaye , qui étant à souper à la campagne , ne devoit venir que très-tard. Au bruit qu'elle entend , elle est d'abord frappée d'effroi ; mais bientôt une voix lamentable lui apprend que c'est la Royrie.... Elle est dans la plus grande perplexité sur ce qu'elle doit faire. Elle craint si elle persiste à le laisser dans cette posture , qu'il ne se casse le col , volontairement ou par accident. D'un autre côté , qu'elle scene si l'oncle le surprenoit chez elle ! Elle cherche à prévenir le danger le plus imminent : elle lui ouvre ; mais à peine est-il à ses genoux que , s'armant de tout son empire sur lui , elle lui ordonne de se retirer. Elle lui déclare qu'elle est invariable dans sa résolution ; qu'au surplus elle attend quelqu'un qui doit passer la nuit avec elle , & que si son amant le rencontroit dans sa chambre , il s'enfuivroit pour elle la catastrophe la plus funeste. Cette nouvelle fit plus d'effet que toutes les

remontrances, prieres, supplications, menaces. Ce fut un coup de poignard pour le malheureux amant. La jalousie se joignant à ses autres tourmens, il est saisi de l'effroi de voir un mortel plus heureux que lui; il désespere absolument de le devenir, & fort comme un éclair. Il venoit de lire le Comte de Cominge, cette tragédie de M. Darnaud, où la scène se passe à la Trappe. Il ne voit que ce lieu propre à ensevelir sa honte & son désespoir. Il va chez lui, prétexte d'aller monter la garde à Versailles, prend la poste & se rend dans ce monastere.

Cependant M. de la Blinaye arrivoit. Il avoit, suivant son usage, renvoyé sa voiture à quelque distance, & s'acheminoit à pied & sourdement. Il voit de loin l'échelle qu'on enleve, & deux hommes la rapportant vers lui, il les arrête, les interroge & n'en peut tirer d'autre éclaircissement, sinon qu'un jeune homme comme il faut, aimable en apparence, les a rencontrés au coin de la rue, leur a demandé s'ils vouloient lui apporter cette échelle à une heure indiquée, les a payés d'avance, en leur promettant une récompense; qu'il est entré par la fenêtre chez une fille d'Opéra qui demeure-là; qu'il les a satisfaits, & qu'ils remportent cet instrument, désormais inutile. Le Vieillard ne pouvant douter par ce récit, que l'introduction du galant furtif n'ait été faite chez Mlle Beaumefnil, est agité des plus cruels soupçons, & hâte le pas pour les éclaircir. Elle étoit encore émue de ce qui venoit de se passer avec le

neveu ; & la surprise où elle est de voir arriver tout-à-coup son entreteneur , d'apprendre qu'il a vu l'échelle & tout l'appareil de l'escalade extérieure , ne fait qu'augmenter son embarras. Le jaloux le regarde comme une conviction , & veut être instruit de cette aventure. La délicatesse de Mlle Beaumefnil s'y oppose ; la fureur de l'amant redouble ; il pique de la manière la plus sensible son amour-propre , par les reproches les plus injurieux , les termes les plus méprisans. Alors , avec cette fermeté que donne l'innocence , & surtout la conscience d'une bonne action dont on se glorifie en soi-même , elle lui réplique qu'en ce moment elle a des raisons essentielles pour ne pas le satisfaire ; qu'il les saura un jour ; qu'elle exige qu'il s'en rapporte à son honnêteté ; qu'elle lui jure qu'il ne s'est rien passé dans cette entrevue qui doive alarmer son amour ou lui déplaire ; qu'après cette affirmation , toute question l'offenseroit , & qu'elle le prie de ne plus insister. Ce discours prononcé avec un calme succédant au trouble dont elle avoit été agitée jusque-là , aux yeux d'un observateur de sang-froid du cœur humain , auroit été une preuve de la vérité de ces excuses ; mais le vieillard étoit trop hors de lui pour faire une remarque combinée. Sa fureur s'en irrite , & accablant la courtisane de reproches , d'injures & de toutes les imprécations que vomit un homme aussi cruellement dupe , il lui annonce une rupture décidée. Il sort comme un enragé , & se retire chez lui : après avoir passé la nuit

dans les angoisses qu'a éprouvé tout amant forcé d'abandonner une maîtresse qu'il aime encore, il tombe dans une rêverie profonde; il fait fermer sa porte le lendemain, & ne trouve d'autre remède à sa mélancolie que d'aller à la campagne. Il ne se soucioit pas de voir son neveu, dans l'état où il étoit, & instruit qu'il étoit à Versailles, il ordonne seulement qu'en descendant sa garde, il soit prévenu du départ de son oncle, avec ordre de le rejoindre.

La terre où étoit allé M. de la Blinaye, étoit précisément dans la Perche, non loin de la Trappe. Il prend un jour cette abbaye pour but de sa promenade. Les Religieux étoient occupés aux travaux de la main. En les voyant successivement, il en remarque un dont la figure le frappe & singulièrement ressemblant à son neveu. Sa réflexion ne va pas plus loin & il se retire. Peu de jours après il reçoit des lettres de Paris, où on lui apprend qu'on ignore ce qu'est devenu M. de la Royrie; qu'il n'a point été à Versailles, comme il l'avoit annoncé; qu'il a disparu, sans que, par les informations ordinaires, on ait pu apprendre sa destinée. Alors il se rappelle la rencontre du jeune Religieux, dont le visage l'a ému; il se rend en diligence à l'abbaye; il demande à parler à l'Abbé, & par les réponses de celui-ci sur le compte du novice, il ne doute pas qu'il ne soit son neveu. On le fait venir; il s'évanouit à la vue de son oncle: rappelé à lui, on l'interroge. Les jeûnes, les macérations

avoient calmé l'effervescence de son sang & ralenti l'ardeur de sa passion : il avoit les idées plus nettes sur les choses , & sa vocation étant plus l'effet d'un dépit amoureux que d'un mouvement de la grace , il ne fut pas fâché de trouver cette occasion de quitter une retraite pour laquelle il n'étoit pas fait. Il rend compte de son extravagance. A son récit , M. de la Blinaye avoit peine à se contenir. Il étoit si enchanté de trouver sa maîtresse innocente , d'admirer sa prudence , sa réserve , la noblesse de son procédé , qu'il pardonna facilement au Chevalier. L'Abbé fut le premier à exhorter le novice de rentrer dans le monde , & de suivre son oncle , qui vouloit bien le recevoir en grace. Tous deux regagnerent bientôt la capitale. M. de la Blinaye s'étant assuré des dispositions de son neveu , & convaincu que par sa courte , mais salutaire retraite , il étoit revenu d'un délire passé d'autant plus vite qu'il avoit été plus violent , lui dit que , pour toute punition , il veut le ramener couvert de confusion aux pieds de sa divinité ; & , sans la prévenir , il le conduit chez elle. On ne passe que d'étonnement en étonnement dans cette anecdote. Celui de l'Actrice fut extrême à la vue de ces rivaux réunis : „ Madame , lui dit „ M. de la Blinaye , voilà deux coupables repen- „ tans , d'autant plus dignes de pardon , qu'ils ne „ le font que par amour.” Puis se tournant vers son neveu : „ Oui , continua-t-il , c'est moi qui „ vous ai été préféré ; c'est un vieillard septuagé- „ naire qui l'a emporté sur ce que la jeunesse a

„ de plus agréable & de plus florissant, & c'est
 „ moi qui ai eu l'indignité de soupçonner une
 „ femme qui mériterait des autels.” On entre
 alors en explication de part & d'autre de tout ce
 qui s'est passé; & après avoir comblé de louanges
 leur Héroïne, les deux amans ne la quittent que
 pour aller la prôner & publier dans Paris „ qu'il
 „ est encore de l'honnêteté & de la vertu jusque
 „ dans les foyers de l'Opéra.

A mon récit, Milord, je vous vois d'ici béant
 d'étonnement; je vous entends vous écrier com-
 me Molière, où diable la vertu va-t-elle se loger?
 Rien de plus vrai cependant. Gardez pour vous
 l'aventure & ne la divulguez pas: nos jeunes Milords
 feroient tentés de venir voir une telle Héroïne,
 & chemin faisant, pourroient en trouver d'autres
 qui leurs feroient passer une *Quinzaine Angloise*.
 C'est un roman nouveau de M. le Chevalier de
 Rutledge, Irlandois, tableau fidele de tous les dan-
 gers auxquels sont exposés les étrangers nouvel-
 lement débarqués dans Paris. Les différens théâtres
 de la débauche & de l'escroquerie y sont représen-
 tés au naturel, & les gens au fait des brillantes
 aventures y reconnoissent une foule de portraits.
 Je vous envoie, Milord, ce livre pour l'instruc-
 tion de nos compatriotes: le stile en pourroit être
 plus élégant; mais les peintures en sont énergiques,
 & il vous intéressera.

J'ai l'honneur d'être &c.

Paris, ce 4. Avril 1777.

L E T T R E XI.

Dénonciations au Parlement contre les Ex-Jésuites. Faits & Ecrits relatifs à ce sujet.

Vous êtes maintenant, Milord, assez instruit de la constitution du Parlement de France, à le prendre même sous la grande idée mise au jour par ses plus fanatiques partisans (1), pour concevoir qu'il ne peut s'affimiler en rien au nôtre, ni quant à sa formation, ni quant à son service. Ses membres ne sont point choisis par des suffrages libres, & n'acquièrent le droit d'y entrer qu'à prix d'argent. Ils sont resserrés ou troublés dans leurs fonctions les plus essentielles qui sont de juger les contestations entre particuliers, par des attributions, des évocations continuelles. L'enregistrement dont ils se prévalent si fort comme d'un complément nécessaire aux loix nouvelles, n'est, dans le fait, qu'une forme vaine, puisqu'on s'en passe quelquefois; qu'on force les Magistrats à y procéder contre leur vœu, ou qu'on le renvoie à d'autres Cours; enfin, le Parlement peut être suspendu, supprimé, cassé au gré du Souverain. Ses membres en sont dispersés en totalité ou en partie au moindre signe de sa volonté, soit par l'exil, soit par la captivité. Au reste, cette Cour, absolument impuissante pour

(1) Voyez lettre troisième du 1 Novembre 1773.

faire le bien, peut au moins quelquefois prévenir le mal. Il est rare, quand elle prévoit à tems les coups funestes que les Ministres veulent porter, qu'elle ne les pare & ne fasse même choir leurs auteurs. Il faut, il est vrai, une grande activité, une vive énergie de sa part, une cohérence indestructible; & cette réunion d'efforts ne se rencontre guere que dans les affaires qui lui sont personnelles, ou à quelques Magistrats assez accrédités pour donner l'impulsion à la Compagnie; car vous savez qu'il ne faut souvent qu'un seul homme pour remuer tout un Corps; mais il se trouve constamment de ces chefs d'émeute. Il y a un parti de l'opposition dans la Chambre basse (1) comme chez nous, & c'est peut-être le seul point de ressemblance entre ce Parlement & le nôtre: les membres les plus cités de ce parti aujourd'hui, sont les Présidens *Dormeffon* & de *Lamoignon*, les Conseillers *Freteau* & *Déprémefnil*. Ils sont occupés à veiller sans relâche à tout ce
qui

(1) J'appelle *Chambre-basse*, tout le Corps des légistes, vulgairement nommé Parlement. Les Princes & Pairs forment la *Chambre-haute*, mais n'ayant point de consistance particulière, n'ayant point le droit de s'assembler séparément, ne votant qu'en commun avec les légistes, & ne pouvant jamais par leurs suffrages en trop petit nombre balancer les leurs. Entre ceux-ci je ne vois guere que les Ducs de *Charost* ou de la *Rochefoucault* capables de faire un parti de l'opposition; au reste, les Pairs ne vont presque jamais au Parlement. Voyez lettre troisième du 1 Novembre 1773.

qui pourroit blesser l'honneur , les droits , les prérogatives , les intérêts de la Cour , à éventer les projets du Gouvernement contraires aux principes d'administration sur lesquels repose la stabilité des loix , la constitution de la monarchie & même l'autorité royale. C'est surtout contre le rétablissement , réel ou imaginaire , des Jésuites , qu'ils viennent d'exciter toute la vigilance de la Compagnie. Il faut pour vous bien mettre au fait , Milord , de cette terreur soudaine , vous reprendre le fait de plus haut.

Le Parlement n'a pu douter que les Jésuites ou leurs partisans n'aient contribué beaucoup à ses calamités ; que , pendant sa destitution , ils n'aient fait de puissans efforts pour se maintenir & reprendre confiance. Il savoit combien de protesteurs puissans ces Religieux avoient dans le Conseil de ce tems-là , en sorte que , malgré le bref d'extinction de l'ordre (1) , dont ils avoient eu le crédit d'empêcher l'enregistrement , (2) cette époque est précisément celle où s'étoit accru leur espoir , où ils avoient redoublé avec plus de succès leurs cabales. Qui le croiroit ? Ils étoient sur le point de tourner à leur avantage , même le projet d'un

(1) Donné en 1773 par Clément XIV.

(2) M. de Maupeou , alors Chancelier , prétendit par une de ses astuces ordinaires que la Société de Jésus n'existant plus dans le Royaume , même avant le bref , il étoit inutile de donner de l'autorité à un décret qui portoit sur le néant , qui pourroit contenir d'ailleurs des clauses que ses maximes ne permettroient pas d'adopter.

de leurs ennemis, M. l'Archevêque de Toulouse, qui, vu ses liaisons avec les Encyclopédistes, passe pour un de leurs plus ardens adversaires. Occupé sans cesse d'idées de réforme & d'amélioration, il avoit conçu le plan d'une espece de séminaire propre à remédier à deux grands abus : il devoit servir à former des Professeurs pour les colleges de province, & des Aumôniers pour les régimens & la Marine. Quant au premier point, c'étoit très sagement vu. Depuis la destruction de la Société, on ne pouvoit se dissimuler que l'éducation de la jeunesse en avoit beaucoup souffert, & qu'elle manquoit en grande partie de bons instituteurs. Le second n'étoit pas moins bien imaginé ; on remédioit ainsi au scandale trop souvent offert aux Corps militaires en la personne de ces Chapelains ambulans, la plupart Moines défrôqués, échappés de leur cloître pour se livrer impunément aux excès du libertinage, ayant avili leur état au point d'en écarter tout Prêtre honnête ou bien né, & qu'il falloit être réduit à la plus extrême indigence pour l'embrasser.

Le Chef de la justice, le Ministre de la guerre & celui de la marine (1) adopterent le projet avec

(1) On prétend que M. de Boines, alors Ministre de la Marine, étoit fort attaché aux Jésuites, ce qui étoit assez vraisemblable. Quant au Duc d'Aiguillon, son zele pour la Société ne pouvoit être ignoré, non plus que celui de M. de Maupeou. Ce qui plaisoit surtout aux deux premiers, c'est que les nouveaux Aumôniers ne dévoient plus être payés comme autrefois sur leur département ou aux

d'autant plus d'avidité, qu'il leur fournissoit un moyen de réunir sans affectation dans cette congrégation générale une foule d'Ex-Jésuites manquant d'emploi & très-propres à celui dont il s'agissoit. Le plan étoit sur le point de se réaliser; on parloit déjà dans le monde du moderne institut sous le nom de *Freres de la Croix*, nom assez analogue aux sujets dont on vouloit le composer: ces rumeurs prématurées firent trembler le parti janseniste. On engagea l'Ambassadeur d'Espagne (1) à faire des représentations; c'étoit lui qui avoit détruit les Jésuites dans les Etats de S. M. Catholique, & provoqué le plus vivement la suppression de l'ordre; il n'avoit garde de ne pas agir; il témoigna ses alarmes. Les Ministres, fauteurs de la Société, sans convenir qu'elles fussent fondées, se virent obligés de suspendre leurs bonnes intentions. Un pamphlet du philosophe de Ferney, (2) qui parut à ce sujet dans le même tems, acheva de déconcerter le projet en le ridiculisant, moyen si terrible & si victorieux sous sa plume ironique. La mort de Louis XV & le rappel du Parlement furent d'autres obstacles qui

frais des troupes. Ils devoient avoir 1000 livres de fixe, & 600 livres de pension, après 20 ans de service. Les fonds de cette dépense devoient s'assigner sur ceux provenant des couvents éteints.

(1) Le Comte d'Aranda, arrivé depuis peu en France.

(2) Il étoit intitulé, *Lettre d'un Ecclesiastique de Province sur le prétendu rétablissement des Jésuites dans Paris*, 20 Mars 1774.

commençoient à les faire désespérer de leur résurrection, lorsque des conjectures plus favorables ont donné lieu à de nouvelles intrigues de leur part.

Un personnage accrédité, tiré de leur Corps (1), entré au Conseil, & comme Secrétaire d'Etat de la guerre, chargé de l'Ecole militaire qu'il alloit être forcé de rétablir après l'avoir détruite, voulant au moins sauver son honneur en innovant, prétextoit, entre autres changemens, d'y établir ce séminaire de Chapelains des régimens, rejeté sous son prédécesseur & que l'infatigable Archevêque de Toulouse vouloit faire renaître sous le Comte de St. Germain. Guidé par ce Prélat politique, il marchoit par degrés. Déjà il avoit changé les anciens Administrateurs, composés de Magistrats (2) peu propres à entrer dans ses vues, & dont il redoutoit les représentations. Il y avoit substitué des Officiers accoutumés à une obéissance passive & dévoués à ses volontés; enfin, par un arrangement bizarre aux yeux de ceux qui n'en conjecturoient pas le motif, on voyoit pour la première fois parmi ces guerriers siéger un Prêtre, en qualité de Supérieur général des Aumôniers militaires (3); &, ce qui fit frémir les en-

(1) M. le Comte de St. Germain qui a été Jésuite. Voyez la lettre sur ce Ministre.

(2) Ils avoient été nommés par Arrêt du Conseil du 10 Mai 1776. & furent remerciés par Arrêt du 31 Décembre suivant.

(3) Par ordonnance du Roi du 4 Janvier 1777, par les

nemis des Jésuites , ce Prêtre étoit l'Abbé *Jolly*, Professeur royal en Théologie, Sorboniste très-renommé pour son molinisme, & dont on avoit caractérisé la morale relâchée par l'épithète burlesque de *La Grande-Catin*.

Le Parlement fut bientôt en grande fermentation , & le premier-Président, malgré sa mollesse, fut obligé de se retirer par devers le Comte de Maurepas, afin de le prévenir de l'obstacle insurmontable qu'on trouveroit dans la Compagnie contre le nouveau projet. Le vieux Mentor, très-guoguenard de son naturel, rit au nez de M. Dalgire, & lui répondit que c'étoit une terreur panique des Magistrats; qu'il n'étoit pas & ne pouvoit être question de rétablir les Jésuites, & que même le séminaire dont on s'étoit occupé n'auroit pas lieu. Les zélés qui connoissoient le génie de la Cour, & celui du premier Ministre, qui favoient qu'il est beaucoup plus aisé d'empêcher

quelle S. M. jugeant à propos d'apporter à la composition du bureau d'administration de son école royale militaire, des changemens que les circonstances & *des vues qu'elle a sur cet Etablissement rendent indispensable*, il est dit, article premier. „ Le bureau de ladite école & établissement qui „ en dépendent, aura pour Chef & Président, le Secrétaire au département de la guerre, Suintendant de ladite école : & sera désormais composé de l'Inspecteur-général, du Sous-Inspecteur, du Supérieur-général des Aumôniers militaires, & d'un Directeur-général des affaires, tous Résidans à l'Hôtel de l'école, avec voix délibérative audit bureau.

un établissement, que de le renverser quand il est formé, ne crurent pas devoir s'en tenir au persiflage du Comte de Maurepas; ils traitèrent la chose gravement & demanderent une assemblée des Chambres.

Elles se tint le 28 Février, & M. Angran ouvrit la séance: il dit que MM. de la troisième Chambre des Enquêtes dont il avoit l'honneur d'être Président, frappés du concours de plusieurs circonstances indiquant de grands efforts de la part des Ex-Jésuites pour parvenir au rétablissement de leur Société, l'avoient chargé de requérir la réunion des Magistrats, & de déposer leurs inquiétudes dans le sein de la Compagnie.

Ensuite, après avoir félicité le premier Président (1) du succès de sa mission, il entra dans le détail des faits induisant à présumer que, malgré les assurances du Ministère, l'intention des ci-devant Jésuites étoit de profiter du nouvel établissement pour s'y former insensiblement en congrégation, y prendre, au moyen de leurs fonctions, un ascendant inévitable sur les troupes, & mettre par la suite dans leurs mains une partie importante de l'éducation nationale.

Ce n'est pas sans dessein, sans doute, que l'Archevêque de Paris, leur principal soutien, ne pouvant les rassembler en corps dans la capitale, les a employés dans le saint ministère, en

(1) La dénonciation de M. Angran est imprimée, & son discours est adressé au premier Président, suivant l'usage.

a rempli les chaires; ce n'est pas sans dessein, sans doute, qu'il y en a également un grand nombre dans la ville de Lyon, qu'ils y affluent des diverses parties du Royaume, même des pays étrangers : ce n'est pas sans dessein, sans doute, qu'ils ont gagné les bonnes grâces de l'Impératrice des Russies, dont un Ministre (1) les assure du desir qu'a sa Souveraine de conserver l'institut des Jésuites dans ses Etats, de l'approbation qu'elle donne au projet qu'ils ont conçu d'avoir dans un college de leur ordre une maison de noviciat.

Les Jésuites se regardent donc comme ayant encore, malgré la réprobation du Pape, une sorte de vie; ils publient dans leurs libelles, que la bulle de suppression est nulle, & dans les pays où ils ne peuvent avoir une existence publique & légale, ils se flattent de conserver, aux yeux de leurs partisans, une existence religieuse.

M. de Beaumont pense de même; il a refusé son *visa* au résignataire d'une cure, attendu qu'étant Jésuite, il ne pouvoit posséder de bénéfice. Le pourvu s'est adressé au Primat (2) qui lui a répondu qu'aux termes des arrêts (3) il avoit un serment à prêter, & le pourvu s'est retiré, se

(1) C'est le Gouverneur de la Russie blanche, & non un Ministre, qui écrit au Recteur du college de Polocz à ce sujet une lettre en date du 26 Décembre 1776.

(2) L'archevêque de Lyon.

(3) Des 6 Août 1762, 22 Février 1765, & de 1767.

croyant à coup sûr toujours enfant d'Ignace (1). Les ci-devant Jésuites sont si éloignés de regarder leur Société comme anéantie de droit, qu'ils annoncent partout qu'elle va renaître de ses cendres; ils indiquent même l'époque précise de son rétablissement & vont jusqu'à soutenir qu'il est prédit dans les livres sacrés.

Je vous vois d'ici, Milord, rire à cette assertion du Dénonciateur devant une assemblée aussi grave. Quelque chose étrange que vous ayez entendu dans notre Parlement, vous n'avez pas encore osé donner en preuves pareils rêves d'un cerveau blessé. Pour que vous ne m'accussiez pas de tourner le récit en ridicule, je vais vous transcrire les propres expressions du paragraphe imprimé.

„ Je citerai à cet égard un fait qui est certain,
 „ quelque extraordinaire qu'il paroisse. Deux Prê-
 „ tres, l'un séculier, & l'autre régulier, se sont
 „ adressés au mois de Janvier dernier au Sieur
 „ *Bouillerot*, Curé de Saint Gervais, l'ont pressé
 „ vivement, & à plusieurs reprises, de donner
 „ son approbation à un ouvrage sur l'apocalypse,
 „ dans lequel on s'efforce de prouver que les

(1) La conséquence de M. le Président ne me semble pas ici tout-à-fait bien tirée. En effet, le pourvu auroit pu refuser de prêter le serment, parce qu'il auroit cru se déshonorer & mentir à sa conscience en abjurant, comme abominable, un institut qu'il avoit embrassé comme bon, qu'il croyoit tel encore, & qu'il ne pouvoit détester. ainsi que l'exigent ridiculement & inhumainement les arrêts.

„ Jésuites seront rétablis entre le mois de Mars
 „ & le mois de Juillet de la présente année. Une
 „ première partie de cet ouvrage , imprimée
 „ séparément , avoit été distribuée dans Paris ,
 „ sur la fin de l'année dernière , mais avec les
 „ plus grandes précautions , pour échapper à la vigi-
 „ lance des Magistrats. On reconnoît aisément
 „ dans cette brochure l'esprit qui l'a dictée.
 „ L'Auteur applique aux Jésuites un Chapitre
 „ entier de l'Apocalypse , & plusieurs passages
 „ détachés. Il prétend y trouver leur établisse-
 „ ment , leur mission pour prêcher & défendre la
 „ foi , la conversion du nouveau monde par leurs
 „ travaux apostoliques ; les persécutions qu'ils
 „ doivent éprouver ; leur destruction causée par
 „ l'athéisme , & par un système de politique anti-
 „ chrétienne , qui tend à ramener le regne de
 „ l'infidélité ; l'époque de cette destruction ; enfin ,
 „ leur rétablissement en 1777. Il a soin d'avertir
 „ les lecteurs , que la disposition des choses est
 „ conforme à ce qu'il annonce pour l'avenir. Il
 „ mêle à ses prédictions des principes dont il est
 „ aisé de sentir tout le danger. En parlant d'un
 „ nouvel empire , qu'il appelle empire purement
 „ chrétien , il dit que cet empire est dans l'église ,
 „ au lieu qu'autrefois l'égise étoit dans l'empire ;
 „ qu'il est fondé sur la religion chrétienne , ou
 „ plutôt qu'il est l'église même , & que l'empire
 „ & l'église ne sont qu'une seule & même chose.
 „ Telle est l'analyse succincte de cette brochure ,

„ dont je me suis procuré un exemplaire pour le
 „ mettre sous les yeux de la Cour.”

Certes, voilà un pitoyable galimathias qui devroit faire tomber le livre des mains de tout homme raisonnable , & mettre aux petites-maisons l'auteur de ce délire mystique : mais que dire d'une chambre entiere s'en occupant, le commentant, l'accréditant, lui donnant de la consistance, de l'importance même en faisant de l'ouvrage la base d'une dénonciation ?

M. Angran revient à des faits plus essentiels , quoique pas plus authentiques , pas plus positifs ; car, suivant les termes mesurés dont il se sert, il lui semble seulement que Lyon est encore plus que Paris le centre des intrigues des ci-devant Jésuites ; qu'ils y possèdent des fonds considérables , placés dans le commerce , & administrés par une espece de société , composée de plusieurs personnes qui leur sont totalement dévouées ; que cette société a une caisse ; qu'elle tient des assemblées ; qu'elle donne des secours de toute espece aux ci-devant Jésuites qui passent par la ville ; enfin , qu'elle entretient une correspondance réglée au dedans & au dehors du Royaume.

Tel est le résumé du discours du Président, qu'il termina en priant le premier-Président de remplir le vœu de la troisieme Chambre des Enquêtes & de mettre en délibération ce qu'il y avoit à faire à ce sujet.

Avant qu'on allât aux opinions , un de Mes-

seurs ajouta d'autres renseignemens concernant les capitaux prétendus placés dans la ville de Lyon, appartenans à la Société, qui formoient, suivant lui, un rapport de 900,000 livres. Il donna la liste des Régisseurs, Receveurs, Administrateurs, hommes & femmes & ceux de plusieurs témoins à ouïr, circonstances qui auroient infiniment aggravé l'accusation, si elles eussent été soutenues de preuves. Malheureusement, les gens impartiaux & de sang froid dans l'assemblée eurent peine à ne pas traiter l'Orateur de visionnaire, tant son récit leur parut vague & dénué non-seulement d'appui, mais de probabilité. Cependant la pluralité des voix fut pour ne pas rejeter absolument la dénonciation, & l'on arrêta que le tout seroit remis aux gens du Roi, afin de prendre des informations plus amples & de donner leurs conclusions. On ne limita pas le tems, ce qui annonçoit le peu d'intérêt que la Compagnie en général prenoit à ces recherches dont elle n'espéroit aucun renseignement plus lumineux.

Les fanatiques du Parlement n'étoient pas contents de cette pusillanimité. Ils se remuerent de nouveau pour découvrir quelque piece qui pût servir de fondement à une dénonciation plus rigoureuse, & se flatterent d'échauffer peut-être mieux les esprits cette fois. Ils obtinrent, en effet, une seconde assemblée des Chambres pour le 21 Mars : un autre acteur parut sur la scène, & M. de Corberon, Président de la première des Enquêtes se rendant l'organe de ses confreres, articula de

nouveaux faits relatifs aux démarches des revengans. 1°. L'auteur de la dénonciation, c'est-à-dire le particulier (1) qui avoit la clef des intrigues des Ex-Jésuites & de leurs affiliés, par un concours de circonstances, tout au moins fort singulier, est déjà mort. 2°. L'on a su que les puissans protecteurs du parti adverse travailloient à obtenir une lettre de cachet contre un ami du défunt (2), le dépositaire de ses secrets, & pouvant le suppléer; qu'ils cherchoient sous d'autres prétextes à le rendre suspect au Gouvernement; qu'il avoit eu recours au Lieutenant de police, qui se conformant au desir du Parlement, avoit les yeux ouverts sur cet étranger & veilloit à sa conservation.

D'après ces observations préliminaires, le Président mit sur le bureau plusieurs lettres du dernier, parvenues par une voie sûre, qui venoient à l'appui de la dénonciation, relatives aux assemblées tenues à Lyon, & qui avoient paru à la Chambre très-importantes. On lut ces lettres (3), où le Président prétend „ qu'au travers du stile „ peu correct d'un étranger, on reconnoît un „ homme persuadé de la vérité & de l'importance „ de ses avis, de la facilité qu'on auroit trouvé, „ & qu'on trouveroit même encore, à en consta-

(1) Un certain Abbé Tripolsky.

(2) Le Baron de Gostraux, Suisse d'origine.

(3) Elles ont été imprimées au nombre de quatre, ainsi que la dénonciation écrite du Président de Corberon.

„ ter la sincérité ; & frappé du plus grand éton-
 „ nement à la vue du peu de soin qu'ont pris de
 „ les approfondir, ceux qui en avoient la charge
 „ expresse : qu'enfin , loin de chercher à se ca-
 „ cher, comme il paroît craindre qu'on ne l'en
 „ ait accusé auprès de l'administration, il s'est
 „ lui-même offert à ses recherches, depuis que
 „ sa dénonciation a été divulguée & sa personne
 „ diffamée, avec une affectation singulière; qu'il
 „ a porté la confiance jusqu'à écrire à M. le
 „ Lieutenant de police de Paris; conduite d'au-
 „ tant plus remarquable, que l'on voit par le lieu
 „ d'où ces lettres sont datées, (1) combien il lui
 „ auroit été facile de prendre la fuite, s'il l'eût
 „ voulu.

Franchement, Milord, je n'y remarque rien de
 tout cela; j'y vois un pauvre diable affamé d'ar-
 gent, n'ayant pas de quoi exister, s'accrochant
 où il peut & ressemblant beaucoup à un escroc,
 ou du moins à un aventurier: il fournit des in-
 structions qu'il tient d'un mort, & qu'il envoie
 sur les lieux à un tiers (2), faute de pouvoir
 avancer les frais de son voyage d'Aix à Lyon.
 Deux Députés de la masse des créanciers des Jé-
 suites arrivés dans cette ville, ne l'y trouvant point
 pour suivre le fil de ses opérations, ne tiennent

(1) Aix en Provence. Ces lettres sont datées de la fin de Février & du commencement de Mars.

(2) Le Chevalier de Monlong, Capitaine.

aucun compte du Chevalier de Monlong, cet autre lui même; déclament beaucoup contre le Baron de Gostraux, & repartent le lendemain pour venir se plaindre à M. le Noir, sous les auspices duquel ils avoient marché, de s'être vus frustrés dans leur attente; ils ne daignent pas procurer à l'étranger les secours qu'il sollicite, & font si peu de cas de ses découvertes, qu'ils en restent là & n'y donnent aucune suite. En vérité, cela prouve bien peu de confiance au personnage & en ses discours; aussi ses lettres n'ont-elles pas produit un plus grand effet sur le Parlement qui les a fait remettre aux gens du Roi, pour les joindre aux autres pieces & leur servir de point d'appui.

Mais, ce qui déconcerte surtout aujourd'hui les instigateurs de la nouvelle persécution contre les Jésuites & leurs Agens, c'est ce qui s'est passé dans une troisième assemblée tenue il y a quelques jours (1), où l'Avocat-général Séguier en requérant la laceration & brulûre du *Plan de l'Apocalypse*, cette brochure apportée précédemment par le Président Angran, en prend occasion d'en rassembler d'avance la Compagnie sur l'objet de cet écrit, composé uniquement pour annoncer le rappel d'une Société qui ne subsiste plus, ni dans l'Eglise, ni dans l'Etat, „ détruite en France, ainsi „ que dans plusieurs autres Royaumes voisins, par „ l'autorité de la puissance royale; sa dissolution „ a été de même prononcée, son exécution „

(1) Le 11 Avril.

„ été entièrement exécutée par le concours de
 „ l'autorité ecclésiastique. Comment pourroit-elle
 „ se promettre de renaître de ses cendres ? Que
 „ les nouvelles étrangères répandent dans le pu-
 „ blic que quelques particuliers fugitifs & isolés
 „ ont été recueillis dans des Etats lointains, &
 „ qu'ils y ont trouvé un asile qui ne leur étoit
 „ pas refusé dans leur patrie, en se plaçant dans
 „ la classe des autres citoyens, & en se soumet-
 „ tant aux mêmes obligations; que les feuilles pé-
 „ riodiques, dont l'Europe est inondée, annon-
 „ cent que la Souveraine d'un vaste Empire les
 „ a appelés dans ses possessions, & qu'elle ne
 „ craint pas de leur confier une maison destinée
 „ à l'éducation de la jeunesse, on peut sans doute
 „ ne pas ajouter foi à des récits, dont rien ne
 „ garantit la sincérité. Nous serions en droit de
 „ regarder ces événemens comme des fables in-
 „ ventées à plaisir pour favoriser la prétention
 „ de la Société & de ses partisans; nous traite-
 „ rions de même de chimere la prétendue élection
 „ d'un Général des ci-devant soi-disant Jésuites.
 „ Quel est l'homme sensé qui peut croire à une
 „ élection obscure & clandestine, faite dans une
 „ assemblée inconnue, par des gens sans titre &
 „ sans caractère, par des Religieux sans pouvoir
 „ comme sans mission ? Cette élection seroit bien-
 „ tôt désavouée par toutes les Puissances catho-
 „ liques, & s'alarmer d'un bruit aussi incertain,
 „ ce seroit donner de la réalité à ce phantôme.”
 Il regarde donc comme apocriphe tout ce qui a

été dit dans les nouvelles publiques, soit sur l'accueil que le Roi de Prusse a fait aux Jésuites fugitifs, soit sur les faveurs que leur a accordé l'Impératrice de Russie, soit sur l'absurde élection d'un Général à Raguse. Il prétend qu'on donne aujourd'hui trop de créance aux gazettes étrangères, souvent sujettes à erreur, souvent dirigées par les vues politiques de leur Gouvernement respectif, souvent organes des passions particulières, & presque toujours archives de mensonges. Il finit cette partie de son réquisitoire par ces paroles mémorables. „ Si parmi les membres de cette Société
 „ anéantie, il existoit des esprits assez crédules
 „ pour se flatter de former encore une congré-
 „ gation réelle, de même que ce peuple errant
 „ & répandu dans le monde entier, partout pros-
 „ crit, partout rejeté, se flatte toujours de for-
 „ mer un corps de nation, il est impossible de
 „ dissiper un aveuglement volontaire, mais qui
 „ sert à entretenir des espérances chimériques dans
 „ des esprits intéressés à en perpétuer l'illusion,
 „ nous n'entreprendrions point de les convain-
 „ cre; nous nous contenterions d'assurer la Cour
 „ qu'il n'y a rien à craindre sur le rétablissement
 „ de la Société; notre ministère veille sur ses
 „ démarches; & si quelques-uns des membres qui
 „ l'ont anciennement composée se sont trouvés
 „ ensemble chez leurs anciens partisans, c'étoit
 „ tout au plus pour y confondre leurs regrets,
 „ & jouir du commerce de ceux qui leur avoient
 „ été attachés.”

Voi-

Voilà, Milord, où en est l'affaire qui, vu le peu d'activité du Parlement en général, doit, suivant toutes les apparences, s'affoupir incessamment. Les Jansénistes en jettent les hauts cris; ils sont indignés du ton leste dont M. Seguier a traité leur dénonciation; ils le regardent comme vendu à la cabale jésuitique; ils critiquent sans ménagement son discours, très-bien fait à mon gré; ils s'écrient que c'est un persiflage indigne, & de son Ministère, & de la majesté du lieu, & de l'auguste assemblée où il portoit la parole. Ils prétendent que ce Magistrat s'entend avec M. Bertin, créature de la Société, &, qui lui devant son élévation, a pour elle une reconnoissance sans bornes. Ils accusent ce Ministre, qui, comme Secrétaire d'Etat ayant le département du Lyonnais, a dû expédier les ordres pour les recherches dont on avoit besoin, d'une collusion évidente; en ce qu'au lieu d'apporter tout le zèle & tout le mystère que l'importance de la chose exigeoit, par ses lenteurs & des éveils détournés, il a éventé le secret, & laissé le tems & les moyens de soustraire les douze millions qu'il étoit question de saisir & de surprendre. Ils l'accusent même d'avoir voulu, sous prétexte de satisfaire aux plaintes des créanciers, décerner contre ce Baron de Gostraux, dont il suspendoit sourdement l'activité, une lettre de cachet que la vigilance des Magistrats a heureusement détournée; ils l'accusent enfin, d'avoir fait sortir de la Bastille très-promptement une femme dont le séjour y auroit

été fort utile pour en avoir mille renseignemens nécessaires. Il s'agit ici, Milord, d'une anecdote qui mérite quelque développement & dont peu de gens ont encore la clef.

La nommée Rogé , femme d'un fayancier-poëlier, ne possédant aucuns fonds, dont tout le bien étoit dans son travail & son industrie, parut tout-à-coup maitresse d'une mine d'or; elle fit des acquisitions considérables, soit à Lyon, soit à Paris, acheta entre autres dans sa ville des terrains appartenans aux Jésuites. On étoit alors à la poursuite de leurs prétendus prête-noms: on soupçonna cette femme. L'Intendant de Lyon fut chargé de prendre des informations; les Prévôt des Marchands & Echevins qu'il consulta lui répondirent qu'il étoit en effet merveilleux que des gens de la lie du peuple, à peine connus, si ce n'est par un petit trafic de ferraille & de fayance, fussent en état de payer des fonds aussi chers. Sur le rapport du Commissaire départi, on ne douta pas d'avoir trouvé la principale bourse des Jésuites, & l'on arrêta la femme Rogé qui étoit alors à Paris (1). On le crut d'autant mieux qu'il ne vint dans la tête de personne que cette marchande, ne manquant pas d'un certain esprit, mais sans culture, sans éducation, dénuée de charmes dans sa figure, grossière, ayant l'air d'une poissarde, ou même d'un grenadier, eût jamais fait de son corps un trafic

(1) La nuit du 23 au 24 Février.

sièze lucratif pour acquérir cette fortune immense. D'ailleurs, on avoit le détail de sa vie & surtout de sa jeunesse, la seule époque où elle eût pu en tirer parti. On avoit appris que, née de l'extraction la plus basse, dans son enfance, la misère l'avoit réduite à aller vendre par les rues des petites pâtisseries ; qu'à treize ans elle s'étoit mise fille de boutique chez une Marchande de modes : qu'elle n'avoit pas eu, il est vrai, des mœurs très-régulières ; que dès-lors grosse jouffue, rubiconde, pourvue de robustes appas, elle avoit circulé quelque tems dans la ville parmi les jeunes libertins dont elle abonde ; mais que, plus avide de plaisir que d'argent, elle n'avoit encore rien amassé au moment de son mariage, formé depuis près de trente ans (1). On ne voyoit point du reste que durant son hymen, elle eût eu dans sa patrie des amans en état de l'enrichir. Quelle fut la surprise du Lieutenant de police, lorsque l'interrogeant, lui représentant l'impossibilité qu'elle payât de son propre argent toutes les possessions dont elle devenoit propriétaire, elle lui répondit impudemment : „ regardez-moi , Monsieur , & en contemplant ma physionomie vous ne ferez plus étonné de mon opulence.” Le Magistrat ne restant pas convaincu de cette vérité, il fallut lui en donner l'explication.

En 1770 un procès lui avoit procuré l'occasion de venir à Paris pour la première fois ; c'étoit

(1) La femme Rogé s'est mariée en 1749.

un théâtre où elle desiroit depuis longtems de paroître, &, quoiqu'elle eût perdu bien du tems, elle se flatta de le réparer. Ayant fait connoissance avec le Sieur Parent, premier Commis de M. Bertin, cette femme artificieuse, & vraiment extraordinaire, imagina de le rendre amoureux d'elle, & de devenir sa maitresse. Sa dupe enlacée, elle s'évertua, conçut de grand projets de fortune, & la fonda principalement sur l'aveuglement, la bonhomie & la crédulité de son esclave. Le Sieur Parent sentant, à cause de sa place, l'indécence de faire certaines acquisitions en son nom, accepta les offres qu'elle lui fit d'être son prête-nom, & c'est pour lui qu'elle avoit acheté tous les effets dont le montant prodigieux avoit fixé les yeux sur cette avanturiere.

Le premier Commis, & comme amant & comme propriétaire, étoit doublement intéressé à se remuer pour la prisonniere; il apprit & prouva aux Ministres & au Lieutenant-général de police qu'il avoit fourni les deniers; & la femme Rogé vient d'être élargie environ six mois après sa détention. Outre le mystere ordinaire qui se met dans ces sortes d'inquisitions & de procédures, l'acquereur & sa maitresse ont des motifs puissans de laisser éclater, le moins possible, la découverte, en sorte que peu de gens en sont informés. Comme le Sieur Parent n'a pu dissimuler l'intérêt qu'il prenoit en général à cette femme, qu'on a été instruit de ses démarches, & qu'il est premier

Commis de M. Bertin , c'est un nouveau grief des Jansénistes contre lui.

Au reste , ce Ministre , avec le Comte de Saint Germain , n'est pas le seul qu'ils accusent de favoriser la Société ; ils redoutent presque tout le Conseil , ils voient des Jésuites partout. Le Secrétaire d'Etat de la Marine , suivant eux , nageant constamment entre deux eaux , a un caractère d'astuce & de duplicité qui sent beaucoup leur école (1) ; celui des affaires étrangères , partisan zélé de l'autorité royale , n'a pas dissimulé dans le tems son affection pour le Parlement intermédiaire , & , s'il est trop bon politique pour se prêter à une résurrection absolue de la Société , il ne seroit pas fâché d'en voir les individus bien traités , revenir en place , acquérir quelque consistance , & tenir en respect les Magistrats qu'ils font trembler. Ils connoissent trop la déférence du Secrétaire d'Etat au département de Paris , envers le Comte de Maurepas , & ils ne doutent pas qu'il ne se prêtât à tout ce que le premier Ministre croiroit expédient. Enfin , celui-ci , d'un caractère naturellement doux , modéré , dont la pusillanimité est encore augmentée par l'âge , n'a pas le nerf qu'il faudroit afin de se roidir contre une cabale puissante dans laquelle entrent les personnages les plus augustes. En effet , si Madame Louise , qu'ils regardent toujours comme l'ame du

(1) On dit qu'en effet , M. de Sartines a étudié aux Jésuites.

parti, comme abusée par l'intérêt de la religion, qu'elle s'imagine servir, en ne servant qu'un intérêt purement humain, n'a pas le crédit qu'elle avoit sous Louis XV, ils savent qu'elle emploie le canal de ses sœurs pour parvenir au Roi, & que Sa Majesté a une tendre confiance en Madame Adelaïde; enfin, ils remontent jusqu'à l'héritier présomptif du trône, & ils veulent que ce soit dans la Cour que les Jésuites aient établi le foyer de leurs intrigues. L'associé du Comte de Saint Germain ayant l'honneur d'être attaché à Monsieur, (1) en entrant dans les vues du Ministre à cet égard, feroit le point de communication par où passeroient, de *Thuy* (2) à son Altesse Royale, les mémoires du Chancelier intervenant dans ce complot. Celui-ci regarderoit comme un coup de parti de pouvoir ramener sur la scène des factieux, nécessairement ses émissaires, ses promoteurs & ses agens. Il excite la pitié de son Altesse Royale en faveur des ces Religieux fugitifs, dont on n'a plus rien à redouter dans leur misère; il représente qu'il seroit tems de mettre un terme à la vengeance barbare du Parlement, en leur laissant un azile pour y finir tranquillement leurs jours dans la douleur & les larmes.... Je ne puis vous

(1) M. le Prince de Montbarrey, aujourd'hui adjoint à M. le Comte de Saint Germain pour le Ministère de la guerre, étoit & reste toujours Capitaine des gardes de Monsieur.

(2) Terre de M. de Maupeou en Normandie où il est toujours exilé.

dire , Milord , jusqu'à quel point il faut croire ces clameurs du parti , au moins très-exagérées ; mais on ne peut dissimuler , soit qu'elle soit antérieure ou subséquente , qu'il ne regne aussi une grande fermentation parmi les partisans de la Société , qui , loin d'être intimidés des informations , perquisitions & vexations du Parlement ne font que prendre plus de vigueur & augmenter en nombre , déclarant assez haut que cette tyrannie n'ira pas loin & que l'autorité va intervenir & arrêter les démarches des Magistrats intolérans. Quoi qu'il en soit , ce qui prouve que certaines Puissances s'intéressent encore aux Jésuites , c'est qu'ils ont le moyen de faire percer de leur côté des pamphlets , des brochures , des estampes , ressorts essentiels pour entretenir le fanatisme & le propager. Vous avez vu par la courte analyse du Président ce que c'est que ce *plan de l'Apocalypse* , que M. Segnier qualifie *un des chefs-d'œuvre de l'extravagance de l'esprit humain* , sur lequel il auroit gardé le plus profond silence , si cette brochure ne contenoit que les calculs d'un enthousiaste ou les détails d'un rêve aussi extraordinaire ; mais dans le bavardage emphatique de l'écrivain faisant l'inspiré , il trouve qu'il tend à faire renaître les anciens principes ultramontains qui soumettoient le sceptre à la Thiarre , & cette domination universelle qu'affectoit la Cour de Rome par un système enfanté durant les siècles d'ignorance , de crédulité , & d'abjection. C'est assez vous faire connoître ce ridicule & puérile ouvrage. On parle beaucoup

d'une estampe Allégorique du même genre qu'on m'a promise, & que je n'ai pas encore vue. De l'autre côté, outre les deux dénonciations imprimées, il m'est parvenu une lettre (1) antérieure, par sa date, aux démarches des deux Présidens, mais qui semble en avoir été la base. Effectivement, on eut soin de la divulguer avant la première assemblée, & de l'envoyer à Messieurs. L'Auteur la jugeoit, sans doute, bien importante pour les éclairer. Comme ce petit écrit assez lumineux n'est pas marqué au coin du fanatisme autant que d'autres, qu'il est en général sage & plus patriotique que théologique, je vais en terminant ma lettre vous en donner un extrait détaillé; il servira peut être plus que ce que je viens de vous raconter à fixer vos idées sur la reviviscence qui met aujourd'hui en mouvement pour & contre tant de graves personnages.

Le Comte anonyme prétend dans sa lettre dévoiler les démarches des Ex-Jésuites, motiver les craintes de leur retour & indiquer le remède pour prévenir ce funeste événement. Quant au premier article, il en est tellement convaincu, *qu'il voit déjà un orage, concentré depuis longtems dans des souterrains profonds, & prêt à éclater par une éruption dont les suites pourroient être irréparables*; c'est

12

(1) Lettre de M. le Comte de *** à M.... Président au Parlement de Paris, datée de R.... le 24 Février 1777.

la phrase , dont les expressions gigantesques , si elles ne sont le choix d'un goût bien exquis dans l'écrivain , caractérisent au moins une imagination vivement frappée d'épouvante. En conséquence , il excite le zèle du Parlement ; il dit à son cher Président , comme à ce célèbre Romain : *Dormis , Brute ? Tu dors , Brutus , tu dors ?*

Il pose d'abord pour chose constante , que les Jésuites ne se sont jamais cru détruits légalement , ni par les arrêts des Cours , ni par les édits des Souverains , ni par le bref d'extinction. Quant aux premiers , ils se servent d'un principe généralement reçu par le Clergé : que l'autorité séculière est incompétente pour dissoudre une Société religieuse ; & , à l'égard du dernier , ils répandent qu'un simple décret de Clément XIV , arraché par les Puissances , promis d'avance & payé de la promesse de la thiarre , ne peut contrebalancer le suffrage de plusieurs Papes , la sanction de l'Eglise entière , qui avoit cimenté l'institut. Ils ont donc continué de faire secrètement tous les actes d'un corps existant ; ils ont perpétué les supériorités reçu des novices , admis à la profession , même en France (1). Peut-on douter ensuite qu'ils ne

(1) Si l'on en croit l'Auteur , à la fin de 1776 , il y eut deux professions dans un château à quatre lieues de Paris , occupé par des Dames très-dévouées à la Société. Il pourroit en citer des témoins aux Magistrats , s'il ne craignoit de les exposer à un faux serment , parce qu'ils ont annoncé qu'ils nieroient tout.

se soient efforcés de profiter de toutes les occasions favorables à leur rétablissement? Sous le feu Roi, ces Prothées, prêts à prendre toute sorte de formes, dès qu'elles peuvent être utiles à leurs vues, alloient se reproduire sous la dénomination que je vous ai indiquée, si le soulèvement des Puissances voisines & amies de la France (1) n'eût effrayé les promoteurs du projet. Ils avoient mis plus d'adresse encore dans la seconde tentative, & , se dépouillant d'un orgueil qui ne pouvoit plus convenir à leur état d'humiliation, ils se dévouoient à un service qu'ils auroient rejeté bien loin autrefois: ils ne dédaignoient point de devenir collègues de ces Moines mendiants qu'ils appeloient dans leur gloire *leurs valets de pied* (2); ils se faisoient Aumôniers de régiment. Mais qu'ils se seroient bientôt relevés de cet état d'abjection! Quelle politique incroyable dans cette métamorphose! A quels dangers leurs ennemis & la France entière n'ont ils pas échappé? C'est d'abord un très-grand inconvénient qu'un même esprit se répande dans toutes les troupes, & qu'une seule impulsion puisse remuer ces vastes corps; ce qui arriveroit infailliblement de la part des Jésuites n'ayant qu'une tête, qu'une ame, pouvant d'ail.

(1) Je n'ai parlé que de l'Espagne; suivant l'Auteur, le Portugal auroit aussi fait des démarches pour empêcher l'établissement des Freres de la Croix.

(2) Ce sont principalement les Capucins qu'on désignoit sous cette vile fonction.

leurs employer ce ressort puissant, l'argent, dont ils connoissent si bien l'usage, & qu'ils n'amassent avec tant de soin, que pour le distribuer ensuite à propos. A l'attachement des troupes qu'ils gagneroient par leurs libéralités, il faut joindre l'impérieuse influence de la religion & du fanatisme sur des gens grossiers, violens, impétueux, qui seroient bientôt imbus de principes *ligueurs* (1). En supposant que les Jésuites n'eussent pas des vues aussi criminelles, ils pourroient du moins se servir de leur ascendant sur les Soldats pour faire trembler tous les Ministres, & provoquer par des murmures généraux dans les troupes la disgrâce de celui qui leur déplairoit. Ils ne seroient pas moins redoutables aux corps qu'ils dirigeroient & aux chefs, en devenant les correspondans secrets de l'administration, & se livrant à l'espionnage, à la délation, qualités inhérentes à leur état, lien de leur gouvernement intérieur & domestique.

Les Jésuites ne se borneroient pas à subjuguier le peuple militaire, par suite de leurs nouvelles fonctions. Instituteurs des jeunes Gentilshommes distribués comme Calets dans les régimens, ils

(1) L'Auteur rapporte, à cette occasion, qu'en 1713 les Jésuites de Flandres tenterent de réunir les Soldats dans une de ces congrégations entre lesquelles ils distribuoient leurs prosélytes, qu'ils leur faisoient faire le serment de défendre le Roi & la religion; mais que le Régent sentant les conséquences d'une telle association la proscrivit sévèrement.

façonneroient encore ces jeunes élèves à leurs principes, en régleroient les opinions, & leur inculqueroient comme autrefois dans les colleges, leur morale civile & religieuse. Enfin, sans suivre l'Auteur dans toute la marche qu'il leur fait tenir, il les rend en peu d'années plus puissans qu'ils n'ont jamais été, puisqu'ils feroient remuer à leur gré ces corps redoutables qui défendent tour à tour la nation & l'affervissent, selon le génie qui les inspire.

Voilà sans doute un superbe plan de renaissance & de domination; aussi le politique ne peut se persuader que les Jésuites, malgré les assurances du ministère, l'aient abandonné: il le croit d'autant moins que, pour peu qu'ils restent encore dans le tombeau qu'on leur a creusé, il n'en pourrout plus ressortir. Qu'il s'écoule encore dix ans, & leur rétablissement seroit très-difficile; qu'il s'en écoule vingt, il deviendra physiquement impossible. Leurs propres membres se lassent de cet état d'incertitude, où ils ne peuvent être ni Jésuites, ni Ex-Jésuites: l'enthousiasme de leurs partisans s'affoiblit; l'illusion se dissipe, & dans la gêne & l'obscurité où ils sont, on leur a ôté la faculté de la ramener par leurs prestiges accoutumés. D'ailleurs, le moment ne fut jamais si opportun: ils regardent le Pape comme leur étant dévoué; il peut mourir, ou l'on profitera de sa foiblesse pour changer ses dispositions favorables. Ils voient que le Gouvernement est prêt de changer en Portugal, & se persuadent que le Ministère

actuel d'Espagne leur est moins opposé ; ils comptent sur des protecteurs nombreux , zélés , puissans en France , sous un Prince qui ne peut pas les connoître comme son auguste ayeul , qui a l'ame trop belle pour soupçonner chez eux des forfaits qu'on lui aura laissé ignorer , & qui ne verra dans les Jésuites que des individus malheureux , suspects au Gouvernement en corps ; isolés , dignes de sa commisération & de ses bontés. Mais leur grand espoir est dans l'affaiblissement universel qui s'est découvert durant la révolution la plus importante , la plus capable de rendre son énergie à la nation , s'il lui en restoit encore , affaiblissement qui se manifeste dans la magistrature même , dans leurs propres ennemis ; puisque le Parlement , depuis son retour d'une dispersion qu'eux seuls avoient provoquée , n'ose satisfaire sa vengeance la plus légitime , en remplissant son devoir , en mettant en vigueur les loix portées contre la Société.

Cependant , plus les circonstances sont favorables aux Jésuites , plus il faudroit déconcerter leurs desseins par une résistance vigoureuse. Deux moyens suffiroient : procurer l'enregistrement du bref , & exiger le serment ordonné par les arrêts du Parlement.

Par cette tournure très-simple & très-légale , on remédiera à tous les inconvéniens de leur demeure en France ; on les empêchera de se réunir pour intriguer & cabaler. Ils n'entretiendront plus à Paris le foyer d'une fermentation dangereuse ;

Ils ne tiendront plus à Lyon des assemblées réglées de gouvernement & de comptabilité; ils n'auront plus de centre de commerce, de correspondance suivie; ils apprendront enfin, par cette fermeté, que la persévérance à repousser l'institut, est aussi infatigable, que leur opiniâtreté à vouloir demeurer comme Jésuites dans un Etat qui les a proscrits.

Je ne manquerai pas, Milord, de vous instruire de l'issue de cette crise où se trouvent les Jésuites, crise aussi importante pour eux, que pour nous celle où nous sommes; & je crains bien qu'avec plus de moyens, & de ressources pour en sortir, nous n'ayons comme eux une opiniâtreté moins glorieuse & plus funeste.

L E T T R E X I I .

Sur M. Delisle de Salces, & sur son livre de la Philosophie de la Nature.

Vous me demandez, Milord, de vous envoyer le livre de la *Philosophie de la nature*. Vous en avez ouï parler à M. Linguet depuis qu'il est à Londres; il en dit beaucoup de mal, & c'est un motif de plus pour redoubler votre curiosité, parce que vous vous doutez bien au titre, que la partialité l'anime en cette occasion, ce qui lui arrive fréquemment. J'ai en vain sollicité différens col-porteurs de me le chercher; comme l'Auteur vient

d'être condamné par le Châtelet (1) à une peine infamante, ils n'osent le vendre à présent, & ils attendent l'arrêt plus mitigé du Parlement, où le procès est par appel. J'ai eu recours pour vous satisfaire à un homme de lettres (2), chargé d'une bibliothèque considérable : il n'a pu me le procurer à acheter ; mais il m'a offert de me le prêter à lire & l'étoit déjà même à mes yeux, lorsqu'il a remarqué mon effroi à l'aspect de six volumes sur pareille matière. Il a eu pitié de mon embarras, m'a tiré de son secrétaire un extrait de l'ouvrage qu'il avoit préparé, non pour la feuille hebdomadaire qu'il rédige, (3) trop succinte, ni pour un autre journal de ce pays-ci où l'on ne l'auroit pas laissé insérer, mais pour être adressé à quelque journal étranger : il n'a point répugné à me le confier, & je vous en fais part jusqu'à ce que je puisse vous adresser le livre même.

Ce critique voulut bien avant, me donner quelques notions préliminaires sur le Philosophe & sur le traité qu'il a publié. Voici tout ce qu'il m'en apprit : M. Delisle de Salces, forti de l'Oratoire peu après y être entré, se trouva par ses liaisons initié dans la société de M. Helvetius, & s'y in-

(1) Suivant la sentence du 21 Mars, M. Delisle est condamné à un bannissement perpétuel.

(2) M. Meunier de Querlon, qui a soin de la bibliothèque de M. Beaujon.

(3) Les affiches de Province.

fecta bientôt de la nouvelle philosophie (1), qui a tant d'attraits pour les jeunes gens avides de célébrité; il voulut faire ses preuves; de là est né l'ouvrage en question, auquel on prétend que son patron a beaucoup contribué. A l'exemple de celui-ci, s'embarrassant peu des suites, il ne chercha qu'un Censeur facile qu'il pût abuser: il fut aussi heureux; mais plus adroit d'abord en ce que, malgré quelques murmures de la part du Clergé, & même malgré des alarmes jetées parmi les Magistrats, il échappa à l'une & à l'autre flétrissure. Cependant M. Delisle, ne connoissant pas encore le prix du repos, fut vraisemblablement fâché de ne pas causer le bruit qu'il desiroit; il entreprit une nouvelle édition de son ouvrage, augmenté de moitié & renforcé de tout ce qui pouvoit lui donner plus de piquant. N'étant pas assez content de la bonhomie du premier Censeur, il trouva le secret, en dénaturant le titre, de s'en faire nommer un pris dans la classe chirurgicale (2). Après avoir ainsi fait adopter du nouveau, qui n'étoit pas théologien, tout ce qu'il voulut, il rétablit le vrai titre & crut obtenir une plus grande

(1) Il faut observer, que M. de Querlon, à raison de sa feuille, est obligé de déclamer souvent contre les Philosophes & la philosophie, en sorte qu'il en a contracté l'habitude, mais, au fond, il fait bien à quoi s'en tenir, & il leur rend justice.

(2) M. Delisle avoit intitulé son nouvel ouvrage : *Anatomie du corps humain*.

vogue : ou plutôt il espéra que l'ouvrage se vendroit & que la seconde édition feroit passer la première encore toute entière chez l'Imprimeur. En effet, depuis que son livre, graces aux propositions erronnées, aux paradoxes hardis, aux digressions agréables, aux peintures voluptueuses dont il l'a enrichi, a mérité l'attention des Magistrats, qu'il a été lacéré, brûlé, tout le monde le recherche & desire s'en pourvoir ; mais, malgré cette renommée bruyante après laquelle il aspireroit, je crois que l'Auteur, plus véritablement philosophe qu'il ne l'étoit lorsqu'il a composé son traité, regrette sincèrement cette obscurité dont il gémissoit.

Au reste, m'ajouta le critique, pour vous éviter la peine de lire ces six volumes trop longs & trop ennuyeux, pour que vous ne soyez pas obligé de vous en rapporter à mon extrait, & puissiez juger l'homme par vous même, tenez, voilà un petit volume fort élégant, fort agréable qui n'a que 64 pages, & dont la préface seule de la composition de M. Delisle en a 24 ; lisez la & c'en est assez ; vous faurez alors à quoi vous en tenir sur cet enthousiaste, tête chaude, imagination vive, & très-digne d'être le disciple de M. Diderot plus que de M. Helvetius.

Ce livre, Milord, avoit pour titre, *Mélanges de Mad. la Comtesse de Vidampierre*, lesquels accouplés avec plusieurs morceaux étrangers, auroient dû plutôt s'appeler mélanges de divers Auteurs. Ces riens consistent uniquement en trois ou quatre opuscules où il y a des graces & de la facilité ; mais

qui ne peuvent mériter à cette virtuose d'être placée au-dessus de Mad. Deshoulières, ainsi que le veut l'emphatique Editeur. Sans discuter le motif, louable sans doute, dont on le dit animé, de vouloir procurer quelque argent à une femme de qualité dans l'indigence, l'appareil imposant de toute cette charlatannerie me fit rire, & me confirma effectivement dans l'opinion que le critique m'en avoit donnée. Au reste, jugez à votre tour, Milord, & voici l'analyse annoncée de la *Philosophie de la Nature*. L'Auteur me prévint qu'il n'embrassoit guère que les trois premiers volumes, ceux sur lesquels a porté plus spécialement la condamnation, & d'ailleurs les plus capables de convenir à tous les lecteurs. C'est lui qui va parler.

„ Etudier en grand, Dieu, l'homme & la nature, telle est la Philosophie que l'auteur a eu en vue.” Elle peut se diviser en deux parties : l'une renfermant les questions curieuses, & l'autre les questions utiles. Il laisse les premiers à résoudre aux contemplateurs oisifs qui ont blanchi dans les rêves de la métaphysique ; il ne s'occupe que de la seconde, comprenant la morale de l'homme, c'est-à-dire ses devoirs envers Dieu, envers lui-même & envers la Société. C'est proprement le droit naturel, dont l'Europe, suivant lui, demande depuis longtems un traité élémentaire, qui rassemble les vérités éparées dans les immenses dissertations des *Puffendorf*, des *Cumberland* & des *Bur-lamaqui* ; qui rectifie ces hommes célèbres & qui les fasse oublier. Pour éviter toute discussion avec

les Prêtres & les Théologiens, il prévient que la religion révélée n'entre pas dans le plan de son ouvrage. Après cette précaution, dictée par la prudence, mais rarement suffisante, il entre en matière, il pose ses principes.

1°. L'univers ne peut exister sans ordre, sans un concert invariable de toutes ses parties; tous les êtres sont soumis à une harmonie primitive, à des loix naturelles auxquelles ils obéissent aveuglément, sauf l'homme, qui, en sa qualité d'être libre & intelligent, peut les violer.

2°. S'il y a une nécessité générale de loix naturelles pour l'univers, il y a une nécessité particulière du droit naturel pour l'homme. Il ne s'est pas donné l'être, donc il y a des rapports de reconnaissance & de devoir envers son Créateur: il est intéressé à sa propre conservation; mais elle est liée à une suite d'actes qu'il ne peut remplir seul. De là son besoin perpétuel de la société; ainsi il y a un ordre de devoir qui le lie à ses égaux.

3°. Le droit naturel a existé antérieurement à tout système humain: il est des choses dont l'essence est de devoir être faites, comme il en est d'autres dont l'essence est de devoir être crues.

4°. Ce droit naturel consiste dans des principes éternels & primitifs, dérivant de la constitution de l'être & le conservant, ou, dans un sens plus particulier à l'humanité, il est l'assemblage des loix fondées sur les rapports de bienveillance

mutuelle qui réunissent l'homme à Dieu , & l'homme à l'homme.

5°. Ces loix naturelles sont écrites dans le cœur de l'homme. En effet , il existe un instinct moral , ou une faculté de l'ame , qui discerne le bien & le mal moral sans le secours du raisonnement. C'est un sixieme sens plus excellent que les autres , qui ne conservent que les individus , tandis que celui-là conserve l'espece humaine.

6°. L'existence du droit naturel se démontre par son infraction même.

7°. Il existe un Etre Suprême. Toutes les lumieres de notre esprit & toutes les facultés de notre ame se réunissent à nous le persuader ; mais nous ne pouvons le comprendre. Si nous venions à pénétrer son essence , nous serions égaux , & il n'existeroit plus.

8°. Deux objets de bienveillance dans le genre humain : nous mêmes , & les autres. L'amour de soi est la base de tous les vices , comme la source de toutes les vertus. Il est criminel , quand il se concentre en lui-même , puisqu'il travaille à sa propre destruction ; il est louable , quand il s'étend aux autres , puisqu'il favorise sa propre conservation.

Tel est le résumé du premier livre de l'ouvrage , que le Philosophe termine par le soliloque suivant.

„ Moi qui dis , je veux vivre , j'ai autant de
„ droit que celui qui dit , je veux mourir : qui

„ donc sera le juge entre nous deux? — On a
 „ répondu avant moi: ce ne peut être l'homme;
 „ mais ce sera l'humanité: c'est à la volonté gé-
 „ nérale que l'individu doit s'adresser pour savoir
 „ jusqu'où il doit être ami, fils ou citoyen.

„ De cette idée lumineuse dérivent tous les
 „ devoirs de sociabilité. Mon bonheur est essen-
 „ tiellement lié avec celui des êtres qui m'envi-
 „ ronnent. — Je cesse d'être homme en cessant
 „ d'être utile. — Aimer la philosophie n'est point
 „ fuir le genre humain. — La parfaite indiffé-
 „ rence dégrade l'homme aussi bien que la divi-
 „ nité d'Epicure.

„ Comme membre d'une société très-bornée,
 „ je maintiendrai dans ma famille l'harmonie qui
 „ conserve l'univers; je me sacrifierai pour mon
 „ père & même pour mes enfans, jusqu'à ce
 „ qu'ils soient en âge de se sacrifier pour moi.

„ Comme membre d'une société plus étendue,
 „ je concourrai à la gloire de ma patrie & à sa
 „ félicité, je vivrai pour la défendre; & je mour-
 „ rai avec ma famille pour la sauver.

„ Enfin, comme citoyen de l'univers, j'em-
 „ brasserai tous les hommes dans ma bienveillan-
 „ ce; &, s'il étoit possible que leur intérêt fût
 „ essentiellement opposé à celui de mes conci-
 „ toyens, j'immolerois sans balancer ma patrie,
 „ ma famille & moi-même à la félicité du genre
 „ humain.”

L'auteur de la Philosophie de la Nature, après
 avoir établi ses axiomes dans son premier livre,

en tire les corollaires dans les livres suivans. Le second traite de l'homme en rapport avec Dieu. Il examine d'abord si le théisme , c'est-à-dire l'adoration d'un Etre Suprême, est nécessaire à l'homme; ensuite s'il suffit, & s'il ne faut pas y joindre un culte; &, pour résoudre affirmativement ces deux questions , il met en scène un théiste & un athée , & puis le même théiste & un chrétien. Et , sans s'ouvrir parfaitement, il laisse conjecturer que, suivant lui, tous les cultes sont égaux: ce qui amène une digression sur la superstition, qu'on fait être des abus dans le culte, abus qui découlent nécessairement de la confiance trop aveugle dans les Prêtres, intéressés à les introduire pour accroître l'imbécillité du peuple & leur autorité. De la superstition est né le fanatisme, que l'Auteur définit: *la religion des petits esprits qui ont la tête chaude*. C'est lui qui a fait immoler à Dieu des victimes humaines; qui a ordonné les meurtres; qui les a consacrés par les loix; qui a armé les nations entre elles; qui a causé les guerres civiles & les massacres; qui a établi le mahométisme, les croisades; qui a dévasté les deux Indes, & qui du Nouveau-Monde revenant en Europe, a fait couler le sang de tant de milliers de Protestans en France, de tant de malheureuses victimes périées dans le massacre d'Irlande. C'est l'auteur de cette conspiration générale & soutenue contre les Juifs, des désastres qu'ils ont essuyés dans ce continent sous l'Empire Romain, sous les Califes, en Allemagne, en Italie,

en Espagne, en Angleterre, chez nous & jusqu'en Perse. C'est enfin lui qui a élevé le tribunal de l'inquisition. Il n'est pas jusqu'à la philosophie dont il emprunte le manteau, & s'il n'est pas aussi dangereux sous ce travestissement, il est toujours redoutable & funeste.

Dans le troisieme livre, le Philosophe considere l'homme en lui-même. La nature lui crie de chérir son existence & d'être heureux; car il s'aime & s'aime légitimement. Voilà le fondement de sa morale. Mais en quoi consiste pour lui le bonheur? Il le connoitra, s'il n'altère point l'organisation de son corps, s'il dirige son entendement à la vérité, & s'il exerce sa volonté à la vertu. Pour parvenir au développement de ses trois assertions, l'Auteur traite de l'ame & de ses attributs, du corps, des sens, des passions; &, comme dans ces longs détails nous ne voyons rien de bien neuf, aucune découverte, & que nous y observons seulement, au contraire, le résumé des meilleurs livres écrits sur ces objets, nous aimons mieux faire connoître la maniere de l'Ecrivain, plus piquante que celle de tant d'ennuyeux Métaphysiciens, qui l'ont précédé dans cette carrière. Il n'a point la tête fortement organisée, comme l'Auteur hardi du *Système de la Nature*: il n'a point la logique pressante du savant académicien auquel on attribue *la lettre de Trasylule à Leucippe*: (1) il n'a point les graces &

(1) Freret.

l'enjouement du Philosophe aimable qui a composé le *livre de l'Esprit* ; mais il a l'imagination exaltée, beaucoup de sensibilité, & paroît le disciple de ce dernier, sur lequel on voit qu'il a voulu se modeler.

Comme M. Helvetius, pour éviter la sécheresse & la profondeur des raisonnemens trop didactiques sur des matieres déjà obscures & arides, il a recours aux faits historiques, aux anecdotes & quelquefois aux contes. Pour animer son discours, ou pour éviter de discuter lui-même, au lieu de disserter pesamment, il met des interlocuteurs en scène & forme des dialogues. Enfin, il enrichit son ouvrage de morceaux littéraires, de traductions en prose & en vers des Auteurs anciens, latins & même grecs, & partout il étale tour à-tour l'érucciation & le bon goût. Nous allons choisir quelques endroits propres à donner une idée de son travail.

Dans l'article qui concerne l'examen des abus de la religion naturelle, . . après avoir parlé de différentes sectes singulieres, il cite les Quakers, & ce morceau est encore plus curieux dans la circonstance.

„ Si l'on pouvoit séparer un moment la révélation, qui fait un fondement du Quakérisme, de ses principes naturels, je n'hésiterois pas à critiquer ces Sectaires après les Guanches, les Parthes & les Lettrés de la Chine.

„ Les Quakers doivent leur nom & leur réputation à quelques usages absurdes qu'ils ont adoptés

